



This is a digital copy of a book that was preserved for generations on library shelves before it was carefully scanned by Google as part of a project to make the world's books discoverable online.

It has survived long enough for the copyright to expire and the book to enter the public domain. A public domain book is one that was never subject to copyright or whose legal copyright term has expired. Whether a book is in the public domain may vary country to country. Public domain books are our gateways to the past, representing a wealth of history, culture and knowledge that's often difficult to discover.

Marks, notations and other marginalia present in the original volume will appear in this file - a reminder of this book's long journey from the publisher to a library and finally to you.

### Usage guidelines

Google is proud to partner with libraries to digitize public domain materials and make them widely accessible. Public domain books belong to the public and we are merely their custodians. Nevertheless, this work is expensive, so in order to keep providing this resource, we have taken steps to prevent abuse by commercial parties, including placing technical restrictions on automated querying.

We also ask that you:

- + *Make non-commercial use of the files* We designed Google Book Search for use by individuals, and we request that you use these files for personal, non-commercial purposes.
- + *Refrain from automated querying* Do not send automated queries of any sort to Google's system: If you are conducting research on machine translation, optical character recognition or other areas where access to a large amount of text is helpful, please contact us. We encourage the use of public domain materials for these purposes and may be able to help.
- + *Maintain attribution* The Google "watermark" you see on each file is essential for informing people about this project and helping them find additional materials through Google Book Search. Please do not remove it.
- + *Keep it legal* Whatever your use, remember that you are responsible for ensuring that what you are doing is legal. Do not assume that just because we believe a book is in the public domain for users in the United States, that the work is also in the public domain for users in other countries. Whether a book is still in copyright varies from country to country, and we can't offer guidance on whether any specific use of any specific book is allowed. Please do not assume that a book's appearance in Google Book Search means it can be used in any manner anywhere in the world. Copyright infringement liability can be quite severe.

### About Google Book Search

Google's mission is to organize the world's information and to make it universally accessible and useful. Google Book Search helps readers discover the world's books while helping authors and publishers reach new audiences. You can search through the full text of this book on the web at <http://books.google.com/>



## A propos de ce livre

Ceci est une copie numérique d'un ouvrage conservé depuis des générations dans les rayonnages d'une bibliothèque avant d'être numérisé avec précaution par Google dans le cadre d'un projet visant à permettre aux internautes de découvrir l'ensemble du patrimoine littéraire mondial en ligne.

Ce livre étant relativement ancien, il n'est plus protégé par la loi sur les droits d'auteur et appartient à présent au domaine public. L'expression "appartenir au domaine public" signifie que le livre en question n'a jamais été soumis aux droits d'auteur ou que ses droits légaux sont arrivés à expiration. Les conditions requises pour qu'un livre tombe dans le domaine public peuvent varier d'un pays à l'autre. Les livres libres de droit sont autant de liens avec le passé. Ils sont les témoins de la richesse de notre histoire, de notre patrimoine culturel et de la connaissance humaine et sont trop souvent difficilement accessibles au public.

Les notes de bas de page et autres annotations en marge du texte présentes dans le volume original sont reprises dans ce fichier, comme un souvenir du long chemin parcouru par l'ouvrage depuis la maison d'édition en passant par la bibliothèque pour finalement se retrouver entre vos mains.

## Consignes d'utilisation

Google est fier de travailler en partenariat avec des bibliothèques à la numérisation des ouvrages appartenant au domaine public et de les rendre ainsi accessibles à tous. Ces livres sont en effet la propriété de tous et de toutes et nous sommes tout simplement les gardiens de ce patrimoine. Il s'agit toutefois d'un projet coûteux. Par conséquent et en vue de poursuivre la diffusion de ces ressources inépuisables, nous avons pris les dispositions nécessaires afin de prévenir les éventuels abus auxquels pourraient se livrer des sites marchands tiers, notamment en instaurant des contraintes techniques relatives aux requêtes automatisées.

Nous vous demandons également de:

- + *Ne pas utiliser les fichiers à des fins commerciales* Nous avons conçu le programme Google Recherche de Livres à l'usage des particuliers. Nous vous demandons donc d'utiliser uniquement ces fichiers à des fins personnelles. Ils ne sauraient en effet être employés dans un quelconque but commercial.
- + *Ne pas procéder à des requêtes automatisées* N'envoyez aucune requête automatisée quelle qu'elle soit au système Google. Si vous effectuez des recherches concernant les logiciels de traduction, la reconnaissance optique de caractères ou tout autre domaine nécessitant de disposer d'importantes quantités de texte, n'hésitez pas à nous contacter. Nous encourageons pour la réalisation de ce type de travaux l'utilisation des ouvrages et documents appartenant au domaine public et serions heureux de vous être utile.
- + *Ne pas supprimer l'attribution* Le filigrane Google contenu dans chaque fichier est indispensable pour informer les internautes de notre projet et leur permettre d'accéder à davantage de documents par l'intermédiaire du Programme Google Recherche de Livres. Ne le supprimez en aucun cas.
- + *Rester dans la légalité* Quelle que soit l'utilisation que vous comptez faire des fichiers, n'oubliez pas qu'il est de votre responsabilité de veiller à respecter la loi. Si un ouvrage appartient au domaine public américain, n'en déduisez pas pour autant qu'il en va de même dans les autres pays. La durée légale des droits d'auteur d'un livre varie d'un pays à l'autre. Nous ne sommes donc pas en mesure de répertorier les ouvrages dont l'utilisation est autorisée et ceux dont elle ne l'est pas. Ne croyez pas que le simple fait d'afficher un livre sur Google Recherche de Livres signifie que celui-ci peut être utilisé de quelque façon que ce soit dans le monde entier. La condamnation à laquelle vous vous exposeriez en cas de violation des droits d'auteur peut être sévère.

## À propos du service Google Recherche de Livres

En favorisant la recherche et l'accès à un nombre croissant de livres disponibles dans de nombreuses langues, dont le français, Google souhaite contribuer à promouvoir la diversité culturelle grâce à Google Recherche de Livres. En effet, le Programme Google Recherche de Livres permet aux internautes de découvrir le patrimoine littéraire mondial, tout en aidant les auteurs et les éditeurs à élargir leur public. Vous pouvez effectuer des recherches en ligne dans le texte intégral de cet ouvrage à l'adresse <http://books.google.com>

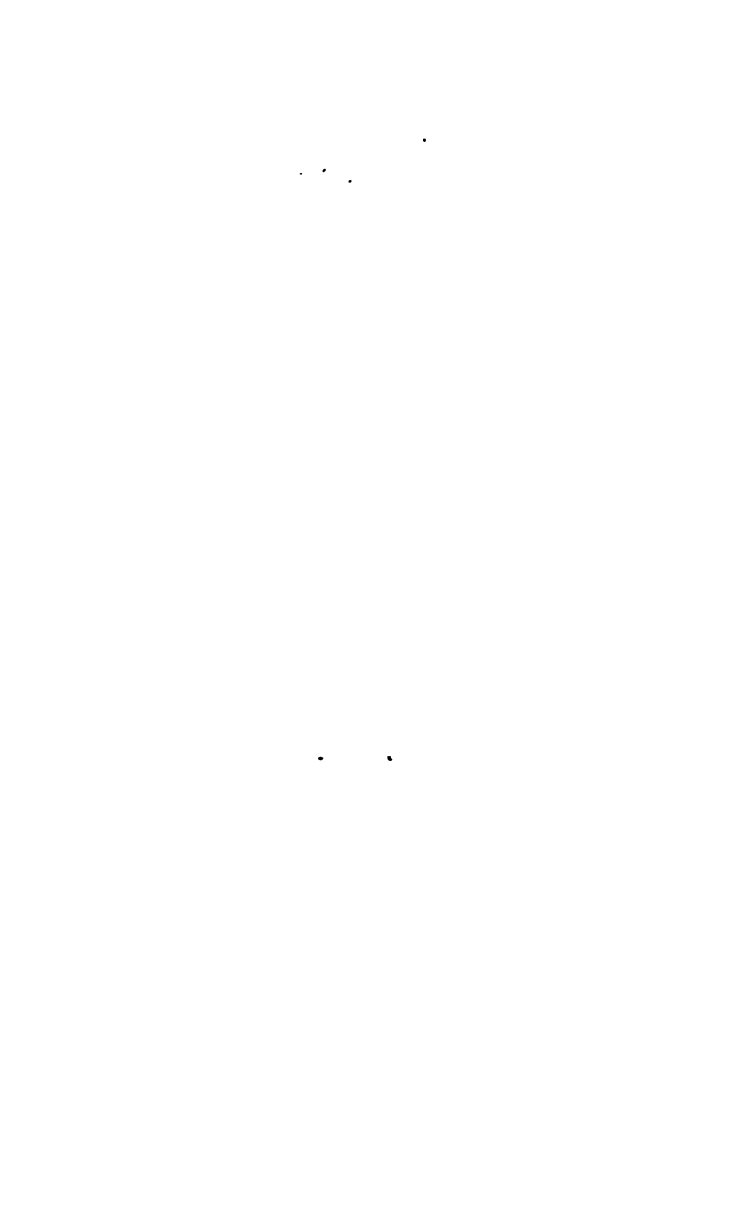
Ex Libris  
Advocati  
*BOUCHET.*







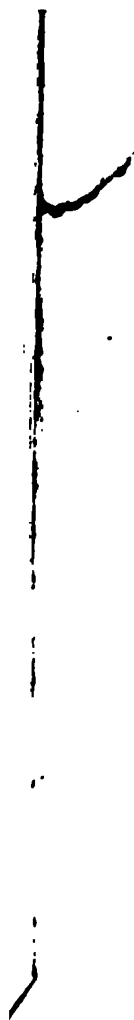




**CAUSES**  
**CELEBRES**  
**ET**  
**INTERESSANTES,**  
**A V E C**  
**LES JUGEMENTS**  
**QUI LES ONT DÉCIDÉES;**  
**RECUEILLIES**  
*Par Mr. GAYOT DE PITAVAL,*  
*Avocat au Parlement de Paris.*  
**TOME VINT-DEUXIEME**  
**ET DERNIER,**  
Augmenté des Plaidoyés d'ARNAUD, & de  
MARION, contre les Jésuites.



**A LA HAYE,**  
*Chés* **JEAN NEAULME**  
**M. DCC. XLV.**





les Enfans d'un second lit ven-  
t faire passer pour bâtard, par-  
qu'il ne produit point l'Acte de  
libération du Mariage de son pere,  
et la légitimité est pourtant recon-  
ue en Justice, à cause de la Posses-  
on de son Etat.

**VOICI** une Cause où la Cour  
s'est attachée invariablement  
aux principes qui affermissent  
la tranquillité publique. J'ai  
eu occasion de les dévelop-  
per, parceque la cause de celui dont on  
estoit la légitimité m'avoit été con-  
fée, son épouse, son heritiere, qui le re-  
présentoit, m'ayant chargé du soin de dé-

2 *Avantage de la Possession d'Etat*  
j'étois capable, & dont la matiere  
susceptible.

Nul Etat n'est à l'abri des atteintes  
procès; puisqu'on a osé contester la  
limité au sieur Barthelenni Bourge  
qui l'a établi par son extrait baptis  
signé par son pere, une longue posses  
la reconnoissance de son pere & d  
mere dans plusieurs actes autentiqu  
leur perseverance jusqu'à la mort,  
témoignages respectables, & le conc  
de toutes les circonstances qui peu  
apprendre au public une pareille ve  
& lui donner le degré d'une certi  
convaincante.

Des enfans du second lit, guidés  
la cupidité, ayant recueilli une riche  
cession de leur pere, refusent de la  
tager avec leur frere du premier lit.  
belle-mere injuste veut signaler sa  
dressé pour ses enfans, par la h  
qu'elle a pour le fils du premier li  
son mari; elle deshonne son mari a  
sa mort, en faisant passer son pre  
mariage pour un concubinage. Elle  
gage les enfans à flétrir la mémoire  
leur pere, qu'ils représentent, à la  
de la Justice, plongé dans un hor  
libertinage. C'est ainsi qu'ils s'acqu  
evers un pere à qui ils doivent la  
l'éducation, & une fortune opulente:  
ainsi qu'on immole à l'amour de l'in  
les devoirs les plus saints que la na  
a gravés dans nos cœurs en les forn

oit déjà sacrifié toute sa fortune,  
à cœur de laquelle il est sûr de re-  
après sa mort. La belle-mère mou-  
u de tems après. Mais, son injus-  
mourût point; ses enfans recueil-  
ses sentimens avec son héritage.  
severent dans le procès. Si on est  
des Réflexions qu'inspire ce pro-  
le Public en sera prodigue: mais  
à développer cette idée générale  
une Histoire plus détaillée, & char-  
le toutes les circonstances qui sont  
aires à la décision du procès.

Sieur Pierre Bourgelat, né à Belestat Histoire de  
Languedoc, vint à Lyon pour faire la Cause.  
ortane dans le commerce. Il fut  
du sieur Sabot, qui l'intéressa dans  
en. Il entreprit avec la permission  
marchand de faire le voyage d'I-

#### 4 *Avantage de la Possession d'Etat.*

étoit sous la conduite de la Dame Faventin sa mere. Une grande douceur, une modestie singuliere, des qualités solides, essentielles, relevoient ses agrémens. Quelque difficile que fût le sieur de Bourgelat, il se crut heureux de l'épouser. La cérémonie fut précédée d'un contrat de mariage : leur fils n'a pas scu précisément le lieu & la Paroisse où ils reçurent la bénédiction nuptiale. Il a joui de son Etat pendant la vie de son pere, il étoit tranquile ; voilà ce qui a assoupi sa curiosité. Les titres qui auroient pu la satisfaire, & qui étoient au pouvoir de son pere, ont été après sa mort entre les mains d'une belle-mere, on ne les trouve plus, le sort qu'ils ont eu est facile à deviner. Quel usage en a pu faire une marâtre, guidée par une tendresse aveugle pour ses enfans, & une aversion fort éclairée pour son beau-fils !

Le sieur Bourgelat emmena à Lyon sa femme, & la Dame Faventin sa mere : comme il ne pouvoit pas les loger chez le sieur Sabot, où il étoit cloué par son emploi, il fut obligé de louer une maison ; il la choisit dans le fauxbourg de la Croix-Roussé. Sa fortune, qui étoit alors fort modeste, ne lui permettoit pas de prendre l'essor d'un loyer cher. Tout le tems qu'il pouvoit dérober à son commerce, il le consacroit à sa femme. Elle devint grosse & accoucha

*Avantage de la Possession d'Etat.* 5

cha de Barthelemi Bourgelat, qui est celui dont on conteste l'Etat: il fut baptisé le jour de sa naissance 21 Avril 1684. comme fils légitime de Pierre Bourgelat & de Hieronime Caprioli, le pere a signé l'acte de baptême. Voilà le titre primitif & constitutif de l'Etat de Barthelemi Bourgelat. La Dame Caprioli l'allaita elle-même. Elle eut un second enfant le 19. Decembre 1686. qui fut appelé Pierre, & fut baptisé le même jour comme fils légitime de Pierre Bourgelat qui signa encore cet acte de Baptême.

Les nœuds de ce mariage se resserroient tous les jours plus fortement par les qualités de l'épouse; la mort seule pouvoit diviser ces deux époux. La Dame Caprioli ayant perdu sa mere le 20. Octobre 1692. elle ne lui survéquit pas long-tems, elle fit son testament le 20. Mars 1693. où elle institua heritier le sieur Bourgelat, son cher & bien aimé mari. C'est ainsi qu'elle le nomme. Elle legue à chacun de ses enfans 1500 liv. & elle les substitua l'un à l'autre; elle mourut le 26 Mars suivant, & fut enterrée le lendemain avec la pompe d'une personne de Condition, son mari assista au convoi. On voit dans l'extrait mortuaire, que le Curé donne à la Dame Caprioli la qualité de femme de Pierre Bourgelat.

La douleur de l'époux fut excessive; il la mesuroit à la perte qu'il faisoit;



6 *Avantage de la Possession d'Etat.*

le grand deuil qu'il porta, & qu'il fit porter à ses enfans, n'en étoit qu'une foible marque.

Voici l'Histoire fidele de l'éducation que ce pere donna à Barthelemi Bourgelat son fils. Si on rappelle, jusqu'à la moindre circonstance, c'est que tout est essentiel dans cette cause, & que le plus petit objet est un rayon de la verité.

Ayant pris un appartement à la ville il y logea ses deux enfans pendant deux mois; il les mit ensuite en pension chez le sieur Tanneur Prêtre de saint Nizier afin que le cadet apprit les élémens de la langue Latine, & que l'aîné qui étoit imbu fit du progrès dans cette langue: celui-ci alloit en Classe au College des Jesuites sous le Pere Sicard son Régent. Le Sieur Bourgelat étoit fort attentif à l'éducation qu'il devoit à ses enfans; la mort lui enleva le second le 1. Septembre 1695. il le fit porter aux Augustins de la Croix-Rouffe dans le tombeau de sa mere en grande procession par le Chapitre de saint Nizier. On lui donne dans l'acte mortuaire la qualité de fils légitime du sieur Pierre Bourgelat & de la Dame Caprioli: le pere signé cet acte.

Il mit le 3. May 1697. son fils unique en pension chez les Missionnaires de S. Joseph dans le College de S. Rambert à une demie lieüe de Lyon. Il l'all  
voit

voir souvent. Ce pensionnaire étant tombé malade, le pere allarmé l'envoya chercher dans une chaise à porteurs ; il eut la précaution de les faire relayer dans le chemin par d'autres porteurs, il le fit conduire chez lui, il garda le Chirurgien de saint Rambert qui n'abandonna pas un moment le malade jusqu'à sa parfaite guérison, il ne se fioit qu'à lui-même pour soigner son fils ; la tendresse d'un pere est ici dépeinte dans toute sa force. C'est un miroir où le pere le plus tendre y verra son portrait.

Il renvoya son fils dans sa pension. Celui-ci y acheva ses humanités ; il y fit sa Philosophie ; il retourna à la maison paternelle à la fin de l'année 1701. Il fut accueilli avec les caresses que les peres prodiguent sans se contraindre à leurs enfans ; il écrivit sous lui dans son commerce pendant dix-huit mois.

Ce fils se crut appelé à l'état Religieux ; il se dérobe à son pere, il se jette dans le Couvent des Augustins Déchaussés de la Croix-Rouffe. Alors, ce pere qui se vit privé d'un fils unique, toute son esperance qui flatoit les plus doux mouvemens de son cœur ; guidé par un amour furieux, se transporte au couvent, il menace d'y mettre le feu, si on ne lui rend son fils. Nulle digue ne pouvoit contenir ses transports ; on fut obligé de le lui rendre ; il le ramene à la maison. C'étoit une espece de triom-

### 8 *Avantage de la Possession d'Etat.*

phe pour lui. Après lui avoir fait changer de sentiment, il résolut de le former pour son commerce de draperie. Il l'envoya sous la conduite du sieur Portalet son ami chez le sieur Fraisse à Carcassonne, directeur d'une manufacture royale. Il lui écrivit plusieurs lettres pour le prier de veiller à l'éducation de son fils, & pour le rendre capable du commerce où il le destinoit.

Il étoit bien persuadé, que la vie qu'un pere donne à ses enfans seroit un présent plus funeste qu'utile, s'il ne lui donnoit pas une éducation qui est une seconde vie plus précieuse que la première. C'est l'éducation qui nous apprend à faire usage de la vie, où l'honneur & le profit se rassemble.

C'est dans ces sentimens que l'amour de ce pere agissoit pour son fils.

Barthelemi Bourgelat demeure un an dans cette école de commerce. Dans le penchant d'une jeunesse facile, enivré de l'amour du plaisir, il se laissa entraîner au torrent du mauvais exemple. Son pere le rappelle, il le fait arrêter dès qu'il est arrivé à Lyon, c'étoit le 24. Décembre 1703. on le met en prison, le lendemain il le fit conduire au couvent des Cordeliers de Sainte Colombe, où il fit une pénitence de six mois. C'est dans le châtimement même que la tendresse d'un pere éclate, c'est l'ouvrage d'un amour solide qui est guidé par la raison  
don

dont il emprunte une nouvelle force. Ce pere, satisfait de la pénitence de son fils, reprend sa premiere idée de l'éducation qu'il lui donnoit, il l'envoie à Avignon chez le sieur Case marchand, il y demeura une année. Il le tire encore de cette nouvelle école de commerce, & l'envoie dans une autre à Nîmes, où il demeura le même espace de tems; il le rappelle ensuite, il le place chez les sieurs Fillon & Ollier, où on lui donnoit des maîtres qui lui apprennoient la langue Italienne, & à tenir les Livres.

Ce fut alors, que le sieur Bourgelat pere ayant uni la succession du sieur Senier son oncle aux gains considerables qu'il avoit fait dans le commerce, se vit dans le rang des heureux du siecle. Il se retraça l'idée d'une vie encore plus agréable dans un nouveau mariage, il se jeta entre les bras d'une seconde épouse. La Demoiselle Terrasson fut celle qui le fixa. Son cœur, rempli de cette nouvelle passion, n'eut plus pour son fils la même tendresse, elle se refugia au fond de son cœur, & agit avec indolence. Une belle-mere travaille continuellement à ramener tous les sentimens d'un mari à elle, & à ses enfans. Elle regarde un fils du premier lit comme le plus grand ennemi, qu'elle & ses enfans aient dans le cœur de son mari. Elle le tourmente sans cesse, jusqu'à ce qu'elle

10 *Avantage de la Possession d'Etat.*

ait vaincu & terrassé cet ennemi. Elle en vient ordinairement à bout par son importunité, & parcequ'on se lasse de lui résister.

Le sieur Bourgelat gémissoit pourtant de sa foiblesse, il aimoit toujours son fils, mais il ne lui donnoit point les mêmes secours. Celui-ci, suivant son inclination, prit parti dans la Maison du Roi, & fut reçu Garde de Sa Majesté; si le pere n'eût pas été obsédé par cette seconde femme, il n'auroit jamais souffert que son fils prît un état qui dérangeoit l'idée qu'il avoit de l'établir dans le commerce. Il lui payoit une pension pour le faire subsister. Enfin, malade de la maladie dont il mourut, il résista à tous les assauts qu'on lui livra pour l'obliger à renoncer à son fils; & afin de lui laisser partager sa succession avec son frere & ses sœurs du second lit, il voulut mourir *ab intestat*. C'est ainsi qu'il crut concilier l'amour qu'il avoit pour lui avec celui qu'il avoit pour ses enfans du second lit. Rien ne prouve mieux que les artifices de sa seconde femme n'avoient pu étouffer l'amour qu'il avoit pour ce fils, & rien ne prouve mieux en même-tems la force de cet amour, qui, combattu, persecuté, déchiré sans cesse dans le cœur de ce pere, avoit pourtant toujours subsisté.

La Dame Terrasson, qui avoit recueilli les derniers soupirs de son mari, & qui  
dans



*Avantage de la Possession d'Etat.* 11

dans le moment qui suivit sa mort , à l'abri des fâcheux , des surveillans , avoit été la maîtresse de s'emparer de tout , donna ses premiers soins à supprimer les titres & les papiers domestiques qui prouvoient l'Etat de Barthelemi Bourgelat.

Il revient à Lyon où ne veut pas le reconnoître , on lui conteste son Etat. On n'avoit pas pû supprimer tous les titres authentiques qui l'établissoient : on se vangea de cette impuissance par les chicanes qu'on lui fit essuyer , après qu'il eût été obligé le 19 Janvier 1720. de faire assigner la Dame Terrasson à la Sénéchaussée de Lyon , comme tutrice de ses quatre enfans , afin qu'elle fût condamnée à lui relâcher la cinquième partie de la succession.

Il épousa le 20 Juillet 1720. Demoiselle Julien Arraud , qui lui apporta une dot de 30000. liv. Ce mariage , comme le dit la Dame Terrasson dans ses écritures , étoit un mariage avantageux au sieur Bourgelat , soit par l'alliance , soit par rapport aux biens , ce sont ses propres termes.

Ils eurent dans un enfant un gage de leur amour , le ciel jaloux de leur tendresse le leur enleva. L'épouse sacrifia son bien pour acquitter les dettes du mari , & fournir aux frais du procès. Il fut si touché de cet excès d'amour , qu'il l'institua son heritiere par son testament  
du

12 *Avantage de la Possession d'Etat.*

du 21 Octobre 1720. Le chagrin creusant peu à peu son tombeau, il eut une longue maladie; la Dame Bourgelat consuma vainement pour lui faire recouvrer sa santé le reste de sa dot: il mourut le 5 Juillet 1721. Elle a repris le procès.

Quoique l'Etat de Barthelemi Bourgelat fût constaté par un extrait baptismal, par plusieurs actes authentiques, & par une longue Possession, & que par surabondance de droit, la Dame Bourgelat eût demandé d'être reçue à la preuve de plusieurs faits décisifs, & que cette demande fût très-régulière, elle ne fut point écoutée; le grand crédit de la Dame Terrasson alliée à plusieurs Juges prévalut. On débouta la Dame Bourgelat par un Jugement du 5 Septembre 1722, de la preuve des faits qu'elle avoit articulés. On la renvoya d'instance, dépens compensés, sans prononcer sur l'Etat de Barthelemi Bourgelat, cette compensation de dépens. Voilà l'unique temperamment qu'on a apporté à l'iniquité de cette Sentence.

Le 20 Decembre 1722. la Dame Bourgelat a interjetté appel à la Cour de ce Jugement. Elle a fait assigner la Dame Terrasson comme tutrice de ses enfans. La mort a causé plusieurs révolutions dans le cours de ce procès. Le décès de la Dame Terrasson a obligé la Dame Bourgelat à prendre une nouvelle com-  
mis-

*Avantage de la Possession d'Etat.* 13

mission le 30 Juin 1723. pour faire assigner le sieur Terrasson tuteur des enfans mineurs. L'aînée des filles a épousé le sieur Fayard de Champagneux, & elle est morte après l'avoir institué heritier. La seconde a épousé le sieur Prôt de Grange-Blanche: & la troisième le sieur Dugas. La Dame Bourgelat a été obligée de prendre une nouvelle Commission le 22 Decembre 1725. elle a fait assigner en conséquence le sieur Fayard comme heritier de son épouse, les Sr & Dame de Grange-Blanche, les Sr & Dame Dugas.

Voilà l'Histoire tout à la fois des preuves de l'Etat de Barthelemi Bourgelat, de sa Possession, & de la procédure. On sera convaincu par avance de sa légitimité, ayant qu'on en mette les moyens dans tout leur jour. On sera étonné de la témérité de ceux qui lui contestent son Etat: & on craindra avec raison, que le repos public ne soit ébranlé & détruit, & que ceux qui ont un Etat certain & solide, ne soient à la veille d'y être troublés, & d'en être dépossédés si on écoute les Intimés. Ainsi, le public regardera avec une extrême attention une cause qui est la sienne propre, & attendra avec une curiosité impatiente & inquiète un Jugement qui décide du sort de sa tranquillité.

Les intimés n'ont pu opposer d'autre moyen à Barthelemi Bourgelat, que l'im-  
puis-

14 *Avantage de la Possession d'Etat.*

puissance où il étoit d'apporter la preuve de la bénédiction nuptiale de son pere & de sa mere. Sur ce fondement, ils ont voulu faire passer le premier mariage de leur pere pour un concubinage. Ni l'extrait baptistaire de Barthelemi Bourgelat signé par son pere, soutenu de plusieurs actes autentiques, ni sa possession de plus de 30 ans durant la vie de son pere, n'ont pû imposer à l'amour de l'interêt : ils ont méconnu un frere légitime, ils ont deshonoré leur pere ; ils ont encheri sur l'injurieux fils de Noé, qui insultoit à l'état indécent de son pere, puisqu'ils ont travesti la sainteté de son mariage en un libertinage affreux, & qu'ils ont joint la calomnie à l'insulte. On frémira sans doute d'horreur de leur impiété.

Pour mettre la légitimité de Barthelemi Bourgelat au grand jour de la Justice, on établira :

Premierement, que Barthelemi Bourgelat, ayant son extrait baptistaire signé de son pere, soutenu de plusieurs actes autentiques, est incontestablement fils légitime de Pierre Bourgelat, & de Hieronime Caprioli.

Secondement, que la Possession de son Etat, dont il a jouï plus de trente ans pendant la vie de son pere est, indépendamment de cette preuve convaincante, une prescription invincible, qui met sa légitimité à l'abri de toute atteinte.

Trois

*Avantage de la Possession d'Etat.* 15

Troisièmement, que ce n'est point le cas de demander que la veuve de Barthelemi Bourgelat -rapporte la preuve de la bénédiction nuptiale du pere & de la mere de son mari ; que dans les circonstances de ce procès, cette demande est une vaine ressource de chicane.

PREMIERE PROPOSITION.

Barthelemi Bourgelat, *muni de son extrait baptistaire, & de plusieurs actes autentiques, est incontestablement fils légitime de Pierre Bourgelat & de Hieronime Caprioli.*

Nous ne voyons pas d'autre preuve litterale de l'Etat des enfans dans la loi civile, que le registre qui fait foi du jour de la naissance. Les Censeurs parmi les Romains tenoient des Livres qu'on appelloit *Censuales*, où les peres écrivoient la naissance de leurs enfans. Nous voyons dans la Loi 6. au Code de *fide instrumentorum* qu'elle décide que ces Livres étant perdus, on peut avoir une voie pour établir son Etat. *Statum tuum natali professione perditâ mutilatum non esse certi juris natalis professio*, signifie une déclaration faite devant le Juge du jour de sa naissance. Cette déclaration s'enregistroit. Voilà la preuve de l'Etat.

Gode-



16 *Avantage de la Possession d'Etat.*

Godefroi remarque sur cette loi, qu'il y avoit deux sortes de livres sur la naissance, les livres particuliers que les pères gardoient chez eux, où ils inscrivoient la naissance de leurs enfans, & les livres publics qui faisoient foi de cette naissance, dont les Censeurs étoient dépositaires. La ressource que la loi permettoit dans la perte des registres publics, c'étoient les registres ou papiers domestiques des pères, & au défaut de ces derniers titres, la preuve testimoniale étoit admise. Cujas sur la loi 8. au ff. *de statu hominum*, nous enseigne, que l'Etat se prouvoit par le registre que le Censeur avoit. *Probatur professione censuali*. Il ajoute par les témoins: *Testibus*. Il s'ensuit que le registre public de la naissance étoit la première preuve, la plus naturelle, & la plus certaine.

Quand la loi au Code *de probationibus* exige que l'Etat s'établisse *non nudis asseverationibus, sed matrimonio legitimo concepto*, non pas par de simples allégations, mais par des actes qui prouvent qu'on est venu d'un mariage légitime; Godefroi explique *legitimo matrimonio*, en disant qu'il faut apporter le registre de la naissance, *natalibus*. Voilà la véritable preuve de la légitimité.

C'est la disposition de la loi 13. au Code *de probationibus, non epistolis necessitudo consanguinitatis, sed natalibus vel adoptionis solemnitate comprobetur*. Que

la parenté, la liaison du sang ne se prouve pas par des lettres, mais par le registre de la naissance, & la solennité de l'adoption. Il est évident, que le registre de la naissance est de toutes les preuves celle que la loi adopte par préférence.

Durret qui a commenté l'art. 187. de l'Ordonnance de Blois de 1579. observe que l'Empereur Antonin le Philosophe, ordonna que les Romains fissent enregistrer dans le Temple de Saturne, où l'on gardoit le Tresor public, la naissance de leurs enfans nouvellement nés, & qu'on envoyât des Notaires dans les provinces afin qu'on fît de même, & qu'on eût recours à ces registres dans les causes concernant l'état & la condition des personnes. Il a trouvé cette Remarque dans la vie de cet Empereur écrite par Julius Capitolinus.

Voilà donc, suivant la loi civile, la preuve légitime, naturelle, & constante de l'Etat des enfans.

C'est dans le même esprit, que les Ordonnances ont prescrit les registres de batême: l'art. 181. de l'Ordonnance de Blois de 1579. dit expressément, qu'ils serviront à prouver la naissance. Ce mot de *naissance* signifie la filiation; d'où il s'ensuit, que les registres sont la preuve de l'Etat des enfans.

Rebuffe qui a fait un commentaire sur l'Ordonnance de 1539. qui avoit déjà or-

18 *Avantage de la Possession d'Etat.*

donné ces registres, dit dans son *Traité de regeſtis, seu libris Baptismi*, qu'ils servent à prouver la légitimité ou la bâtardise. *Nemo*, dit-il, *hæc professio probabit legitimum, vel spurium.*

donnan-  
de 1667.  
20. art.  
9. 10.  
11.

Le principal objet de l'Ordonnance de 1667. a été d'établir dans les registres de baptême un monument qui déposât infailliblement sur l'Etat des enfans, jusqu'où le grand Prince qui a rendu cette Ordonnance, n'a-t-il pas porté son attention? Il veut que le registre soit cotté, & paraffé par chaque feuillet par le Juge Roial, & qu'on fasse deux registres, dont l'un sera porté au Juge Roial pour servir de grosse. Il veut que dans l'acte de batême, on fasse mention du jour de la naissance, du nom de l'enfant, du pere, de la mere, du parrain, & de la marraine, qu'il soit signé du pere, s'il est present, & de quatre témoins, qu'on ne laisse aucun blanc dans l'acte, que le Greffier du Juge Roial à qui on enverra un registre, le collationne à la minute qui demeurera au Curé, ou au Vicaire, que dans l'un & dans l'autre registre il barre tous les feuillets blancs qui restent.

Pourquoi tant de précautions, quel est l'objet de l'attention inquiète du Législateur? Nulle preuve littérale plus forte, plus immédiate, plus naturelle, de l'Etat des enfans que l'acte de baptême. Toute son application a été de fermer la voye à la fraude qui pourroit al-

terer

*Avantage de la Possession d'Etat.* 19

terer le registre, ou le supposer. Il a voulu que le dépositaire de la puissance spirituelle, & le dépositaire de la puissance temporelle, s'unissent pour conserver ce monument, qu'ils veillassent l'un sur l'autre, & qu'ils gardassent chacun dans un registre un témoignage qui condamneroit celui qui seroit infidèle, & qui donneroit atteinte à la foi du registre.

Voilà tout ce que la prudence humaine pouvoit inspirer de plus efficace, pour mettre le registre à l'abri de l'infidélité, de la supposition. Y a-t-il quelque autre acte de filiation, dont l'authenticité soit plus certaine, & munie de plus grandes précautions? Aussi le Commentateur de l'Ordonnance de 1667. dit : *Que la véritable origine des registres est pour assurer l'Etat des enfans, que ce sont des dépôts sacrés de la foi public; que c'est là où les peres & meres reconnoissent leurs enfans nés de leur mariage pour legitimes; que ces reconnoissances toutes volontaires, sont des titres incommutables pour leurs enfans, qu'elles sont de droit public, & acquierent un droit irrévocable à ceux qui y sont inscrits.*

Mais, ce qui démontre encore parfaitement, que l'intention du Législateur a été d'assurer dans le registre de baptême la preuve de l'Etat des enfans; c'est l'observation de M. le premier Président de Lamoignon, & de M. le Président de Novion; Commissaires - Rédacteurs de

l'Ordonnance. Ils examinoient l'Article qui permet, au cas que les registres soient perdus, ou qu'il n'y en ait jamais eû, de prouver la naissance par les registres ou papiers domestiques des peres & meres, ils craignoient, comme on le voit dans le Procès verbal de l'Ordonnance, que ces papiers domestiques ne préjudiciaient à l'Etat des enfans si on leur donnoit une foi entiere. *Un pere*, dit M. de Lamoignon, *pourroit être guidé par une prédilection pour un de ses enfans; une mere*, dit M. de Novion, *pourroit faire telle déclaration que bon lui sembleroit, & préjudicieroit à l'Etat de ses enfans.* Alors M. Puffort, l'un des Commissaires, leur répondit : *Que les registres domestiques n'étoient reçus qu'au défaut des registres de Baptême.* La crainte de M. de Lamoignon, & de M. de Novion, prouve parfaitement, que le registre, étoit regardé comme une preuve de l'Etat des enfans, puisqu'ils apprehendoient que la preuve qu'on leur substituoit ne pût nuire à cet Etat. Ils ne doutoient pas que les registres publics n'assurassent bien l'Etat, après toutes les précautions qu'on avoit prises pour munir leur validité; mais, ils soupçonnoient la vérité des registres domestiques, dont ils craignirent un fâcheux contre-coup pour l'Etat des enfans. Il est donc bien évident, que ces registres sont établis pour assurer l'Etat des enfans, que c'est une  
gran-

Le vuë du Législateur qui a rassemblé un si grand soin tant de Formes pour les rendre plus certains.

Quoi vouloir démontrer une Vérité qui frappe dans l'Ordonnance qui précise qu'on nomme le pere & la mere, & qui d'ailleurs est confirmée par l'usage continuel que l'on fait des actes de Batême pour établir l'Etat des enfans?

Quelle est la déposition du Curé dans l'acte de Batême d'un fils légitime? Il est que celui à qui il confere le Batême est fils légitime du pere & de la mere qu'il nomme. Cette déposition est confirmée par le pere, par quatre témoins. Elle est donc non seulement le titre primitif & constitutif de l'Etat de l'enfant; mais elle est contradictoire avec le pere. C'est toujours dans le jour même que l'enfant est né, que ce témoignage authentique de sa filiation est rendu. La preuve de son Etat est de même âge que sa naissance. Le même titre, qui le déclare enfant de l'Eglise, est le titre de sa légitimité civile, titre saint, titre profane. Mais le premier est le caractère de vérité, le second de fausseté. Le Curé, & le pere, sont unanimement à déposer cette vérité.

Elle est donc hors d'atteinte. Rien ne prouve mieux, que cet acte de Baptême est la véritable, la légitime preuve de l'Etat des enfans, que la question que l'on a agitée, si cette preuve

## 22 *Avantage de la Possession d'Etat.*

ve pouvoit être remplacée par une autre: de ce doute même, on le peut dire, il en résulte plusieurs conséquences décisives. Premièrement, que c'est le titre primitif de l'Etat, le titre le plus naturel. Secondement, qu'il est si légitime, que, lorsqu'il est perdu, la porte est ouverte à la contestation sur l'Etat. Troisièmement, que, quelque effort qu'on fasse pour le remplacer, on ne peut jamais lui substituer aucun titre qui ait la même force. Il faut à son défaut se contenter de ceux qui ne sont pas dans le même degré d'évidence; d'où il s'ensuit que l'acte de baptême est l'unique titre de l'Etat des enfans, qui ne peut jamais être suppléé par un autre parfaitement.

Barthelemi Bourgelat produit son acte de baptême revêtu de ses formalités. Cet acte de baptême si authentique est encore soutenu par un second acte de baptême du frère de Barthelemi Bourgelat. Le titre de légitimité du second enfant est un titre geminé de la légitimité du premier. Ces deux titres se fortifient l'un l'autre. Ce double titre authentique, cette persévérance dans le même témoignage. Voilà la Possession de la filiation légitime de Barthelemi Bourgelat, Possession inébranlable.

Dans l'acte mortuaire de la Dame Caprioli, le Curé lui donne le titre de femme légitime de Pierre Bourgelat. Troisième titre.

Le

Le second fils meurt, le pere signe encore son extrait mortuaire, où on lui donne la qualité de pere. Voilà un quatrième témoignage authentique de Barthelemi Bourgelat, parce qu'encore une fois l'Etat de son frere est le sien; que les mêmes actes prouvent qu'ils sont fils légitimes de Pierre Bourgelat & d'Hieronime Caprioli.

Supposons que tous ces titres fussent perdus, & qu'il fût impossible à Barthelemi Bourgelat de les recouvrer, l'Ordonnance civile viendroit à son secours, elle lui permettroit de prouver son Etat *par les registres & papiers domestiques de ses pere & mere.* C'est la disposition de l'art. 14. du tit. XX.

Au défaut des papiers privés, Barthelemi Bourgelat produiroit le testament de sa mere, executé par son pere. C'est dans ce testament, que Hieronime Caprioli, malade de la maladie dont elle mourut, appelle le pere de Barthelemi Bourgelat, *son cher & bien-aimé époux.* C'est dans ce testament, qu'elle fait un legs à titre d'institution à Barthelemi Bourgelat son fils; titre qui n'est dû qu'à un fils légitime que la loi envisage comme le propriétaire des biens de son pere & de sa mere; titre qui opere le droit d'accroissement, qui remplit les droits du sang & de la nature. Son second fils a le même legs, & au même titre. Ce testament contient des legs pieux que



24 *Avantage de la Possession d'Etat.*

le pere a payés, il a par conséquent exécuté le testament, il a donc confirmé ce titre solennel.

De quel poids n'est pas un pareil témoignage rendu par une mere prête à entrer dans la région de l'éternité, & qu'on ne peut pas soupçonner de parler un autre langage que celui de la verité? Dans ces derniers instans, où toutes les ombres du mensonge se dissipent, pour faire place à la verité même! Ce testament de la mere, executé par le pere, ne remplaceroit-il pas bien les papiers domestiques que l'Ordonnance substitue au défaut des actes de Baptême?

Quand Barthelemi Bourgelat n'auroit qu'un pareil testament, ne feroit-il pas réputé legitime suivant la Nouvelle 117. chap. 1?

*Sancire prospeximus, ut si quis filium, aut filiam habens de liberâ muliere, cum quâ nuptiæ consistere possunt, dicat in instrumento, sive publicâ, sive propriâ manu conscripto, & habens subscriptionem trium testium fide dignorum, sive in testamento, sive in gestis monumentorum, hunc, aut hanc filium suum esse, aut filiam, & non adjecerit naturalem, bujusmodi filium esse legitimum, & nullam aliam probationem ab iis quæri, sed omni frui, eo jure quod legitimis filiis nostræ conferunt leges.*

Nous nous sommes déterminés à ordonner, que si quelqu'un ayant un fils ou une

une fille d'une femme libre, avec laquelle il a pu se marier, dit dans un acte écrit, ou par un officier public, ou de sa propre main, soutenu du témoignage de trois témoins dignes de foi, ou dans son testament, que ce fils & cette fille sont ses enfans, & qu'il ne leur donne point le titre de naturels, ils seront réputés légitimes, on ne leur demandera point d'autre preuve, ils jouiront de tous les droits que les loix donnent aux enfans légitimes.

Barthelemi Bourgelat a une foule d'actes authentiques qui conspirent à établir sa légitimité; son acte de batême, celui de son frere, l'acte mortuaire de ce même frere, le testament & l'acte mortuaire de sa mere. Si l'acte de batême est seul une preuve suffisante de sa légitimité, de quelle force est cette preuve soutenue par tant de titres solennels? Qui croiroit qu'on ait la témérité de vouloir forcer le rempart de tous ces actes & qu'on veuille, malgré leur validité, leur authenticité, malgré la foi publique, flétrir Barthelemi Bourgelat, en le dépouillant des droits que la nature, le sang, & la Religion, lui ont donnés?

## SECONDE PROPOSITION.

*La Possession de l'Etat, dont Bartbelemi Bourgelat a jouï plus de trente ans pendant la vie de son pere, forme une prescription en sa faveur, qui repousse ceux qui veulent attaquer cet Etat, le met à l'abri de toute atteinte.*

Pour mettre cette Proposition dans tout son jour, il faut d'abord expliquer ce que c'est que la Possession de l'Etat de fils légitime. Mornac sur la Loi VI. ff. *de bis qui sunt sui, vel alieni juris*, dit que nous apprenons par le Chapitre *de tuas, de probationibus*, du Droit Canon, qu'il suffisoit sur les questions de la naissance, que celui dont on conteste l'Etat ait été nommé fils, qu'il ait été reconnu publiquement tel, & que dans toutes les occasions, suivant l'opinion publique, il soit cru tel. *Satis esse, ad ejusmodi de natalibus quæstiones, ut quis nominetur filius, & publicè agnoscat, passimque babeatur, & credatur apud omnes.* Cela est conforme à la définition qui nous a été donnée, par tous les Docteurs, de la Possession de l'Etat de fils légitime; c'est celle qui nous est rapportée par Menochius dans son *Traité de arbitrariis judicium, quæst. & caus. casu 89. n. 96.* Si un fils, dit-il, a été traité par son pere comme son fils, qu'il lui

*Avantage de la Possession d'Etat.* 27

lui ait souvent donné ce nom , qu'il ait passé pour tel suivant la commune renommée , *sic à patre habitum fuisse & tractatum, sic ab eo sapius nominatum, & appellatum, sic ab omnibus communi fama, & voce habitum, & creditum.* Cet Auteur cite une foule de Docteurs , qui adoptent cette définition.

La Loi indique la preuve des témoignages des voisins & de ceux qui doivent être instruits de la vérité, *si vicinis & aliis scientibus. l. 9. de nuptiis, c.* Godefroi dit là-dessus: *Nati ex ea quæ præsumitur uxor, præsumuntur legitimi.* Les enfans de celle qui est réputée mariée sont réputés légitimes. Il dit ensuite: *Ignorantiam non præsumi in vicino.* L'ignorance n'est pas présumée dans un voisin.

L'Arrêt de Dulac Capé rendu récemment a admis ce particulier à prouver contre ceux qui lui contestoient la légitimité , qu'il étoit fils de Dulac Capé qui l'avoit reconnu dans cette qualité, qui avoit eu soin de son éducation, & avoit payé sa pension. *Tractatus & educatio.* Voilà donc les deux caractères de la possession de la légitimité, le traitement & l'éducation que le pere donne au fils.

Le sieur Bourgelat a commencé par reconnoître Barthelemi pour son fils légitime dans son Acte de barême qu'il a signé, voilà l'origine de la Possession : il a  
con-

28 *Avantage de la Possession d'Etat.*

confirmé ce témoignage dans l'Acte de baptême du frere de Barthelemi & dans son extrait mortuaire, voilà la continuation de la Possession; sa mere en l'allaitant l'a reconnu pour son fils légitime. Une concubine n'a pas ordinairement un cœur de mere pour son fils; si la Nature lui inspire de la tendresse pour le fruit de son crime, elle rougit de ses sentimens, elle n'ose pas les faire éclater. Son cœur ne s'épanche qu'en secret; parcequ'elle craindrait que son enfant, qui est un témoin qui lui reproche son desordre, ne traçât sa déposition dans l'esprit de ceux qui considereroient un effet d'amour singulier qui serviroit, plus il seroit distingué, à conserver la mémoire de son crime; ou sa vanité étouffe sa tendresse, ou elle la renferme au-dedans d'elle-même.

D'ailleurs, ce devoir d'allaiter un enfant est pénible à la Nature, & s'achete souvent aux dépens de la santé, de la vie, de la mere nourrisse: si une mere légitime le refuse, croira-t-on qu'une concubine encherisse sur elle?

Nous voyons dans un certificat du Supérieur des Augustins de la Croix-Rouffe, où demouroit la Dame Caprioli, qu'elle menoit une vie très-édifiante & fréquentoit les Sacremens; quelle vertu n'est pas effacée par l'impureté? Et quand on en fait profession, comment mene-t-on une vie très-édifiante? Quand  
on

*Avantage de la Possession d'Etat.* 29

on aime l'impureté & qu'on s'en fait un Etat, cherche-t-on à s'en purifier dans le Sacrement de la Pénitence ? Ose-t-on recevoir dans son sein le Dieu de la pureté même ? Quand on pourroit obtenir de foi ces excès d'impiété, pourroit-on soutenir un si grand scandale aux yeux du public à qui on se donne en spectacle ? En un mot, trouve-t-on une concubine dans une femme qui est un exemple de vertu ?

La Dame Caprioli reconnoît Barthelemi Bourgelat pour son fils légitime dans son testament, & laissé son legs à titre d'institution ; c'est devant un Notaire & sept témoins qu'elle fait cette reconnoissance, c'est à l'heure de la Mort, dans le tems où regne & où triomphe la Vérité, où l'ame qui brûle de s'unir à la premiere Vérité son Principe, secoue le joug du mensonge, l'unique obstacle de cette union. Le pere exécute le testament où la mere l'appelle son cher époux, & donne à ses deux enfans le titre de fils légitimes : elle leur donne leurs legs à titre d'institution, caractère spécifique d'un fils légitime : cette double reconnoissance du pere & de la mere est le sceau autentique de la Possession de Barthelemi Bourgelat.

Oublions un instant tous ces Actes solennels, suivons le sieur Bourgelat le pere dans la conduite qu'il tenoit avec sa femme & avec son fils.

30 *Avantage de la Possession d'Etat.*

L'amour pour la femme legitime, & l'amour pour la concubine; sont bien differens dans leurs Principes, dans leurs effets, & dans leurs caracteres.

L'amour pour la femme legitime est l'ouvrage de la Raison & de la Religion qui conspirent ensemble; c'est un amour qui eclate dans le public, qui entre dans cette harmonie qui entretient l'Etat. L'amour pour la concubine est l'ouvrage des sens; c'est une illusion, un enchantement, notre raison en gemit, & tente à tout moment de nous affranchir de l'esclavage où cette passion nous range; c'est un amour honteux; qui se relegue au fonds du cœur; qui se dérobe au public, & qui ne se produit qu'en rougissant; c'est un amour qui trouble l'ordre qui met la Religion dans le Royaume parmi les citoyens; l'amour pour une femme legitime, c'est l'amour de nous-mêmes.

1. Paul ad  
phes. c. 5.  
28.

*Qui uxorem diligit, se ipsum diligit.* L'amour pour une concubine, c'est l'amour du crime, c'est l'amour du libertinage: le premier amour nous eleve, c'est l'image de l'union de Jesus-Christ avec son Eglise. Le second nous humilie, nous degrade, c'est le triomphe indigne du corps sur l'esprit. Cette ébauche suffit pour donner une juste idée de ces deux amours.

Le sieur Bourgelat pere a vécu avec Hieronime Caprioli, comme on vit avec une femme legitime; bien loin de cacher

e porte le deuil de la Dame Ca-  
& le fait porter à ses enfans. Si la  
d'une concubine, dont on est é-  
ment amoureux, nous assujettit à  
ards pour elle, la Mort non-seu-  
les fait évanouir, mais nous ou-  
yeux sur notre crime, le charme  
pe. Dans la confusion dont nous  
s pénétrés, oserions nous après la  
d'une concubine lever l'étendart  
re crime dans le deuil que nous  
ons; présenterions-nous au public  
lugubre qui lui annoncerait, non-  
ent notre libertinage, mais que nous  
as la mémoire des plaisirs impurs  
ous ne pouvons plus goûter?  
ions-nous l'effronterie jusqu'à  
porter aux enfans qui sont l'ouvra-  
notre crime, l'enseigne de notre  
? Concluons avec la raison elle-  
que ce deuil du pere & des en-  
vée que la mere qui en est l'objet



34 *Avantage de la Possession d'Etat.*

une école, où on lui orne l'esprit des belles Lettres, de la Philosophie; ensuite l'envoyer successivement dans plusieurs écoles de commerce, où il se forme dans cette profession, où il apprend tout ce qui l'y peut distinguer; quand ce pere sacrifie pour son fils des sommes considerables à son éducation; pouvons-nous douter, que les enfans de ce Gentil-Homme, de ce Magistrat, de ce Marchand, ne soient légitimes?

Attachons-nous au dernier Exemple, c'est celui du sieur Bourgelat pere. Voilà l'éducation qu'il a donnée à Barthelemi. Ce tems, où l'esprit est encore dans les nuages de l'enfance, où l'on nous croit incapables de nous appliquer, c'est ce tems qu'on fait mettre à profit à Barthelemi Bourgelat, en lui enseignant les humanités. Son pere le retire ensuite chez lui, il prend plaisir à le former pour son commerce, il confirme les préceptes par son propre exemple; & parceque les exemples étrangers sont souvent plus efficaces, que les exemples domestiques, son pere l'envoie loin de chez lui à Carcassonne, chez le sieur Fraissé Directeur d'une manufacture royale de Draperie. Il compte pour rien la dépense, il apprend que ce fils se déregle, se corrompt, il le rappelle, il le châtie. Son crime est-il expié par la pénitence? Il le renvoie à une autre école de commerce à Nîmes. Il le fait  
ensuite

un fils avec qui on n'a aucun  
lien.

Un fils légitime, qui nous repre-  
sente par qui nous espérons de ressusci-  
ter de revivre après notre Mort, doit  
recevoir toute notre affection : le nour-  
rir est le moindre de nos devoirs.

À lui devons former le cœur & l'es-  
prit : nous devons à l'État, à nous-mê-  
mes un citoyen, qui lui soit utile, qui  
le remplace quand nous ne serons  
plus : il faut donc que l'éducation  
d'un fils légitime fasse toute notre ap-  
plication, & que nous ramenions à ce  
but toutes nos vûes, nos sentimens.

Si nous voyons un père qui rem-  
plit son devoir dans toute son étendue à  
l'égard d'un fils, pouvons-nous douter  
que ce fils ne soit légitime ? Quand nous  
le Gensil-Homme donner à son

**34** *Avantage de la Possession d'E*  
une école, où on lui orne l'es-  
belles Lettres, de la Philologie  
te l'envoyer successivement de  
sieurs écoles de commerce, où il  
me dans cette profession, où il  
tout ce qui l'y peut distinguer; c  
pere sacrifie pour son fils des  
considérables à son éducation; p  
nous douter, que les enfans de ce  
Homme, de ce Magistrat, de  
chand, ne soient légitimes?

Attachons-nous au dernier E  
c'est celui du sieur Bourgelat per  
là l'éducation qu'il a donnée à l  
mi. Ce tems, où l'esprit est enc  
les nuages de l'enfance, où l'  
croit incapables de nous applicu  
ce tems qu'on fait mettre à prof  
thelemi Bourgelat, en lui enseig  
humanités. Son pere le retire  
chez lui, il prend plaisir à le  
pour son commerce, il confirme  
ceptes par son propre exemple  
ceque les exemples étrangers s  
vent plus efficaces, que les e  
domestiques, son pere l'envo  
de chez lui à Carcassonne,  
sieur Fraisse Directeur d'une ma  
re royale de Draperie. Il comp  
rien la dépen-se, il apprend qu  
se déregle, se corrompt, il le rap  
le chatie. Son crime est-il exp  
pénitence? Il le renvoie à une  
cole de commerce à Nîmes.

nt même, ne nous représentent-  
ils pas un pere légitime ? On défie la cu-  
le-même, qui anime nos Adversai-  
ne pas reconnoître dans une tel-  
ation Barthelemi Bourgelat pour  
time; & de s'aveugler jusqu'à ne  
que cet amour paternel, qui ne  
nt point, qui sacrifie tout à l'é-  
n de son fils, qui éclate en pu-  
l'amour qu'on a pour un fils lé-  
vouloir s'y méprendre, c'est  
de choquer la raison elle-même.  
la vraie Possession de la légiti-  
e Barthelemi Bourgelat. N'est-  
a *tractatus & educatio*, le traite-  
éducation, qu'on donne à un fils  
?

enimens, qu'on n'a que pour un  
time, nous les voyons dans le  
fils Bourgelat, & dans son fils

40 *Avantage de la Possession d'Etat.*

ture parlante d'un pere qui regarde comme son devoir principal l'éducation de son fils, qui veut gagner le cœur de celui qui est chargé de son éducation, & l'engager à y donner tous ses soins.

Ce pere passe à de secondes noces. La tendresse qu'il a pour sa femme, suivant le sort des seconds mariages, partage son cœur entre elle & son fils, il ne cesse pas de l'aimer. Mais cet amour n'est plus si vif; il le reconnoît toujours pour son fils, mais son éducation n'est plus son principal objet. Voilà les victoires que les belles-meres remportent ordinairement sur les enfans du premier lit de leurs maris; comme elles sont les fleaux de ces enfans, cela donne lieu de dire que sans les belles-meres le monde seroit trop peuplé.

Cependant, la nature a pris trop de plaisir à graver cet amour dans le cœur de ce pere, pour qu'il puisse s'éteindre, malgré les artifices de sa femme, malgré la tendresse qu'il a pour elle & pour les enfans du second lit, son amour pour son fils du premier lit ne souffre point qu'il leur donne aucune préférence; il veut mourir *ab intestat*, afin de faire voir qu'il les aime tous également, & qu'une belle-mere n'a pas eu un triomphe complet.

Voilà donc un fils reconnu dans son acte de batême du 21 Avril 1684. par son pere, & depuis ce tems-là jusqu'à la

*Avantage de la Possession d'Etat.* 41

la mort de ce pere qui arriva à la fin de l'année 1709. On ose lui contester son Etat établi par tant d'actes autentiques, & soutenu d'une possession de plus de 30. ans; & ce qui rend cette contestation encore plus téméraire, on ose la fusciter après qu'il a été reconnu par son pere & sa mere continuellement pendant toute leur vie.

Mais, on soutient, qu'indépendamment de tant d'actes autentiques, cette longue Possession rend l'Etat du sieur Barthelemi Bourgelat incontestable. Nous en avons une Décision formelle dans la loi au Code de *longi temporis præscriptio-  
ne, quæ pro libertate præstat firmam defen-  
sionem libertatis ex justo initio longo tem-  
pore obtenta possessio, favor enim libertati  
debitus est, salubris jampridem ratio sua-  
sit, ut quis bonâ fide in possessione liberta-  
tis per viginti annorum spatium sine inter-  
pellatione morati essent, præscriptio adver-  
sus inquietudinem statûs eorum prodesse  
debeat, ut & liberi Romani cives fiant.*

La Possession de la liberté, qui a eu un juste principe, opere une défense solide, car la liberté est favorable. Une raison solide a persuadé que ceux, qui ont jouï de la liberté pendant 20. ans, soient garantis des contestations qu'on peut leur faire sur leur Etat: cette prescription leur est si avantageuse, qu'ils deviennent des citoyens Romains libres.

#### 42 *Avantage de la Possession d'Etat.*

Comme la question sur la liberté est une question d'Etat, il est incontestable que cette décision s'applique à la question sur la naissance. Godefroi sur cette loi décide que l'esclave, qui a jouï pendant 20.ans de la liberté dans la bonne-foi, ne peut plus être inquiété. *Servus vicennio libertatem bonâ fide præscribit, hoc est moratus in libertate per vicennium bonâ fide amplius inquietari non potest.* Perezius dit là-dessus, que la prescription de dix ans entre présens, & vingt ans entre absens, suffisoit: *quâ in re additum est, quod qui longo tempore, id est annis decem inter præsentés, viginti inter absentes, sine interpellatione, in possessione fuit libertatis bonâ fide, & justo titulo, ut manu missione, ille fit tutus ab omni expugnatione & servitutis exprobatone.* La Glose, qui marche immédiatement après la loi, dit que plusieurs Interpretes jugent que la prescription de dix ans entre présens, & vingt ans entre absens, doit avoir lieu pour la liberté; parce qu'autrement elle seroit d'une pire condition, que le reste des autres choses sujettes à la prescription. *Alii dicunt quod decem anni sufficiunt inter præsentés, ne libertatis deterior sit conditio quam aliarum rerum.*

Il faut ici observer, que la Possession de Barthelemi Bourgelat est d'autant plus favorable, que c'est une Possession avec un juste titre, un acte de baptême sou-

***Avantage de la Possession d'Etat. 43***

soutenu de plusieurs actes autentiques, Possession qui a duré pendant la vie de son pere.

Cette décision de la loi est confirmé par la Jurisprudence de la Cour. Brodeau sur Louët rapporte deux Arrêts, l'un du 12. Mai 1553. & l'autre du 6. Juillet 1666. qui ont jugé que l'Etat des enfans ne pourroit plus être contesté après qu'ils avoient été en Possession pendant trente ans. Le dernier Arrêt est rapporté tout au long dans le second tome du Journal des Audiences, liv. 8. ch. 13. dont le titre est : *L'état des enfans ne peut pas être contesté, après qu'ils ont été en Possession 30. ans.* Cet Arrêt est conforme aux conclusions de M. l'Avocat General Bignon.

Après tout , puisque le pere jusqu'à sa mort a perseveré à reconnoître son fils, il faut juger, que cette perseverance auroit été plus longue, s'il eût poussé plus avant sa carrière. Ainsi, on peut supposer à cette prescription une plus grande étendue que celle de 30. ans.

En un mot, suivant l'esprit de la loi, & la jurisprudence de la Cour, c'est une prescription incontestable, qu'une Possession de son Etat pendant 30. ans; Possession non interrompuë, qui a régné pendant la vie du pere , & qui n'a été troublée après sa mort, que par la cupidité d'une belle-mere, & de ses enfans.

Per-



#### 44 *Avantage de la Possession d'Etat.*

Personne n'ignore, dit un Jurisconsulte moderne, les Avantages de la Possession ; ils sont tels, que pourvû qu'elle paroisse bien établie, on décide sans autre examen en sa faveur. L'intérêt public lui donne le pouvoir d'ôter le bien au véritable propriétaire, le bénéfice au titulaire canonique, à l'Eglise son patrimoine : elle anéantit, sans titre, tous les titres de propriété ; elle quitte insensiblement son caractère de Possession pour prendre celui de propriété.

Si la Possession seule produit tous ces effets, que ne doit point produire la Possession de la naissance légitime avec un titre contradictoire avec celui à qui on doit le jour, titre soutenu de plusieurs autres actes authentiques ; que ne doit point produire la Possession de l'Etat qui est si favorable par lui-même ?

Oublions la certitude convaincante que donnent tous ces titres appuyés de la reconnaissance perpétuelle du père & de la mère. Otons cette longue Possession, ce caractère qui la rend solide, inébranlable. Alors, la question de la naissance de Barthelemi Bourgelat sera douloureuse. Or dans le doute, on soutient qu'on doit le déclarer légitime.

Le Jurisconsulte Paulus, conformément à la Constitution d'Antonin le Pieux, décide que dans un procès où il s'agit de sçavoir si un homme est libre, ou esclave, si le nombre des Juges se trouve égale-

### *Avantage de la Puissance d'Etat.*

lement partagée entre deux hommes différens. On est : *Prætor contra rem* celle qui se déclare pour le libre et *per partem rem* *Prætor* à l'égard des *gentilis*. *Prætor contra rem* est celui qui se déclare pour le libre et *per partem rem* est celui qui se déclare pour le maître. *Prætor* *36. 7. de statu lib. §. 1.*

Pourquoi la liberté est-elle si favorable? C'est parceque l'esclavage ren- gage l'esclave dans le rang des bestes.

Tout doit concourir à rendre l'homme la dignité qui lui est naturelle. Or, qu'il en a été dépouillé, c'est à cause même la justice faisait punir le malice de son côté. L'esclavage : c'est tout simplement un état d'humiliation pour celui qui le subit. Mais pour l'humanité même qui est dégradée. L'homme libre se trouve méprisé dans l'esclave ou en un mariage, c'est pourquoi, suivant le rang de droit *CXXXII*. la liberté est le plus cher du monde le plus favorable. *Prætor contra rem* *Prætor per partem rem* est celui qui se déclare pour le libre et *per partem rem* est celui qui se déclare pour le maître. *Prætor* *36. 7. de statu lib. §. 1.*

La bâtardise est odieuse parmi les Romains, qui consacraient l'impureté en adorant des dieux souillés de ce crime. est infiniment plus odieuse parmi nous, qui adorons le Dieu de la pureté : puisque dans notre Religion la bâtardise est un

scand.

46 *Avantage de la Possession d'Etat.*

scandale qui public l'impureté. Tout doit concourir à ôter ce scandale. L'esclavage parmi les Romains pouvoit s'effacer par l'affranchissement, mais on ne peut point ôter le vice d'une naissance illégitime: l'autorité du Prince, en assurant un Etat au bâtard, laisse toujours subsister la tache de sa naissance; ainsi la bâtardise est encore plus odieuse parmi nous, que parmi les Romains, plus odieuse que l'esclavage; & si dans le doute la faveur de la liberté se mesuroit à la honte de l'esclavage dont il falloit soulager celui qui en étoit accablé; la faveur de la légitimité jusqu'où ne la doit-on pas porter dans le doute; puisque le poids qu'on ôte à celui qui est réputé illégitime, est, suivant les idées épurées de la Religion, l'opprobre le plus humiliant? Si les Romains ont dit: *Libertas omnibus rebus favorabilior, libertati super omnia favendum est*; à plus forte raison devons-nous dire: *Legitimitas rebus omnibus favorabilior, legitimitati super omnia favendum est*. Rien n'est si favorable que la légitimité, on doit toujours la favoriser par préférence.

Dans quel degré de faveur n'est pas la Cause de Barthelemi Bourgelat, puisque sa légitimité, bien loin d'être douteuse est constatée par son acte de Batême & par plusieurs titres autentiques, par la reconnoissance continuelle de son pere, de sa mere, pendant toute leur vie?

Mais

*Avantage de la Possession d'Etat. 47*

Mais voici encore ce qui donne à la reconnaissance du pere le caractère de la vérité même.

Le sieur Bourgelat cherissant son fils avec excès, & lui donnant l'éducation qu'on donne à un fils légitime, ne l'auroit-il pas légitimé, s'il eût été bâtard ? Comment auroit-il voulu qu'un fils illégitime recueillit le fruit de son éducation ? S'il ne lui eût pas assuré un Etat, pouvoit-il faire usage des sentimens d'honneur qu'il lui inspiroit, tandis qu'il étoit dans l'Etat le plus humiliant ? Pouvoit-il se distinguer dans le commerce, si on lui laissoit sur le front des caractères d'ignominie lisibles à toute la terre ? On ne peut donc pas douter, que si Barthélemi Bourgelat eût été illégitime, il n'eût été légitimé par un pere, qui l'aimant si tendrement, & n'épargnant rien pour son éducation, n'auroit pas voulu la rendre infructueuse.

**TROISIÈME PROPOSITION.**

*Les Intimés ne sont point dans le cas de demander à la veuve de Barthélemi Bourgelat, qu'elle rapporte la Preuve de la célébration du mariage du pere & de la mere de son mari. Cette demande ne doit être envisagée que comme une vaine ressource de chicane.*

**On produit un Acte de Batême de Barthélemi**

#### 48 *Avantage de la Possession d'Etat.*

thelemi Bourgelat signé par son pere; où il est reconnu pour son fils légitime; Acte de Batême, qui est la seule Preuve naturelle de sa naissance. On produit plusieurs autres titres solennels, qui concourent à établir la même Verité. Tous ces titres sont soutenus par une longue Possession, & une prescription. Cette Possession seule, independamment de tant de titres, impose aux intimés qui contestent l'Etat de Barthelemi Bourgelat, l'obligation de prouver ce qu'ils avancent. *Non enim possessori incumbit, dit la Loi, necessitas probandi eas ad se pertinere, cum inde probatione cessante dominium apud eum remaneat. l. 2. c. de probationibus.* La nécessité de prouver que la chose qu'il possède lui appartient ne regarde point le possesseur, puisque la propriété lui demeure, si la Preuve de celui qui la conteste n'est pas suffisante: si la Possession seule produit cet effet, que ne doit point operer la Possession soutenue par le seul titre naturel & plusieurs autres titres qui conspirent à déposer la même Verité?

Pourquoi la Possession décharge-t-elle le Possesseur de prouver qu'il a la propriété qu'il s'attribue? C'est que, dans le doute, la présomption parle en sa faveur, & s'élève contre celui qui conteste la propriété dont on a laissé jouir le Possesseur. Prouvez que le Possesseur est un usurpateur. *Probatione cessante dominium*  
*apud*

*apud eum remanet.* Votre Preuve est-elle imparfaite ? La propriété demeure au Possesseur, la Loi lui est favorable, sa bonne foi & votre mauvaise foi présumée. Voilà le motif de de la Loi.

Si on donne tant de crédit à une présomption, quel crédit ne doit pas avoir la Vérité démontrée par des titres authentiques ? Barthelemi Bourgelat a des titres avec une Possession ; pouvez-vous, vous, qui combattez ces titres & cette Possession, être dispensé de prouver ce que vous leur opposez ? Il pourroit vous dire : *possideo, quia possideo.* Je possède, parceque je possède, ma Possession est mon titre, & cet argument dans sa bouche, la Loi elle-même le met en œuvre contre vous, & vous oblige de prouver le vice d'une Possession que vous voulez détruire. Il vous parle encore avec plus de force : je ne me rettanche pas seulement, vous dit-il, dans la présomption de ma Possession. Je vous apporte mon Acte de batême, & une foule de titres, & au mépris de la Loi qui vous impose l'obligation de prouver. Vous rejetez ma Possession, & mes Preuves authentiques, dont vous reconnoissez la Vérité ; puisque vous ne formez point d'inscription de faux contre ces Actes, & vous osez vous flater que votre simple allegation fera victorieuse ; il faut donc en faveur de votre cupidité renverser toutes les loix.

50 *Avantage de la Possession d'Etat.*

Mais, non seulement Barthelemi Bourgelat a des titres, & une Possession; mais il a encore une Possession de plus de 30. ans, qui a duré pendant la vie de son pere & de sa mere, à qui il doit cette naissance qu'on lui conteste; encore une fois prétendra-t-on détruire titre, Possession, prescription, par une simple allegation? Cette conspiration de tant de témoignages, les rejettera-t-on? Cette barriere invincible des loix sur lesquelles porte la tranquillité publique, les renversera-t-on, parcequ'il plait à des plaideurs temeraires de les attaquer? On doit donc regarder comme une vaine ressource de chicane, dans l'espece de cette cause, la demande des intimés, qui veulent qu'on produise l'Acte de celebration du mariage de Pierre Bourgelat, & de Hieronime Caprioli, sans apporter aucune Preuve du vice de la naissance de Barthelemi Bourgelat.

D'ailleurs, où tend votre demande? Vous me contestez mon Etat, je le prouve par mon Acte de batême, par ma Possession, une Possession suffisante, par plusieurs titres qui établissent la perpetuelle reconnoissance de mon pere & de ma mere: vous voulez aller plus loin; vous me demandez l'Acte de célébration de leur mariage; ce n'est plus mon Etat que vous pouvez attaquer, puisque je l'ai établi; mais, c'est l'Etat de ma mere que vous attaquez, & vous l'atta-

quez

quez, après sa Mort ; & vous ne pouvez pas même l'attaquer, puisqu'elle l'a possédé sans trouble, & qu'elle l'a prescrit, puisque s'il eût vécu elle en auroit joui jusqu'au jour de l'origine de ce procès.

Le Droit Canon décide, que vous ne pouvez point former une pareille contestation : *Incongruum est, ut defunctæ mulieris matrimonium impetatur, quod, ea vivente, non fuit impetitum. Decret. cap. Causam 7. cap. Perv. extra.* C'est une action irreguliere d'attaquer le mariage d'une femme morte, lorsqu'on ne l'a pas attaqué pendant sa vie. La Loi 25. ff. de adoptionibus, défend à un pere après la Mort de sa fille de lui contester son émancipation, pour combattre un testament où elle a institué des heritiers comme mere de famille, quoi-qu'il allègue que l'émancipation n'ait pas été dans les formes : *Post mortem filia sua quæ est mater familia quasi jure est emancipata vixerat ; Et testamento scriptis heredibus decepit, quasi non jure eam nec presentibus testibus emancipasset ; pater movere controversiam prohibetur.* On doit ce respect aux cendres d'une personne morte, de ne point attaquer l'Etat dont elle a joui : vous profitez du silence éternel que la Mort lui a imposé, pour flétrir sa mémoire ; mais, si elle se tait, la Loi parle pour elle, & la met à l'abri de vos lâches insultes.



52 *Avantage de la Possession d'Etat.*

Mais, supposons que l'Acte de célébration de mariage soit un titre nécessaire pour établir l'Etat de Barthelemi Bourgelat, ce seroit le cas ici d'appliquer la Loi 7. au Code de *præscriptionibus longi temporis*. *Longi temporis Possessione unitis instrumentorum amissi, nil juris aufert, nec diuturnitate possessionis partam securitatem maleficium turbare potest.* La perte des titres n'ôte point le droit à ceux qui l'ont acquis par une longue Possession, le malefice ne peut pas troubler la tranquillité qui a été assurée par le long espace de tems.

Ici on voudroit afin de se servir du terme de la Loi recueillir le fruit du malefice. J'ignore absolument le lieu dans l'Italie où mon pere a épousé ma mere; j'ai jouï de mon Etat pendant la vie de mon pere; j'ai mon Acte de baptême & plusieurs autres titres solennels; je ne me suis jamais attendu qu'on pût me contester mon Etat; j'ai dormi tranquillement sur la foi de tant de titres, de ma Possession, & de la reconnoissance de mon pere. Cet Acte de célébration que vous me demandez, mon pere l'avoit; il avoit bien encore d'autres titres; j'ai appris qu'il a produit en plusieurs rencontres le contrat de mariage & cet Acte de célébration. Ma belle-mere environnoit mon pere à la Mort, elle l'obsédoit, elle étoit la maîtresse d'ouvrir & de fermer l'accès de mon pere,  
ainsi

ainsi qu'elle vouloit, après la Mort de mon pere, sa premiere proie a été l'enlevement de ces titres qu'elle a supprimés.

Afin de mettre son crime à profit, elle me conteste mon Etat, & me demande avec une assurance audacieuse que je produise un Acte de célébration qu'elle a supprimé & que je ne puis jamais remplacer, parce que j'ignore le lieu où est le registre qui fait foi de cette célébration. C'est alors que je lui répons : *Nec diuturnitate Possessionis partam securitatem maleficium turbare potest.* Votre crime sera infructueux, vous ne me ravirez point mon Etat, ni la tranquillité que la Possession m'a procurée.

Cette accusation qu'on intente à la belle-mere n'est point téméraire. L'acte de batême soutenu par tant de titres, la Possession de l'Etat, font présumer que l'Acte de célébration, le contrat de mariage, existoient, l'existence même du contrat est prouvée par le testament où la mere dispose de son bien. Elle l'avoit donc remis à son mari, donc elle s'étoit constituée une dot, & par une conséquence nécessaire il y avoit un contrat de mariage, il y a même eu une bénédiction nuptiale, parceque la dot ne se paye qu'après la bénédiction nuptiale.

Où étoient ces Actes après la Mort de

54 *Avantage de la Possession d'Etat.*

Hieronime Caprioli, qu'entre les mains de Pierre Bourgelat son mari, & son héritier ? On ne les trouve plus après sa Mort. Qui peut les avoir supprimés que celle qui l'obsédoit, l'assiégeoit sans cesse, & à qui cette suppression pouvoit être utile ? C'est celle là même, qui a eu le front de demander à Barthelemi Bourgelat ces titres, qu'elle a supprimés, en insultant à l'impuissance où il étoit de les produire ; elle s'applaudissoit au fond de son cœur du succès de son crime, *nec diuturnitate Possessionis partam securitatem malefictum turbare potest.*

Supposons toujours, que l'acte de célébration soit nécessaire pour prouver la naissance légitime, Barthelemi Bourgelat, qui a toujours ignoré le lieu où le mariage de son pere a été contracté à la face de l'Eglise, est dans une impossibilité absolue de trouver cet acte de célébration ; impossibilité, qu'on ne peut lui imputer. Ici on demande toute l'attention de la Cour. Voilà Barthelemi Bourgelat précisément dans le cas de l'Ordonnance civile qui admet au titre X X. article 14. une preuve qui remplace celle des actes de mariage, lorsque les registres sont perdus, ou qu'il n'y en a jamais eu. Quel est le motif de cette disposition ? C'est que dans l'un & l'autre cas, il est impossible à celui qui a besoin d'un acte de mariage de le produire ; la  
loi

*Avantage de la Possession d'Etat.* 27

Mais voici encore ce qui donne à la reconnaissance du pere le caractère de la vérité même.

Le sieur Bourgelat cherissant son fils avec excès, & lui donnant l'éducation qu'on donne à un fils légitime, ne l'auroit-il pas légitimé, s'il eût été bâtard ? Comment auroit-il voulu qu'un fils illégitime recueillit le fruit de son éducation ? S'il ne lui eût pas assuré un Etat, pouvoit-il faire usage des sentimens d'honneur qu'il lui inspiroit, tandis qu'il étoit dans l'Etat le plus humiliant ? Pouvoit-il se distinguer dans le commerce, si on lui laissoit sur le front des caractères d'ignominie lisibles à toute la terre ? On ne peut donc pas douter, que si Barthelemi Bourgelat eût été illégitime, il n'eût été légitimé par un pere, qui l'aimant si tendrement, & n'épargnant rien pour son éducation, n'auroit pas voulu la rendre infructueuse.

**TROISIEME PROPOSITION.**

*Les Intimés ne sont point dans le cas de demander à la veuve de Barthelemi Bourgelat, qu'elle rapporte la Preuve de la célébration du mariage du pere & de la mere de son mari. Cette demande ne doit être envisagée que comme une vaine res-*

#### 46 *Avantage de la Possession d'Etat.*

scandale qui publie l'impureté. Tout doit concourir à ôter ce scandale. L'esclavage parmi les Romains pouvoit s'effacer par l'affranchissement, mais on ne peut point ôter le vice d'une naissance illégitime : l'autorité du Prince, en assurant un État au bâtard, laisse toujours subsister la tache de sa naissance ; ainsi la bâtardise est encore plus odieuse parmi nous, que parmi les Romains, plus odieuse que l'esclavage ; & si dans le doute la faveur de la liberté se mesuroit à la honte de l'esclavage dont il falloit soulager celui qui en étoit accablé ; la faveur de la légitimité jusqu'où ne la doit-on pas porter dans le doute ; puisque le poids qu'on ôte à celui qui est réputé illégitime, est, suivant les idées épurées de la Religion, l'opprobre le plus humiliant ? Si les Romains ont dit : *Libertas omnibus rebus favorabilior, libertati super omnia favendum est* ; à plus forte raison devons-nous dire : *Legitimitas rebus omnibus favorabilior, legitimitati super omnia favendum est*. Rien n'est si favorable que la légitimité, on doit toujours la favoriser par préférence.

Dans quel degré de faveur n'est pas la Cause de Barthélemi Bourgelat, puisque sa légitimité, bien loin d'être douteuse est constatée par son acte de Baptême & par plusieurs titres authentiques, par la reconnaissance continuelle de son père, de sa mère, pendant toute leur vie ?

Mais

*Avantage de la Possession d'Etat.* 17

son Etat au nom de ses enfans, & que cette preuve remplace un acte fait dans un pais étranger, l'éloignement des lieux & l'éloignement des tems sont dans le même rang ; la difficulté des preuves dans l'un & l'autre cas ont la même faveur. Mais, on n'a pas besoin de cette faveur, puisqu'on a des titres si démonstratifs de la filiation légitime de Barthélemi Bourgelat.

Si on pouvoit écouter les intimés, quel Etat ne troubleroit-on pas, quelle Possession seroit inébranlable ? Un Curé ne peut-il pas avoir négligé d'inscrire la bénédiction nuptiale ; n'y a-t-il pas eu de fréquens exemples de cette négligence ? La bénédiction nuptiale ne peut-elle pas avoir été écrite sur une feuille volante qui n'aura point été inserée dans le registre ? Telle a été la bénédiction nuptiale de la belle-mère de Barthélemi Bourgelat, qui lui a contesté son Etat. Cette feuille volante étoit dans le sac de l'Avocat qui plaidoit pour elle en première instance, le Juge ordonna alors, c'est-à-dire, plusieurs années après le mariage, qu'elle seroit inserée dans les registres du Curé. Cette feuille volante pouvoit-elle pas avoir le sort d'être égarée & perdue absolument ? Dans ce cas, auroit-on fait déclarer illégitimes les enfans du second lit, malgré leur acte de baptême, & la Possession de leur Etat ? Nous confondons nos Adversaires par un

58 *Avantage de la Possession d'État.*

exemple qui les regarde , ainsi nous les pressons invinciblement sans leur laisser aucun azile. Dans quel desordre tomberoit-on , si l'acte de célébration de mariage , ou soustrait , ou supprimé , ou omis par la négligence du Curé , ne pouvoit point être réparé par aucun acte , ni par la Possession , ni par aucun intervalle de tems ? On va jeter une infinité de familles dans un cahos étrange ; on va porter la désolation dans le sein de celles qui sont le plus tranquilles ; si on ouvre la porte à une contestation aussi téméraire que celle des intimes.

Nous avons dans la loi une décision bien formelle qui anéantit leur prétention. *Si vicinis, vel aliis scientibus uxorem liberorum procreandorum causâ domi habuisti ex eo matrimonio filia suscepta est. Quamvis neque nuptiales tabulae neque ad natam filiam pertinentes factæ sunt, non idèò minus veritas matrimonii, aut susceptæ filia in tuam habes potestatem. De nuptiis, l. 9. c.* Si soutenu d'un témoignage de vos voisins , & des autres qui sont bien instruits de la vérité dans la vue d'avoir une postérité , vous avez eu votre femme dans votre domicile , & que de votre mariage il en soit venu une fille , quoiqu'il n'y ait point d'écrit qui fasse foi du mariage , & que vous n'en puissiez point produire qui ait rapport à cette fille , votre mariage n'en fera pas moins vrai , & vous l'aurez pas moins  
votre

votre fille en votre puissance , *Tabula nuptiales*. Donc par la loi , cela peut bien s'appliquer à l'acte de célébration du mariage. On a raisonné en supposant que cet acte fût absolument nécessaire à la preuve de l'Etat de Barthelemi Bourgelat. Mais, rentrons dans nos droits, disons que Barthelemi Bourgelat, après la preuve qu'il a apportée, ayant possédé & prescrit son Etat, ne peut pas être assujetti à produire l'acte de célébration du mariage de son pere & de sa mere qu'il lui est impossible de rapporter; impossibilité qu'on ne peut point faire retomber sur lui.

Il y a même ici une Observation décisive qui se présente. Le sieur Bourgelat & la Dame Caprioli se sont mariés dans un pays étranger , où nos Ordonnances n'ont aucune force ; vous ne pouvez donc pas nous opposer l'Ordonnance de 1667. qui prescrit l'inscription des actes de mariage sur les registres: faites-nous voir, que nous n'avons pas observé les loix du país. Voilà où vous devez vous renfermer, & ne vous prévalez pas des loix, qui n'ont aucune vigueur en Italie. L'unique moyen, qu'on nous oppose, est un moyen négatif, fondé sur l'impuissance où nous sommes d'appoter un acte de célébration de mariage, qui a dû, selon eux, être inscrit sur les registres. O: voilà ce moyen s'appé & renversé sans res-  
four-



60 *Avantage de la Possession d'Etat.*

source, on demande encore ici de nouveau toute l'attention de la Cour.

Revenons sur nos pas. Barthelemi Bourgelat apporte la preuve de sa filiation, preuve que la loi & les Ordonnances adoptent par préférence, comme la seule preuve naturelle; il produit plusieurs actes authentiques qui publient unanimement sa légitimité, il se défend par une reconnoissance continuelle de son pere, de sa mere, reconnoissance domestique, publique, leur persévérance jusqu'à la mort. Peut-il ne pas confondre des sœurs & un frere dénaturés, que l'interêt a changé en d'ennemis implacables de sa mémoire; ils ont succé avec le lait la cupidité de leur mere & sa haine; ces passions se sont converties pour ainsi dire dans leur substance; la Justice seule peut operer le miracle de les rendre aux sentimens de la Nature & de la Religion.

Mais, doit-on être surpris qu'ils méconnoissent un frere légitime, puisque leur impiété les porte jusqu'à charger d'opprobre la mémoire de leur pere? Ils le dépeignent comme un homme asservi à une habitude criminelle, qui veut faire illusion au public, en donnant à un concubinage les couleurs respectables du mariage, qui scelle son imposture du sceau des actes les plus authentiques, qui croupit ignominieusement dans son crime pendant plusieurs années, & qui veut  
mou-

mourir dans l'impenitence. Dans quel excès de corruption de cœur & d'esprit ne le voyons-nous pas plongé ? Disons sans ménagement les termes qui se présentent à la vuë de ce tableau ; qui ne crieroit, à l'imposteur, au scelerat ! surtout quand nous le voyons dans une société de crime avec une femme, qui fait un mélange affreux de libertinage, & d'hipocrisie, en aprochant des Sacremens pour voiler ses desordres ? Ces enfans n'ont-ils pas pris plaisir de charger la peinture horrible, qu'ils nous font de leur pere ? Si on ignoroit le peintre, en soupçonneroit-on jamais un enfant ? Il a fallu que leur impieté soit parvenuë à cet excès, pour soutenir l'injustice qu'ils font à leur frere de lui ravir son Etat, & de le dépouiller de son bien. Avec quel œil des enfans si impies seront-ils regardés par la Justice ? Ne sera-ce pas avec un œil de colere & d'indignation ? Et si elle défend les droits sacrés des peres, laissera-t-elle impuni l'attentat de ces enfans, qui font un portrait si odieux du leur, & qui pour s'acquiter du present qu'il leur a fait de la vie, dont ils jouissent, le veulent faire vivre après sa mort d'une vie ignominieuse dans la mémoire des hommes ? Ces richesses qu'il leur a acquises, le fruit penible de ses travaux, ne produisent dans leur cœur qu'une noire ingratitude envers lui, devoient-elles avoir un germe si funeste ?

*Opposons à tableau , celui de la Da-*

*me*

## 62 *Avantage de la Possession d'État.*

me Bourgelat, qui s'est sacrifiée pour son mari, qui a consumé sa dot pour le soutenir, le défendre, & qui pour le dédommager de la haine de son frere & de ses sœurs, lui a offert le cœur de l'épouse la plus tendre. Ecouterait-on les intimes, qui voudroient la faire regarder comme une étrangere, puisqu'elle est par tant de titres la moitié de Barthelèmi Bourgelat, un autre lui-même par les liens sacrés de son mariage, par la tendresse de son époux, par le titre de son heritiere, & par celui de son amour pour lui, & par sa fidelité à sa mémoire? Est-ce-là une étrangere? Mais, bien loin qu'on lui doive donner cette qualité, on la reconnoitra ici pour la seule fille du sieur Pierre Bourgelat, puisqu'elle défend seule sa mémoire contre ses enfans, qui ne voyent pas, qu'en l'outrageant si indignement, leur propre nom eût l'arrêt qui les condamne.

D'ailleurs, parmi ceux qui donnent la qualité d'étrangere à la veuve Bourgelat; on démêle le sieur Fayard de Champagneux qui prend le titre d'heritier de la Dame Bourgelat sa femme, & qui a convolé en secondes noces, est-ce dans les bras d'une seconde femme, qu'il veut nous représenter la Dame Bourgelat? La qualité, qu'il a eu de son mari, n'est-elle pas effacée par ce second mariage?

Après tout, s'arrêtera-t-on ici à des considerations particulieres; entraîneront-elles à décider, qu'un acte de Baptême,

sou-

soutenu par tant de titres solennels, que la reconnoissance d'un pere & d'une mere retracée sans cesse aux yeux du public, leur perséverance jusqu'à la mort, une possession de plus de 30. ans, qui n'a été interrompuë qu'après la mort du pere, qu'une foule de témoignages, un assemblage de voix qui ne forment qu'un seul cri ? Que tout cela doit parler en vain pour Barthelemi Bourgelat ? Sra-ce par des considerations particulieres, qu'on jugera une Cause, où la tranquillité publique est interessée, & porte sur l'Arrêt qu'on rendra comme sur son fondement ? La sagesse de la Cour bannit une telle idée. La voix du pere & du fils dont les interêts sont ici confondus, sortent de leurs tombeaux pour demander à la Justice une vengeance qui leur est commune. La veuve Bourgelat, qui a recueilli leurs sentimens, attend avec confiance l'Arrêt qui doit venger leur honneur, & décider du sort de sa fortune.

J'ai développé les principes de ma Cause, & leur ai donné le relief qu'on a vu, je me suis livré à toute l'éloquence dont je suis capable, dans plusieurs endroits de mon Mémoire, & sur tout à la fin. De sorte que je puis dire, que de tous les ouvrages que j'ai donnés au public, de ma profession, mon amour-propre choisiroit par préférence celui-là, pour juger de mon génie, & de l'éloquence que je  
de-

54 *Avantage de la Possession d'Et.*

Hieronime Caprioli, qu'entre les de Pierre Bourgelat son mari, & l'heritier ? On ne les trouve plus a Mort. Qui peut les avoir sup que celle qui l'obsedoit, l'assiegea celle, & à qui cette suppression voit être utile ? C'est celle là mêm a eu le front de demander à Bart Bourgelat ces titres, qu'elle primés, en insultant à l'impuissanc il étoit de les produire; elle s'efforçoit au fond de son cœur du de son crime, *nec diuturnitate Possessionem securitatem malefictum potest.*

Supposons toujours, que l'acte de célébration soit nécessaire pour la naissance légitime, Barthelemi Boulat, qui a toujours ignoré le lieu du mariage de son pere a été contracté sans face de l'Eglise, est dans une impossibilité absolue de trouver cet acte de célébration; impossibilité, qu'on ne peut imputer. Ici on demande toute l'attention de la Cour. Voilà Barthelemi Boulat précisément dans le cas de l'ordonnance civile qui admet au titre X article 14. une preuve qui remplace les actes de mariage, lorsque les registres sont perdus, ou qu'il n'y en a jamais eu. Quel est le motif de cette disposition ? C'est que dans l'un & l'autre cas, il est impossible à celui qui a contracté d'un acte de mariage de le produire.

Montage de la Possession d'Etat 55  
et à son secours, & lui permet de  
porter une preuve à celle qu'il lui est  
impossible de faire. Dès que l'impossi-  
bilité de produire cet acte est l'ame de  
la décision, elle doit être appliquée dans tous  
les cas où cette impossibilité se rencon-  
tre. Elle est conforme à la décision des  
lois 12. & 13. ff. de legibus. Non pos-  
sumus articuli figillatim, aut legi-  
bus aut Senatus-Consultis comprehendere,  
sed in aliquâ causâ sententia eorum  
facta est, is qui jurisdictioni præest ad  
procedere, atque ita jus dicere de-  
bet ut ait Pedius quoties lege aliquid  
est, aut alterum introductum est, bona  
est cetera, quæ tendunt ad eandem  
sententiam, vel interpretatione certè divini  
applicari. Toutes les especes ne peu-  
vent en détail être comprises dans  
la loi, ou dans les Senatus-Consultes;  
lorsque l'on voit dans une espece  
le motif de la loi s'applique évidem-  
ment, le Juge doit alors décider confor-  
mément à la loi tous les cas qui sont sem-  
blables. Car, comme dit Pedius, toutes  
les fois que la loi a admis un ou deux  
cas, elle a une juste interprétation la dé-

66 *Avantage de la Possession d'Etat.*

*Rouffe, où elle est décédée ayant reçu tous ses Sacremens, par moi soussigné de Muci Curé.*

*J'ai enterré en grande procession dans l'Eglise des Réverends Peres Augustins de la Croix-Rouffe Pierre fils de sieur Pierre Bourgelat Marchand & de Damoiselle Hieronime Caprieli, témoins, ledit Bourgelat pere, & Messire Claude Hebert Prêtre habitué dans ladite Eglise. Signé Helert, Bourgelat, & Lefpart.*

Me. Cochin prouve ensuite la Possession publique de l'Etat de Bourgelat. On a vu cette Preuve dans mon Mémoire, & pour faire sentir qu'elle tient lieu de tous les titres. L'Etat, dit-il, n'est autre chose que le rang & la place que chacun tient dans la société generale des hommes, & dans les sociétés particulieres que la proximité du sang forme dans les familles.

L'Etat n'est donc autre chose, que la place que l'on doit remplir dans ces sociétés ; & quelle Preuve plus décisive pour fixer cette place, que la Possession publique où l'on est d'en occuper une depuis que l'on est au monde ?

Les hommes ne se connoissent entre eux que par cette Possession. Celui-ci a toujours connu un tel pour son pere, une telle pour sa mere, celui-là pour son frere, les autres pour ses cousins ; il a de-même été reconnu par eux, le public a été instruit de cette relation. Com-  
ment

*Avantage de la Possession d'Etat.* Et  
il après 30. ou 40. ans charger toutes  
Idées, détacher le homme d'une famille  
dans laquelle il est pour ainsi dire en-  
né par tant d'Actes & de reconnaissances  
gemines? C'est enfoncer ce qui  
de de plus indissoluble, c'est rendre  
quelque manière tous les hommes é-  
gers les uns aux autres. On ne se  
tiendra plus sur la foi publique & sur  
longue habitude de se reconnoître  
un certain degré de parenté: le  
se tiendra en garde contre son frère,  
dans peu pourra cesser de l'être, si  
l'offension publique ne le rassure plus  
re de telles revolutions. En un  
, c'est ébranler les fondemens de la  
quillité publique, que de ne pas re-  
voir l'autorité de la Possession de  
it.

es seules lumières de la Raison exi-  
t donc que l'on se soumette à la for-  
le ce moyen: s'il n'est pas impossible,  
l ne conduise quelquefois à l'erreur,  
st certain qu'il y conduira beaucoup  
s que les autres Preuves. On peut ar-  
r des registres publics, y emprunter  
noms étrangers, & falsifier ainsi les  
ces ordinaires de l'Etat des hommes.  
, il est inouï que tout le monde ait  
ouru pendant un grand nombre d'an-  
pour s'abuser sur un Etat publique-  
ment reconnu: il faut donc que ce  
ipe demeure comme le sceau de la



**68 *Avantage de la Possession d'Etat.***

tranquillité publique, la Possession de l'Etat en est le plus sûr garant.

Celui qui l'a en sa faveur n'est point obligé de remonter à d'autres Preuves, elle tient lieu de tous les titres que les Ordonnances desirent, elle supplée aux actes de célébration de mariage; aux Extraits baptistaires & à tous les Actes qui sont ordinairement employés, pour fixer l'Etat des hommes.

Mais, si ce Principe est si nécessaire en lui-même, il devient encore plus sacré, quand on oppose aux enfans qu'ils ne rapportent pas l'Acte de célébration de mariage de leur pere & mere. La raison décisive est, que ce titre n'est point, s'il est permis de parler ainsi, personnel aux enfans, les titres qui leur sont propres sont leurs Extraits baptistaires, ils sont obligés, ou d'en justifier, ou de suppléer à ces titres essentiels par d'autres Actes, & principalement par les papiers domestiques des pere & mere décédés; & si tout cela leur manque, la Possession publique de l'Etat vient à leur secours; mais, il n'y a ni Loi ni Ordonnance qui ait exigé qu'ils portent la Preuve jusqu'à établir que la qualité de mari & de femme prise en tout tems par leurs pere & mere leur a appartenu légitimement, elle se supplée de droit, dès qu'ils ont eu publiquement des enfans qu'ils ont élevés comme des fruits précieux d'une union légitime. Des enfans

sans n'ont donc à prouver que leur Etat : cet Etat, bien établi par la Possession publique, fait présumer de droit celui des pere & mere, sans que l'on soit obligé de remonter jusqu'à l'Acte de célébration de leur mariage.

En effet, ce seroit réduire très-souvent les enfans à l'impossible ; combien y en a-t-il, qui, élevés tranquillement sous les yeux de leurs parens, n'ont jamais pensé à demander, où leur pere a été marié ; & qui interrogés sur ce point après la Mort de leur pere seroient absolument hors d'Etat d'y répondre ? Combien y en a-t-il, qui ne savent pas même où leur pere demeurait dans le tems de son mariage ? D'ailleurs, combien de mariages se font avec dispense du Curé des parties dans des paroisses éloignées ? Comment des enfans, qui n'ont jamais demandé compte à leur pere de la légitimité de son mariage, iront-ils découvrir cette paroisse étrangère ; & faudra-t-il qu'ils perdent leur Etat d'enfans légitimes, parcequ'il leur sera impossible de faire cette recherche ?

Si la nécessité de remonter ainsi jusqu'aux titres de ses auteurs, est une fois admise, cela n'aura plus de bornes : un fils, qui viendra par représentation de son pere à la succession de son ayeul, sera donc obligé de rapporter, non seulement l'acte de célébration de ma-

*60. Avertissement de la Possession d'Etat.*

Je ne puis vous commander encore ici de vous en tenir au sentiment de la Cour.

Peut-être sur nos pas. Barthelemi ne rapporte la preuve de sa loi, prouve que la loi & les Ordonneses ont prévalé par préférence, comme seule loi naturelle; il produit plusieurs chroniques qui publient unanimement la légitimité, il se défend par reconnaissance continuelle de son père naturel, reconnaissance domestique, publique, leur persévérance jusqu'à la fin. Peut-il ne pas confondre des sœurs & des frères dénaturés, que l'intérêt a changés d'ennemis implacables de sa mémoire ont succédé avec le lait la cupidité de mère & la haine; ces passions se sont vertigées pour ainsi dire dans leur subesse; la justice seule peut opérer le miracle de les rendre aux sentimens de la nature & de la Religion.

Mais, dont on être surpris qu'ils méconnoissent un frère légitime, puisque impie les porte jusqu'à charger d'opprobre la mémoire de leur père? Il dépouille comme un homme asser une haine de ce d'écarter, qui veut être le plus méchant, en donnant à un ennemi les vertus & les respectables qualités de son père, & se peut-être de son frère, & de son

*Avantage de la Possession d'Etat. 71*

tres matieres : un acquereur, un résignataire, quoiqu'ils tirent leur droit de celui à qui ils succèdent, ne sont point obligés de justifier de ses titres ; la Possession paisible leur suffit dans les questions d'Etat, le même principe est encore invincible, parcequ'il seroit d'une bien plus grande conséquence d'y donner atteinte.

Après que Me. Cochin a fait voir que cette doctrine est suivant l'esprit des loix, devoir auquel j'ai satisfait dans mon Mémoire, il établit que la Jurisprudence des Arrêts se joint à la décision des loix. Pour affermir, dit-il, ce principe, on ne citera pas ici tous ceux qui ont maintenu des enfans sur la seule foi de leur Possession, le nombre en seroit infini ; on s'attachera uniquement à ceux dans lesquels on leur reprochoit qu'ils ne rapportoient pas l'acte de célébration de mariage de leurs pere & mere.

On rapporte la Jurisprudence des Arrêts.

Il y en a un fameux du 7. Juin 1676. rendu en faveur de la veuve de Dohin Procureur en la Cour, dans des circonstances où il étoit bien plus difficile de se passer de l'acte de célébration de mariage. André Dohin, par son contrat de mariage avec Colette Raquelot, lui avoit fait une donation universelle de tout son bien ; ils avoient vécu depuis ensemble comme mari & femme pendant 37. ou 38. ans. André Dohin étant décédé,

Sœfve, tome 2. Cent. 4. ch. 92.

82 *Avantage de la Possession d'État*  
me Bourgelat, qui s'est sacrifiée  
son mari, qui a consumé sa dot pour  
soutenir, le défendre, & qui pour  
dommager de la haine de son frère  
ses sœurs, lui a offert le cœur d'une  
pouse la plus tendre. Ecouteront-ils  
des injures, qui voudroient la faire regarder  
comme une étrangère, puisqu'elle  
par tant de titres la moitié de Bar-  
mi Bourgelat, un autre lui-même par  
les liens sacrés de son mariage, par le  
dresse de son époux, par le titre d'  
héritière, & par celui de son amour  
lui, & par sa fidélité à sa mémoire ?  
est-ce là une étrangère ? Mais, bien loin  
lui doive donner cette qualité, elle  
reconnoitra ici pour la seule fille de  
Pierre Bourgelat, puisqu'elle défend  
le sa mémoire contre ses enfans, qui  
voyent pas, qu'en l'outrageant si in-  
justement, leur propre nom est l'arrêt qui  
condamne.

D'ailleurs, parmi ceux qui donnent  
qualité d'étrangère à la veuve Bour-  
gelat on démêle le sieur Fayard de Cha-  
gneux qui prend le titre d'héritier  
de la Dame Bourgelat sa femme, & qui  
est volé en secondes noces, est-ce de  
bras d'une seconde femme, qu'il  
nous représenter la Dame Bourgelat  
qualité, qu'il a eu de son mari, n'est  
pas effacée par ce second mariage ?

Après tout, s'arrêtera-t-on ici à des  
considérations particulières ; entraîne-  
ra-t-on à décider, qu'un acte de Baptême

sente , a été rendu au Parlement de Rouën; il est rapporté dans le Recueil des Plaidoyers de le Noble.

Bernarde Jourdain avoit eu un fils d'un premier mariage avec Laurent Richer, ce fils s'appelloit François Richer. Sa mere devenuë veuve, elle épousa le nommé Camprond, dont elle eut deux filles. Barbe Camprond l'une des filles du second lit étant décédée, il y eut un procès pour sa succession entre François Richer né du premier mariage, & l'enfant de l'autre fille du second lit. Le moyen pour exclure François Richer fut qu'il n'étoit pas légitime, qu'il ne rapportoit pas l'acte de célébration de mariage de Bernarde Jourdain avec Laurent Richer son pere. Voilà précisément la même question qui se presente aujourd'hui; des enfans du second lit, qui contestent l'Etat des enfans du premier lit, parceque le premier mariage n'est point prouvé, & qu'on n'en rapporte pas l'acte de célébration: comme c'étoit la même espece, les mêmes moyens furent aussi proposés. Alors le fils du premier lit se retrancha dans sa Possession qui faisoit présumer le mariage de ses pere & mere. Voici quelques traits de la défense tirés du Plaidoyer de Me. le Noble son Avocat. *Elle prétend que ne rapportant point, ni dispense, ni de publication de bancs, ni d'acte de célébration de mariage, & ne rappor-*

74 *Avantage de la Possession d'Etat.*

*tant qu'un simple contrat qui ne fait point de mariage, il doit être censé une production bonteuse de Laurent Richer & de Bernarde Jourdain. C'est précisément l'objection qu'on nous fait aujourd'hui. Voici la Réponse.*

*J'avouë, Messieurs, que s'il s'agissoit d'un mariage célébré depuis peu d'années, ou que si ceux qui l'ont contracté étoient encore vivans, & que ces objections leur fussent faites, ils seroient dans une nécessité indispensable de rapporter les preuves de la célébration de leur mariage, & de marquer le lieu & la paroisse où il auroit été célébré.*

*Mais, qu'après plus de 50. ans, on soit recevable à venir inquiéter des enfans qui ont toujours vécu dans la bonne-foi de leur Etat, & à leur demander l'acte de célébration du mariage de leurs pere & mere. Et si cette prétention avoit lieu, il y auroit peu de personnes auxquelles on ne pût faire le même reproche, & qui ne fussent exposées à la honte d'être déclarés Bâtards. Sur ces moyens intervint Arrêt au Parlement de Roüen en faveur du fils du premier lit, qui, sans rapporter l'acte de célébration de mariage de ses pere & mere, fut maintenu, & dans l'Etat d'enfant légitime, & dans la Possession des biens de sa sœur uterine.*

*Mais, pourquoi consulter la Jurisprudence des autres Tribunaux? La Cour depuis peu a encore jugé la même question,*

tion, soit dans l'affaire de Miotte en 1711. par Arrêt au rapport de M. l'Abbé Meingui, soit par l'Arrêt rendu à l'Audiance le 23. Mars 1725. dans la cause de Marie-Anne Porcher.

On avoit passé un grand nombre d'actes depuis le décès de Miotte, dans la supposition qu'il étoit bâtard, & sous ce prétexte la veuve s'étoit emparée de son bien en vertu du titre *Unue vir & uxor*. Mais, ses véritables héritiers ayant soutenu qu'il avoit toujours vécu dans la Possession de la qualité d'enfant légitime, quoiqu'on ne pût pas rapporter l'acte de célébration de mariage de ses pere & mere, il fut jugé légitime.

Dans l'affaire de Marie-Anne Porcher on lui objectoit que Louis Porcher son pere n'avoit jamais été marié avec Marie Lemaire; non seulement elle ne rapportoit point d'acte de célébration, mais il y avoit lieu de croire que si elle en avoit rapporté, il se feroit trouvé nul; car ils n'avoient eu des enfans qu'en 1690. & 1691. & il y avoit une Déclaration du Roi en 1680, qui déclaroit nuls les mariages des Religionnaires, tel qu'étoit Louis Porcher, avec les Catholiques, telle qu'étoit Marie Lemaire; en sorte qu'on disoit, ou ils n'ont point été mariés, ou ils ne l'ont été que depuis 1680. en ce cas le mariage sera nul; mais, nonobstant ces raisons, la Possession fit présumer, & le mariage  
en



76 *Avantage de la Possession d'Etat.*

en lui-même, & le mariage fait avant 1680. l'Etat des enfans fut confirmé.

Après tant de préjugés, peut-on encore révoquer en doute un principe si sacré & si invariable? Peut-on encore soutenir, qu'un homme doit être privé des honneurs de la légitimité, sous prétexte que de tous les titres de sa famille il ne lui manquera que l'acte de célébration du mariage de ses pere & mere? C'est une contestation téméraire, qui doit être rejetée avec indignation.

On oppose, qu'il n'y a point d'enfant légitime sans mariage, & point de mariage sans célébration. Suivant la loi 6. au ff. *de bis qui sunt sui, vel alieni juris: filium definimus qui ex viro & uxore ejus nascitur.* Il faut donc reconnoître une qualité de mari & de femme dans la personne des pere & mere avant que de pouvoir donner la qualité d'enfans légitimes à ceux qui sont nés d'eux: l'acte de célébration est donc le principe de la légitimité. La Possession publique de l'Etat d'enfant peut bien prouver la naissance & la filiation, mais elle ne prouve pas la légitimité qui ne se trouve que dans l'acte de célébration.

On répond, que si l'on suppose la nécessité du mariage pour principe de la légitimité, on ne trouvera point de contradicteur. Mais que le mariage ne puisse être prouvé que par l'acte de célébration, c'est ce qu'on ne pourroit accorder  
sans

*Avantage de la Possession d'Etat. 77*

sans donner atteinte aux regles les plus constantes & les plus nécessaires , pour maintenir la tranquillité publique. Ce qui a déterminé les Arrêts qui ont été cités à décider, que la notoriété publique du mariage suffit pour prouver la célébration, c'est qu'elle la suppose, & qu'après la mort d'un pere & d'une mere des enfans reconnus légitimes, laissés en bas âge, seroient contre l'opinion publique rélegués parmi les illegitimes, tandis qu'ignorant le lieu de la célébration du mariage, il leur seroit impossible de la justifier.

Vainement pour éluder les Arrêts s'attachera-t-on à faire voir la difference des circonstances d'avec l'espece. Il suffit que les principales circonstances se trouvent les mêmes ; & que par cette raison les mêmes questions ayant été agitées & décidées, il suffit que d'un côté il y eût en faveur des enfans Possession de leur Etat, & contre eux le défaut d'acte de célébration de mariage rapporté. Voilà les deux grands objets qui seuls doivent fixer l'attention ; qu'après cela la Possession de l'Etat fût prouvée par un acte, ou par un autre. Voilà ce qui est indifferant à la question de droit : pourquoi donc s'attacher à ces minuties, & perdre de vuë le point important de la question ? Si on peut ainsi éluder les Arrêts, il ne faudra plus consulter leur jurisprudence pour s'affermir dans les  
vrais

78 *Avantage de la Possession d'Etat.*

vrais principes. On n'aura plus de guide pour se conduire dans ces questions si intéressantes; tout deviendra arbitraire. Ce n'est point ainsi qu'il faut raisonner sur les Arrêts; il faut prendre les questions générales qui y sont traitées, les maximes qui y ont été posées, & qui ont été adoptées, alors on est éclairé par leur Jurisprudence: mais de chicaner sur chaque petite singularité des Arrêts, c'est refuser de se rendre à la vérité, & la combattre même sans ménagement.

Encore si on n'opposoit qu'un Arrêt solitaire, on pourroit quelquefois supposer que les suffrages ont été entraînés par certaines circonstances; mais quand on réunit une foule d'Arrêts qui forme un corps de Jurisprudence, c'est insulter à la sagesse des Tribunaux d'imaginer que de tous ces Arrêts conformes, il ne résulte pas un principe général qui trouve son application dans des causes de même nature. Voici le premier Arrêt interlocutoire.

Arrêt du  
10. Juin  
1727.

Par Arrêt du 10. Juin 1727. rendu à la Grand'Chambre, *on met les Appellations au néant, émendant la Cour ordonne avant faire droit que la partie de Me Cochin sera reçue à prouver quelques faits qu'elle a articulés, sauf à la partie adverse à faire sa contr'enquête, si bon lui semble dans trois mois.*

On a cassé par le même Arrêt une  
pro-

sans n'ont donc à prouver que leur Etat : cet Etat, bien établi par la Possession publique, fait présumer de droit celui des pere & mere, sans que l'on soit obligé de remonter jusqu'à l'Acte de célébration de leur mariage.

En effet, ce seroit réduire très-souvent les enfans à l'impossible ; combien y en a-t-il, qui, élevés tranquillement sous les yeux de leurs parens, n'ont jamais pensé à demander, où leur pere a été marié ; & qui interrogés sur ce point après la Mort de leur pere seroient absolument hors d'Etat d'y répondre ? Combien y en a-t-il, qui ne savent pas même où leur pere demeurait dans le tems de son mariage ? D'ailleurs, combien de mariages se font avec dispense du Curé des parties dans des paroisses éloignées ? Comment des enfans, qui n'ont jamais demandé compte à leur pere de la légitimité de son mariage, vont-ils découvrir cette paroisse étrangère ; & faudra-t-il qu'ils perdent leur Etat d'enfans légitimes, parcequ'il leur sera impossible de faire cette recherche ?

Si la nécessité de remonter ainsi jusqu'aux titres de ses auteurs, est une fois admise, cela n'aura plus de bornes : un fils, qui viendra par représentation de

80 *Avantage de la Possession d'Etat.*

plusieurs faits qu'elle avoit articulés, & ne l'ayant point obligé précisément à faire la preuve de la célébration du mariage qu'on lui demandoit, avoit préjugé qu'en établissant la Possession de l'Etat de Barthelemi Bourgelat, elle n'étoit pas assujettie à la preuve de la célébration du mariage de son pere & de sa mere.

Précis de ce  
qu'opposa  
Me Terrasson.

Depuis l'Enquête faite par la veuve Bourgelat, la verité avoit éclaté dans les témoignages de plusieurs témoins. Toute l'Eloquence de Me Terrasson ne pouvoit faire aucune impression contraire à l'effet qu'elle produisoit.

Il tâche d'établir deux Propositions. La premiere est, que la demanderesse ne prouve point qu'il y ait eu un mariage célébré entre Pierre Bourgelat & Hieronime Caprioli, ni que Barthelemi Bourgelat leur fils naturel ait été dans une Possession publique de l'Etat d'enfant légitime.

Il est bon de rapporter le Raisonnement qu'il fait d'abord.

Personne, dit-il, n'ignore que dans tous les tems, & particulièrement depuis le Concile de Trente & l'Ordonnance de Blois, on a voulu que la verité des mariages fût établie par des registres publics, afin que la preuve de ce nœud sacré, qui est le fondement des familles, & la partie la plus importante du droit public, ne dépendît pas de la foi douteuse  
des

*Avantage de la Possession d'Etat.* 81

des témoins, & qu'il ne fût point au pouvoir des particuliers d'être mariés ou de ne l'être pas, selon qu'il leur plairoit de faire parler les personnes que l'intérêt ou l'amitié auroit engagées dans leur parti. Et si, dans le tems de l'Ordonnance de Moulins, il parut si dangereux d'admettre la preuve par témoins, qu'on crut en devoir défendre l'usage dans toutes les affaires qui excéderoient la somme ou la valeur de 100 livres, comment auroit-on pu l'autoriser en matiere de mariage, où il s'agit de l'Etat & de la Fortune des hommes?

L'Art. 181. de l'Ordonnance de Blois fait assez connoître, que l'usage des Registres publics dans les Paroisses, pour la preuve des mariages, étoit déjà établi avant cette Ordonnance, puisqu'elle en renouvelle seulement la nécessité, en prescrivant l'ordre & la maniere de tenir ces Registres; & en imposant l'obligation de les déposer au Greffe pour les conserver soigneusement. Il paroît aussi, que, dans l'esprit du Législateur, ces précautions essentielles ont deux motifs, l'un d'empêcher la clandestinité des mariages, l'autre de proscrire toute autre preuve en cette matiere que celle qui se tire des Registres, *pour éviter, ce sont les termes de l'Ordonnance de Blois, les preuves par témoins que l'on étoit contraint de faire auparavant en Justice touchant les mariages.*

Ces sages dispositions ont été confirmées

72 *Avantage de la Possession d'Etat.*  
 ses héritiers collatéraux contesteren  
 donation, sur le fondement qu'il n'y a  
 point eu de mariage; c'étoit à la fe  
 elle-même que cette objection a  
 été faite, & par conséquent elle ne  
 voit se dispenser de rendre compte  
 toutes les circonstances de son mari  
 elle le fit aussi, mais ce fut ce qui  
 voit la perdre: car ayant soutenu qu  
 avoit été mariée à saint Jacques d  
 Boucherie un tel jour, on fut conf  
 les registres de cette paroisse; on  
 trouva en bonne forme; on trouva  
 me un acte de célébration de ma  
 du jour qu'elle indiquoit, mais le  
 ne se trouva point: cependant, par  
 rêt, sur la foi de la Possession publi  
 son Etat fut maintenu, & sa don  
 confirmée. Sœfve, qui rapporta  
 les motifs l'Arrêt, dit que *ce qui f*  
*le plus pour la verité du mariage*  
*la Possession dans laquelle l'un & l'*  
*avoient été pendant si long-tems de la*  
*lité de mari & de femme, au vu &*  
*de tout le monde, & sur-tout la bonn*  
*putation dudit Dolin Procureur, qui*  
*toujours passé au Palais pour un h*  
*d'honneur, de mérite, & de vertu, &*  
*quel par conséquent on ne devoit pas*  
*juer qu'il eût vécu pendant 37. &*  
*ans dans le concubinage, & mour*  
*cet Etat.*

Un second Arrêt dont l'espece est  
 aisément la même que celle qui se

*Avantage de la Possession d'Etat.* 73

sent, a été rendu au Parlement de  
Rouen; il est rapporté dans le Recueil  
des Plaidoyers de le Noble.

Bernarde Jourdain avoit eu un fils  
d'un premier mariage avec Laurent Ri-  
cher, ce fils s'appelloit François Richer.  
Sa mere devenuë veuve, elle épousa  
le nommé Camprond, dont elle eut  
deux filles. Barbe Camprond l'une des  
filles du second lit étant décédée, il y  
eut un procès pour la succession entre  
François Richer né du premier maria-  
ge, & l'enfant de l'autre fille du second  
lit. Le moyen pour exclure François Ri-  
cher fut qu'il n'étoit pas légitime, qu'il  
ne rapportoit pas l'acte de célébration  
de mariage de Bernarde Jourdain avec  
Laurent Richer son pere. Voilà preci-  
sément la même question qui se présente  
aujourd'hui; des enfans du second lit,  
qui contestent l'Etat des enfans du pre-  
mier lit, parceque le premier mariage  
n'est point prouvé, & qu'on n'en rap-  
porte pas l'acte de célébration: comme  
c'étoit la même espece, les mêmes  
moyens furent aussi proposés. Alors le  
fils du premier lit se retrancha dans sa  
Possession qui faisoit présumer le ma-  
riage de ses pere & mere. Voici quel-  
ques traits de la défense tirés du Plai-  
oyer de Me. le Noble ses August. Elle



84 *Avantage de la Possession d'Etat.*

femme. Les enfans, qui en sont nés, ont été baptisés comme légitimes, ont produit leur extrait baptistaire que le pere a signé; il a porté le deuil & les enfans aussi après la Mort de leur mere. Doit-on confondre cette espece avec celle d'une personne, qui, sans de pareilles circonstances, sans des extraits baptistaires, avec une Possession d'Etat du premier coup d'œil équivoque, viendrait se présenter comme légitime? Ne seroit-elle pas dans le cas où la Preuve testimoniale lui seroit interdite, sur-tout alléguant que son mariage est fait dans le Royaume, où les Ordonnances sont en vigueur? Ici on a l'avantage, qu'après l'enquête de la Dame Bourgelat, elle a prouvé q'Hieronime Caprioli a montré son Contrat de mariage avec son mari à l'Administrateur de l'Hopital de Lyon, qui avoit les fonctions de découvrir les grossesses suspectes. Ainsi, dès que pour Barthelemi Bourgelat on a fait la Preuve litterale que l'Ordonnance demande, on a bien pû être admis à achever de l'éclaircir par une Preuve testimoniale.

Me. Terrasson répond, que les Contrats de mariage découvrent bien la pensée & le dessein d'un mariage projeté, mais ils n'en prouvent pas l'exécution. Ce sont des actes préparatoires, qui souvent ne sont pas suivis du mariage dans la vue duquel ils ont été passés. En un mot, ce sont des présomptions d'un mariage à faire,

*Avantage de la Possession d'Etat.* 85  
faire, & non d'un mariage fait. Tous ces actes préalables n'ont leur effet qu'autant qu'ils ont été confirmés par une célébration subseuente. C'est donc la célébration qui fait le mariage, & par conséquent tous les faits qui ne tendent point à la Preuve de la célébration ne sçauroient jamais former la Preuve régulière du mariage.

On replique, qu'un Contrat de mariage dénué d'autres Preuves ne suffiroit pas, mais qu'ici l'on voit des enfans baptisés comme légitimes, on ne peut plus douter que le mariage n'ait été contracté; ce n'est plus un projet sans exécution. Qui ne voit que l'ouvrage a été consommé?

Après tant de Preuves qui se présentent, la Cour n'a pas hésité d'admettre la Preuve testimoniale que la Dame Bourgelat offre surabondamment: ainsi Me. Terrasson n'a donc pas dû comprendre le mariage dont il s'agit, dans le nombre de ceux qui sont exclus de la Preuve testimoniale. Celui-ci est si évident, que c'est le cas où elle doit être admise, afin de lui prêter ses derniers rayons.

Me. Terrasson convient que la Possession publique, quand elle est certaine, peut suppléer à l'acte de célébration, & en réparer le défaut. Il prétend, que parceque la Possession de Barthélemi Bourgelat n'a pas un véritable caractère de publicité, c'est à cause de cela que la

86 *Avantage de la Possession d'Etat.*

Cour a admis la Dame Bourgelat à la Preuve testimoniale : il a dû faire un Raisonnement tout contraire , après avoir observé que cette Preuve étoit dangereuse , & défendue dans l'esprit des Ordonnances , quand elle tend à établir des mariages ; il a dû conclure , que c'étoit ici une exception , où la crainte du danger n'avoit point lieu , & cette demande étoit soutenue de la Possession publique.

Me. Terrasson , dans une seconde Proposition met toute son industrie à combattre l'Enquête de la Demanderesse , & faire valoir la Contr'enquête de ses Parties.

Ainsi , on peut regarder le Mémoire de Me. Terrasson comme un ouvrage où cet Avocat fait les derniers Efforts pour renverser les dépositions des témoins qui parlent en faveur de Barthelemi Bourgelat.

Si on en faisoit une Analyse exacte , on verroit que cet Avocat a eu une attention entièrement scrupuleuse à relever jusqu'à la moindre circonstance des dépositions qu'il combat ; mais , comme il n'a point réussi dans ce travail , & qu'il n'a fait aucune impression sur les Juges , quelle lumière porterois-je dans l'esprit de mes Lecteurs ? Mon unique but est d'établir , que la Possession publique de l'Etat suffit , & que telle est la Jurisprudence des Arrêts : nulle cause plus propre à  
dé.

*Avantage de la Possession d'Etat. 77*

On donner atteinte aux regles les plus constantes & les plus nécessaires , pour maintenir la tranquillité publique. Ce qui a déterminé les Arrêts qui ont été cités à décider , que la notoriété publique du mariage suffit pour prouver la célébration , c'est qu'elle la suppose , & qu'après la mort d'un pere & d'une mere des enfans reconnus légitimes , laissés en bas âge , seroient contre l'opinion publique rangés parmi les illegitimes , tandis qu'ignorant le lieu de la célébration du mariage , il leur seroit impossible de la justifier.

Vainement pour éluder les Arrêts s'attachera-t-on à faire voir la difference des circonstances d'avec l'espece. Il suffit que les principales circonstances se trouvent les mêmes ; & que par cette raison les mêmes questions ayant été agitées & décidées , il suffit que d'un côté **il y ait en faveur des enfans Possession de leur Etat** , & contre eux le défaut d'acte de célébration de mariage rapporté. Voilà les deux grands objets qui seuls doivent fixer l'attention ; qu'après cela la Possession de l'Etat fût prouvée par un acte , ou par un autre. Voilà ce qui est indifférent à la question de droit : pourquoi donc s'attacher à ces minuties , à perdre de vue le point important de

dans les secours qu'ils donnent à leurs enfans dans le service & en d'autres occasions, & qui au-contraire font gloire d'être très-économés. Que pouvoit-on attendre de celui-ci, qui étoit entre les mains d'une seconde femme ? Et qu'est-ce que le fils pouvoit attendre d'une marâtre ? Ainsi, tout ce que le pere a dit du fils dans un tems de seduction ne sçauroit détruire ce qu'il a dit & fait lorsqu'il n'avoit point l'esprit & le cœur fascinés. La Demanderesse a prouvé par son Enquête, que ce pere avoit pris soin d'avertir, qu'on se défiât de la conduite qu'il tiendrait avec Barthelemi Bourgelat ; & a fait entendre des témoins, qui ont déposé qu'ils lui ont ouï dire dans sa colere, qu'il étoit maître de faire de son fils un bâtard ou un légitime. On demande quel secret il avoit pour faire un légitime d'un illegitime, & s'il pouvoit manifester davantage qu'il avoit été séduit & gagné contre Barthelemi Bourgelat, & si à travers le voile de sa passion on ne voit pas un pere ? Après tout, on a vû que sa colere s'est évaporée en vaines paroles, sans qu'il ait osé exécuter le projet qu'on lui avoit inspiré. Tels sont tous les peres qui jouent des rôles violens en dépit de la nature. Tant il est vrai, que leur cœur ne peut pas se plier au gré de la tyrannie d'une passion.

Les Parties ayant porté l'Affaire à l'Audience

*Avantage de la Possession d'Etat.* 89

diance, après avoir procédé à leurs Enquêtes, Arrêt de la Grand'Chambre intervint le 20 Juillet 1728 sur les discussions réciproques des mêmes Enquêtes dans leur Plaidoyer, lequel appointa les Parties en droit, & sur la demande en provision formée par la Dame Bourgelat a prononcé un appointé à mettre.

Elle a obtenu dans la suite dans le cours du procès plusieurs provisions considerables, ouvrage des impressions de l'équité de la Cause de Barthelemi Bourgelat.

Il ne me reste plus maintenant, pour achever de mettre dans tout son jour cette Cause, & pour écarter tout ce qui peut faire jusqu'au moindre ombrage, que de donner le Précis qu'on a promis de la Replique de Me Cochin.

Les Défendeurs, dit-il, comptent <sup>Replique par Me Cochin pour la Dame Bourgelat</sup> pour rien la Possession publique, dans laquelle les pere & mere avoient vécu, de la qualité de mari & de femme, la Possession publique des enfans d'être reconnus pour légitimes. Il falloit selon eux remonter à la source; & si le mariage en lui-même n'étoit justifié, tous les effets qu'il avoit produits ne pouvoient le faire présumer.

L'Arrêt du 10. Juin a proscrit ces pernicieuses Maximes; il a reconnu l'autorité de la Possession publique; il a jugé, que pour l'établir, il falloit faire concourir la preuve testimoniale avec celle

90 *Avantage de la Possession d'Etat.*

qui résulte des titres; & il a permis de prouver les mêmes faits que les Juges de la Senéchaussée de Lyon avoient rejettés.

Les Défendeurs, qui se sentent accablés sous le poids de ce préjugé, ne renoncent pas tout-à-fait à leurs premières idées. Ils soutiennent encore, que la preuve des registres est la seule que nos Ordonnances autorisent. Ils ajoutent du moins, que la preuve testimoniale ne devoit rouler même que sur le fait du mariage; mais, comme leur attachement à des principes condamnés seroit une foible ressource, ils admettent enfin subsidiairement la Possession publique; mais en même-tems qu'ils sont forcés d'admettre cette preuve, ils cherchent à la rendre inutile.

Pour éclaircir la Question, il faut faire ici deux Observations générales. La première est, qu'en admettant la preuve par témoins la Cour n'a pas prétendu retrancher celle qui résultoit des titres les plus solennels: cependant, les défenseurs passent aujourd'hui sous silence ces monumens respectables qui établissent d'une manière si sensible la légitimité de Pierre Bourgelat. Comme s'il ne falloit plus consulter que les Enquêtes seules: on ne craint point de le dire, au contraire ces titres précieux seront toujours la première preuve de la légitimité, & les Enquêtes n'ont été admises, que  
pour

pour fortifier de plus en plus ce qui en resuItait; c'est pour expliquer certaines circonstances qui ne peuvent entrer dans des monumens publics; c'est pour rendre compte de quelques faits qui ne peuvent être rédigés par écrit. Mais, ce secours introduit par l'Arrêt n'empêchera pas que le capital de la preuve, s'il est permis de parler ainsi, ne réside dans les titres. Il faut donc les avoir toujours presens à l'esprit, comme ce qui fonde essentiellement l'Etat de Barthélemi Bourgelat.

Que trouve-t-on dans ces titres? Le sieur Bourgelat pere, à la naissance de son fils aîné, le *présenter* lui-même au Baptême, *signer* sur les Registres publics qu'il est *son fils légitime*, & né par conséquent d'un mariage célébré suivant les règles de l'Eglise. *Répéter* cette même déclaration à la naissance du second, & *la signer* encore dans les monumens où repose pour ainsi dire l'Etat des hommes. Que trouve-t-on dans ces titres? La mere mourante dicter son testament à des Notaires de la ville de Lyon, y instituer ses enfans légitimes Barthélemi & Pierre Bourgelat ses heritiers particuliers, y instituer pour heritier universel Pierre Bourgelat *son cher & bien aimé mari*. Le mari à son tour rendre publiquement les derniers devoirs à sa femme, la faire enterrer solennellement & avec pompe comme sa femme, & perseverer enfin  
dans



92 *Avantage de la Possession d'Etat.*

dans le même témoignage deux ans après à la mort de son 2e fils. Ce que les titres publics annoncent jusques-là , est confirmé ensuite par des actes privés ; les registres des pensions & des colleges où Barthelemi a été élevé , les lettres écrites , tant par le sieur Bourgelat pere , que par ses amis , tout confirme la légitimité de son fils.

Il est vrai , que , depuis le second mariage du pere , la source des faveurs paroît en quelque maniere tarie ; mais , la mauvaise conduite du fils & les charmes d'une jeune épouse à la quelle un homme de 60 ans se trouve uni , n'étoient que trop propres à opérer un si grand changement. Ce n'est pas dans ce tems de révolution qu'il faut chercher les preuves de légitimité , c'est dans les tems qui ont précédé , c'est dans les 20 premières années de la vie de Barthelemi Bourgelat , où le pere a rendu la justice qu'il devoit à une épouse & un fils légitime : quand on consulte ces preuves sans prévention , il est impossible de résister à l'autorité des titres qui établissent cette vérité.

La seconde Observation générale , qui doit précéder l'examen des enquêtes est que l'Arrêt qui a admis la preuve de certains faits a jugé qu'ils suffisoient , & qu'il n'étoit pas nécessaire d'aller au-delà. Ainsi , qu'on ne nous demande point des témoins qui déposent du fait même  
du

du mariage ; qu'on ne nous reproche point, que Pierre Bourgelat & Hieronime Caprioli n'ont point demeuré ensemble ; la Cour n'a pas jugé ces faits nécessaires, elle s'est contentée de ceux qui avoient été articulés.

Quels sont les faits articulés ? Ils sont au nombre de onze.

1°. Que le sieur Peisson pere a vû le Contrat de mariage, & que le sieur Bourgelat l'a fait voir à plusieurs personnes dignes de foi.

2°. Que Hieronime Caprioli a elle-même allaité Barthelemi son fils.

3°. Que depuis cet accouchement le mariage n'a plus été secret.

4°. Que Hieronime Caprioli a vécu en parfaite Chrétienne, fréquentant souvent les Sacremens.

5°. Qu'étant morte, Pierre Bourgelat assista à son enterrement avec ses deux enfans, & fit prendre le détail à toute sa maison.

6°. Que Barthelemi Bourgelat, étudiant chez les Missionnaires, eut envie de se faire Religieux aux Augustins de la Croix Rousse ; que son pere fit paroître tant d'inquiétude, qu'il l'en détourna.

7°. Que Barthelemi étant à Carcassonne fit des dépenses excessives qui donnerent de violens mécontentemens à son pere.

8°. Qu'on a entendu dire au pere depuis sa colere, qu'il étoit le maître de  
faire

94 *Avantage de la Possession d'Etat.*

faire de son fils un bâtard ou un légitime.

9°. Qu'ayant rappelé son fils, il le fit enfermer six mois aux Cordeliers de Sainte Colombe.

10°. Que le Testament d'Hieronime Caprioli a été exécuté par le sieur Bourgelat.

11°. Que quoique Pierre Bourgelat fût François, il avoit été élevé en Italie auprès du sieur Senier son oncle.

Que l'on consulte sur ces faits tous les témoins entendus dans les deux Enquêtes de la Dame Bourgelat, & on n'en trouvera pas un seul qui ne soit établi.

Il est bon de rapporter une Déposition qui prouve l'existence du Contrat de mariage.

*Noble homme Sieur Jean Peisson, Ex-Consul de la ville de Lyon, âgé de 87. ans, dépose qu'en 1682. ou 1683. étant Recteur de l'Hôtel - Dieu du Pont du Rhône, ayant appris qu'il y avoit une Demoiselle à la Croix - Rousse qui étoit enceinte, il s'y transporta, & trouva une Demoiselle qui pouvoit avoir 22. ou 23. ans, à laquelle il dit de lui déclarer du fait de qui elle étoit enceinte, ce qu'elle ne voulut faire alors. Le Déposant, voulant la faire conduire à l'Hôtel - Dieu suivant l'usage, & étant prête d'entrer dans Lyon, elle lui déclara qu'elle étoit mariée avec ledit défunt sieur Pierre Bourgelat : pour lors, le Déposant lui demanda si elle avoit son Contrat de mariage, elle lui répondit que oui, & sur le champ*

*champ elle le lui remit, & le Déposant en ayant lu quelque chose, ce qui le persuada que cette femme étoit véritablement la femme du sieur Bourgelat, il la renvoya chez elle. Estime ledit Déposant que le Contrat de mariage étoit en Italien.*

En effet, peut-on imaginer après cela qu'il n'y ait point eu de Contrat de mariage entre Pierre Bourgelat & Hieronime Caprioli. Cette femme, que le Recteur de l'Hôtel-Dieu vouloit faire emmener, auroit-elle osé présenter pour Contrat de mariage un acte qui auroit été tout différent? Elle se seroit exposée par-là à ajouter une nouvelle confusion à celle de sa grossesse, si elle ne s'étoit point trouvée mariée. Il est donc certain qu'il y a eu un Contrat de mariage, qu'il a été vu, lu, tenu, par une personne digne de foi, & qui avoit même caractère & autorité pour le faire. Ce fait après cela peut-il être douteux?

Mais, il y a une autre conséquence à tirer de ce fait: ce Contrat de mariage existoit en 1684. qu'est-il devenu depuis? Il faut qu'il ait été supprimé. Mais par qui, si ce n'est par la seconde femme de Pierre Bourgelat après qu'il a été décédé. Mais, si on a supprimé le Contrat de mariage, n'a-t-on pas également supprimé l'acte de célébration? Ce sont des conséquences nécessaires du fait important attesté par le sieur Peysson.

Mais, dit-on, le fait, dont le sieur Peysson

son dépose , prouve que la Possession publique , dont on invoque le secours , a commencé par le scandale que causa la grossesse de Hieronime Caprioli : quel genre de Possession ! Mais , quoi donc ? Est-il extraordinaire , qu'un mariage ayant été tenu secret quelque tems , la grossesse de la femme ait d'abord causé quelque rumeur ? Mais , cette foible rumeur , que les Défendeurs transforment en un scandale public , fut bientôt calmée , non par les discours d'Hieronime Caprioli , mais par les preuves qu'elle rapporta de son mariage , & qui furent trouvées suffisantes par un Officier public , préposé pour en juger , qui avoit passé par toutes les Charges qui ne sont confiées qu'à ceux dont la probité n'a jamais été équivoque , & qui avoit vieilli dans une carrière de vertu où il s'étoit toujours également soutenu.

Le premier fait est encore confirmé par Philiberte Benot neuvieme témoin , par le mari de ce témoin & par sa sœur , qui disent tous unanimement , que le Contrat de mariage a été montré , nonseulement au sieur Peysson , mais qu'il a été lu publiquement à plusieurs autres personnes , & singulièrement à un Notaire. Que quand le sieur Bourgelat écrivoit à sa femme , l'Adresse étoit : *A Madame Bourgelat, femme du sieur Pierre Bourgelat.* Qu'on ne la connoissoit à la Croix-Rouffe que sous le nom de femme du sieur Pierre Bour-

*Bourgelat.* N'est-ce pas-là ce qui forme la Possession publique ?

En un mot, tous les témoins concourent à la constater, & les Défendeurs ne détruisent point les impressions que produit la vérité qui éclate, quoiqu'ils aient tout mis en usage. Car, que n'ont-ils pas fait ? Que n'ont-ils pas dit ? Voici un *Trait* par où on en jugera.

Barthelemi Bourgelat, pour justifier sa légitimité, produit son *Extrait baptistaire* où il est qualifié légitime, signé par son pere. Y a-t-il un acte plus formel par lequel il pût mieux conformément aux Ordonnances faire sa preuve ? N'est-ce pas la vérité elle-même qui parle ? Ne s'offre-t-elle pas environnée de tous ses rayons ? Les Défendeurs eux-mêmes peuvent-ils n'en être pas ébloüis ?

Rien n'est plus singulier que l'Histoire qu'ils ont imaginé pour détruire la preuve de ce Contrat de mariage & de cet *Extrait baptistaire*. On comprendra, que rien n'est impossible à la Calomnie ; qu'elle est capable de tout inventer ; qu'elle répond aux faits les plus évidens qui la couvrent de confusion. Voici comme elle parle. On admirera jusqu'où peut aller son Effronterie.

Dans le tems qu'Hieronime Caprioli fut grosse, le sieur Bourgelat ne tenoit à elle que par les liens de la volupté, il ne lui en avoit pas promis de plus sérieux. Cependant, il vouloit la ménager

98 *Avantage de la Possession d'Etat.*

en se ménageant aussi lui-même, & autant pour lui que pour elle, il craignoit qu'elle n'essuyât l'affront d'être conduite à l'Hôpital, pour y déclarer de qui elle étoit grosse.

Dans cette crainte commune, il fut arrêté entr'eux, que si Hieronime Caprioli, déferée à une espece d'Inquisition de l'Administrateur de l'Hôtel-Dieu, étoit obligée de s'expliquer sur sa grossesse, elle répondroit qu'elle étoit mariée au sieur Bourgelat ; & que si l'Administrateur poussoit la curiosité ou la mauvaise humeur jusqu'à lui demander ses titres, elle présenteroit un Acte qui porteroit les apparences d'un Contrat de mariage, & qui auroit été fabriqué exprès pour donner le change. La chose fut exécutée suivant le projet. L'Administrateur vint, & fit les questions ordinaires. Hieronime Caprioli répondit, qu'elle étoit femme du sieur Bourgelat : il ne voulut pas l'en croire sur sa parole ; elle lui presenta une espece de Contrat qu'il prit pour un Contrat de mariage, & à la vûe des premières lignes, où le nom de Bourgelat s'offrit à ses yeux, il rendit le papier, & se retira.

Ce n'étoit pas assez d'avoir échappé une fois à ces sortes de Recherches, il falloit encore s'en garantir pour l'avenir ; parcequ'on juge bien que Hieronime Caprioli, dans les engagements où elle étoit avec le sieur Bourgelat, pouvoit y être souvent exposée. Il étoit resté d'ailleurs  
dans

Cause, après avoir procédé à leurs Enquêtes, Arrêt de la Grand'Chambre intervenant le 20 Juillet 1728 sur les discussions réciproques des mêmes Enquêtes dans leur Plaidoyer, lequel appointa les Parties en droit, & sur la demande en provision formée par la Dame Bourgelat à prononcé un appointé à mettre.

Elle a obtenu dans la suite dans le cours du procès plusieurs provisions considérables, ouvrage des impressions de l'Equité de la Cause de Barthelemi Bourgelat.

Il ne me reste plus maintenant, pour achever de mettre dans tout son jour cette Cause, & pour écarter tout ce qui peut faire jusqu'au moindre ombrage, que de donner le Précis qu'on a promis de la Replique de Me Cochin.

Les Défendeurs, dit-il, comptent pour rien la Possession publique, dans laquelle les pere & mere avoient vécu, de la qualité de mari & de femme, la Possession publique des enfans d'être reconnus pour légitimes. Il falloit selon eux remonter à la source; & si le mariage en lui-même n'étoit justifié, tous les effets qu'il avoit produits ne pouvoient le faire présumer.

L'Arrêt du 10. Juin a proscrit ces per-

Replique  
par Me Co-  
chin pour  
la Dame  
Bourgelat.



sent, mais qu'ils n'avoient jamais eu, faute de célébration.

Qu'est-ce qui a fait les Défendeurs confidens de l'Histoire du sieur Bourgelat & de sa femme : tombe-t-elle sous le sens? Qu'ils nous apprennent par quel secret ils l'ont apprise: ou, s'ils font dans l'impuissance de nous le dire, qu'ils conviennent qu'elle est éclosée du cerveau de leur conseil. Comment a-t-on eu la témérité de croire, qu'on éluderoit la preuve la plus forte, la plus convaincante, par une Histoire romanesque, sans alléguer aucune preuve qui la colore? Où en sommes-nous, si on admet une pareille Histoire imaginaire? Quel est le plaideur, qui sera sûr de vaincre dorénavant avec les meilleurs moyens? Une circonstance qui rend le procédé des Défendeurs très-odieux, c'est que, dans cette Histoire inventée, ils prêtent à leur pere le dessein le plus noir. Non-seulement ils ont travesti son mariage dans un concubinage indigne; mais ils l'érigent en falsificateur des Registres, pour légitimer le fruit de son crime à la face de l'Eglise. Encore en noircissant leur pere d'un crime si énorme se dispensent-ils de nous apporter aucune preuve, & veulent-ils qu'on leur donne une créance aveugle.

La Demanderesse a de si grands avantages sur les Défendeurs, qu'ils n'opposent à toutes les preuves de la légitimité de son

*Avantage de la Possession d'Etat.* 101  
son mari, que des Défenses si frivoles, que  
ce feroit leur donner du relief que de  
les réfuter sérieusement.

A l'égard de leur Contr'enquête, elle  
ne prouve que deux faits. Le premier,  
que Barthelemi Bourgelat n'a pu obtenir  
qu'une pension viagere de 400. livres pour  
subsister dans le Service; le second, que  
Pierre Bourgelat, consultant un Avocat  
sur les dispositions qu'il vouloit faire de  
son bien, il lui dit qu'il ne vouloit lais-  
ser à Barthelemi Bourgelat qu'une pension  
viagere comme à son fils naturel; sur  
quoi cet Avocat lui répondit, que si Bar-  
thelemi Bourgelat parvenoit à se faire  
déclarer légitime, il feroit déclarer nul  
le Testament où il n'auroit pas laissé à ti-  
tre d'institution sa légitime.

De tout cela les Défendeurs concluent  
son illégitimité. Comme si un pere, qui a  
reconnu publiquement son fils légitime,  
pouvoit par son langage, & en ne lui  
donnant que des secours modiques, chan-  
ger son Etat, guidé par la séduction de  
la marâtre de ce fils.

Enfin, par Arrêt définitif du Parlement Arrêt défi-  
nitif.  
du 12 Août 1729, *la veuve Bourgelat, en*  
*qualité d'heritiere de Barthelemi Bourgelat*  
*son époux, est admise au partage de la suc-*  
*cession de Pierre Bourgelat avec les quatre*  
*enfans du second lit; c'est-à-dire, qu'elle*  
*doit recueillir un cinquieme de la juccef-*  
*sion; la Cour retenant toutes les contesta-*  
*tions qui doivent naitre sur ledit partage.*

102 *Avantage de la Possession d'Etat.*  
*Les Défendeurs condamnés à tous les Dé-*  
*pens.*

Cet Arrêt est conforme aux Conclusions de M. Joly de Fleury, Procureur-Général, qui déclare Barthelemi Bourgelat, dont on contestoit l'Etat, fils légitime de Pierre Bourgelat.

Il auroit été à souhaiter, que ce partage se fût terminé dans un esprit de paix; mais, l'affaire a été conduite & sollicitée par une personne, son hôte & son compatriote, qui n'a pas été assez ennemi des discussions. Il a engagé la veuve Bourgelat dans une Affaire criminelle, une inscription de faux contre l'inventaire. On a déjà fait plusieurs rapports qui coûtent des sommes immenses. On ne s'engagera point dans le recit de ce Procès où la veuve Bourgelat a succombé. On peindroit les horreurs d'une Affaire herissée de mille difficultés, dont le spectacle seroit effrayant. On s'en tient à ce préjugé, qui a décidé positivement, qu'un fils, qui a prouvé sa légitimité par la Possession publique de son Etat, n'en souffre point, parce qu'il ne peut pas rapporter l'Acte de célébration du mariage de son pere & de sa mere.

On peut dire que cette Cause, qu'on donne au Public, éclaire parfaitement cette Jurisprudence.

à mariage ; qu'on ne nous reproche  
pas, que Pierre Bourgelat & Hieronime  
Caprioli n'ont point demeure ensemble ;  
le Court n'a pas jugé ces faits nécessaires,  
en s'en contentée de ceux qui avoient  
été articulés.

Quels sont les faits articulés ? Ils sont  
nombre de onze.

1°. Que le sieur Peisson pere a vû le  
Contract de mariage, & que le sieur Bour-  
gelat l'a fait voir a plusieurs personnes di-  
gnes de foi.

2°. Que Hieronime Caprioli a elle-  
même allaité Barthelemi son fils.

3°. Que depuis cet accouchement le  
mariage n'a plus été secret.

4°. Que Hieronime Caprioli a vécu  
en parfaite Chrétienne, frequentant sou-  
vent les Sacremens.

5°. Qu'étant morte, Pierre Bourgelat  
l'a fait enterrer avec ses deux  
frères, & fit prendre le corps à toute si-  
nécrite.

6°. Que Barthelemi Bourgelat, étudiant  
chez les Missionnaires, eut envie de se  
faire Religieux à la Aug d'In de la Croix  
Noire ; que son pere lui perstra tant  
d'incertitude, qu'il s'en détourna.

7°. Que Barthelemi étant à Carca-  
ssonne fit des dépenses exorbitantes, & don-  
nant de violents mécontentemens à

dans le même témoignage deux ans après à la mort de son 2e fils. Ce que les titres publics annoncent jusques-là , est confirmé ensuite par des actes privés; les registres des pensions & des colleges où Barthelemi a été élevé , les lettres écrites , tant par le sieur Bourgelat pere , que par ses amis , tout confirme la légitimité de son fils.

Il est vrai , que , depuis le second mariage du pere , la source des faveurs paroît en quelque maniere tarie ; mais , la mauvaise conduite du fils & les charmes d'une jeune épouse à la quelle un homme de 60 ans se trouve uni , n'étoient que trop propres à opérer un si grand changement. Ce n'est pas dans ce tems de révolution qu'il faut chercher les preuves de légitimité , c'est dans les tems qui ont précédé , c'est dans les 20 premières années de la vie de Barthelemi Bourgelat , ou le pere a rendu la justice qu'il devoit à une épouse & un fils légitime : quand on consulte ces preuves sans prévention , il est impossible de résister à l'autorité des titres qui établissent cette vérité.

La seconde Observation générale , qui doit précéder l'examen des enquêtes est que l'Arrêt qui a admis la preuve de certains faits a jugé qu'ils suffisoient , & qu'il n'étoit pas nécessaire d'aller au-delà. Ainsi , qu'on ne nous demande point des temoins qui déposent du fait même  
du

que le Sieur de Ttorigni s'est introduit chez le Prieur de Cœntrud mon oncle; il y avoit quatre mois que j'étois à Lam, & que j'y vivois dans une grande retraite: la lecture, la musique, & mon aiguille, remplissoient tour à tour mes occupations, & mes desirs. Le Sieur de Ttorigni étoit amusant, dix Campagnes lui avoient acquis l'art de plaire; il me vivoit avec plaisir, & à mesure que son goût pour moi augmentoit, le mien ne diminuoit pas. Nos cœurs furent bientôt d'intelligence, mais le sien n'étoit pas tranquille, il redoutoit l'inconstance; & pour s'assurer du mien, il me proposa un aëdit: pour le cimenter avec plus de force, il fut chez son pere consulter les Causes Célèbres, où il en remarqua plusieurs, il choisit celui fait entre le Sieur de Saint Jori, & la Demoiselle de Cbatillon. Nous le copiames le 6. de Fevrier; & nous crûmes par-là avoir pris La peine de débaucher de des précautions suffisantes contre le coan-  
gement.

Mais le dedit, qui paroît sous cette forme, est une précaution peu sûre. Il est sujet à être annullé, & ne sert tout au plus de fondement qu'à des dommages & interêts qui sont arbitraires au gré des Juges: il falloit avoir recours à un moyen plus puissant pour assurer le mariage qu'elle méditoit. Il falloit commencer par donner un degré de force à la passion qu'elle avoit inspirée, si grand qu'elle fût à l'épreuve de tout

106 *Si une Dot stipulée, nombrée, & delivrée,*  
ce qui pouvoit ébranler ; c'est à quoi elle  
s'attacha.

Le Sieur de Thorigni, ayant été obligé  
de quitter la Demoiselle Gonthier pour  
se rendre à Paris auprès de ses pere &  
mere, n'ayant pas apparemment soutenu  
ses esperances par des Lettres qu'il lui é-  
crivit comme ils en étoient convenus, el-  
le conçut les plus vives allarmes sur le  
changement de son cœur.

Voici comme elle les exprime dans  
une Lettre qu'elle lui adresse le 12. Mai  
1739.

*Que vous ai-je fait, mon cher Mari,*  
porte la Lettre, *pour en user avec moi*  
*comme vous faites ? La vive tendresse que*  
*j'ai eüe pour vous & celle que vous avez*  
*sentie pour moi, sont-elles déjà entiere-*  
*ment effacées de votre cœur ? Vous m'a-*  
*viez promis en me quittant de me donner*  
*de vos Nouvelles.* Elle fait ici une Peintu-  
re tragique de son Etat, & elle ajoute :  
*Oùï, j'ose vous le dire, la Mort à present*  
*est tout ce que je soubaite ; j'irois aude-*  
*vant d'elle si je la voyois, elle est seule*  
*l'objet de tous mes desirs. Dans la triste*  
*situation où je me trouve, je sçai que je ne*  
*devrois pas penser comme cela ; un secret*  
*qui n'est sçu que de vous & de moi devoit*  
*pour quelque tems m'obliger à suspendre ma*  
*vive douleur. Helas ! que ne le puis-je !*  
*Mais peu accoutumée . . . . .* Elle termine  
sa Lettre, en disant : *la Mort seule rompra*  
*les engagements que j'ai contractés avec*  
*vous.*

peut être déclarée nulle. 107

*vous. Quoique vous m'exposiez au plus grand des malheurs.*

On a crû que le secret, dont elle parloit, supposoit un dépôt dont elle croyoit avoir été chargée par l'amour; mais, outre que ce dépôt n'a point paru, cette opinion qu'on lui prête est plus maligne que solide.

Quoiqu'il en soit, cette Lettre eut tout l'effet qu'elle en pouvoit attendre, elle embrasa le Sieur de Thorigni, qui ayant proposé son mariage à son perc, & à sa mere, n'eût que des refus. Il fit une réponse, ou plutôt l'amour répondit pour lui. On veut qu'elle ait joint des menaces aux discours les plus enchanteurs.

*Je n'ose vous avouer, dit-elle dans une réplique en parlant de son oncle le Prieur, que dans ses momens de fureur, il vouloit écrire à mon papa le Lieutenant-Colonel des Carabiniers, & à mon oncle qui est Capitaine dans le même Regiment, & vous faire chercher jusqu'au bout du monde. Votre Lettre enfin vient de le rassurer, & de calmer mon desespoir. Je ne vous le cache pas, mon cher ami, il étoit tems qu'elle arrivât. Je ne souhaitois plus que la Mort, & je l'aurois trouvée, je n'aurois pas été le témoin de tout ce qui auroit pu arriver. Ainsi, on veut qu'elle ait tout mis en usage pour venir à bout de son dessein, sans oublier la moindre précaution.*

Dans



108 *Si une Dot stipulée, nombrée, & délivrée,*

Dans sa Lettre du 12. Août 1739. Ce qu'il y a, dit-elle, de plus essentiel pour nous, ce sont nos Lettres, ce sont des témoins parlans sur les quels nous devons veiller. Ne te confie à personne pour mettre les tiennes à la poste, brûle les miennes, jette-les. Ces Lettres en effet ont passé pour des témoins bien éloquens & bien parlans contre la Demoiselle Gonthier. Elle n'ignoroit pas, qu'ordinairement toutes intrigues d'amour échoient par ces fatale Lettres qui se découvrent. Elle inspire du courage dans une Lettre du lendemain à son Amant : *Avec un peu de fermeté de ta part, dit-elle, & de résolution, nous viendrons à bout de tromper tout l'univers entier ; tu m'aimes, mon cher ami, je t'aime : tout ce que l'on nous oppose & rien c'est la même chose, & dans peu, si tu veux, nous serons les gens du monde les plus heureux ; suis mes conseils, fais ce que je te dirai.*

Voici comment elle découvre dans la même Lettre le Projet qu'elle avoit conçu.

*J'ai, pendant ton absence, dit-elle, pris quelques mesures. Il est donc à propos, mon cher ami, que tu te rendes à Liège. Si tu es forcé de te laisser accompagner par ton valet, prétexte quelque Affaire avec tes employés, & pendant le tems qu'il sera à accommoder les chevaux ou à quelque autre chose que tu lui ordonneras, rends-toi chez le Notaire le plus apparent, &*  
pro-

proposes - lui de passer un Contrat de mariage tel qu'il lui sera dicté, parce que j'en ai un modele, engage-le au secret, en lui promettant qu'il ne se repentira pas de nous l'avoir gardé, & qu'au contraire il y trouvera son avantage, & qu'il sera payé selon le service qu'il nous rendra. Demandes-lui de plus qu'il nous fournisse deux témoins desquels il puisse répondre & qui soient sûrs, prends tous ces arrangemens avec lui à tête reposée & avec reflexion, ensuite de quoi tu prendras jour avec lui à huitaine. Tu te rendras ensuite à ton auberge, sans qu'on puisse sçavoir pourquoi tu te seras absenté une heure ou deux. Qui veux-tu qui aille en apronfondir le motif? Tu me manderas ensuite tout ce que tu auras fait : je me rendrai la veille du huitième jour sans bruit avec une seule personne dont je suis sûre, qui nous servira de troisième de témoin, j'irai chez le Notaire, je ferai dresser l'acte tout prêt à signer. Tu prendras de ton côté tes mesures pour te rendre chez le Notaire le lendemain matin de mon arrivée à Lieffe, & je n'en repartirai qu'après ton départ. Sois sûr que qui que ce soit ne sçaura que j'ai été dans ce pays là : je prendrai si bien mes mesures, que je le donne au plus fin à deviner ; prends bien les tiennes, & ne parois pas embarrassé, & souviens-toi que tu n'as qu'un domestique à tromper, & que cela n'est pas difficile. Lorsque nous serons sortis de cette premiere Affaire, je te dirai quelles mesures il faudra prendre pour achever. Le  
reste

110 Si une dot stipulée, nombrée, & délivrée, reste ne sera pas difficile: j'ai tout prévu, ajoute-t-elle, je ne parle pas ainsi sans avoir pris des conseils, j'ai depuis deux mois eu le tems de faire des Réflexions sérieuses. Ainsi, il ne s'agit à présent que d'un peu de fermeté & de prudence, voilà tout ce que je te demande. Si tu m'aimes, mon cher ami, voilà le tems de me le prouver, fais ce que je te dis., & fais-le le mieux que tu pourras, il n'est pas difficile de gagner un Notaire, & de l'engager au secret. Mande-moi si tu as de l'argent, parceque si tu n'en as pas j'en porterai: je compte que cela ira tout au plus à 12 ou 13 pistoles. Dis moi la première fois que tu m'écriras ton âge au juste, & mets sur un petit papier, enfermé dans la lettre, le nom de ton pere tout au long & celui de ta mere, & les qualités de ton pere. Dans le Contrat, il faut que tu établisses nécessairement ton domicile à Paris, pour des raisons que je te détaillerai à loisir. C'est pourquoi il faut que tu me marques une maison dans laquelle tu aye quelque habitude & le nom de la rue: n'oublie pas cela, il n'y a aucune conséquence, cela n'entraîne pas de suites. Cela est nécessaire pour tous les deux: notre Contrat sera passé selon la coutume de Paris, parceque si tes parens venoient dans la suite à découvrir quelque chose, il faudroit nécessairement qu'ils nous attaquaissent à Paris, puisque tout sera passé sous le ressort du Parlement, & ayant toute ma famille & mes connoissances sur  
les

*peut être déclarée nulle.*

III

*les lieux, il nous sera aisé de nous défendre.*  
Ce Notaire qu'il faut gagner, ce profond secret qu'il faut garder, cet acte dont il faut suivre le modèle tout dressé, tout cela a fait naître le soupçon du Projet.

On a cru voir dans cette Lettre le Projet de la fiction de la Dot, qu'on a dit dans le Contrat de mariage nombrée & délivrée.

Le sieur de Thorigny étoit lié par une reconnoissance de Dot de 40000. l. & étoit obligé d'épouser sa maîtresse ou de lui abandonner toute sa fortune, sa ruine le rendant inhabile à tout autre engagement. Ses pere & mere auroient été obligés à consentir au mariage ou à laisser leur fils sans espoir d'aucun autre établissement; & s'ils persistoient dans leur opiniâtreté, elle trouveroit de quoi se consoler de la perte de son amant, dans le gain d'une somme de 40000. liv. qu'il auroit fallu qu'on lui payât. Le sieur de Thorigni ne soupçonnoit pas sa maîtresse si intéressée: aiant formé le dessein de l'épouser, il se livra aveuglément & s'engagea à faire les démarches qu'elle lui inspira pour y parvenir.

Les Lettres qui ont suivi fournissent de nouvelles inductions.

Suivant la lettre du 15 Avril, c'est elle qui gouverne tout, qui fournit tous les expédiens, qui rassure le sieur de Thorigni, & qui le fortifie contre ses  
craîn-

112 *Si une Dot stipulée, nombrée, & délivrée, craintes. Oui, mon cher ami, si tu veux faire tout ce que je te dirai, nous serons unis avant peu, je te l'assure. Songe seulement à avoir du courage, nous viendrons à bout de tout: il faut, mon cher Mari, avoir un peu de hardiesse dans la vie, sans quoi on ne réussit guere. Mais, l'Affaire du Contrat lui tient sur tout au cœur, comme étant son principal dessein. Si tu as le tems, fais, avant que de venir ici, l'Affaire dont je parle dans ma precedente Lettre, tu m'en rendras la réponse en me venant voir: tu peux facilement faire un petit voyage à Liefse, sans qu'on puisse en pénétrer la veritable raison, je te recommande sur tout de n'avoir pas l'air embarrassé, c'est ce qui feroit douter du mystere. J'espere qu'avant peu nous serons parfaitement heureux, dès que notre Contrat sera passé, le reste ne nous embarrasse pas. Pour l'enflammer encore davantage, elle lui dit dans une Lettre: Mais, mon cher ami, j'ai une envie de te voir & de t'embrasser qui passe tout ce que je pourrois te dire; je ne peux ni manger ni dormir, il faut que je te voie.*

Ensuite, dans une apostille écrite depuis, elle mande: Depuis hier au soir, mon cher cœur, nous avons mon oncle & moi fait réflexion qu'il valoit mieux passer notre Contrat avant que de risquer de nous voir ici. Fais tout ce que tu pourras pour t'assurer du Notaire, ne manque point de t'arranger le mieux que tu pourras avec lui,

peut être déclarée nulle.

113

lui, & de l'engager à fournir deux témoins sûrs; tout cela ne lui sera pas difficile: si tu veux m'en croire, nous ne trainerons pas cela longtems, & le plutôt que nous pourrons terminer sera le meilleur.

L'ardeur du sieur de Thorigni ne lui permit pas de différer jusqu'après le Contrat. Il lui annonça, qu'il la verroit le mardi suivant: elle s'explique, dans la réponse qu'elle lui fait avec les plus grands transports sur cette Nouvelle. *Est-il bien vrai, mon cher Mari, que j'aurai le bonheur de t'embrasser mardi? Ob! si je pouvois t'exprimer l'effet qu'une telle espérance fait sur mon cœur! Quoi, mon cher Mari, j'aurai le plaisir de te serrer dans mes bras, & de jurer mille fois que je t'aime plus que ma vie! Qu'une telle entrevue nous donnera de joie & de satisfaction! Non, mon cher Cœur, je ne puis y penser, sans mourir de plaisir. Si tu peux te dispenser de te faire suivre lorsque tu viendras, cela seroit beaucoup mieux, & en ce cas-là tu pourrois venir descendre à cheval ici, tu trouverois la porte ouverte; & tu peux compter que tu y serois avec le plus grand secret. Quelqu'amoureuse qu'on la voie, elle ne perd pas pour cela de vûe le projet du Contrat. Supposé que tu ne puisse pas te rendre ici, continue-t-elle, va où je t'ai dit, assure toi du Notaire, & engage-le à te fournir deux témoins sûrs, nomme lui le jour où je me rendrai chez lui, parce que je me rendrai un jour avant*

Tome XXII.

H

toi,

114 Si une Dot stipulée, nombrée, & délivrée, toi, afin qu'à ton arrivée tu trouve tout prêt : tout ce que je te dis-là , mon cher Cœur, n'est pas difficile à faire, je te l'assure, & si j'étois en ta place, que ce fût moi qui fis telle démarche, compte qu'elle ne m'embarrasseroit pas, & que je serois bien sûr de la réussite. Fais bien ton personnage, & compte que je ne serai pas embarrassée du mien : sois certain, que nous sommes bien sûrs de la personne que je menerai avec moi ; s'il y avoit quelque doute sur cet article, je ne le risquerois pas, n'ais pas d'inquiétude. Pourroit que nous puissions passer notre Contrat secrètement, le reste ne m'embarrasse plus du tout. N'oublie pas de me marquer si tu as de l'argent, parceque si tu n'en a pas, je prendrai mes précautions. Voilà une personne bien attentive à conduire son projet.

Le sieur de Thorigni aiant joint sa maîtresse, & s'en étant séparée, elle lui récrivit ainsi : Du vendredi matin. Es-tu arrivé à bon port, mon cher Ami, te porte tu bien ? Voilà toute mon inquiétude ; je crains extrêmement que tu ne sois fatigué ; mande moi, je t'en prie, ce qu'il en est. J'attens ta Lettre avec la plus grande impatience, personne ici ne se doute de rien ; j'espère que nous aurons toujours le même bonheur. Ah ! mon cher Cœur, que j'ai eu de satisfaction à te revoir ! Oui, mon cher Mari, j'ai goûté mille plaisirs dont le souvenir me sera toujours cher ! Que je suis sensible à ton Amour, & que le mien est sincere !

cere! Dans un postcrit voici comme elle parle : *Dis-moi, mon cher Ami, si tu es sorti de cette ville aussi secrètement que tu y es entré, & si tu n'a pas été rencontré. Le sommeil nous a trahis, & m'a laissée dans l'inquiétude. L'imagination s'est donnée carrière sur cette Lettre, & a embelli les idées qu'elle donne. Ce qu'on peut dire, c'est qu'on voit bien que l'Amant est si épris, qu'elle tient son âme dans ses liens.*

La Demoiselle Gonthier ajoute : *Je compte, que tu te rendras Dimanche où tu sçais : tu me l'as promis, mon cher Mari, employe tous tes soins pour la réussite ; j'attens avec impatience l'issue de ce voyage.*

Le sieur de Thorigni lui en rendit compte dans une Lettre dattée de Lisse du lundy cinq heures, à laquelle la Demoiselle Gonthier répondit le 27 Avril en ces termes : *Je viens dans le moment, mon très-cher Mari, de recevoir ta Lettre, je comptois bien que tu réussirois. Ainsi tu peux compter que mardi, c'est-à-dire, de demain en huit jours, je me rendrai à Lisse, quelque tems qu'il fasse ; rien ne pourra m'arrêter : tu peux dire au Notaire que je me rendrai sûrement ce jour-là chez lui, qu'il peut m'attendre, & faire ce que je lui dirai ; prend tes arrangemens là-dessus, & quelque chose qui arrive, fais en sorte de ne pas manquer : tu peux dire au Notaire, qu'il ne se repentira pas de nous avoir servis, & qu'il sera content de nous,*



116 *Si une Dot stipulée, nombrée, & déliivrée, mais qu'il nous garde un secret inviolable. Tu arriveras le mercredi, tu trouveras l'acte prêt à signer, & les conditions toutes dressées: ne t'inquiète de rien, mon Cœur.*

Du lendemain 29. Avril, une autre Lettre de la Demoiselle Gonthier, pour lui demander une nuit à Lieffe. Oui, mon cher Cœur, j'aurai le plaisir de te voir. *Que ne suis-je à cet heureux instant, je m'y rendrai à quelque prix que ce soit, j'attends de toi la même exactitude. Que je t'aime, mon cher Ami: je ne puis vivre sans toi, je soupire sans cesse après toi, quand pourrai-je te voir à toute heure & à tous momens, comme je le desire? Que je serai heureuse. Non, mon cher Mari, rien n'égale mon bonheur. Si tu pouvois t'arranger de façon, que tu pusses coucher une nuit où tu sçais, j'en serois bien charmée, j'aurois plus longtems la satisfaction de te voir. La prudence l'emporta sur l'amour chez le sieur de Thorigni, ainsi qu'il résulte de sa Réponse du 2. Mai que rapporte la Demoiselle Gonthier. Tu me marque, mon cher Cœur, de m'arranger pour t'y donner une nuit, il est certain que j'en ai plus d'envie que toi, mais songe que je suis connue à Lieffe.*

La Demoiselle Gonthier devoit donc arriver chez le Notaire à Lieffe le Mardi 5. Mai 1739. & le sieur de Thorigni devoit s'y rendre le lendemain. Dans l'intervale elle devoit faire dresser la minute & l'expédition, en sorte qu'il ne  
fût

peut être déclarée nulle. 105

que le Sieur de Thorigni s'est introduit  
chez le Prieur de Chantrud mon oncle;  
il y avoit quatre mois que j'étois à Lam,  
& que j'y vivois dans une grande retraite:  
la lecture, la musique, & mon aiguille,  
remplissoient tour à tour mes occupations,  
& mes desirs. Le Sieur de Thorigni étoit  
vaillant, dix Campagnes lui avoient ac-  
quis l'art de plaire; il me voyoit avec plai-  
sir, & à mesure que son goùt pour moi  
augmentoit, le mien ne diminuoit pas. Nos  
âmes furent bientôt d'intelligence, mais  
le sien n'étoit pas tranquille, il redoutoit  
l'incertitude; & pour s'assurer du mien,  
il me proposa un dédit: pour le cimenter  
avec plus de force, il fut chez son pere  
consulter les Causes Célèbres, où il en re-  
marqua plusieurs, il choisit celui fait entre  
le Sieur de Saint Jori, & la Demoiselle  
de Carillon. Nous le copiames le 6. de  
Février; & nous crûmes par-là avoir pris  
les précautions suffisantes contre le com-  
promis.

La p. 105.  
du dédit  
fait de  
26. 1771.

Mais le dédit, qui paroît sous cette  
forme, est une précaution peu sûre. Il  
est sujet à être annullé, & ne sert tou-  
jours à plus de fondement qu'à des domma-  
ges & intérêts qui sont arbitraires au gré  
des Juges: il falloit avoir recours à un  
moyen plus puissant pour assurer le ma-  
riage qu'elle méditoit. Il falloit com-

118 Si une Dot stitulée, nombrée, & délivrée, futurs époux, ils sont obligés de retarder de quelque tems la célébration dudit mariage en face de la sainte Eglise, & que ledit futur époux, pour fournir des fonds dans différentes affaires où il se propose d'avoir entrée, a besoin d'argent, la Demoiselle future épouse lui a presentement compté, nombré, & délivré, en Louis d'or, d'argent, & autre monnoie ayant cours, en la presence du Notaire & des témoins soussignés, la somme de 40000. livres, qu'elle avoit ci-dessus dit apporter en Dot; laquelle somme ledit futur époux reconnoît avoir reçue, & dit en être content, dont quittance; & a promis & promet, s'est obligé & s'oblige, sous la solidité de ses biens, meubles & immeubles, presens & à venir, rendre ladite somme à ladite Demoiselle future épouse, si de cejourd'buy en deux ans le mariage ne se célébroit en face de la sainte Eglise. Le Contrat est terminé par une élection de domicile à Paris de la part du sieur de Thorigni, tel que la Demoiselle Gonthier l'avoit désiré, pour être en état (disoit-elle) d'attirer l'affaire à Paris en cas de difficulté, dans le centre de ses connoissances, au milieu de sa famille; & il est signé de plusieurs témoins, entr'autres du Valet du Prieur, Jean-Jacques Varanguaux, dit Manouvrier à Laon; du Laquais du sieur de Thorigni, nommé Saint-Martin, qu'il étoit parvenu à mettre dans ses intérêts, suivant les conseils de la Demoiselle Gonthier,

Cle-

peut être déclarée nulle. 107

*vous. Quoique vous m'exposiez au plus grand des malheurs.*

On a crû que le secret, dont elle parloit, supposoit un dépôt dont elle croyoit avoir été chargée par l'amour; mais, outre que ce dépôt n'a point paru, cette opinion qu'on lui prête est plus malicieuse que solide.

Quoiqu'il en soit, cette Lettre eut tout l'effet qu'elle en pouvoit attendre, elle embrasa le Sieur de Thorigni, qui ayant proposé son mariage à son père, & à sa mère, n'eûtuya que des refus. Il fit une réponse, ou plutôt l'amour répondit pour lui. On veut qu'elle ait joint des menaces aux discours les plus enchanteurs.

*Je n'ose vous avouer, dit-elle dans une lettre que en parlant de son oncle le Prêtre, que dans ses momens de fureur, il avoit écrit à mon papa le Lieutenant-Colonel des Carabiniers, & à mon oncle qui est Capitaine dans le même Regiment, & vous faire chercher jusqu'au bout du monde. Votre Lettre enfin vient de le rassurer, & de calmer mon desespoir. Je ne vous le cache pas, mon cher ami, il étoit temps qu'elle arrivât. Je ne souhaitois plus que la Mort, & je l'aurois trouvée, je n'aurois pas été le témoin de tout ce qui au-*

120 *Si une Dot stipulée, nombrée, & déliée, remment les liaisons du cœur se démentir, au lieu que celles de l'intérêt entraînent ordinairement après elles le dégoût, le trouble, & un faste toujours ruineux.*

On conclut de cette Lettre, que si sa fille eût apporté une dot de 40000. liv. il n'auroit pas tenu ce langage, qui seroit déplacé.

Le Contrat passé, le Sieur de Thorigni suivit la Demoiselle Gonthier à Laon, chez le Prieur son oncle : & , pendant qu'elle le tenoit à Laon, elle lui écrivit une Lettre feinte, adressée chez son pere à Soissons, qui contient les plaintes les plus ameres, & qui annonce la rupture la plus cruelle de la part du Sieur de Thorigni.

Cette Lettre est du 21. Mai : cependant, le Sieur Gonthier perc se donnoit des mouvemens pour faire publier les bans. C'est ce que prouve une sommation faite à sa requête au Curé de Tournan, lieu de son domicile, à laquelle le Curé a répondu, qu'il étoit prêt de publier les bans, en lui justifiant de la Catholicité du Sieur de Thorigni, de son âge, & du consentement de ses pere & mere.

Cette Affaire ne tarda pas à éclater ; elle fit la nouvelle de toute la Province, & parvint promptement aux oreilles des Sieur & Dame de Villesavoye, qui se transportèrent à Laon, pour sçavoir plus exactement la verité des faits.

Leur

Leur fils étoit alors avec la Demoiselle Gontier, dans le Couvent du Prieur, dont il fut impossible de le tirer: ils porterent leur plainte à M. l'Evêque de Laon. Le Prieur, cité devant son Evêque, lui donna sa soumission conçue en ces termes: *Pour terminer toutes les contestations, qui se trouvent entre le fils de M. de Villefavoye, & la niece de M. le Prieur de Chantrud, par rapport à un prétendu Mariage entr'eux, & pour empêcher de mettre au jour différentes plaintes & soupçons qu'on pourroit repandre avoir à ce sujet: M. le Prieur de Chantrud, oncle de la fille, a déclaré, que jamais ledit Mariage n'auroit lieu; & que pour donner le tems à M. de Villefavoye de faire rentrer son fils dans le devoir, il se faisoit fort de faire entrer sa niece dans le Couvent de la Congrégation de cette Ville, où elle resteroit autant de tems que M. le Comte de Maurepas le jugeroit à propos; promettant de faire remettre toute promesse de mariage; supposé qu'il y en ait. Et, pour sûreté des présentes conventions, a déposé le présent Billet entre les mains de M. l'Evêque de Laon, pour assoupir toute contestation, & faire cesser tout scandale à ce sujet. De-là l'on conclut, que la famille n'avoit pas fourni une Dot de 40000. livres.*

Le Sieur de Thorigni fut obligé de sortir du Couvent du Prieur. On trouve dans une Lettre du sieur Gonthier pere.

122 *Si une Dot stipulée, nombrée, & délivrée,*  
du 14. Juin les intelligences qui étoient  
entr'eux. *Je viens d'écrire au Prieur,*  
dit-il, *& à ma fille. Calmez-vous, &*  
*passer votre tems, sans vous troubler :*  
*les arrangemens semblent bien pris ;*  
*& je ne perdrai point de tems à les sui-*  
*vre.*

Le pere & la mere conclurent de cette Lettre, qu'on doit envisager le Sieur Gonthier pere comme complice de la seduction. Mais, je ne crois pas que la seduction puisse faire l'objet de la Cause entre un Militaire âgé de 28. ans qui a fait nombre de campagnes, amoureux d'une fille âgée de 27. ans. On peut dire, qu'ils se sont séduits mutuellement l'un & l'autre, & que leurs volontés ont concouru également à s'embraser des feux de l'amour. La science du monde les avoit pareillement aguerris.

Le Sieur de Thorigni se refugia à Paris; le Sieur Gonthier pere vint l'y joindre : le Prieur de Chantrud lui amena sa niece, qu'il se dispensa de faire entrer au Couvent de la Congrégation, sous prétexte *qu'il seroit plus décent de la rendre à son pere, & que là elle seroit assez éloignée de l'objet de sa passion.* C'est ce qu'il écrivit à M. l'Evêque de Laon, par sa Lettre du 15 Juin. Son pere demeurant à Tournan en Brie, elle sera hors de portée de causer aucun ombrage à la famille de M. de Villefavoye.

Mais, au-lieu de la conduire à Tournan,

nan, le Prieur l'amena à Paris, où étoit le Sieur de Thorigni.

Le 30 juin, le Sieur de Thorigni fut enlevé à Paris par ordre du Roi, & conduit à Charenton. Il dit que, dans le tems qu'il fut arrêté, il continuoit ses négociations pour acquérir de M. de Chavanieux la Charge de Commissaire des Guerres. Et il raconte, qu'au bout de trois mois, on l'enleva de Charenton, & qu'on l'enferma chez sa mere dans une chambre obscure. Ce fut alors, que pour adoucir sa mere, il lui fit tous les aveus qu'elle voulut. On lui saisit toutes les Lettres qu'il avoit de la Demoiselle Gonthier qu'on a rapportées, & les autres Lettres qu'on a citées. Le pere & la mere apprirent le Contrat de mariage. Ils'emmenèrent leur fils à Soissons, pour s'instruire parfaitement de l'Intrigue. Le Sieur de Thorigni protesta par Acte du 10 Octobre 1739, passé devant Notaire, contre le Contrat de mariage, & contre la reconnoissance qu'il contient : déclarant, qu'il n'avoit reçu aucuns deniers ; qu'il n'avoit donné cette reconnoissance, que dans la vuë de forcer ses pere & mere, par la crainte des suites de cet engagement, à consentir au mariage ; qu'il étoit convenu avec la Demoiselle Gonthier, que ce Contrat ne seroit point sérieux ; qu'il en seroit passé un autre, si-tôt qu'il auroit eu le consentement de ses pere & mere ; & qu'on lui délivre-

roit



124 *Si une Dot stipulée, nombrée, & délivrée,*  
roit alors les deniers qui devoient com-  
poser la Dot : que quoiqu'il soit dit dans  
l'Acte, que les espèces ont été comptées  
& délivrées en présence du Notaire &  
des témoins, il n'y a jamais eu d'argent  
porté chez le Notaire ; & que les té-  
moins n'ont assisté à rien, & qu'il ne les  
a pas vûs ; de sorte qu'il faut que l'Acte  
ait été porté chez eux à signer par le  
Notaire. Cette Protestation a été signi-  
fiée à la Demoiselle Gonthier, en par-  
lant à son pere, le 21 du même mois  
d'Octobre.

Cet Acte ne suffisoit pas pour calmer  
les Sieur & Dame de Villesavoye : ils  
portèrent de nouveau leurs plaintes à  
M. l'Evêque de Laon, dépositaire de la  
soumission donnée par le Prieur de  
Chantrud, dans laquelle il s'étoit enga-  
gé de faire remettre toutes les promes-  
ses de mariage, supposé qu'il y en eût.

M. l'Evêque de Laon ayant fait don-  
ner des ordres en conséquence par un  
de ses Grands-Vicaires, le Prieur écrivit  
en ces termes : *Je m'engage, autant qu'il  
peut être en moi, de faire désister ma nièce  
Gontbier du Contrat passé à mon insçu à  
Lieffe entre elle & M. de Thorigny de  
Villesavoye, & des clauses y énoncées ; &  
si elle veut m'obéir, ce désistement sera fait  
avant le premier Avril prochain. V. G.  
peut montrer ma Lettre à M. de Maure-  
pas, auprès duquel je me rendrai au plus  
tard dans quinze jours, pour me justifier  
dans*

*dans l'esprit de ce Ministre des soupçons qu'on lui a fait naître sur mon compte, au sujet de ce Contrat de mariage, dont je n'ai eu aucune connoissance, que depuis ce que j'ai signé entre vos mains.*

Est-ce là le langage & la conduite d'une famille persuadée de la vérité de la numération des deniers ? Pourquoi ce Prieur s'excuse-t-il à son Evêque d'avoir sçu, un Acte si innocent, si la somme eût été réellement délivrée ? N'auroit-on pas alors crié à l'injustice, si on avoit voulu qu'on forçât en ce cas la Demoiselle Gonthier à renoncer, non-seulement à un mariage alors très fortable, mais même à un Dot de 400000 liv. payée réellement, & de bonne foi ?

De-là l'on conclut la fiction de la Dot dans la stipulation qui a été faite dans le Contrat.

M. l'Evêque de Laon pressa inutilement le Prieur de Chantrud de satisfaire à la parole que ce Religieux lui avoit donnée. *J'ai écrit*, dit-il, *dans une Lettre du 3 Avril 1740, trois Lettres consécutives plus pressantes les unes que les autres, en exécution de ce que vous m'avez fait l'honneur de me faire dire par M. d'Archambaut.* Quelle raison auroit-il eu d'exiger ce sacrifice de sa nièce, s'il avoit été persuadé de la réalité des 400000 livres ?

Cependant, la famille justement alarmée de la facilité avec laquelle le Sieur  
de

126 *Si une Dot stipulée, nombrée, & délivrée,*  
de Thorigni avoit souscrit à un engagement de cette importance, déterminant les père & mère à prendre des mesures, pour prévenir de pareilles imprudences: l'interdiction du sieur de Thorigni a été prononcée de l'avis unanime de toute la famille, après son Interrogatoire, qui contient l'aveu de tous les faits.

Le sieur de la Barre, Huissier, fut nommé son Curateur, & c'est à sa Requête que la Demoiselle Gonthier fut assignée par-devant le Juge de Tournan le 19 Février 1740: il conclut à ce que *les obligations contractées par le sieur de Thorigni, dans l'Acte en forme de Contrat de mariage, & notamment celle de 400000 livres par lui reconnu avoir été reçu en Dot, seront déclarées nulles, comme faites sans causes; & que la Sentence, qui interviendra, sera émargée sur la minute du Contrat, pour lui valoir acquit & décharge.* La Demoiselle Gonthier se présenta.

Les Sieur & Dame de Villefavoye se rendirent parties intervenantes, sans former aucune demande. Leur objet étoit d'attirer cette Affaire aux Requêtes du Palais, en vertu de leur *Committimus*, ce qu'ils exécuterent.

La Demoiselle Gonthier, de son côté, y a demandé, que sans s'arrêter à cette nullité prétendue, le Curateur fût condamné à payer la somme de 40000 liv. avec 20000 liv. de dommages & intérêts.

La Cause a été plaidée contradictoirement

ment dans toute son étendue pendant cinq Audiences.

Le Sieur de Thorigni, étant dans la maison de ses pere & mere à Soissons, leur donna une Instruction en ces termes: *Il est à observer, que, le fleur Moreau, Notaire à Lieffe, qui est celui qui a fait le Contrat de mariage du fleur de Thorigni & de la Demoiselle Gonthier, fit quelque difficulté de mettre dans cet Acte que le fleur de Thorigni avoit reçu de ladite Demoiselle la somme de 40000 livres; disant pour raison, que ne les recevant pas en sa présence, comme il est dit, que cela pourroit dans la suite lui faire des Affaires; mais qu'enfin il passoit par là-dessus. Vu ces difficultés, ladite Demoiselle ne pourra pas disconvenir du discours qu'elle tint au fleur de Thorigni, pour l'engager à passer cet Acte, attendu, disoit-elle, qu'il n'est ici question que de nous lier, & d'empêcher par-là votre famille de mettre obstacle aux fins que nous nous proposons; cet Acte n'étant sérieux, qu'autant que votre famille vous fera de difficulté.* Il vint à Paris, & sollicita son Affaire avec sa mere auprès des Juges, & puis il s'évada tout à coup, & retourna dans les liens de la Demoiselle Gonthier, & defavoia toutes les procédures qu'il avoit faites contre elle. Voilà deux personnages contraires qu'il a fait. On ne peut faire fonds, ni sur l'un, ni sur l'autre; on a eu recours à d'autres moyens. Tel est le caractère.

128 *Si une Dot stipulée, nombrée, & délivrée,*  
caractere des gens qui n'ont point de  
consistance, ni dans le bien, ni dans le  
mal : ou plutôt, tel est l'effet d'une pas-  
sion qu'une fille habile a allumée : elle  
se réveille toujours, quelque assoupie  
qu'elle soit. On demande au sieur de  
Thorigni, âgé de 28 ans, comment ayant  
été épris de la Demoiselle Gonthier, &  
ayant déclamé contr'elle, & donné lieu  
de juger qu'il avoit rompu ses chaînes,  
il s'est rengagé de nouveau, & a desa-  
voüé tout ce qu'il avoit fait ? Dira-t-il,  
qu'il n'a jamais cessé d'être épris, & que  
sa passion ne s'est jamais rallentie ? Com-  
ment donc a-t-il blasphémé contre la  
beauté qu'il adoroit, & deshonoré l'au-  
tel auquel il sacrifioit ? Il a dit, qu'il n'a  
pas le don du martyre, que les mauvais  
traitemens que lui ont fait essuyer son  
pere & sa mere, l'ont emporté sur son  
amour, & lui ont prêté le langage de la  
haine ; & que, dans le fond du cœur, sa  
passion étoit toujours la même ; & dès  
qu'il a pû disposer de sa liberté, il a re-  
pris les premières livrées de l'amour.

On répondra, qu'il ne persuadera point,  
qu'il y allât de sa vie. La crainte de sa  
mort pourroit seule le justifier : il est ré-  
duit à cette extremité, ou de convenir  
que ses aveus contre la Demoiselle Gon-  
thier sont sinceres, ou qu'il est le plus  
foible & le plus lâche de tous les hom-  
mes, les ayant faits, de les avoir retrac-  
tés.

Son

fût plus question que de signer à l'arrivée du ~~seur~~ de Thorigni. Il tint parole, & en effet, le mercredi 6. Mai, il signa également le Contrat de mariage qui renferme les obligations dont on a demandé la nullité.

Le sieur de Thorigni, & la Demoiselle Gonthier, l'un se disant âgé de 28. ans, l'autre fille majeure, comparurent seuls dans cet Acte devant le Notaire de Lieffe, sans être accompagnés d'aucuns parens de part ni d'autre.

Cet Acte contient la Promesse ordinaire de mariage, la stipulation de communauté au desir de la Coutume de Paris. Il est dit, que la Damaoiselle future épouse a apporté en Dot au futur la somme de 40000. livres, dont 15000. livres entreront en communauté: le surplus, ensemble ce qui étoit échu de la succession de la mere, & ce qui pourra écheoir à l'avenir, y est stipulé propre. On n'y déclare point l'origine de la somme de 40000. livres. On voit seulement par les termes de la stipulation, qu'elle procede d'une autre source que de la succession de la mere; le douaire est de 1500. livres de rente, le préciput de 5000. livres. Donation reciproque au survivant, en cas qu'il n'y ait point d'enfans, les clauses de remploi & de reprise à l'ordinaire.

130 *Si une Dot stipulée, nombrée, & déliée,*  
ment, le sieur de Thorigni a d'abord at-  
taqué la Sentence d'Interdiction; s'il eût  
pu la faire infirmer, & rentrer dans ses  
droits, il auroit fait tout ce que sa pas-  
sion pour la Demoiselle Gonthier lui au-  
roit dicté, & tout procès sur la validité  
de la reconnaissance auroit cessé.

Voici comme parla au Parlement Me.  
Gueau de Reverseau, Défenseur du pe-  
re, de la mere, & du curateur à l'Inter-  
diction du fils.

Après avoir raconté le Fait, que nous  
venons d'exposer, il dit:

Plaidoyer  
de Me.  
Gueau de  
Reverseau  
pour le pe-  
re & la me-  
re du sieur  
de Thori-  
gni.

A juger de la reconnaissance de la Dot  
par la clause même, & indépendamment  
de toutes ces circonstances, pourroit-on  
y ajouter la moindre créance? Deux en-  
fans de famille paroissent chez un No-  
taire, pour y contracter en vuë de maria-  
ge, sans l'assistance d'aucuns parens. Le  
futur reconnoit avoir reçu 40000 liv. de  
la future. D'où lui peut venir une som-  
me si considerable, qui ne procede, ni  
de la succession de sa mere, dont son  
pere ne lui a rendu aucun compte, ni de  
la libéralité de son pere? Est-ce de ses  
épargnes? Elle n'a aucun revenu. Est-ce  
un gain? Elle n'a fait aucun commerce.  
Elle n'a point d'établissement séparé de  
celui de son pere. Est-ce une Donation?  
Qu'elle indique le Donateur. C'est, dit-  
elle, une Enigme, qui n'est pas difficile  
à pénétrer, & dont on ne tirera jamais  
le mot de sa bouche. La Dot paroît  
payée,

*Clement Debouq*, dit *Manouvrier à la Fen*, & de trois personnes de *Liesse* qui ont signé : on a dit que c'étoit à la relation du Notaire.

Si tôt après la signature du Contrat, on perdit de vûe l'idée de ce secret inviolable, dont on avoit flaté le sieur de *Thorigni*, pour l'engager à le passer. La *Demoiselle Gonthier*, qui ne crut pas alors avoir rien à ménager, lui fit signer une procuration conjointement avec elle, pour autoriser le sieur *Gonthier* pere à faire publier un ban de mariage, & à requérir dispense des deux autres.

Cette procuration fut envoyée avec une expedition du Contrat de mariage au sieur *Gonthier* : il n'avoit point encore paru dans toute cette Intrigue, dont il étoit cependant le ressort secret ; il attendoit que le Contrat fût passé : muni de cette piece, il n'hésita plus à se montrer à découvert.

Il écrivit au sieur de *Thorigni* une Lettre en date du 14. Mai, où il lui dit : *J'ai trouvé le Contrat de mariage en bonne forme & bien conditionné. Il est pardonnable* (poursuivit-il, en parlant des pere & mere du sieur de *Thorigni*) *à des parens de porter leurs vûes du côté de l'ambition ; mais, je crois aussi, qu'il est*



132 *Si une Dot stipulée, nombrée, & délivrée, menti* (dit la Loi 1. ff. de *Dote cautâ non numeratâ*). Ainsi, deux conditions sont nécessaires à la validité d'une reconnaissance de Dot, le consentement des parties, avec intention de s'obliger sérieusement, qui constitue l'essence de tous les Contrats, & l'apport réel de la somme constituée en Dot. S'il n'y a qu'une apparence de consentement, sans aucune intention de s'obliger, l'Acte demeure sans effet. Cela est hors de doute; & si la reconnaissance paroît y avoir été donnée sans apport réel, on la déclare nulle, comme on feroit un prêt, lors duquel la somme n'auroit pas été réellement fournie.

Cette vérité, constatée par une foule d'Arrêts, est aussi hors de toute atteinte. On se contentera d'en citer deux, dont l'un est assez célèbre, & l'autre assez récent, pour être dispensé d'en rapporter l'espece. Dans le premier, rendu en faveur du Comte d'Hautefort contre la Demoiselle de Karbabu qui faisoit valoir une reconnaissance de Dot de 75000. livres, le Défenseur de la Demoiselle

\* Me. Co-Gonthier \* ne peut méconnoître son propre triomphe? L'Arrêt récent est celui qui vient de proscrire la reconnaissance de Dot de 30000 livres, écrite dans le Contrat de mariage de Marguerite Doucet avec Barthelemi Tourton.

Si quelquefois ces sortes de reconnaissances ont été confirmées, comme Donations

nations présumées . cette loi ne peut avoir lieu ici , puisque le mariage est la condition de toutes les Donations faites en pareil cas . ne s'est point accompli ; & que , d'ailleurs , le Demeurle Gonthier , convaincu par son propre témoignage d'un Commerce criminel avec le fleur de Thorigu , est légalement incapable , même par Contrat de mariage.

La Demoiselle Gonthier revient à la vérité , que tout a été innocent avec les liaisons avec le fleur de Thorigu.

Mais , à moins de se ferrer les armes mêmes consacrées à la Dérision . que peut-on dire de plus ? Une fille , qui écrit , que malgré son désespoir elle se sent obligée de suspendre pour quelque temps les vœux qu'elle fait pour une mort prochaine , à cause d'un secret , qui n'est que de son amant , & qui néanmoins l'expose au plus grand des malheurs : qui dans une seconde Lettre fait valoir sa situation , comme une raison d'avoir pour elle de plus grands ménagemens ; & qui dans la suite explique ce secret , en annonçant qu'il n'étoit rien de ce qu'ils avoient cru , & que la voilà heureusement disculpée ! Une fille , qui ne peut penser , sans mourir de plaisir , aux caresses qu'elle fera à son amant , quand elle pourra le ferrer entre ses bras ; qui se plaint , que , dans cette entrevue si désirée , le sommeil les a trahis , & l'a lais-

334 *Si une Dot stipulée, nombrée, & délivrée,*  
féc dans l'inquietude ; qui demande à  
son amant de lui donner une nuit dans  
des circonstances où il est forcé de la  
lui refuser ; & qui, suivant sa Lettre en  
forme de Mémoire, n'y fait d'autre ré-  
ponse que d'employer ces termes qui ca-  
racterisent la liberté des anciens tems,  
*Honni soit qui mal y pense* : N'est-ce pas  
insulter aux lumieres de ses Juges, & les  
croire étrangers à tout commerce & à  
tout usage du monde, que de vouloir  
canoniser à leurs yeux des traits qui pei-  
gnent le Crime avec des couleurs si vives  
& si frappantes ?

Au reste, la Demoiselle Gonthier n'a  
point contesté les principes qu'on vient  
de poser ; mais, elle a soutenu, que le Con-  
trat de mariage étoit un Acte sérieux, où  
les parties avoient eu intention de regler  
les conditions de leur union, & que les  
40000. livres avoient été réellement  
fournies.

Tout le Système de sa Défense porte  
sur l'autenticité de son Acte : le consen-  
tement des parties, & la réalité de l'ap-  
port, sont prouvés par un Acte public, qui  
atteste la numération & la délivrance des  
40000. livres comme faite en présence du  
Notaire & des témoins. La seule inscrip-  
tion de faux peut être admise pour ren-  
verser une preuve revêtuë de tous ces  
caractères ; regle sur-tout inviolable,  
quand l'Acte est attaqué par la partie mé-  
me qui paroît l'avoir signé.

Le

Le Curateur à l'Interdiction représente l'Interdit même ; il n'a point d'autre droit, ni un droit plus favorable, que lui. De quel œil envisageroit-on le sieur de Thorigni, s'il se presentoit à l'Audience pour réclamer contre un Acte qu'il auroit signé, & pour dénier la restitution d'une Dot qu'il a déclaré avoir reçûe ?

Tout se réduit à ce point unique. La Demoiselle Gonthier a en sa faveur un Acte passé devant Notaire, revêtu de toutes les formes nécessaires pour en assurer l'autenticité. Mais, les obligations qu'il renferme sont détruites par une foule de preuves & de présomptions capables de vaincre l'incrédulité la plus opiniâtre. La Justice est-elle obligée en ce cas de fermer les yeux à la lumière qui l'éclaire, & de mépriser la vérité qui se présente dans tout son éclat, pour adopter le mensonge & le déguisement ; & parceque la fraude a été partiquée en présence d'un Officier public, qui peut avoir été le premier trompé par les apparences de ce qui s'est passé devant lui : le Magistrat n'a-t-il de pouvoir, que pour couronner le Crime ?

Il suffit de distinguer le faux de la simulation, pour dénouër une difficulté si injurieuse à la sagesse de la loi.

L'Acte prouve, que les parties ont comparu devant le Notaire & les témoins, qu'elles l'ont signé comme renfermant

136 *Si une Dot stipulée, nombrée, & delivrée,*  
leur engagement. Il prouve même, si  
l'on veut, que les deniers ont paru de-  
vant le Notaire & les témoins. Pour  
établir le contraire, il faudroit détruire  
l'Acte par la voie de l'Inscription de faux.

Mais, les sieur & Dame de Villesavoye  
n'examinent point de quelle maniere les  
choses se sont passées lors de l'Acte en  
presence du Notaire & des témoins. Ce  
point leur est indifférent. Ils soutiennent  
seulement, que si les choses se sont pas-  
sées ainsi, il n'y auroit rien de sérieux;  
que les parties n'avoient pas intention de  
s'obliger avec effet; & que le sieur de  
Thorigni n'a point été fait seigneur &  
maître des 40000. livres. C'est ce qu'ils se  
croient en droit de prouver sans passer  
à l'Inscription de faux, & ce qu'ils sont  
en état de démontrer par un concours de  
présomptions & de preuves plus claires  
que le jour.

Ainsi, deux Propositions renferment  
toute leur Défense. Dans le Droit, ils  
doivent être admis à prouver, sans ins-  
cription de faux, que le Contrat de maria-  
ge, soit dans la reconnoissance de Dot,  
soit dans ses autres parties, est un Acte  
feint & simulé. Dans le Fait, ils l'établif-  
sent par des Preuves qui ne souffrent  
point de réplique.

La première Proposition dans le Droit  
est fondée sur la Raison, la Décision des  
Loix Romaines, & le suffrage des Auteurs  
les plus considérables.

Quand

Quand on veut faire usage de son discernement , on apperçoit clairement , à la lumiere de la Raison , que la preuve qui resulte d'un Acte se borne à la verité extérieure & sensible des faits qui y sont portés.

Le témoignage de l'Officier public revêtu des conditions requises prouve , que tous les faits qu'il a attestés se sont passés devant lui , & on ne peut détruire cette preuve que par la voie de l'Inscription de faux. Mais , son témoignage se réduit à cet extérieur ; il ne rend point compte du secret de l'intention des parties qu'il n'a pas pû pénétrer. Ainsi , quel qu'égard qu'on doive à son témoignage , cela n'empêche pas de prouver que les parties n'ont point voulu faire dans la verité , & dans le fond des choses , ce qu'elles paroissent avoir fait devant lui ; parce que c'est une verité d'une autre espèce , sur laquelle son témoignage ne tombe pas , & qu'on peut par conséquent établir sans détruire la preuve qui resulte de l'Acte : il peut être vrai , que les choses se sont passées devant lui , ainsi qu'il l'atteste , sans qu'il soit vrai que les parties aient voulu faire sérieusement ce qu'elles ont paru faire devant lui.

La seule Rubrique du tit. 22. du liv. 24. du Code annonce le principe de cette matiere , *plus valere quod agitur , quàm quod simulatè concipitur*. Toutes les loix de ce titre le confirment. *In contrac-*  
15
tibus ,

138 Si une Dot stipulée, nombrée, & délivrée, tibus, dit la Loi 1. *rei veritas potius, quam scriptura perspicitur debet.* Acta simulata, dit la Loi 2. *velut non ipse, sed ejus uxor comparaverit veritatis substantiam mutare non possunt.* Emptione pignoris, causâ factâ, dit la Loi 3. *non quod scriptum, sed quod gestum est inspicitur.*

S'il est toujours précieux à la Justice de démêler la vérité & d'y revenir contre l'exterieur des actes, il faut donc qu'il soit permis de la prouver, nonobstant leur contenu: c'est aussi ce que les Auteurs les plus respectables ont établi.

D'Argentré sur l'Art. 269. de l'ancienne Coutume de Bretagne, sur ces mots, ou *Fraude*, enseigne ce que c'est que simulation dans un Acte: *Duplex vitium bannimentis, obstare potest nullitatis, scilicet aut simulationis, præter falsum, contractus simulati quidam & dissimulati eodem actu, & conventionem existunt, veluti cum simulatur permutatio dissimulatur venditio, quæ verè contrahitur, sed & simulati quoque contractus dicuntur, cum finguntur, & reverà nullus contractus fit, & aut subest imaginariæ venditiones, in quibus cum vera intentio partium non sit ullo modo contrahere, removetur, consensus ab actu. Ideoque agenti ex tali contractu obstat exceptio simulationis: proinde (ajoute cet Auteur) stulta est dubitatio eorum, qui prætextu ordinationis molinensis, quæ de probationibus statuit, in causis centenariis ambigunt, an simulatio contrac-*

*tractus possit testibus probari, cum hæc circumstantiis, & bis quæ factò adjuncta sunt potius probentur ex conjecturis, quàm ex scripto, quod facie non solet laborare, sed torgo potius, non antiquo sed postico, id est non apertis, sed tectis & adumbratis quæ nemo scripto, prodiderit is planè decipit. Itaque nemo de antiquâ scholâ tales probationes rejicit, nec natura ipsa patitur rejici.*

Tiraqueau, du Retrait lignager, sur ces termes : *Ou équipolent à la vente.* glos. 14. n. 57. soutient que la simulation peut se prouver par témoins, même *adversus instrumentum*. Il combat la glose qui exige en ce cas quatre témoins au lieu de deux, en disant que cette opinion posset *procedere cum quis directo vellet probare contra instrumentum, hic autem nihil tale probare volumus, sed nec indirectè quidem cum fatemur instrumentum, ita fuisse confectum uti est sed aliud fuisse verè actum à contrahentibus aliud simulatè scriptum.* Suivant le titre du Code ci-dessus cité. *Imo verò* (ajoute-t-il) *& hujusmodi fraudes, & simulationes contractuum, non tantum veris & apertis probationibus deteguntur, sed & conjecturis & præsumptionibus & indiciis.*

Dumoulin, dans sa Note sur l'Art. 3. du titre 35. de la Coutume de Nivernois, qui oblige le retrahant à offrir comptant à l'acquéreur le prix du Contrat s'explique en ces termes : *Nisi prætendat minoris*



140 *Si une Dot stipulée, nombrée, & délivrée, ris venisse & augmentum pretii simulatum esse, quia tunc potest offerre, vel consignare verum pretium sed hoc pendebit à probationibus, nec tenebitur instrumentum publicum venditionis arguere de falso, quia aliud merum falsum, aliud fraus, aliud simulatio.*

C'est ce qu'on pratique chaque jour, sans s'en appercevoir, dans l'usage des Contre-Lettres: elles ne prouvent pas que les choses ne sont pas passées suivant le contenu aux Actes, que les parties n'ont pas comparu devant l'Officier public, que les derniers n'ont pas été montrés, ainsi que l'Acte l'atteste; mais elles prouvent, que c'étoit une simulation, & que les parties n'avoient pas intention de faire sérieusement ce qu'elles ont paru faire lors de ces actes.

On ne demande pas même des preuves aussi claires qu'une Contre-Lettre pour se persuader la simulation pratiquée dans un Acte: pour l'ordinaire, les fictions & les simulations ne se font pas à découvert. Une loi à frauder, ou quelque autre intérêt caché, en est l'objet; c'est pourquoi on l'enveloppe sous des apparences difficiles à démêler: la Justice se prête alors à la difficulté, & elle se relâche sur le degré de preuve suivant la nature de l'Affaire, & suivant que la simulation a été faite avec plus d'artifice. C'est ce qui se pratique pour les Donations entre personnes prohibées, déguilées

Son pere & sa mere persisterent toujours dans le dessein de sauver sa fortune, quoiqu'il se fût retracté, & qu'il souvint l'entreprise de celle qui l'avoit séduit.

Messieurs des Requêtes prononcèrent un Délibéré. Le Résultat de ce Délibéré fut, qu'on viendroit à la quinzaine avec Messieurs les Gens du Roi. La Demoiselle Gonthier appella de ce Jugement. Le sieur de Thorigni, qui s'étoit joint à elle, appella de son interdiction. Par-là le pouvoir du Curateur se trouvoit suspendu. La Demoiselle Gonthier ne parut point à la quinzaine : elle ne communiqua rien à Messieurs les Gens du Roi, & la Chambre rendit un Jugement par défaut le 22 Août 1740, qui déclare nulle la Clause du Contrat de mariage, portant reconnoissance de la somme de 10000 livres apportée en Dot par la Demoiselle défaillante : ordonne, que la Sentence sera transcrite en marge, & sur la minute, du Contrat de mariage ; sur le surplus des demandes, hors de Cour, condamne la défaillante aux dépens.

Sentence  
des Requêtes  
du Parlement.

L'éclat de cette Affaire a réjailli sur le Prieur de Chantrud : les Supérieurs, peu satisfaits de l'usage qu'il faisoit de ses revenus, l'ont rappellé dans son cloître, & ont nommé un successeur à son Prieur.

142 *Si une Dot stipulée, nombrée, & déliorée,*  
res. que le jour, que les parties n'ont  
pas fait dans la vérité ce qu'elles y ont  
paru faire: on peut exagérer les incon-  
veniens de part & d'autre, sans affoiblir  
des principes soutenus également de la  
Raison, de la Loi, & du suffrage unani-  
me de tous les Auteurs. Quelle Regle  
n'a pas ses inconveniens? Les principes  
se croisent avec d'autres principes, qui  
les limitent. Le Magistrat sçait tenir un  
juste milieu, & parvenir à la vérité, à  
travers les écueils, dont sa route est  
presque toujours semée: ce sont ces dif-  
ficultés, qui font éclater sa prudence, &  
sa sagesse.

On ajoute: Des conjectures, & des pré-  
sompptions, sont fort inférieures à la preu-  
ve testimoniale, qui est une espèce de  
preuve parfaite & légale. Cependant,  
c'est un principe consacré par les Ordon-  
nances, que la preuve testimoniale ne  
peut jamais balancer la foi due à un Ac-  
te autentique.

Il faut distinguer le faux de la simula-  
tion, la vérité extérieure de ce qui s'est  
passé devant l'Officier public, de la vé-  
rité intérieure de la convention en elle-  
même. On ne peut point admettre la  
preuve testimoniale, sans prendre la voie  
de l'inscription en faux, pour établir que  
les faits ne se sont pas passés devant l'Of-  
ficier public, ainsi qu'il les a attestés:  
mais, on peut admettre la preuve testi-  
moniale pour établir que ce qui s'est  
passé

passé devant l'Officier public étoit feint & simulé; parcequ'alors cette preuve n'est point contraire à celle qui résulte de l'Acte. C'est ce qu'établissent toutes les autorités ci-dessus citées.

D'ailleurs, il y a des conjectures & des présomptions, dont le concours est plus fort que la preuve testimoniale; & dans l'espèce présente elles sont soutenuës de preuves écrites, émanées de la Partie adverse même, qui ne permettent pas de douter de la simulation.

Un Arrêt récent rendu en la quatrième Chambre des Enquêtes, après un partage porté en la troisième Chambre, entre M. Roland de Chalange Rapporteur, & M. Dupré Compartiteur, a confirmé d'une manière bien solennelle les principes & l'usage qu'on vient d'expliquer.

La Dame d'Argier, qui avoit plusieurs enfans de son mariage avec le feu sieur d'Argier, avoit marié en 1721. son fils aîné à la Demoiselle de Ribiere, avec clause dans le Contrat de mariage, qu'elle ne pourroit avantager aucun de ses autres enfans à son préjudice.

En 1730. la Dame d'Argier maria une fille au sieur Richard; les pere & mere du sieur Richard lui constituerent en Dot entre autres choses une Dot de 15000. livres qui paroît payée par le Contrat de mariage à la Dame d'Argier mere de la future qui s'en constitua débitrice

144 *Si une Dot stipulée, nombrée, & délivrée,*  
ce sur tous ses biens: le Contrat de mariage contient, comme dans cette espèce, la délivrance des deniers en présence du Notaire.

La Dame d'Argier étant décédée; & le sieur Richard ayant voulu repeter sur sa succession la somme de 15000. livres qu'elle avoit recuë de sa Dot suivant son Contrat de mariage, la veuve du fils aîné, décédé avant sa mere, prétendit que cette reconnoissance de 15000. liv. étoit un avantage déguisé, fait par la mere, au préjudice de la clause du Contrat de mariage de son fils, & elle fit valoir une infinité de preuves & de présomptions pour établir ce déguisement & cette simulation.

Le sieur Richard se renfermoit, ainsi que la Demoiselle Gonthier, dans l'authenticité de son Acte, & dans la clause de réalité qui s'y trouvoit; & il prétendoit, que la voie de l'Inscription de faux étoit la seule ouverte contre cette preuve.

L'Affaire examinée, & partagée en la quatrième Chambre des Enquêtes, fut départagée en la troisième; & par l'événement la clause a été déclarée nulle, & la succession de la mere déchargée de la prétention du gendre.

On n'invoque pas ce préjugé sur le degré de preuve nécessaire pour établir la simulation qui a pû regner dans un Acte authentique. Dans une matiere de présomption, les espèces sont toujours  
trop

trop différentes; on prétend établir le principe sur cet Arrêt, c'est-à-dire, qu'il peut y avoir des preuves & des présomptions assez fortes pour détruire l'effet d'un Acte authentique comme feint & simulé, sans avoir recours à la voie de l'inscription.

Mais, dit-on, si des tiers, étrangers à ce qui s'est passé, sont quelquefois reçus à prouver la fraude & la simulation, il n'est pas possible que celui-là même, qui a été partie dans un Acte, & qui l'a souscrit, y soit admis: or, le Curateur à l'interdiction du sieur de Thorigni le représente ici, & il ne peut exercer que les droits & les actions qui lui auroient appartenu. C'est la même chose que si le sieur de Thorigni se presentoit pour dire: J'ai signé étant majeur, j'ai reçu une somme de 40000 livres, & je demande à prouver que je ne l'ai pas reçue. Ecouteroit-on un homme qui opposeroit une pareille défense à un billet de 1000 écus? A plus forte raison ne sera-t-elle pas écoutée contre l'Acte de la société le plus sacré & le plus solennel.

Mais, cette distinction est contraire à la raison, & à l'usage le plus familier: la simulation, soit dans le consentement des parties pour tous Contrats, soit dans la délivrance de la chose, pour ceux qui *re perficiuntur*, forme un vice absolu, qui anéantit l'engagement, qui fait qu'il n'y en a point, & par conséquent un vice

134 *Si une Dot stipulée, nombrée, & délivrée,*  
fée dans l'inquietude ; qui demande à  
son amant de lui donner une nuit dans  
des circonstances où il est forcé de la  
lui refuser ; & qui, suivant sa Lettre en  
forme de Mémoire , n'y fait d'autre ré-  
ponse que d'employer ces termes qui ca-  
ractérisent la liberté des anciens tems,  
*Honni soit qui mal y pense* : N'est-ce pas  
insulter aux lumières de ses Juges, & les  
croire étrangers à tout commerce & à  
tout usage du monde , que de vouloir  
canoniser à leurs yeux des traits qui pei-  
gnent le Crime avec des couleurs si vives  
& si frappantes ?

Au reste, la Demoiselle Gonthier n'a  
point contesté les principes qu'on vient  
de poser ; mais, elle a soutenu, que le Con-  
trat de mariage étoit un Acte sérieux, où  
les parties avoient eu intention de régler  
les conditions de leur union, & que les  
40000. livres avoient été réellement  
fournies.

Tout le Système de sa Défense porte  
sur l'autenticité de son Acte : le consen-  
tement des parties, & la réalité de l'ap-  
port, sont prouvés par un Acte public, qui  
atteste la numération & la délivrance des  
40000. livres comme faite en présence du  
Notaire & des témoins. La seule inscrip-  
tion de faux peut être admise pour ren-  
verser une preuve revêtuë de tous ces  
caractères ; règle sur-tout inviolable ,  
quand l'Acte est attaqué par la partie mê-  
me qui paroît l'avoir signé.

Le

Le Curateur à l'Interdiction **repré-**  
 te l'Interdit même ; il n'a point d'au-  
 droit, ni un droit plus favorable, que  
 lui. De quel œil envisageroit-on le  
 sieur de Thorigni, s'il se presentoit à  
 l'Audience pour réclamer contre un Acte  
 qu'il auroit signé, & pour dénier la res-  
 titution d'une Dot qu'il a déclaré avoir  
 reçue ?

Tout se réduit à ce point unique. La  
 Demoiselle Gonthier a en sa faveur un  
 Acte passé devant Notaire, revêtu de tou-  
 tes les formes nécessaires pour en assu-  
 rer l'authenticité. Mais, les obligations  
 qu'il renferme sont détruites par une fon-  
 taine de preuves & de présomptions capa-  
 bles de vaincre l'incrédulité la plus opi-  
 niâtre. La Justice est-elle obligée en  
 ce cas de fermer les yeux à la lumière  
 qui l'éclaire, & de mépriser la vérité qui  
 se présente dans tout son éclat, pour  
**adopter** le mensonge & le déguisement ;  
 & parce que la fraude a été partiquée en  
**présence** d'un Officier public, qui peut  
 avoir été le premier trompé par les ap-  
 parences de ce qui s'est passé devant lui :  
 le Magistrat n'a-t-il de pouvoir, que pour  
 couronner le Crime ?

Il suffit de distinguer le faux de la si-  
 mulation, pour dénouer une difficulté  
 si injurieuse à la sagesse de la loi.



148 *Si une Dot stipulée, nombrée, & déliorée,*  
est nul. C'est une autre regle également  
inviolable, qu'on ne peut recevoir au-  
cune libéralité de celui avec qui on vit  
en mauvais commerce. Quel sera l'usa-  
ge de ces loix si saintes, si au lieu d'une  
simple promesse, ou d'une donation, il  
suffit de prendre la forme d'un Contrat  
de mariage? Dans ces instans, où on ne  
voit que par les yeux de sa passion, &  
où tout est mesuré à la raison de son a-  
mour, sera-t-il plus difficile de faire si-  
gner un Contrat de mariage, & une re-  
connoissance de Dot, que tout autre en-  
gagement? Si la loi ne s'attache pas à  
démêler l'artifice, le crime sera récom-  
pensé; & le mariage le plus inégal, & le  
plus involontaire, deviendra nécessaire.

Mais, sur-tout, que deviendroient tant  
de loix établies, pour veiller à l'honneur  
des mariages des enfans de famille? Vai-  
nement auroit-on distingué cet engage-  
ment par tant de formalités propres à  
en faire connoître l'importance & la di-  
gnité, la publication des bans, la pré-  
sence du propre Curé, la publicité du  
lieu, les registres des Paroisses, & tou-  
tes les autres formalités prescrites avec  
tant d'attention, pour rendre les ma-  
riages publics & solennels: vainement  
auroit-on prolongé le pouvoir des peres  
& meres au-delà de la majorité des en-  
fans, en ne lui donnant d'autres bornes  
que celles de leur zèle, & de leur ten-  
dresse pour leur famille: vainement au-  
roit-

*peut être déclarée nulle.* 137

Quand on veut faire usage de son discernement, on apperçoit clairement, à la lumière de la Raison, que la preuve qui résulte d'un Acte se borne à la vérité extérieure & sensible des faits qui y sont portés.

Le témoignage de l'Officier public revêtu des conditions requises prouve, que tous les faits qu'il a attestés se sont passés devant lui, & on ne peut détruire cette preuve que par la voie de l'inscription de faux. Mais, son témoignage se réduit à cet extérieur; il ne rend point compte du secret de l'intention des parties qu'il n'a pas pu pénétrer. Ainsi, quel qu'égard qu'on doive à son témoignage, cela n'empêche pas de prouver que les parties n'ont point voulu faire dans la vérité, & dans le fond des choses, ce qu'elles paroissent avoir fait devant lui; parce que c'est une vérité d'une autre espèce, sur laquelle son témoignage ne tombe pas, & qu'on peut par conséquent établir sans détruire la preuve qui résulte de l'Acte : il peut être vrai, que les choses se sont passées devant lui, ainsi qu'il l'atteste, sans qu'il soit vrai que les parties aient voulu faire sérieusement ce qu'elles ont paru faire devant lui.

La seule Rubrique du tit. 22. du liv.

150 *Si une Dot stipulée, nombrée, & délivrée,*  
rigni, ce n'est point lui qui réclame,  
c'est la famille entière par la bouche du  
Curateur créé à son interdiction. Que dit-  
on? Ce sont tous les Peres, toutes les  
Familles, de tous états, de tous rangs, &  
de toutes conditions.

Dans une Cause de cette espece, le pu-  
blic est la vraie partie; c'est lui qui ré-  
clame contre un artifice d'un exemple si  
dangereux. La partie profite du Juge-  
ment, mais c'est au public qu'il est ac-  
cordé. Toutes les circonstances person-  
nelles aux parties doivent être négligées,  
pour s'élever jusqu'aux lumieres supe-  
rieures du bien general. Chaque membre  
de la Cour doit être occupé de l'idée  
qu'il va prononcer sur l'indépendance de  
sa propre famille, & qu'il pourroit être  
la premiere victime de la regle qu'il éta-  
bliroit au mépris de l'honneur & de la  
verité.

On ne dit pas que de telles allarmes  
suffisent, sans aucun autre fondement,  
pour renverser un Acte autentique: mais  
on soutient, qu'elles doivent rendre sus-  
pect à la loi tout engagement pris dans  
ces circonstances, & que la Justice est  
autorisée dans ces matieres à approfon-  
dir la verité par toutes les voies qui la  
peuvent manifester, & qu'elle doit prof-  
crire avec indignation ces sortes de re-  
connoissances, quand elle voit claire-  
ment qu'elles n'ont d'autre cause que la  
surprise produite par une séduction vio-  
lente.

Ainsi

magis possit testibus probari, cum hac circumstantiis, & his quæ factis adjuncta sunt potius probentur ex conjecturis, quàm ex scripto, quod facie non solet laborare, sed inge potius, non antiquo sed postico, id est non apertis, sed tectis & adumbratis quæ nemo scripto, prodiderit is planè decipit. Itaque nemo de antiquâ scholâ tales inductiones rejicit, nec natura ipsa patitur.

Tiraqueau, du Retrait lignager, sur ces termes : Ou équipolent à la vente. gloss. 4. n. 57. soutient que la simulation peut se prouver par témoins, même *adversus instrumentum*. Il combat la glose qui exige en ce cas quatre témoins au lieu de deux, en disant que cette opinion posset *procedere cum quis directo vellet probare contra instrumentum, hic autem nihil tale probare volumus, sed nec indirectè quidem cum fatemur instrumentum, ita fuisse confectum uti est sed aliud fuisse verè adum à contrahentibus aliud simulatè scriptum*. Suivant le titre du Code ci-dessus cité. Imo verò (ajoute-t-il) & *hujusmodi fraudes, & simulationes contractuum, non tantum veris & apertis probationibus deteguntur, sed & conjecturis & præsumptionibus & indiciis*.

Domoulin, dans sa Note sur l'Art. 3. du titre 25. de la Coutume de Nivernois

152 *Si une Dot stipulée, nombrée, & delivrée,*  
sion la plus libertine est mis en œuvre  
par la Demoiselle Gonthier. Impatiente  
elle-même de prodiguer à son amant les  
faveurs les plus criminelles, c'est elle  
qui en allume le desir dans son cœur, &  
qui fournit les moyens de le satisfaire.  
Supprimons par décence le surplus des  
traits que fourniroit à l'imagination bles-  
sée la vivacité de ses Lettres.

Est-ce la passion qui l'a aveuglée, ou  
l'intérêt qui la guidée ? On s'en rapporte  
au Jugement qu'on doit porter d'une fille  
capable de conseiller, d'agir, & d'écrire,  
comme le marquent ses Lettres. Douée  
des talens de l'esprit le plus dangereux,  
perfectionnée par l'expérience, jointe à  
la maturité de l'âge, sçavante en Intri-  
gues, propre à tous les personnages,  
comme elle le dit, c'est une de ces fil-  
les maîtresses d'elles-mêmes, dont le  
cœur est devenu insensible, peut-être  
pour avoir été trop souvent touché jus-  
ques-là, & qui sont excellentes comé-  
diennes pour représenter l'amour.

Qui croira qu'une fille de ce caractère,  
avec une Dot de 40000 livres, en état  
d'aspirer aux premiers partis de sa Pro-  
vince, se fût abaissée à des avances si  
honteuses ? Que, pour retenir un cœur,  
dont la conquête n'auroit pas dû flatter  
si fort, elle se fût exposée au rebut &  
au mépris d'une famille, à laquelle elle  
auroit fait honneur ? Et que pouvant  
faire un établissement solide, & du moins  
aussi

aussi brillant , elle eût préféré une Avanture de Roman , qui ne pouvoit avoir d'autre dénouement qu'une catastrophe dèshonorante ?

On dira peut-être , que les Sieur & Dame de Villefavoye affectent d'ignorer ce que c'est qu'amour , qu'ils prêchent la sagesse dans un lieu consacré à la folie , & qu'ils cherchent la lumiere au centre des ténèbres. & de l'aveuglement. On opposera mille exemples fameux , pour prouver que les chûtes les plus funestes sont arrivées aux personnes les plus capables , & les plus spirituelles.

Mais , si la passion a pû jusques-là égayer une fille d'ailleurs si capable de se conduire avec prudence , pourquoi voit-on le pere & l'oncle à la tête de l'Intrigue ? Est-ce qu'un même charme les tenoit enchantés ? Quoi ! Un oncle , qui a auprès de lui une niece qui est un parti considérable , à portée par sa fortune & par ses talens de faire une alliance honorable , autoriseroit une recherche scandaleuse , dont l'éclat a été porté si loin , qu'aucun Couvent de la Ville n'a voulu recevoir son repentir , ni renfermer sa honte ? Quoi ! un pere de plusieurs filles en situation de marier l'aînée d'une maniere agréable & propre à faciliter l'établissement de celles qui suivent , se feroit attaché à faire réussir une Intrigue , & à enlever un jeune homme aux conseils de sa famille ? Quoi ! on le verroit

154 *Si une Dot stipulée, nombrée, & délivrée,*  
presser une publication de bans, en termes qui annoncent le secret & le mystère, soutenir son futur gendre contre les oppositions de ses pere & mere, lui donner retraite dans sa maison, le suivre à Paris, y amener sa fille afin qu'elle le rejoignît, & le retînt dans ses chaînes par sa présence? Est-ce-là la conduite d'un pere qui a 40000 livres comptées, pour procurer à sa fille un établissement honnête?

2°. Pourquoi la Demoiselle Gonthier marque-t-elle tant de confiance au Contrat de mariage, qu'elle s'empresse de faire passer au sieur de Thorigni? Pourquoi lui fait-elle envisager ce premier pas, comme le moyen le plus sûr de mettre le comble à leurs desirs?

Le sieur de Thorigni lui avoit demandé dans une Lettre du 11 Mars qu'elle rapporte, si elle vouloit qu'il consultât l'Affaire pendant qu'il étoit à Paris, pour sçavoir si la famille de la Demoiselle ne pourroit point obliger ses pere & mere à donner leur consentement malgré eux: la Demoiselle Gonthier s'étoit chargée elle-même de faire cette consultation. C'est ce qu'elle lui écrit dans sa Lettre du 13 Avril: *J'ai pendant ton absence pris quelques mesures: il est donc à propos que tu te rendes à Lieffe.* On voit dans la Lettre tout le projet du Contrat de mariage: *Lorsque nous serons sortis de*  
cette

*peut être déclarée nulle.* 155

*cette première Affaire, je te dirai quelles mesures il faudra prendre pour achever : le reste ne sera pas difficile, j'ai tout prévu ; je ne parle pas ainsi, sans avoir pris des conseils. J'ai depuis deux mois eu le tems de faire des Réflexions sérieuses. La même confiance se trouve dans la Lettre du 15 Avril : J'espère qu'avant peu nous serons parfaitement heureux ; dès que notre Contrat sera passé, le reste ne nous embarrasse pas. Dans la Lettre du 18 Avril : Pourquoi que nous puissions passer secrètement notre Contrat, le reste ne m'embarrasse plus du tout.*

Quel est le sens de cette énigme ? En quoi pouvoit consister la vertu secrète de ce Contrat de mariage ? Ce premier pas est ordinairement facile à faire, & s'il étoit propre à applanir toutes les difficultés, il ne rencontreroit jamais d'Obstacle à aucun mariage ; parceque les études de Notaires sont ouvertes à tous ceux qui veulent proposer leurs conventions : elle ne se trompoit pas, cependant, le conseil paroissoit sur. On lui avoit fait sentir l'inutilité d'une simple promesse, & du dédit qu'elle renferme ; & on lui avoit fourni l'expédient du Contrat de mariage. Le sieur de Thorigni, lié par une reconnoissance de Dot, étoit obligé de l'épouser, ou de lui abandonner toute sa fortune ; sa ruine, comme on l'a dit, le rendant inhabile à tout autre engagement. Ses pere & mere étoient



156 *Si une Dot stipulée, nombrée, & délivrée,*  
étoient réduits à la dure extrémité, ou  
de consentir au mariage, ou de voir leur  
fils unique privé sans ressource de toute  
esperance d'établissement.

Cette idée, qui est l'unique sens qu'on  
puisse donner à ces termes des Lettres,  
est incompatible avec la réalité de l'ap-  
port des 40000. livres, & avec de l'idée  
d'un Acte sérieux & véritable.

Mais, dit la Demoiselle Gonthier,  
cette idée ne se peut concilier avec le  
secrét inviolable sous l'appât duquel elle  
avoit déterminé le sieur de Thorigni à  
passer le Contrat.

La Réponse sera prompte. Ce secrét  
n'étoit que pour le moment de la passa-  
tion de l'Acte, & pour le tems pendant  
lequel on n'en feroit point d'usage. Mais  
arrivé au moment de l'éclat, & obligé  
d'en venir à une résistance ouverte; c'é-  
toit pour cette extrémité qu'étoit reser-  
vée la vertu de ce Contrat de mariage;  
c'étoit un dernier remede, destiné à met-  
tre à la raison les pere & mere, & toute  
la famille du sieur de Thorigni.

3°. Pourquoi cette suite de conseils  
pour engager le sieur de Thorigni à cor-  
rompre un Notaire? *Rends-toi chez le*  
*Notaire le plus apparent, (dit la Lettre*  
*du 13. Avril, ) & proposes-lui de passer un*  
*Contrat de mariage tel qu'il lui sera dicté,*  
*parce que j'en ai un modele. Demandes-*  
*lui de plus, qu'il nous fournisse deux té-*  
*moins, desquels il puisse répondre, & dont*  
*il*

peut être déclarée nulle. 145  
trop différentes; on prétend établir le  
principe sur cet Arrêt, c'est-à-dire, qu'il  
peut y avoir des preuves & des présomp-  
tions assez fortes pour détruire l'effet  
d'un Acte autentique comme feint & si-  
mulé, sans avoir recours à la voie de  
l'inscription.

Mais, dit-on, si des tiers, étrangers à  
ce qui s'est passé, sont quelquefois reçus  
à prouver la fraude & la simulation, il  
n'est pas possible que celui-là même, qui  
a été partie dans un Acte, & qui l'a souf-  
fert, y soit admis: or, le Curateur à l'in-  
terdiction du sieur de Thorigni le repre-  
sente ici, & il ne peut exercer que les  
droits & les actions qui lui auroient ap-  
partenu. C'est la même chose que si le  
sieur de Thorigni se presentoit pour dire:  
j'ai signé étant majeur, j'ai reçu une  
somme de 40000 livres, & je demande à  
prouver que je ne l'ai pas reçue. Ecou-  
terez-on un homme qui opposeroit une  
pareille défense à un billet de 1000 écus?  
A plus forte raison ne sera-t-elle pas écou-  
tée contre l'Acte de la société le plus  
sacré & le plus solennel.

Mais, cette distinction est contraire à la  
raison, & à l'usage le plus familier: la  
simulation, soit dans le consentement  
des parties pour tous Contrats, soit dans  
la chose, pour ceux qui

158 *Si une Dot stipulée, nombrée, & delivrée,*  
du Sieur de Thorigni, par le secours  
desquels elle disoit avoir tout prévu, &  
tant d'autres précautions.

4°. En quoi craint-elle que le Contrat de mariage puisse être attaqué? Et pourquoi prend-t-elle la précaution de faire élire un domicile au Sieur de Thorigni, dans le dessein d'attirer l'Affaire à Paris le centre de ses connoissances, & où elle croit trouver une famille distinguée, en état de renverser tous les efforts du Sieur de Thorigni?

La reconnoissance de Dot étoit la seule du Contrat qui pût subsister, en cas que le mariage ne s'accomplît pas, ou qu'il fût détruit: auroit-elle appréhendé que cette clause fût attaquée, & qu'on lui déniât la restitution de sa Dot, si elle l'avoit réellement apportée?

5°. La Demoiselle Gonthier prétend avoir apporté de Laon à Liefse une somme de 40000. livres en deniers, ainsi que le porte le Contrat; charge fort embarrassante pour une fille. Cependant, quoique toutes les mesures, qu'elle prend pour arriver sûrement & secrètement à Liefse, soient exactement détaillées dans ses Lettres, il n'y a pas un seul mot qui parle de l'apport des 40000. livres.

La Demoiselle Gonthier, de son côté, rapporte un grand nombre de Lettres du Sieur de Thorigni, relatives au Contrat de mariage. Il n'y en a pas une seule qui parle des 40000. livres, ni qui an-  
non-

preuves claires & certaines telles qu'une  
contre-lettre, on ne peut pas se prévaloir  
de la simulation, parce qu'on ne présume  
point que, sans intérêt, des parties  
soient venues jouer une comédie devant  
un Officier public, & feindre ce qui n'est  
point.

Lorsqu'au contraire on apperçoit cet  
intérêt, qui consiste dans le dessein d'é-  
luder quelque loi opposée à ce qu'on  
voudrait faire: la Justice se rend plus ou  
moins difficile sur ces preuves de simu-  
lation, suivant le degré de faveur que  
mérite la loi, & l'objet qu'elle s'est pro-  
posé.

Mais, on voudrait éluder ici les lois  
les plus saintes, & les plus inviolables.  
La cause qui se présente est toute publi-  
que. Ce n'est point la cause du sieur de  
Thégné, c'est la cause de ses pere &  
mere, & de toute sa famille.

Il y a plus, c'est la cause de tous les  
peres, l'honnêteté de tous les mariages,  
la tranquillité & l'honneur de toutes les  
familles: tout y est compromis.

Il s'agit ici d'un Contrat passé dans le  
cours d'une Intrigue, au milieu du trou-  
ble & de l'agitation, que cause une pas-  
sion violente, dans l'ivresse & l'enchan-  
tement qu'entretient un commerce cri-

160 *Si une Dot stipulée, nombrée, & délivrée,*  
peut monter la dépense , si l'autre n'a  
point d'Argent. Cet Article lui paroît si  
essentiel , qu'elle en reparle dans une se-  
conde Lettre ; elle demande Réponse avec  
empressement sur ce sujet : *N'oublies pas*  
*de me marquer si tu as de l'Argent.* C'est  
une des précautions qu'elle croit devoir  
prendre , pour que rien ne les arrête au-  
moment de la conclusion : *Si tu n'en*  
*avois pas , je prendrais mes précautions.*  
Un pareil doute se présenteoit-il à l'idée  
d'une personne qui doit fournir réellement  
40000. livres , & ne contient-il pas un  
desaveu aussi fort que peut être la recon-  
noissance contraire émanée du Sieur de  
Thorigni ?

Mais , disoit-on aux Requêtees du Pa-  
lais , ces 40000. livres devoient être en  
dépôt entre les mains du Sieur de Tho-  
rigni : il étoit chargé de faire emploi du  
total ; & c'eut été violer le dépôt , que  
de se donner la permission d'ouvrir un  
sac pour y prendre 12. ou 13. pistoles.

On a ajouté en la Cour , que , dans les  
trois semaines d'intervalle qui s'étoient  
écoulées entre ces Lettres , & le Con-  
trat de mariage , la Demoiselle Gonthier  
s'étoit peut-être trouvée en état de four-  
nir les 40000. livres sur lesquelles elle ne  
comptoit pas lors de ses Lettres.

On peut abandonner de pareilles Ob-  
jections à leur propre foiblesse : elles ne  
servent qu'à faire voir , que le moyen ne  
suff-

souffre point de réplique raisonnable, sur-tout pour peu que l'on fasse attention à toutes les circonstances qui ont suivi.

*Faits qui ont accompagné la reconnaissance.*

Il faut peser d'abord tous les termes de la clause.

1°. C'est la Fille seule, qui paroît chez le Notaire, & qui fournit cette somme de 40000. livres de ses propres deniers. Elle ne vient point du pere; elle ne fait point partie de la succession de la mere, dont on stipule propre le montant comme un objet absolument séparé. La Demoiselle Gonthier n'a point eu d'établissement particulier hors de la maison de son pere, qui ait pu lui procurer une somme si considérable. Prétend-t-elle la tenir de la libéralité de quelqu'un? Qu'elle indique le Donateur. Croit-on réfuter une présomption si convaincante, en disant qu'une telle inquisition n'est point reçue en jugement?

2°. On prévoit dans la clause, que le mariage ne pourra s'accomplir de deux ans; on ne stipule la restitution des 40000. livres qu'après ce terme, en cas que la célébration ne se puisse faire, & on renonce à tout intérêt. Pourquoi payer d'avance cette somme, quand on prévoit d'aussi grands obstacles au mariage? Ce n'est point dans la vue ordinaire de fournir aux frais d'un ménage qui ne

162 *Si une Dot stipulée, nombrée, & délivrée,*  
doit point avoir lieu, mais pour se la  
faire payer en cas que le mariage ne s'ac-  
complisse pas. Qui n'apperoit pas dans  
une pareille clause un dédit déguisé pour  
nécessiter la célébration?


Mais, dit-on, on vouloit mettre le  
Sieur de Thorigni en état d'en faire un  
emploi. La Demoiselle Gonthier étoit  
donc bien genreuse de ne point stipuler  
l'intérêt d'une somme qui ne devoit pas  
demeurer oisive entre les mains du Sieur  
de Thorigni? Mais, quel emploi en de-  
voit-il faire? Si on en croit le Contrat de  
mariage, il devoit entrer dans les Affai-  
res du Roi, & s'en servir à en faire les  
fonds; si on en croit la Demoiselle Gon-  
thier, la somme devoit servir à acheter  
une Charge de Commissaire des Guerres:  
autant d'idées également destituées d'ap-  
parence & de vérité.

Mais, ce qui mérite ici une extrême  
considération, c'est la maniere dont la  
clause, & tout le Contrat de mariage a  
été rédigé, signé, & expédié. *Rends-toi*  
*chez le Notaire le plus apparent,* dit la  
Lettre du 13. Avril, *& proposes-lui de*  
*passer un Contrat de mariage tel qu'il lui*  
*sera dicté, parceque j'en ai un modele: tu*  
*me manderas tout ce que tu auras fait, je*  
*me rendrai la veille du huitieme jour sans*  
*bruit avec une seule personne dont je suis*  
*sûre, qui nous servira de troisieme témoin:*  
*j'irai chez le Notaire, je ferai dresser*  
*l'Acte prêt à signer. Tu prendras de ton*  
côté

*peut être déclarée nulle.* 163

*tôis tes mesures pour te rendre chez le Notaire le lendemain de mon arrivée à Lieffe, & je n'en partirai qu'après ton départ. Supposé que tu ne puisses pas te rendre ici (dit la Lettre du 18.) vas où je t'ai dit, assures-toi du Notaire, & engages-le à te fournir deux témoins surs. Nommes-lui le jour où je me rendrai chez lui, parce que je me rendrai un jour avant toi, afin qu'à ton arrivée tu trouves tout prêt. Tu peux compter que mardi (dit la Lettre du 27. Avril) c'est-à-dire de demain en huit jours, je me rendrai à Lieffe. Tu peux dire au Notaire que je m'y rendrai ce jour-là sûrement, & qu'il peut m'attendre, & faire ce que je lui dirai. Tu arriveras le mercredi, & tu trouveras l'Acte prêt à signer, & les expéditions toutes dressées. Ne t'inquiètes de rien, mon cher Cœur.*

Ce Contrat de mariage n'est donc autre chose que la copie d'un modèle apporté par la Demoiselle Gonthier, & que le sieur de Thorigni a dû trouver tout dressé, & prêt à signer. Les conventions qu'il renferme n'ont point été arrêtées par le conseil mutuel des parties. Les déclarations & reconnoissances ne sont point fondées sur la vérité. Si le Notaire a déclaré avoir vu nombrer les 40000





164 *Si une Dot stipulée, nombrée, & déliorée,*  
Gonthier. Si le sieur de Thorigni a reconnu avoir reçu la somme, ce n'est pas qu'il l'ait reçue, c'est que la clause se trouvoit dans le modele de l'Acte dont on lui avoit fait envisager la signature comme le moyen le plus sûr de faire réussir son mariage.

Mais, dit-on, de quoi se plaint le Sr de Thorigni ? Il a été le principal acteur de la *pièce* ; c'est lui qui a arrhé le Notaire, qui a pris toutes les autres mesures nécessaires pour parvenir au Contrat. Quand on pourroit lui donner la principale part à toute cette Intrigue, la loi ne devroit pas moins s'empressez de détruire tout cet ouvrage d'iniquité, dans la crainte d'ouvrir une porte trop facile à la séduction, & d'autoriser les moyens d'éluder ses plus saintes dispositions.

Mais, quelle autre part le sieur de Thorigni a-t-il eue au Contrat de mariage, si ce n'est qu'il a été le ministre d'une corruption, dont on le veut aujourd'hui rendre la victime ? Il a disposé le Notaire à faire tout ce que proposeroit la Demoiselle Gonthier ; mais, elle s'étoit réservé le reste. C'est elle, qui a dicté l'Acte, qui l'a fait rediger à son gré. Le sieur de Thorigni l'a trouvé tout prêt & tout expédié, & il n'y a contribué que de sa signature.

*Fait :*

*Faits qui ont suivi la reconnaissance.*

Écoutez d'abord le sieur Gonthier père, dans la Lettre qu'il a écrite après avoir reçu l'expédition du Contrat de mariage. *J'ai trouvé, dit-il, le Contrat en même forme, & bien conditionné. Quel est l'esprit de ce sentiment de joie que le sieur Gonthier fait éclater? Le voilà là, disoit-il, par un engagement que la famille ne peut dissoudre: la proie ne peut nous échapper; voilà un Contrat de mariage bien conditionné.*

Mais, il se trahit lui-même à la suite de la Lettre : *Il est pardonnable (dit-il, en parlant de l'opposition des sieur & Dame de Villefavoye) à des parens de porter les vœux du côté de l'ambition; mais, je suis sûr qu'il est très-pardonnable à un père d'être jaloux de choisir une épouse dont la pureté, les bonnes mœurs, & le bon esprit, sont de sûrs garans d'un attachement indéfectible. On voit rarement les liaisons du cœur se démentir, au lieu que celles de l'intérêt entraînent ordinairement après elles le dégoût, le trouble, & un fâste toujours ruineux.*

C'est donc par les qualités du cœur, qu'il vante sa fille, & qu'il loue l'atta-

166 *Si une Dot stipulée, nommée, & délivrée,*  
à ceux qui excitent tous les jours notre  
ambition, de même que les liaisons du  
cœur sont plus durables que celles que  
forme l'interêt.

Mais, voilà un pere bien modeste.  
Quoi donc ! Une fille d'une famille hon-  
nête, qui apporte en Dot une somme de  
40000 livres en deniers comptans, outre  
sa part dans la succession de sa mere &  
ses esperances du côté de son pere, n'est-  
elle pas un parti considerable, du côté  
même de l'interêt & de l'ambition, pour  
un jeune homme de l'état du sieur de  
Thorigni ?

Les sieur & Dame de Villefavoye  
sçavent se rendre Justice : en supposant,  
avec le Sieur Gonthier, de la pieté, des  
mœurs, & un bon esprit, à sa fille, une  
Dot si considerable auroit comblé leurs  
esperances. Loin de contredire les vo-  
lontés de leur fils, ils n'auroient rien  
négligé pour contribuer à un établisse-  
ment si avantageux. Toute leur ambi-  
tion auroit été remplie, & les vûes d'in-  
terêt qu'il est permis de conserver en  
mariant ses enfans entièrement satisfai-  
tes.

Pourquoi donc le sieur Gonthier pa-  
roit-il si fort honoré ? Pourquoi justifie-  
t-il, par les qualités du cœur, le choix de  
son futur gendre ? Pourquoi déprime-t-il  
les alliances que forme l'ambition, &  
que soutient l'interêt, si ce n'est parce  
que, ne donnant rien à sa fille, il l'estime  
trop

**trop** heureuse d'avoir sçu plaire à un jeune homme de famille, à qui il comptoit une fortune considérable ?

3°. Quelle idée présente la contradiction qui se trouve entre le Contrat de mariage, & les discours tenus au sujet de la Dot de la Demoiselle ?

On prétend, que le 6. Mai le sieur de Thorigni a reçu les 40000 livres portées au Contrat. Cependant, le 11. Juin ayant conduit le Sieur Arnaud, homme sage, & ami de sa famille, chez des personnes de la premiere consideration qui paroissent alors s'interesser à ce mariage, pour lui persuader que c'étoit une alliance avantageuse, à laquelle on avoit tort de s'opposer : on y parla de la Lot de la Demoiselle Gonthier, comme n'ayant point encore été reçue ; du Contrat comme n'ayant point encore été passé réellement ; on annonça seulement, & cela en presence du sieur Gonthier pere, une somme de 30000 livres comme devant être donnée lors de la passation du Contrat.

La Lettre écrite en conséquence de cette conversation par le sieur Arnaud aux Sieur & Dame de Villefavoye, jointe à l'Interrogatoire subi à Charenton par le Sieur de Thorigni, & aux Lettres qu'il a écrites dans le même tems à ses pere & mere qui ne sont pas des pieces suspectes à la Demoiselle Gonthier, puisque le Sieur de Thorigni y paroît en-

**168** *Si une Dot stipulée, nombrée, & delivrée, core tout de feu pour elle, ne permettent pas de douter de la verité de ces faits.*

4°. Enfin, qui peut resister à la verité qui éclate dans les desaveux émanés du Prieur de Chantud, le témoin le mieux instruit de toutes les circonstances de cette intrigue, & principalement du fait du Contrat de mariage ? C'est ce que prouve sur-tout un postcrit de la Demoiselle Gonthier au bas du modele de Lettre qu'elle avoit composée pour être envoyée à la Dame de Villefavoye: *Depuis hier au soir, mon cher Cœur, nous avons mon Oncle & moi fait réflexion qu'il valoit mieux passer notre Contrat avant de risquer de nous voir ici.*

Quel est le langage de ce grave Conseil, de ce témoin fidele ? Le 9. Juin 1739. il donne sa soumission à son Evêque: *De faire remettre toute promesse de mariage, supposé qu'il y en ait, déclarant que jamais le mariage n'auroit lieu, & cela pour empêcher de mettre au jour différentes plaintes & soupçons qu'on pourroit répandre au sujet de ce prétendu mariage.* Le 22. Fevrier dernier il écrit au même Prélat: *Je m'engage autant qu'il peut être en moi, de faire desister ma niece Gonthier du Contrat passé à mon insçu à Liesse, entre elle & M. de Thorigni, & des clauses y énoncées, & si elle veut m'obéir, ce désistement sera fait avant le premier Avril prochain.* Le 3. Mars suivant il écrit

écrit une autre Lettre, où il marque: *J'ai écrit trois Lettres consecutives, plus pressantes les unes que les autres, en execution de ce que vous m'avez fait l'honneur de me faire dire par M. d'Archambault. On me mande que la famille de ma niece a chargé M... d'examiner l'Affaire; qu'au plus tard elle sera jugée avant la fête de la Sainte Trinité. De sorte que nous n'avons pas grand tems à nous donner pour sçavoir de quel côté est la verité. Il faut se défier (ajoute le Moine) des discours de Madame de Villefavoye, parceque les Jansenistes qui sont les enfans du mensonge, ne peuvent se défendre de dire le faux pour le vrai. Il vouloit faire sa cour à son Evêque \**, qui certainement n'étoit pas Jan-

\* M. de la Fare, Evêque de Laon.

Si la somme de 40000. livres avoit été réellement fournie, pourquoi mentir à son Evêque, en l'assurant qu'un Contrat de mariage, passé sous ses yeux, & par ses avis, l'a été à son insçu? Pourquoi se regarder lié par les clauses énoncées dans cet Acte, par une soumission, où il ne s'étoit engagé qu'à faire remettre les simples promesses de mariage? Pourquoi écrire trois Lettres à la famille de sa niece, pour l'engager à faire un sacrifice si considérable? Il eût été aussi simple que convenable de soutenir, qu'en s'engageant à faire renoncer sa niece à ce mariage, il ne s'étoit point engagé à lui faire perdre une Dot, qu'il sçavoit avoir été payée

170 *Si une Dot stipulée, nombrée, & délivrée,*  
au sieur de Thorigni. Une conduite contraire ne peut être attribuée qu'à la conviction où il étoit que la somme n'avoit jamais été payée.

Mais, dit-on, représentez-vous un pauvre Religieux, relegué dans son Couvent, qui est attaqué par tout ce qui seroit capable d'ébranler l'homme le plus versé dans les affaires du monde. La Dame de Villesavoye se présente armée de toute l'autorité. L'Evêque écrit des Lettres menaçantes. L'effroi, dont il est saisi, détermine ce Prieur à écrire & à faire tout ce qu'on exige de lui. Ce n'est point la vérité, mais l'impression de l'autorité qui a dicté toutes ces Pièces.

Ceux, qui ont vu le Prieur de Chantrud, ne le reconnoîtront point à ce caractère de simplicité. Mais, il semble que l'expédient le plus sûr, pour calmer l'orage, étoit de faire éclater l'innocence de sa famille, & l'injustice des Sieur & Dame de Villesavoye, en soutenant que la somme dont ils refusoient la restitution avoit été réellement payée. Pourquoi a-t-il rejeté un parti si convenable ? C'est qu'un tel discours auroit été aussi contraire à la vraisemblance qu'à la vérité.

Qu'on joigne à toutes ces circonstances les réponses du sieur de Thorigni dans son Interrogatoire ; la protestation qu'il a faite par devant Notaire le 10.  
Octo-

**Octobre 1739**, l'opinion répandue dans le public sur les mœurs de la Demoiselle Gonthier, & sur la fortune de son pere, & qui est prouvée par les témoignages les plus dignes de confiance: un tel concours de preuves & de présomptions, la plupart émanées de la Demoiselle Gonthier & de sa famille, forme un corps de démonstration qui ne permet pas de conserver la moindre créance au Contrat de mariage: ce qui l'a précédé, ce qui l'a accompagné, ce qui l'a suivi, tout dépose de la simulation de la reconnaissance.

La Demoiselle Gonthier prétend trouver dans plusieurs Articles de ses Lettres, & dans les faits qui ont suivi le Contrat, des présomptions qui combattent celles qu'on lui oppose; d'où elle conclut, que, dans ce combat, on doit absolument s'attacher à la preuve qui résulte de l'acte; mais, il est aisé de lui enlever cet avantage.

A l'égard de ses Lettres, la Demoiselle Gonthier oppose cet Article de la Lettre du 19. Mars: *Pour comble de malheur, mon cher Mari, mon oncle s'est mis de la partie, pour me tourmenter. Il vous accusoit de changement, & il étoit des momens où toute sa colere se tournoit contre vous. Les propositions qu'il vous avoit fait faire lui paroissent trop raisonnables pour nous attirer un traitement si dur.* Et cet autre Article de la Lettre suivante: *Plus*  
je



172 Si une Dot stipulée, nombrée, & dé-  
je fais réflexion au procédé de ton p-  
de ta mere, moins je peux y pénétrer  
ne sçai quelle raison a pu les obliger  
comme ils ont fait : rien ne paroïsoit  
raisonnable, que tous les projets qui ont  
faits ; & cependant, sans en venir au mo-  
dre éclaircissement, ils commencent à  
condamner.

On a fait valoir les propositions & les  
projets dont il est parlé dans ces Lettres  
Mais, ces termes prouvent, qu'on avoit  
fait des propositions peut-être conven-  
nables, pour engager le sieur de Th-  
rigni ; & les autres Articles, dont les Sie-  
& Dame de Villefavoye se servent, pro-  
vent qu'elles n'ont point été réalisées  
ainsi, l'un ne détruit point l'autre, & c'est  
en partie parce que la famille de la D-  
moiselle Gonthier n'étoit pas en état  
de les réaliser, qu'elles ont été rejetées  
C'est le plus grossier de tous les abus ( c-  
le propre Curé du sieur Gonthier dans  
sa Lettre du 21. Juillet ) de croire, &  
se persuader, que le pere donne 40000. li-  
vres à sa fille : il auroit même été à so-  
haiter, qu'il eût pu lui en donner une d-  
xième partie, pour lui procurer un établis-  
sement honnête, qui s'est présenté, il y  
encore 6. ou 7. ans, & qui n'a manqué  
que par l'impuissance de faire cette mod-  
este somme.

Il en est de même de l'Achat d'un  
Charge de Commissaire des Guerres  
Il se peut faire, que, pour retenir le sieur

de Thorigni & le leurrer, on ait fait à cet égard quelque démarche sans aucune intention, & sans aucun moyen au fond d'y parvenir: mais, cette circonstance confirme le contenu dans la Lettre du sieur Arnaud à la Dame de Villesavoye, & sert à prouver avec cette Lettre, que les deniers n'avoient point été fournis lors de la signature du Contrat.

La Lettre du 8 Août 1740, où le sieur de Thorigni desavouë les poursuites du Curateur à l'Interdiction, & reconnoît la réalité de l'apport des 40000 livres, est la suite d'une démarche qui doit exciter l'indignation de la Cour, & l'effet d'une seduction plus forte que la première: c'est la reconnoissance d'un interdit, impuissante par elle-même, & détruite par toutes les circonstances de cette Affaire.

Quant à la Lettre du 6 Juin, dans laquelle on fait écrire au sieur de Thorigni en parlant de sa mere: *Ce qu'il y a de sûr, c'est que si elle me découvre, elle ne découvrira point l'endroit, où j'ai déposé les 40000 livres que j'ai reçus de toi.* C'est une Lettre évidemment fabriquée, depuis que le sieur de Thorigni est retourné dans les bras de la Demoiselle Gontbier, pour se servir de ses expressions, & qui a été antidatée. Cette fausseté est la preuve la plus évidente de la fausseté de la numération: la vérité n'a

174 *Si une Dot stipulée, nombrée, &c.*  
n'a jamais eu recours à de pareils  
fices.

Cette Lettre n'a jamais été com-  
muniquée aux Requêtes au nombre des  
ces de la Dlle. Gonthier. Elle ne  
trouve point sur l'Extrait, que le Déf-  
enseur des Sieur & Dame de Villefavoye  
a fait, de sa main, du Sac de la Dem-  
selle Gonthier; on n'en a tiré aucune  
duction de sa part. C'est ce que prouve  
le Mémoire des Sieur & Dame de Vi-  
savoye, qui ne suppose point cette in-  
jection: & on est persuadé, que le  
Défenseur de la Demoiselle Gonthier  
vouëra, qu'elle lui est aussi nouvelle que  
Défenseur des Sieur & Dame de Vi-  
savoye.

Qui croira que cette Lettre, la seule  
qui pût soutenir la réalité de sa Dot  
eût échappé à la Demoiselle Gonthier, &  
tout, quand on voit que les Sieur & Dame  
de Villefavoye d'après les mémoires  
& les instructions de leur fils, qui étoient  
alors auprès d'elle, se faisoient un moyen  
de ce que ses Lettres se joignoient  
celles de la Demoiselle Gonthier, pour  
prouver la simulation de la Dot & du  
Contrat; & quand on voit qu'ils l'accu-  
soient de supprimer les réponses de sa  
fils aux Lettres des 13. 15. & 18. Av.  
1739. dans la crainte des inductions  
en résulteroient contre elle? Avec quel  
avantage auroit-elle produit alors la Lettre

tre qu'elle oppose aujourd'hui ? Comment seroit-elle restée dans les tenebres, si elle eût existé ?

Aussi, en comparant cette Lettre avec celles qui ont été écrites par le sieur de Thorigni, jusqu'au moment fatal où sa malheureuse étoile l'a réuni à la Demoiselle Gonthier, on ne peut douter de la fausseté & de l'antidate. Qu'on fasse attention à ce qu'il écrit de Charenton à son pere, à ce qu'il écrit de Soissons à la Dame sa mere, dans le commencement de la plaidoirie des Requêtes du Palais. Veut-on consulter l'Histoire qu'il fit lui-même alors de son Avanture, & qui vient d'être imprimée ? Et on sera convaincu que la Lettre du 6. Juin n'existoit point, & que c'est une piece fabriquée depuis : moyen digne de la Cause qu'elle soutient, & de ceux qui l'employent.

Mais, ces pieces & mémoires qu'on invoque, quoiqu'émanés du sieur de Thorigni, ne servent pas seulement à écarter la Lettre du 6. Juin ; mais on est en droit de les joindre aux autres preuves pour établir la simulation du Contrat : ces écrits faits de bonne foi dans un tems où les Sieur & Dame de Villefavoye, qui avoient leur fils en leur possession, ne pensoient pas jamais les opposer à la Demoiselle Gonthier, peuvent servir aujourd'hui à prouver, que leur fils est le plus grand ennemi de lui-même, & le défenseur

176 *Si une Dot stipulée, nombrée, & délivrée,*  
seul le plus zélé de la Demoiselle Gonthier. Ces écrits sont clairs & décisifs. La Lettre écrite de Charenton, qui tend à justifier son entêtement pour la Demoiselle Gonthier sert à la confondre sur la réalité de sa Dot. Quoi, dit-il, donner leur parole d'honneur pour au moins 30000. livres de Dot, me proposer de m'acheter une Charge de Commissaire des Guerres, me mener chez M. Laurent qui pour lors vouloit vendre la sienne, lui proposer devant moi de lui en payer moitié montant à la somme de 24000. livres, l'oncle de ladite Demoiselle repartir de Paris avec promesse d'envoyer 10000. livres tant pour achever de payer la somme de 24000. livres, que pour les frais de réception. M. & Madame de . . . ., m'assurer en présence de M. Arnaud mon confrere, que la Dot étoit bien réelle. Ajoutons-y ce que porte la Lettre écrite à la mere; Qu'on ne trouvera rien dans ses Lettres qui ait rapport à ce qui fait le fond de l'Affaire, & qu'il n'est parlé dans aucune de réception de deniers de sa part, à moins que ces misérables ne l'aient ajouté, ou fait ajouter; qu'au contraire, si elle fait paroître celles qui ont rapport au Contrat, les mêmes Lettres donneront, & sont capables de donner, aux siennes plus de force. Ces inquiétudes du Notaire sur le défaut de numération dont parle le Mémoire, ce discours de la Demoiselle Gonthier qu'il y rapporte : Il n'est question ici que de  
nous

*peut être déclarée nulle.*

177

*maître, & d'empêcher par-là votre famille de mettre obstacle aux fins que nous vous proposons; cet Acte n'étant sérieux en tant que votre famille vous fera de l'opprobre. Autant que ces armes étoient impuissantes aux Requêtes du Palais, & qui fait qu'on ne s'en est point servi, tant elles sont victorieuses en la Cour de l'évasion du sieur de Thorigni.*

*Qu'on réunisse maintenant tant de preuves différentes qui concourent sous ces trois époques, & la simulation sera portée au dernier degré d'évidence.'*

*Le défaut d'origine d'une somme si considérable. Par quelle voye une fille de 25. à 27. ans, qui n'est jamais sortie de la maison de ses pere & mere, a-t-elle pu faire une pareille fortune? L'abbaye de supposer qu'une famille entiere veuille se deshonorer par l'éclat le plus scandaleux pour un parti alors si ordinaire, on peut dire même inférieur aux sciences qu'elle auroit pu concevoir.*

*Tout cela prouve la fiction de la Dot. Que la fille seule eût donné dans un pareil écartement, effet de la vivacité de la passion, ou de la cupidité, cela est croyable; mais, que la force de l'enchantement eût entraîné le pere & l'oncle loin des bornes du devoir; que l'oncle*

178 *Si une Dot stipulée, nombrée, & déliorée,*  
la est inconcevable. Le silence, qu'on  
garde au milieu des mesures les plus dé-  
taillées sur les précautions qu'auroit de-  
mandées l'apport d'une telle somme en  
deniers; la précaution inutile alors de  
se munir de l'Argent nécessaire pour  
payer le Notaire; la suppression des Let-  
tres du sieur de Thorigni relative au  
Contrat de mariage; l'Affectation qu'il  
y auroit eu de fournir la Dot dans un  
certain tems où le mariage paroïssoit si  
éloigné, sous le faux prétexte de faire  
des fonds dans les Affaires du Roy, re-  
nouvellées pour six ans plus de six mois  
auparavant; la contradiction qui regne  
entre la partie adverse, son pere, son  
oncle, & tous ceux qui s'intéressent pour  
elle sur le fait de cette Dot. Si on l'en-  
croit, elle a livré 40000. livres lors du  
Contrat; & si on s'en rapporte aux autres,  
ils sont prêts à fournir 30000. livres, si-  
tôt que le mariage sera agréé; la modestie  
avec laquelle le pere reçoit l'honneur  
de la recherche du sieur de Thorigni;  
l'ignorance affectée par l'oncle, qu'on  
voudroit cependant faire présumer le  
dotateur d'un Contrat passé sous ses yeux,  
& par son conseil; le mensonge avéré  
qu'il fait à son Evêque; les assurances  
de défillement qu'il a données de ce  
Contrat comme d'un pur avantage; les  
Lettres réitérées qu'il a écrites pour pres-  
ser ce défillement.

Quand on joint toutes ces présomp-  
tions

nous à la circonstance d'un homme épris de la plus vive passion, attaché par les complaisances les plus criminelles, environné d'une famille entiere complice de la séduction, déterminé à se livrer de la maniere la plus irrevocable, donner le choix de tous les moyens les plus propres à faire perdre toute idée de retour de sa part à sa famille: quand on réfléchit à la proposition faite de ce Contrat de mariage, comme du moyen le plus sûr de déterminer le consentement des pere & mere du sieur de Thonigni, à aux assurances données lors de la signature de ne s'en servir que pour obtenir ce consentement; on ne peut pas ajouter la moindre confiance, ni à la reconnoissance, ni au surplus du Contrat.

Mais, dit-on, c'est un Acte autentique, dont on ne peut ébranler la foi sans imputation de faux. On ne prétend pas prouver, que les faits ne se sont pas passés ainsi que l'Acte les a attestés; mais, en supposant ces faits vrais, on ne peut les croire sérieux sans heurter toutes les vraisemblances.

**Il faut croire, qu'une fille de 26. à 27. ans, qui n'a point quitté son pere, s'est tout d'un coup trouvée Dame & Maîtresse de 40000. livres, sans pouvoir imaginer**



180 *Si une Dot stipulée, nombrée, & délivrée,*  
roit eu le choix dans sa Province ; quelle  
a perdu l'esprit pour un moment , lorsqu'elle s'est inquiétée d'une dépense de  
12. à 13. pistoles pour un tems où elle  
devoit livrer 40000. livres, & lorsqu'elle  
a regardé ce Contrat comme un moyen  
sûr de parvenir au mariage ; que son pere, son oncle, ses amis les plus zelés, ont  
voulu lui nuire & préjudicier à ses droits,  
en faveur des Sieur & Dame de Ville-  
savoye, lorsqu'ils ont parlé du Contrat  
comme d'un Acte qui n'étoit point passé,  
& d'une Dot comme d'une Dot certaine  
jusqu'à 30000. livres, mais qui n'étoit point  
encore payée : que son pere avoit perdu  
le sens, lorsqu'il a regardé l'alliance  
du sieur de Thorigni comme un bonheur  
inesperé qui n'étoit dû qu'à la piété,  
aux mœurs, & au bon esprit, de sa  
fille ; que son oncle avoit perdu toute  
raison, lorsqu'il a menti à son Evêque,  
plûtôt que de convenir de la part qu'il  
avoit eue au Contrat de mariage, & lorsqu'il  
s'est engagé à faire sacrifier à sa  
nièce une somme si considerable, quoi-  
qu'elle l'eût réellement payée.

Au-lieu de se livrer à de si étranges  
extremités, n'est-il pas plus naturel de  
conclure de toutes ces circonstances,  
que si le sieur de Thorigni a reconnu avoir  
reçu la somme, c'est qu'il a voulu faire  
un avantage à celle qui l'avoit charmé ;  
c'est qu'il a voulu s'obliger par un dedit  
stable et irrevocable ; c'est qu'il a voulu  
élu-



182 *Si une Dot stipulée, nombrée, & délivrée,*  
dressé, sur lequel, en l'absence du sieur  
de Thorigni, on a transcrit une minute  
& une expedition d'Acte qu'il a signé;  
qu'elle lui a si peu apporté une somme de  
40000 livres en deniers, que dans la  
crainte qu'il fût sans argent lors de la  
passation de l'Acte, elle avoit pris la  
précaution de porter avec elle douze ou  
treize pistoles pour faire les frais de  
l'Acte, & qu'il s'est trouvé obligé un  
mois après, pour être en état de se souf-  
traire aux menaces de la Dame sa me-  
re, de prendre 2500 livres ou environ  
dans les Bureaux de son Département:  
voilà le précis de ces Lettres. Supposons  
un Acte formel, qui contienne toutes ces  
déclarations, prétendrait-on faire préva-  
loir la clause du Contrat de mariage, par  
la raison que ce Contrat est authentique?  
Et ne dirait-on pas, ce qu'on dit de tou-  
tes les Contre-Lettres, que le premier  
Acte, quoiqu'en forme probante, ne dé-  
truit pas le second, dont la forme est  
aussi régulière?

Supposons que ce premier Acte soit  
encore confirmé par un autre, où le pe-  
re marque sa reconnoissance au sieur de  
Thorigni; & déclare que la vertu, le  
mérite, & l'esprit de sa fille forment son  
unique Dot; où l'oncle, honteux d'avoir  
participé à ce Contrat de mariage, dé-  
clare que c'est à son insçu qu'il a été  
passé, qu'il se fait fort d'en faire désis-  
ter sa niece, & qu'il a écrit en consé-  
quence

La reconnoissance, dont il est un piège tendu à l'honnêteté, & à la liberté qui doit y résister. C'est un moyen pratiqué pour l'autorité des peres dans le mariage de leurs enfans. Si on en faisoit le succès d'Actes dictés par la passion, dans l'enchantement de la félicité, ce seroit livrer la Société aux effroyables ravages, détruire l'honneur de toutes les familles, recom- mander le vice, faire triompher le des- potisme, en renversant les digues que les loix ont posées pour arrêter de si grands

malices ; avoir mis en œuvre tous les moyens de fait & de droit des Sieurs & de la Villefavoye dans une Affaire si

184 *Si une Dot stipulée, nombrée, & délivrée,*  
naturel. On voit bien que l'Amour-propre est le Peintre. Mais, on ne doit pas rebuter tous les traits qu'il emploie : il y en a plusieurs, qui peuvent aider à faire connoître la verité, peut-être, sur la trop grande dureté de son pere & de sa mere. Il faut se représenter, que c'est ici un fils de famille, extrêmement amoureux de sa liberté, dont il a fait mauvais usage. Le pere & la mere, voulant le contenir, ont pu porter la severité trop loin ; le naturel du fils s'est aigri, & tellement cabré, qu'il a été impossible de le ramener. Ce fils, dans la Lettre qu'il écrit, n'oublie rien pour faire connoître combien le joug de son pere & de sa mere s'est appesanti sur lui. Mais, il ne voit pas par les remedes extrêmes qu'ils ont employés, qu'il nous apprend, qu'il fait connoître, l'excès de ses égaremens. Mais, écoutons-le parler, & soyons seulement sur nos gardes contre son stile aisé & léger. Voici sa Lettre.

„ M A D A M E,

„ Rien n'est plus capable d'adoucir  
„ mes malheurs, que la part que vous  
„ voulez bien y prendre. Je me sens  
„ beaucoup soulagé, quand je vois une  
„ personne d'un merite aussi distingué  
„ me plaindre. Ma situation est d'au-  
„ tant plus triste, que je suis forcé de  
„ respecter la main qui me frappe. S'il  
„ ne

„ ne s'agissoit que de mon bien, je  
„ gémirois dans le silence des maux que  
„ me fait souffrir ma mere ; mais, je  
„ me dois à mon honneur, à ma répu-  
„ tation, à ce que j'ai de plus cher au  
„ monde: je sçai toutes les horreurs  
„ qu'elle débite contre moi ; j'espère  
„ que ses excès feront connoître au pu-  
„ blic, que la tendresse ne les a pas en-  
„ fantés.

„ Vous exigez de moi, Madame, une  
„ Confession generale ; je vais vous re-  
„ nouvellier mes douleurs, & vous dé-  
„ tailler dans l'exacte verité toutes mes  
„ Avantures. Je ne dissimulerai aucuns  
„ de mes égaremens, tout vous sera re-  
„ présenté avec le seul art que la na-  
„ ture m'a donné: c'est tout ce que  
„ vous pouvez attendre d'un Acadé-  
„ micien de S. Lazare, de Biffêtre, &  
„ de Charenton ; car, ce sont les princi-  
„ paux Colleges, où j'ai fait mes exer-  
„ cices. La dureté, avec laquelle j'étois  
„ traité de ma mere, fut le premier mo-  
„ tif qui me fit chercher les moyens de  
„ m'en affranchir. J'avois alors 15.  
„ ans, je crus par M. de Brehande en  
„ venir à bout. C'est un des premiers  
„ Officiers d'un Regiment d'Artillerie : il  
„ lui proposa de me faire entrer dans ce  
„ Corps ; mais cette proposition fut re-  
„ jettée, & m'attira un redoublement de  
„ correction, qui m'obligea de m'enga-  
„ ger dans le Regiment de Blaisois. Ré-

186 *Si une Dot stipulée, nombrée, & délivrée,*

„ duit à la simple paye, j'étois forcé à  
„ mener une vie frugale. Je ne regret-  
„ tois point le foyer paternel ; je passai  
„ une année dans cette situation. Je  
„ tombai dangereusement malade à S.  
„ Quentin ; & j'y serois mort de misère,  
„ sans le secours de quelques amis que  
„ je m'étois faits : ils furent touchés de  
„ mon triste sort. Ma mere le sut : soit  
„ tendresse, ou décence, elle me déga-  
„ gea, me fit revenir chez elle, non  
„ pas pour me faire goûter une liberté  
„ filiale, mais pour me renfermer dans un  
„ caveau, où quatre fois le jour on me  
„ faisoit acheter le pain & l'eau qu'on  
„ me donnoit. Un Domestique, touché  
„ de mes maux, me facilita la liberté.  
„ Je profitai de ce moment favorable,  
„ pour m'engager une seconde fois dans  
„ le Regiment de Vassé, Cavalerie, où  
„ j'eus une Affaire d'honneur. Dispen-  
„ sez-moi, Madame, de vous faire au-  
„ jourd'hui le comique détail de cette  
„ Avanture : elle pensa me coûter la vie ;  
„ j'en fus cependant quitte pour une  
„ blessure considérable au bras. Après  
„ trois mois de pansement, le Chirur-  
„ gien m'annonça, que je ne pouvois  
„ esperer une parfaite guérison, que par  
„ les bouës des eaux de S. Amand.  
„ Mais, comment m'y traîner ? Ma mere  
„ n'ignoroit pas mon état ; j'esperois  
„ qu'elle en auroit pitié : je levai en  
„ vain les yeux vers la montagne mater-  
„ nelle.

„ celle. Le secours, qui m'étoit **necef-**  
„ faire pour ce voyage, n'arriva **point.**  
„ Une Dame charitable y pourvut, en  
„ m'offrant une somme modique, **con-**  
„ venable néanmoins à ma situation, &  
„ suffisante à une personne, qui depuis  
„ long-tems étoit dans l'habitude de ne  
„ dépenser que cinq ou six sols par jour.  
„ J'acceptai son argent avec toutes les  
„ marques de la reconnoissance dont j'é-  
„ tois alors capable : &, depuis ce  
„ tems-là, j'ai dit de grand cœur l'O-  
„raison pour le devot Sexe féminin.  
„ Je partis pour Saint-Amand, mon  
„ épée à mon côté, mon équipage dans  
„ un chausson, mon congé dans de mé-  
„ chantes tablettes : &, lorsque ma mere  
„ fait passer ce voyage pour une désér-  
„ tion, c'est une fable inventée pour  
„ accrediter ses violences. A mesure  
„ que j'usois des bouës salutaires de ce  
„ lieu, mon bras reprenoit sa vigueur,  
„ ma bourse diminuoit, mes inquié-  
„ tudes augmentoient, & mon petit crédit  
„ alors s'épuisoit. Je m'imaginai, qu'un  
„ nouveau ciel pourroit me fournir plus  
„ de fortune ; je pris la résolution de  
„ passer en Angleterre : le Congrès de  
„ Soissons m'avoit procuré quelques con-  
„ noissances. Je déguisai ma marche à  
„ une personne, qui crut que je parlois



188 *Si une Dot stipulée, nombrée, & délivrée,*

„ J'avois pour lors dix-huit ans, j'ar-  
„ rivai à Londres. La personne, à qui je  
„ m'adressai, qui connoissoit mon pere,  
„ prit ma fuite pour un trait de jeunef-  
„ se. Il répara néanmoins mon petit é-  
„ quipage délabré, & fut ma caution  
„ pour une dépense modeste qu'il fixa  
„ lui-même, mais que ma mere à depuis  
„ augmenté de plusieurs zero: par bon-  
„ heur, cette addition est détruite, faute  
„ de vrai-semblance. En effet, le pu-  
„ blic croira-t-il, que des étrangers puis-  
„ sent faire un crédit considerable à un  
„ jeune Avanturier? Jamais je n'ai été re-  
„ tenu en prison pour mes dettes Angloi-  
„ ses, comme on le débite: mais, l'Ami  
„ de mon pere, en me laissant une espece  
„ de liberté, me gardoit à vûë, & me fit  
„ embarquer pour la France. Arrivé à  
„ Montreüil, j'appris que, par ordre de  
„ la Cour, je devois être renfermé, à S.  
„ Lazare. Ce gîte me faisoit horreur:  
„ ce qui me porta à m'engager de nou-  
„ veau, c'est-à-dire, une troisieme  
„ fois, ce fut dans la Compagnie du  
„ Duc de Brissac. Ma précaution fut  
„ inutile: malgré cet engagement, je fus  
„ pris & conduit comme un scelerat dans  
„ cette maison de force, où j'ai été dé-  
„ tenu deux ans. Je fis connoissance avec  
„ un jeune Géometre, qui étoit détenu  
„ pour des causes plus légitimes que les  
„ miennes. Tous deux, ennuyés d'un sé-  
„ jour si affreux, nous primes la résolu-  
tion

„ bon de nous sauver; il avoit du génie,  
 „ & desinoit proprement. Il proposa à  
 „ ces Peres de lever le plan de leur mai-  
 „ son. Il jouïoit de l'orgue, & moi je  
 „ gouvernois le soufflet, c'est-à-dire, que  
 „ je portois la toise. Il se trouva heu-  
 „ reusement une brèche au mur du grand-  
 „ des, qu'il étoit facile d'affranchir.  
 „ Notre operateur, plein de réflexion, fai-  
 „ sice moment pour faire porter un ja-  
 „ ba \* au Frere qui nous accompagnoit; \* Perche  
 „ & quand nous fûmes assez éloignés, ou grand  
 „ nous sautâmes la muraille, & primes Bâton  
 „ rongé de notre gardien: je ne sçais si le bout  
 „ son étonnement fut grand; mais no- qu'on plan-  
 „ tre joie fut extrême de nous voir hors te en terre  
 „ de captivité, nous nous dîmes un adieu de distance  
 „ précipité; il suivit son point de vûe: pour pren-  
 „ & moi le mien. Je vins sur le champ dre ou for-  
 „ trouver M. de Crimille, Capitaine au mer des al-  
 „ Regiment de Condé, Dragon, qui me lignemens,  
 „ fut dans sa Compagnie. C'est mon soit pour  
 „ quatrième & dernier engagement: il planter,  
 „ se fit partir dans le moment, pour soit pour  
 „ ler joindre le Regiment qui étoit pour bâtir.  
 „ lors en garnison au Neuf-Brisac.  
 „ Le Certificat autentique, que M. le  
 „ Comte de Sade a donné de ma Con-  
 „ duite pendant six années que j'ai été  
 „ dans ce Corps (& dont je rapporte ici

190 *Si une Dot stipulée, nombrée, & délivrée,*  
„ rable, j'ai toujours vécu en galant  
„ homme, avec de bonnes mœurs & des  
„ sentimens d'honneur, qui m'avoient  
„ attiré l'attention de tous les Officiers. „

Copie du Certificat de M. le  
Comte de Sade.

*Je certifie, que le nommé Baudesson de Vil-  
lesavoye a servi l'espace de six années dans  
le Régiment de Condé, Dragon, & qu'on  
n'a jamais rien eu à lui reprocher, tant  
sur les mœurs, que sur les sentimens d'bon-  
neur que doit avoir tout bonnete homme.  
En foi de quoi je lui ai donné le present  
Certificat. Fait à Paris le premier Oc-  
tobre 1740. Signé, De Sade.*

„ M. le Comte de Sade eut la bonté  
„ de m'accorder un congé pour aller où  
„ bon me sembleroit. Je me rendis à  
„ Auxerre, près d'un oncle très honnête  
„ homme, bien-faisant, mais qui n'a pas  
„ eu assez de force pour s'opposer aux  
„ coups mortels que ma mere m'a porté.  
„ Tel est le sort des enfans d'être tou-  
„ jours les victimes; la prévention est con-  
„ tr'eux, & parle si avantageusement pour  
„ les peres, qu'on ne se donne pas la pei-  
„ ne de développer le vrai. Il me reçut  
„ chez lui avec bonté: il écrivit à ma  
„ mere, vanta ma bonne conduite, & re-  
„ clama contre son procedé. C'est ce  
„ qui la détermina à me faire revenir à  
„ Soif-

„ Soissons. Le long Noviciat, que j'avois  
„ fait dans differens Corps, sembloit dé-  
„ cider mon goût pour les armes. Il  
„ falloit, ou embrasser ce parti, ou mener  
„ une vie fainéante. Ma mere obtint  
„ une Sous-Lieutenance dans le Régi-  
„ ment de Vermandois: elle n'étoit pas  
„ fâchée de se débarrasser de moi. Dix  
„ pistoles formerent mon équipage. Il  
„ n'étoit pas possible de paroître en Cam-  
„ pagne avec un train si lesté; mes re-  
„ presentations furent inutiles: on me  
„ dit seulement, que M. le Duc de Ro-  
„ han y pourvoiroit. Je partis dans cette  
„ confiance, qui fut bientôt détruite par  
„ la réponse de ce Seigneur, qui m'annon-  
„ ça qu'il devoit me donner seulement  
„ 50. livres par mois, sur quoi il falloit  
„ faire l'achat d'un second cheval, & de  
„ quelques ustenciles. Je comptai ma  
„ chance à M. le Comte de Cailus, qui  
„ dès lors m'honora de sa protection, me  
„ donna une Lieutenance dans un des  
„ Bataillons qu'il commandoit, avec  
„ promesse de me donner la premiere  
„ Compagnie vacante. J'acceptai ces of-  
„ fres, qui m'étoient d'autant plus favo-  
„ rables, que je me trouvois avec un pro-  
„ che parent, qui avoit aussi une Lieute-  
„ nance dans le même Corps, mais qui

192 *Si une Dot stipulée, nombrée, & délivrée,*

„ page, qui consistoit en un bidet de  
„ vingt écus. Il pourroit certifier, que,  
„ dans l'impuissance où j'étois de me sou-  
„ tenir avec honneur dans le Régiment  
„ de Vermandois, l'avantage que me pro-  
„ curoit M. le Comte de Cailus, & l'em-  
„ pressement que j'avois d'être dans le  
„ même Corps que lui, furent les véri-  
„ tables motifs qui me déterminèrent à  
„ prendre ce parti; mais, mon malheureux  
„ sort ne m'a donné que des parens muets,  
„ qui redoutent ma mere.

„ M. le Comte exécuta bientôt sa pa-  
„ role: il me fit avoir une Compagnie,  
„ & me choisit pour accompagner 200.  
„ hommes en Italie. La gratification que  
„ j'en ai eu, & le Certificat, qu'il a eu la  
„ bonté de me donner, fait mon éloge;  
„ &, en rapprochant les trois années que  
„ j'ai été sous sa conduite, avec les six  
„ années dans le Régiment de Condé,  
„ on verra un terme de neuf ans pen-  
„ dant lesquels j'ai vécu avec honneur:  
„ dès-là, tombent toutes les Infamies  
„ dont on m'a accablé.

• Copie du Certificat de M. le Comte  
de Cailus.

Henry-Joseph, Comte de Cailus, Cheva-  
lier de l'Ordre Militaire de S. Louis,  
Brigadier des Armées du Roi: je certifie  
à tous ceux qu'il appartiendra, que M.  
Baudesson de Villefavoye a servi dans les  
deux

*deux Bataillons de Milice que j'ai commandé depuis le siège de Philibourg, jusqu'à ce que les deux Bataillons sont rentrés dans leur Province ; que pendant tout ce tems-là il s'y est comporté en très-galant homme, & qu'il n'a donné aucun lieu qu'on ait pu redire à sa Conduite. En foi de quoi je lui ai accordé le présent Certificat, pour lui servir en ce que de besoin, auquel j'ai apposé le Sceau de mes Armes. Fait à Paris le 24. Octobre 1745. Signé, De Cailus.*

„ La paix me ramena à Soissons en  
„ bien meilleur équipage que j'en étois  
„ parti. Je crus que la Conduite pleine  
„ d'Honneur que j'avois tenu attendriroit  
„ les entrailles de ma mere ; mais, elle  
„ refusa de me recevoir, & m'ordonna  
„ de me rendre à Auxerre où étoit alors  
„ mon pere. C'est-là que j'appris, que  
„ Mademoiselle Regnaudin de Thorigni  
„ ma cousine étoit morte, & que, par son  
„ testament, elle m'avoit fait son légataire universel. Il étoit allé recueillir  
„ cette succession, qu'il s'étoit appropriée,  
„ parcequ'il s'est prétendu créancier de  
„ 40000. livres : il a soutenu outre cela,  
„ que l'usufruit du legs lui avoit été légué. Je crus qu'un Capitaine étoit en  
„ droit d'entrer dans le détail d'une bonne fortune qui lui étoit arrivée. Mais,  
„ je fus bientôt puni de ma témérité : & ,  
„ pour m'apprendre à me taire sur un ob-  
Tome XXII. N jet

194 *Si une Dot stipulée, nombrée, & délivrée,*

„ jet d'ailleurs aussi intéressant pour moi ;  
„ ma mere surprit un Ordre de la Cour,  
„ en vertu duquel on m'enleva , on me  
„ renferma à Bissètre. Il fallut instruire  
„ ma famille de ce nouvel événement :  
„ & , pour colorer cette violence , on pu-  
„ blia , que c'étoit pour me guerir d'un  
„ mal galant. En supposant pour un mo-  
„ ment la verité , toute autre mere au-  
„ roit regardé avec horreur un hôpital  
„ aussi humiliant. On me laissa six mois  
„ dans cette horrible prison : je manquai  
„ d'y perir de misere ; & ce ne fut qu'en  
„ m'avoüant coupable des fautes que je  
„ n'avois jamais faites , que j'en sortis.  
„ Ma mere dès - lors se forgeoit des ar-  
„ mes pour m'accabler quand elle le  
„ voudroit. Mes faux aveux passoient  
„ pour des pieces justificatives de ses  
„ démarches , & pour preuve de ma mau-  
„ vaise Conduite , dont elle a fait de-  
„ puis usage pour me fermer la porte à  
„ toute justice , & me bannir de la So-  
„ cieté civile.

„ Elle obtint peu de tems après , par  
„ son crédit , l'emploi de Controlleur-ge-  
„ neral du Soissonois , & j'en faisois  
„ l'exercice , & elle la recette. Elle me  
„ donna pour tuteur un domestique de sa  
„ façon , qui payoit le necessaire , &  
„ rien au de-là ; & comme il étoit obligé  
„ de rendre un compte exact qu'on exa-  
„ minoit avec attention , il étoit très-  
„ attentif à ne point passer les bornes qui  
lui

„ lui étoient prescrites. Je me trouvai  
„ dans cet état brillant en apparence plus  
„ misérable qu'un soldat. Ce qui m'étoit  
„ plus sensible, c'est que la nécessité  
„ m'obligeoit toujours à manquer de re-  
„ connoissance aux politesses que mes  
„ amis me faisoient dans mes tournées.  
„ Dans cette malheureuse situation, j'a-  
„ vois besoin d'une maison où je pus  
„ m'amuser sans être exposé au jeu, &  
„ à cette sorte de reconnoissance. Ma  
„ résidence étoit à Laon: la maison de  
„ M. le Prieur de Chantrud étoit de  
„ cette nature, le jeu en étoit banni,  
„ la table y étoit bonne, & les amuse-  
„ mens innocens. Je trouvai moyen de  
„ m'y introduire; & c'est-là l'époque  
„ des jours véritablement heureux, que  
„ j'ai commencé à goûter: j'avois la li-  
„ berté d'y mener mes amis, & par-là  
„ je me dédommageois de ce que je leur  
„ devois. Ma mere le sçut: elle en fut  
„ charmée, parce que cela rendoit sa  
„ recette plus forte; mais, ses inquié-  
„ tudes redoublèrent bientôt, quand elle  
„ apprit que le Prieur avoit chez lui une  
„ nièce aimable, qui fixa mes vœux. J'a-  
„ vois alors plus de 27. ans. Je ne vous  
„ ferai point ici, Madame, un détail de  
„ cet engagement, ni des circonstances  
„ qui l'ont accompagné: mes Lettres, qui  
„ doivent être imprimées incessamment,  
„ vous en instruiront. Je vous dirai seu-  
„ lement en gros, que m'étant expliqué



196 *Si une Dot stipulée, nombrée, & delivrée,*

„ avec M. le Prieur de Chantrud, il fit  
„ dire à ma mere, que telle somme qu'on  
„ me donneroit en mariage, on la don-  
„ neroit à sa nièce, pourvu qu'elle n'ex-  
„ cedât point quarante mille livres. Elle  
„ n'avoit pas dessein de m'établir : cela  
„ ne convenoit point à ses intérêts. D'u-  
„ ne part, le legs universel que ma cou-  
„ sine m'avoit fait ; d'une autre, le reve-  
„ nu de l'emploi qu'elle recovoit ; étoient  
„ les motifs de son refus, & de la nouvelle  
„ Persécution qu'elle m'a suscitée. Je me  
„ consolerois, si j'avois été le seul objet de  
„ sa disgrâce ; mais, qu'elle ait répandu à  
„ pleine main la calomnie la plus noire  
„ contre la Demoiselle Gonthier, & con-  
„ tre le Prieur de Chantrud ; & qu'elle ait  
„ employé l'artifice le plus séduisant pour  
„ les perdre ; c'est ce qui met le comble à  
„ mes malheurs. Si, après des coups si mor-  
„ tels, je manquois à ce que je dois à cette  
„ Demoiselle, je scellerois ma condamna-  
„ tion, & je mériterois qu'on me regardât  
„ comme un scelerat, qui n'a ni Religion  
„ ni Honneur. Je me flate, que tous les  
„ gens de bien, détachés de la passion &  
„ de la prévention, penseront de même.  
„ L'opposition décidée de ma mere à  
„ un établissement convenable, où tout  
„ étoit proportionné, me desespéroit ; &  
„ pour m'affranchir une bonne fois, je  
„ passai un Contrat de mariage à Liesse,  
„ au moyen duquel j'étois en état de  
„ former par moi-même un établisse-  
ment

„ ment sans le secours de ma famille. Une  
„ Charge de Commissaire des Guerres,  
„ qu'on me presenta & dont l'exercice  
„ m'étoit promis, bernoit mon ambition.  
„ Dans le tems que j'en traitois avec  
„ M. Laurent de Chavagneux, ma mere,  
„ qui avoit encore surpris de nouveaux  
„ Ordres de la Cour, me fit renfermer  
„ à Charenton, & fit donner mon emploi  
„ à mon beau-frere. C'est dans cet en-  
„ droit, qu'un homme de bien, recom-  
„ mandable par sa grande probité, &  
„ encore plus par son zele desinteressé  
„ pour les pauvres, séduit par les lar-  
„ mes familiares de ma mere, vint me  
„ solliciter de signer ma condamnation.  
„ Je lui répondis ce que l'honneur me  
„ dicta, & je convins par une Lettre  
„ d'avoir couté à ma mere, depuis ma nais-  
„ sance, au plus 15000. livres. On a fait  
„ dans la suite usage de cet aveu, pour  
„ me séquestrer de la Societé civile. Pour  
„ colorer cette nouvelle violence, elle  
„ a répandu, que j'avois enlevé des som-  
„ mes considerables des Caisses du Roi \* ;  
„ & que c'étoit pour me garantir de la  
„ corde, qu'on en usoit ainsi. Je n'avois  
„ aucuns maniemens ; & l'Argent, pré-  
„ tendu enlevé, étoit une somme de mil-  
„ le livres pour six mois d'appointement,  
„ qu'un Receveur sans son consentement  
„ avoir pris la liberté de me payer. L'hu-  
„ manité, avec laquelle les Religieux de  
„ Charanton m'ont traité, n'étoit pas du  
„ goût

\* Messieurs  
les Fer-  
miers Gé-  
neraux, &  
notamment  
celui qui a  
le Départe-  
ment du  
Soisson-  
nois, at-  
testeront,  
que les vols  
que ma me-  
re m'impu-  
te sont l'ef-

„ goût de ma mere. Elle avoit ordon-  
„ né qu'on me renfermât dans un cachot,  
„ & qu'on me réduisît au pain & à l'eau.  
„ Ces ordres inhumains ne furent pas  
„ exécutés. Ils se contenterent de me  
„ les faire lire. Elle le sçut. C'est ce  
„ qui l'engagea de faire convertir cet  
„ Ordre dans un autre, où il lui étoit per-  
„ mis de me renfermer chez elle, ou de  
„ m'envoyer dans tel endroit qu'elle ju-  
„ geroit à propos. Au bout de trois  
„ mois, on m'enleva de Charenton, les  
„ fers aux pieds & aux mains, pour me  
„ conduire au lieu de mon Supplice. J'eus  
„ beau crier à la violence, je n'étois pas  
„ le plus fort. On me renferma chez  
„ ma mere dans une chambre obscure,  
„ où pendant un mois j'ai souffert la Que-  
„ tion ordinaire & extraordinaire. On  
„ auroit peine à concevoir à quel point  
„ les mauvais traitemens furent poussés.  
„ Il fallut ceder à leur excès, & paroî-  
„ tre détaché de ce que j'aimois le plus;  
„ mais encore emprunter les expressions  
„ de la haine la plus caractérisée. On  
„ m'arracha des aveux contre la verité,  
„ & à ce prix on me laissa la liberté de  
„ respirer un air plus tranquile. J'ai été  
„ un an entier dans cette cruelle feinte.  
„ Ma mere, armée des defaveux qu'elle  
„ m'avoit arrachés, vint à Paris, attaqua  
„ le Contrat que j'avois passé avec Ma-  
„ demoiselle Gonthier: quelques Magis-  
„ trats lui conseillerent & lui dirent, qu'il  
„ étoit

„ étoit à propos que je parusse en per-  
„ sonne, pour confirmer de vive voix ce  
„ que je lui avois protesté. On m'en en-  
„ na à Paris sous une sûre garde: je cou-  
„ chois dans sa chambre, elle ne me  
„ quittoit pas de vûe; elle me conduisit  
„ elle-même chez les Juges, où j'étois  
„ obligé de parler le langage qu'elle m'a-  
„ voit dicté, sans quoi une citadelle au-  
„ roit été ma sépulture. Après ces dé-  
„ marches humiliantes, elle commença à  
„ me croire. Elle voulut y mettre le  
„ comble, en me traînant aux Audien-  
„ ces: je la suppliai de m'en dispenser,  
„ je lui dis qu'elle devoit être satisfait  
„ de tout ce que j'avois fait; elle me  
„ laissa donc seul le 8. Août 1740. sans  
„ gardes, & oublia de me renfermer sous  
„ la clef, comme elle avoit coutume. Je  
„ profitai de ce moment favorable, &  
„ je me retirai chez un p. où j'eus de  
„ considération, qui est le droit de me  
„ donner un asile. À ce point, on  
„ fut d'instruire la Dénoblee Gonthier  
„ de ma fuite, de lui renouveler mes  
„ sermens, & de dévouër, par une Lec-  
„ tre circulaire aux Magistrats sçs de  
„ la Cause, l'indigne personnage qu'on  
„ m'avoit forcé de jouer. Depuis ce  
„ tems, Madame, j'ai voltigé dans plu-  
„ rité d'endroits, & par-tout j'ai trouvé

200 *Si une Dot stipulée, nombrée, & délivrée,*  
„ fense de ma Cause. Que je serois heu-  
„ reux, si cette même Providence pou-  
„ voit adoucir ma mere, reveiller ses en-  
„ traîles, lui persuader qu'elle épuise  
„ vainement sa bourse & sa santé; tandis  
„ qu'elle pourroit s'en tenir à couler des  
„ jours heureux, entre les bras d'un mari  
„ tendre & respectable, qui n'a jamais pu  
„ la contredire.

„ Je croi, Madame, que vous ne blâ-  
„ merez point la résolution que j'ai prise  
„ de chercher un établissement chez l'é-  
„ tranger. L'agrément, que j'y reçois, &  
„ l'Infamie dont on m'a couvert en Fran-  
„ ce, m'y determine. J'espere qu'un jour,  
„ dans ces climats, je pourrai vous don-  
„ ner des preuves de la reconnoissance la  
„ plus parfaite, & du profond respect  
„ avec lequel j'ai l'honneur d'être,

„ Madame,

„ Votre très-humble & très-  
„ obéissant Serviteur,

„ BAUDESSON DE THORIGNI.,

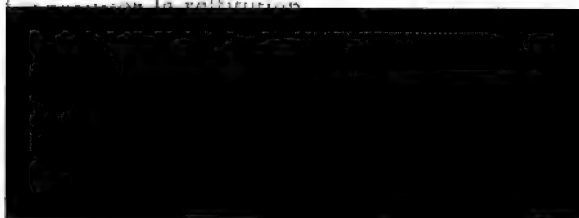
Mo-  
yens de  
Droits du  
sieur de Tho-  
igni.

Il est tems d'en venir aux Moyens de  
Droit du sieur de Thorigni. Car, à l'égard  
de son caractère, on peut juger à quoi  
s'en tenir. Voici comme a parlé son  
Avocat.

Les différens Systèmes, que le Défenseur  
du Caratour du sieur de Thorigni a en-  
faisés pour soutenir que cette clause du  
Contrat de mariage qui contient la re-  
con-

connoissance de 40000 livres étoit nulle, font voir l'embarras de sa Cause, & la foiblesse de ses Moyens. Suivant un Mémoire qui a paru au premier Tribunal, il revoquoit en doute les faits les plus certains : un Pyrronisme inconnu à la Jurisprudence formoit sa principale défense, mais la honte de l'avoir mis au jour le fit presque disparoître en naissant. Il se retrancha ensuite sur un problème nouveau, en faisant combattre deux vérités ensemble, l'une extérieure, & l'autre intérieure. Mais, forcé de convenir que la vérité étoit une, ce nouveau combat a cessé. Son dernier retranchement a été d'attaquer le Contrat dont il s'agit par la simulation & par des présomptions chimériques.

Ce Curateur convient que la foi est due au Contrat de mariage du 6. Mai 1779 : par conséquent, qu'il est vrai que l'apport des 4000 livres a été fait chez le Notaire : que cette somme a été comptée, nommée, & délivrée, au fleur de Thorigri en la présence du Notaire & des témoins, dont quittance. Or, si la foi est due à cet Acte, il est donc vrai, que le fleur de Thorigri est devenu débiteur de la Demoiselle Gonthier de la somme de 4000 livres : la délivrance est prouvée, il



202 *Si une Dot stipulée, nombrée, & délivrée,*  
C'est un Acte réalisé, qui renferme un fait palpable & sensible, qui ne peut être attaqué que par l'inscription de faux: ni la preuve par témoins, ni les présomptions, ne peuvent le détruire, sans ébranler les fondemens de la Société, sans renverser l'Ordre qui y règne, & sans ouvrir une porte à la confusion.

Dans les conventions il peut y avoir une convention extérieure, qui est fautive & simulée, & une convention intérieure qui est seule véritable: mais cela est particulier & limité aux conventions; & encore faut-il que la simulation soit attaquée par un tiers, car la partie contractante elle-même ne le peut pas.

Il n'en est pas de même des faits. Si le fait extérieur est vrai, il ne peut y avoir un fait intérieur qui le rende faux. Or, c'est une vérité extérieure, que la Demoiselle Gonthier a compté, nommé, & délivré, au sieur de Thorigni 40000 livres: comment peut-il y avoir une vérité intérieure, par laquelle on puisse établir que cette somme n'a pas été délivrée?

Les Loix & les Jurisconsultes distinguent le fait de l'écriture, le *scriptum*, & le *gestum*. Deux Propositions vont donner une juste idée de ces deux sortes d'Actes.

P R E-

PREMIERE PROPOSITION.

Titius vend sa terre à Mævius ; mais, pour tromper le Seigneur sur les droits Seigneuriaux, au lieu de faire un Contrat de vente, on en fait un de donation : le Notaire, qui rédige son Acte en forme de donation, n'est point répréhensible, il exécute la volonté apparente des parties, sans pénétrer leurs intentions. Son Acte est véritable, il n'est pas susceptible de faux : mais, le Seigneur, qui a preuve qu'il est simulé, que ce n'est pas une donation, mais une véritable vente, peut attaquer cet Acte par la voie de nullité, sans s'inscrire en faux.

SECONDE PROPOSITION.

Titius prête à Mævius une somme de 40000 livres : le Notaire déclare dans l'Acte, qu'elle a été comptée, nombrée, & délivrée, en sa présence, & celle des témoins, dont quittance. Mævius seroit-il reçu à se défendre du paiement, en soutenant que ce n'est pas un Acte sérieux, que c'est une simulation, que c'est une Comédie qu'il a jouée, qu'il est en état, par des présomptions, même par des témoins, de le justifier : qu'à la vérité la foi est due à l'Acte, mais qu'il n'est pas débiteur de cette somme, quoi-



204 *Si une Dot stipulée, nombrée, & délivrée,*  
 quoiqu'il l'ait reçuë, & qu'il l'a renduë sans en rapporter la preuve. Serait-il écouté favorablement ? Une pareille défense ne serait-elle pas regardée par la Justice avec indignation ? Ce serait ouvrir une porte favorable à la libération du débiteur de mauvaise foi. Le créancier, quelque privilégié qu'il fût, serait très à plaindre, la sûreté publique disparaîtroit, & il serait impossible de trouver un Acte sur lequel l'esprit pervers ne pût répandre des nuages. Ce n'est que par une inscription de faux, ou par une Contre-Lettre authentique, que l'on peut détruire un pareil Acte. D'où vient ? C'est qu'il renferme un fait palpable & visible, attesté par le Notaire & les témoins : si la numération est fautive, le débiteur cesse d'être débiteur ; mais alors, le Notaire & les témoins sont punissables : si le fait est vrai, le débiteur est véritablement débiteur, & sa libération ne peut se faire qu'en payant en deniers ou quittances.

C'est à la première Proposition, qu'on doit appliquer la Règle *Plus valere quod agitur, quam quod scribitur*, & les loix 1. 2. 3. de la Rubrique du tit. 22. du livre 25. du Code. C'est aussi à cette première Proposition, que se doivent appliquer les maximes de Dargentré sur l'art. 200. de l'ancien Coutume de Bretagne, celle de Traqueau du Retrait  
 ligna-

lignager sur les termes *Equipolers à cen-*  
*te*, glose 14. num. 57. & celle de Du-  
 moulin sur l'art. 3. du tit. 35. de la Cou-  
 tume de Nivernois, où il ne s'agit que  
 d'une convention, qu'on peut attaquer  
 de simulation, mais non pas de ces  
 Actes qui renferment la preuve d'un  
 fait palpable & sensible, comme dans  
 la seconde Proposition. La lecture de  
 ces textes suffit pour montrer, que le  
 Défenseur du Curateur du sieur de  
 Thorigni a pris le Change; qu'il a con-  
 fondu les simples conventions avec les  
 Actes qui renferment le *scriptum* & le  
*gestum*.

La regle *Plus valere quod agitur, quàm*  
*quod simulatè concipitur*, est bonne, quand  
 l'écrit ne prouve pas par lui-même ce  
 qui est fait; quand le *scriptum* ne con-  
 tient pas le *gestum*. Or, quand il est écrit  
 dans un Acte, qu'une somme a été comp-  
 tée, nombrée, & délivrée, voilà réelle-  
 ment le *gestum*. Dumoulin dit ailleurs :  
*Aliud merum falsum, aliud fraus, aliud*  
*simulatio*. Mais sur quoi? Si le retrayant  
 est obligé de rembourser le prix écrit  
 dans le Contrat; mais c'est alors un tiers  
 qui résiste, à un prix convenu, & non  
 délivré. Ce tiers, qui soutient la simple  
 convention, est obligé de prouver, *hoc*  
*pendebit à probationibus*; & l'acquéreur  
 ne seroit pas recevable à dire : J'ai pro-  
 mis un tel prix, mais c'est un prix si-  
 mulé.

206 Si une Dot stipulée, nombrée, & delivrée;

Dargentré dit que la simulation peut se prouver par la présomption, mais en même tems il ajoute, que ce n'est 1°. qu'aux conventions simples, & en second lieu qu'aux conventions faites pour frauder un tiers : *Cùm graviores conditiones ullæ scriptæ sunt, quàm veræ conventæ, ut consanguineos à retractu deterreant. Proinde existimandum non est banc simulationis exceptionem posse omnibus competere, sed his tantum dati quos simulatio respicit ut plurimum consanguineos.*

Ces principes posés, on soutient, qu'on ne peut attaquer l'Acte, dont il s'agit, que par l'inscription de faux, parce qu'il renferme le *scriptum* & le *gestum*; parce qu'il renferme une vérité extérieure, palpable & sensible, & que la simulation ne peut être proposée.

Qu'est ce que simulation d'un Acte? Elle consiste en ce que les parties déclarent devant un Officier public, qu'elles font entre elles une certaine convention, quoique réellement elles en exécutent une contraire. On ne peut pas dire que cet Acte soit faux, parcequ'il est vrai que les parties ont déclaré une certaine convention, & que l'Officier public l'a rédigée telle qu'elle lui a été dictée. Cependant, l'Acte est simulé, si on prouve que réellement on a eu une intention contraire, & qu'on l'a exécutée. La simulation est un genre faux, mais le faux ne tombe pas sur l'Acte en lui-même. C'est un genre

genre de faux , par rapport aux parties , mais non pas par rapport à l'Officier public.

De-là il s'ensuit, 1<sup>o</sup>. que la simulation ne peut s'appliquer à un fait , passé en présence du Notaire & des Témoins , & attesté par eux , mais seulement à une convention. Ainsi , quand on dit à un Notaire , que l'on donne , quoiqu'on veuille vendre , le Notaire peut être trompé , mais son Acte n'est pas faux.

Mais , quand on dit qu'on apporte une Dot , & que le Notaire déclare qu'elle a été comptée , nombrée , & délivrée , en sa présence ; c'est un fait palpable & sensible , qui ne roule pas sur l'intention des parties : si les deniers n'ont pas été comptés , ni délivrés , ce n'est pas simulation dans l'Acte ; c'est un faux qualifié , pour lequel le Notaire pourroit être exposé à une peine capitale.

2<sup>o</sup>. La simulation ne peut être alléguée par les parties mêmes qui ont signé l'Acte ; elle ne peut être proposée que par un tiers , qui auroit intérêt , auquel on voudroit préjudicier , comme un Seigneur dont on a voulu frauder les droits , un parent lignager dont on a voulu éluder le retrait ; mais , pour la partie même , qui vient dire : J'ai signé cela , mais cela n'est pas vrai ; on ne peut pas l'écouter : il faut qu'il rapporte un Acte contraire , ou une Contre - Lettre.

Faisons l'application de ces principes.

268 *Si une Dot stipulée, nombree, & délivrée,*

La Demoiselle Gonthier a compté, nombre, & délivré, 40000. livres au fleur de Thorigni; le Curateur convient de la vérité de l'Acte: il est donc certain, que le fleur de Thorigni les a reçues; il faut par conséquent qu'il les rende, ou qu'il prouve qu'il les a rendus depuis l'Acte.

Mais, dites-vous, cela est simulé? Que voulez-vous dire? Entendez-vous, qu'on ne lui a pas délivré? Ce seroit un faux, dont il faudroit punir le Notaire. Entendez-vous qu'il a paru recevoir, sans recevoir en effet? Mais, est-ce un prestige, un enchantement, qui a trompé les yeux du Notaire & des témoins? Enfin, entendez-vous, qu'il a reçu, & qu'il a rendu? En ce cas, il n'y a ni faux ni simulation, mais il y auroit délivrance & restitution depuis. Mais, la délivrance étant prouvée, il faudroit de même prouver la restitution. Il n'est donc pas possible d'alléguer la simulation, quand on convient de la vérité de l'Acte.

D'ailleurs, qu'est-ce qui allégué cette simulation chimérique? C'est la partie née au. Un homme, qui a signé une obligation de 40000. livres à lui comptée & délivrée, vient à dire: Il est vrai, j'ai signé, l'acte n'est point faux, mais ce n'est qu'une obligation. Cela est-il possible? On ne peut donc écarter cette obligation de simulation. 1°. Parce qu'elle suppose un fait palpable. 2°. Parce que

que ce n'est pas un tiers, mais le Curateur qui la propose, c'est à-dire, le sieur de Thorigni lui-même.

Le Curateur du sieur de Thorigni invoque à son secours plusieurs Arrêts.

1<sup>o</sup>. L'Arrêt de Tourton; mais, dans ce Contrat, il n'y avoit, ni numération, ni délivrance de la Dot: d'ailleurs la veuve, quoiqu'elle ne fût pas obligée d'indiquer l'origine des deniers, avoit déclaré qu'ils provenoient de la premiere communauté, à laquelle on prouva qu'elle avoit renoncé, en rapportant sa renonciation.

2<sup>o</sup>. L'Arrêt de Dargier est dans un cas bien different de celui de la Demoiselle Gonthier. La Dargier avoit marié son fils aîné en 1721. à la Demoiselle Ribiere, avec la clause, qu'elle ne pourroit avantager aucun de ses enfans à son préjudice. En 1730. lorsqu'elle étoit en procès avec ce fils aîné, elle maria une fille au sieur Richard. Les pere & mere du sieur Richard lui constituerent en Dot une somme de 15000. livres, *qui n'est pas dite comptée, nombrée, & délivrée, en présence de Notaires.* Cette Dot ne fut pas remise à Richard fils, à qui naturellement elle appartenoit, mais à la Dame Dargier, mere de sa femme, afin par-là de la constituer débitrice de 15000 livres, & de frauder la Clause du premier Contrat de 1721. C'étoit un tiers intéressé qui reclamoit: c'étoit la veuve du fils aîné, qui prouvoit la fraude, que

210 *Si une Dot stipulée, nombrée, & délivrée;*  
les Clauses du Contrat même annon-  
çoient.

3°. Dans celui d'Hautefort, c'étoit une  
numération d'especes, depuis le mariage.

Ces trois Arrêts, dans des especes bien  
différentes, ne peuvent fournir aucun a-  
vantage au Curateur du sieur de Thori-  
gni, & encore moins aux Sieur & Dame  
de Villefavoye, qui n'ont aucun intérêt  
légitime dans cette Cause.

La Demoiselle Gonthier, de sa part, en  
rapporte deux célèbres, dans des cas  
bien moins favorables que le sien. C'est  
celui de la Dame de S. Victor, le se-  
cond de la Dame de la Chaise.

Le sieur de la Cour des Chiens, fa-  
meux Partisan, ayant recherché en ma-  
riage la Demoiselle du Breüil, il y eut  
un Contrat passé entr'eux par-devant No-  
taires au Châtelet de Paris, le 20 May  
1708, par lequel le sieur de la Cour des  
Chiens reconnut, que la Demoiselle du  
Breüil lui avoit apporté 75000 livres en  
Dot, par une Clause conçüe en ces ter-  
mes.

*Reconnoît ledit sieur futur époux, qu'en  
faveur & considération duquel mariage, la  
Dame future épouse lui a apporté, & mis  
entre les mains, & d'elle il confesse avoir  
reçu, tant en argent monnoyé, Billets de  
Monnoye, qu'autres bons Billets payables  
au Porteur, la somme de 75000 livres,  
pour s'en servir par ledit futur époux à  
l'usage de ses Affaires, comme bon lui sem-  
blera,*

peut être déclarée nulle. 272

liers, sans être obligé d'en payer aucun intérêt, ni que ladite somme de 75000 livres puisse lui être demandée de son vivant; mais, après son décès, icelle somme sera renduë à la Demoiselle future épouse, à peine de tous dépens, dommages, & intérêts.

Ce Contrat de mariage fut suivi de la publication des bans; mais, il n'eut point d'exécution, par le refus de la Demoiselle du Breuil, qui épousa en la même année le sieur de Saint-Victor.

Après la mort du sieur des Chénés arrivée au mois de Février 1710, les Sieur & Dame de Saint-Victor firent assigner ses héritiers au Châtelet de Paris, où, après une Plaidoirie solennelle de plusieurs Audiencés, il intervint Sentence le 16 Mai 1726, qui condamna les héritiers à payer à la Dame de Saint-Victor les 75000 livres, avec les intérêts du jour de la demande, & aux dépens; en affirmant par elle avoir fourni ladite somme en argent comptant, billets, & autres effets.

**Appel au Parlement de la part des héritiers.**

**Leurs moyens étoient, 1<sup>o</sup>. le défaut de numération d'espèces.**

2<sup>o</sup>. Que la Dame de Saint-Victor a-



212 *Si une Dot stipulée, nombrée, & délivrée,*  
qu'elle étoit indigne de profiter d'aucune  
libéralité.

3°. Que le Contrat de mariage n'étoit  
signé que du sieur des Chiens, & de la  
Dame de Saint-Victor.

4°. Que le pere de la Dame de Saint-  
Victor n'y avoit point assisté, & qu'elle  
s'étoit dotée elle-même.

5°. Que la Dot ne pouvoit point être  
demandée au sieur des Chiens de son vi-  
vant.

6°. Que la minute du Contrat avoit  
été trouvée chez le Notaire, qui l'avoit  
reçue, dans une enveloppe cachetée de  
son cachet, sur laquelle il avoit écrit lui-  
même, que le Contrat de mariage, dont  
il s'agit, signé des parties, de lui, & de  
son confrere, lui avoit été confié com-  
me un dépôt, afin que la Demoiselle du  
Breuil ne pût tirer avantage de la quit-  
tance de la Dot y contenue, en cas que  
le mariage ne s'accomplisse pas.

7°. Qu'on faisoit valoir le refus, qu'a-  
voit fait la Demoiselle du Breuil d'é-  
pouser le sieur des Chiens, s'étant ma-  
riée, peu de tems après le Contrat, avec  
le sieur de Saint-Victor, dans un pays  
étranger, à l'insçu du sieur des Chiens.

Enfin, on avoit pris des Lettres de res-  
cision, contre la reconnoissance de Dot,  
énoncée au Contrat.

Nonobstant toutes ces raisons, qui pou-  
voient faire presumer, que la quittance  
n'é-

n'étoit qu'une libéralité du sieur des Chiens , & que la Dot n'avoit pas été fournie , la Sentence du Châtelet, qui approuva la Dot, a été confirmée, avec amende & dépens, par Arrêt du 3 Septembre 1739, rendu sur productions respectives, au rapport de M. Lemoine, sans s'arrêter aux Lettres de rescision, & demande à fin d'enterinement.

Le motif de décision est la foi que l'on doit aux actes autentiques, qui ne peuvent être détruits que par la voie de l'inscription de faux.

Le second Arrêt est celui de la Dame de la Chaîse.

Le sieur de Saint-George pere, allarmé de la connoissance que son fils avoit faite avec cette Dame, obtint un Arrêt du Parlement de Bretagne, qui faisoit défense à son fils de la fréquenter: mais, l'Arrêt, que l'Amour avoit prononcé dans son cœur, fut plus puissant: il continua ses visites; ce qui obligea son pere de rendre Plainte au Châtelet contre cette Dame, de la séduction de son fils. Ce nouveau genre de séduction parut singulier, & ne fut point écouté.

Le 8. Novembre 1728. Contrat de mariage, qui renferme la clause d'une Dot de 60000. livres, sçavoir 56000. livres en deniers comptans, délivrés à la vuë des Notaires, & 4000. livres en un Contrat de constitution qu'il avoit fait auparavant au profit de cette Dame. Lettres de

214 *Si une Dot stipulée, nombrée, & délivrée,*  
rescision contre cette clause. Et enfin,  
par, Arrêt au rapport de M. Lorencher,  
la clause eut son execution ; la foi fut  
donnée à l'Acte , & le sieur de Saint-  
George fils condamné à restituer la Dot  
de 60000. livres.

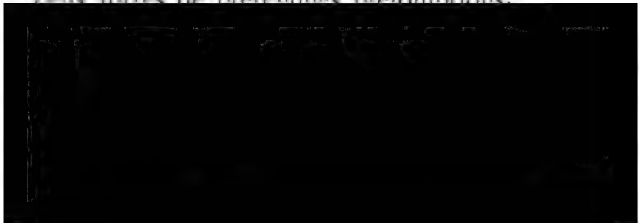
La preuve évidente, que le Contrat du  
6. Mai 1739. n'étoit point une Comé-  
die, qu'on ne devoit pas en faire un au-  
tre, qu'il n'étoit pas fait pour intimider  
les pere & merc du sieur de Thorigni :  
c'est 1°. que le même jour 6. Mai les  
parties contractantes signèrent un pouvoir  
pour faire publier des bans , ainsi qu'il  
est justifié par la sommation du 23. Mai  
1739. rapportée dans le cahier des Let-  
tres imprimées par les soins de la Dame  
de Villesavoye. En second lieu, ce Con-  
trat devoit être tenu secret , de même  
que la célébration du mariage , qui de-  
voit le suivre de près, sans les obstacles  
qui sont survenus. Par-là, l'intention des  
parties n'est pas difficile à pénétrer. C'é-  
toit de former un véritable Contrat, de  
célébrer un véritable mariage, d'enseve-  
lir tout dans le silence, jusqu'à ce que l'on  
fût parvenu à former au sieur de Tho-  
rigni un établissement par le secours de  
la Dot qu'on lui avoit comptée & déli-  
vrée. C'est en conséquence de ces des-  
seins cachés, que le sieur de Thorigni  
s'est rendu à Paris à la fin de Mai 1739.  
sous un nom déguisé, pour y traiter  
d'une Charge de Commissaire des Guer-  
res,

res, ainsi que plusieurs Lettres le justifient, & particulièrement celle du sieur Laurens de Chavagneux du 22. Juin 1739 : &, sans l'Ordre supérieur, en vertu duquel on arrêta le sieur de Thorigni le 30. suivant, & dans le moment de sa négociation, il jouïroit depuis deux ans d'une Charge honorable, qui lui auroit donné un rang & un établissement avantageux, au lieu que ses pere & mere, sous le voile de la tendresse, l'ont couvert d'infamie.

On ne répétera point ici toutes les expressions des Lettres de la Demoiselle Gonthier, qui concourent à prouver cet établissement, qui devoit affranchir le sieur de Thorigni de la situation violente où il étoit.

*Présumptions chimériques avant le  
Contrat.*

Le Curateur & les Sieur & Dame de Villefavoye, pour détruire cet Acte authentique, renferment leurs preuves dans la simulation qu'on a fait voir n'être pas proposables, & dans des présomptions chimériques, tirées des faits qui ont précédé le Contrat, & de ceux qui l'ont suivi. La première époque renferme deux sortes de prétendues présomptions.



216 *Si une Dot stipulée, nombrée, & délivrée,*  
font d'autres faits, d'où l'on prétend conclure, que la somme de 40000. livres n'a pas été portée chez le Notaire, ni délivrée au sieur de Thorigni, ou du moins que c'est une fiction, une apparence, c'est-à-dire, un prestige.

Par rapport aux calomnies, la Demoiselle Gonthier a fait voir combien le cœur de l'homme s'égare, quand il se livre au penchant de nuire; que l'homme de bien ne présume pas le crime; qu'il faut qu'il soit sans voile pour le croire; que le secret de la Lettre du 12. Mars ne regardoit que le dédit de 20000. livres; qu'il étoit impossible en rapprochant les dates, & même absurde, de l'appliquer à une grossesse, que la Dame de Villesavoye convient n'avoir jamais existé.

Cette Lettre, dit le Défenseur du Curateur, *ayant eu tout l'effet qu'on pouvoit en attendre, fut suivie d'une Réponse du sieur de Thorigni.* On voudroit par-là insinuer à la Cour, que le sieur de Thorigni, pendant son voyage à Paris, vouloit se détacher, que cette Lettre avoit eu tout l'effet en le ramenant; mais quand on voit paroître la Lettre du sieur de Thorigni du 11. c'est-à-dire du jour précédent, cette idée est démentie.

La Demoiselle Gonthier a fait voir l'innocence de la trahison du sommeil. Il pouvoit être commun, il pouvoit  
ne

ne le pas être; qui peut l'assurer? Doit-on conclure, de ce qu'il l'ait été, une idée maligne, sans blesser les regles de la Religion, de l'Honneur, & de la Logique? *A possible ad actum, non valet argumentum.*

La Dame de Villosavoye ne peut s'imaginer, qu'on puisse aimer sans crime. Les ombres sont pour elle des verités, des expressions tendres sont des preuves de débauche, & quoiqu'elle convienne qu'aucun effet extérieur n'a réalisé ses calomnies, elle s'est imaginée que la Demoiselle Gonthier pouvoit avoir eu pour son fils des facilités criminelles, par conséquent qu'il ne falloit point en douter; que c'étoit une vérité constante, dont elle pouvoit tirer de grands avantages; qu'il suffisoit que des expressions innocentes pussent comprendre un sens criminel, pour le saisir; qu'on ne pouvoit enfin sans crime donner une nuit à ses affaires, lorsqu'on est persécuté pendant le jour, & obligé de se soustraire à la vigilance, & dans quel endroit? Chez un Notaire, homme de bien, que la Demoiselle Gonthier ne connoissoit pas, où elle alloit passer un Contrat de Mariage.

La Peinture, qu'on a faite de la Demoiselle Gonthier, comme d'une fille con-

212 *Si une Dot stipulée, nombrée, & déliée,*  
ration lui a rendu ? Ajoutera-t-on plus de  
foi à une déclamation satyrique, qui n'est  
appuyée d'aucune preuve, mais seule-  
ment étayée d'une haine la plus violent-  
te, contre une famille entière, qui veut  
procurer l'établissement d'un fils âgé de  
plus de 30 ans, tandis que la mere veut  
le perdre sans ressource ? La conduite  
exacte & régulière que cette Demoiselle  
a tenue, avant & depuis le Contrat, est  
à l'abri de la plus severe critique : ses  
vies étoient légitimes, ses Lettres de-  
voient être ensevelies dans le silence ; &  
si elles sont remplies d'expressions ten-  
dres & vives, doit-on de ces expressions  
en conclure le crime ? Les gens de bien  
ne le pensent pas : on peut aimer avec  
ardeur, désirer un mariage sortable, &  
en même tems apporter une Dot bien  
réelle.

Les autres faits, qui ont précédé le  
Contrat, dont on prétend tirer de gran-  
des présomptions, sont que la Demoisel-  
le Gonthier soutenoit le sieur de Thorigni  
dans ses traverses ; qu'elle lui donne  
les conseils les plus hardis & les plus  
dangereux ; qu'on a intimidé le sieur de  
Thorigni par des menaces ; qu'elle étoit  
l'ame & le ressort qui le faisoit agir ; qu'il  
attendoit avec confiance qu'elle lui fît  
part des mesures qu'il falloit prendre ;  
qu'il avoit long-tems résisté à ses projets ;  
& que la fiction est particulièrement  
prouvée par les Lettres que la Demoi-  
selle

selle Gonthier a en sa possession, qu'elle ne veut point communiquer ; qu'aucun parent n'a assisté à ce Contrat ; que dans quelques Lettres, antérieures à ce Contrat d'un mois ou trois semaines, il est dit : *Marques-moi, si tu as de l'argent, parce que si tu n'en a pas, je prendrai mes précautions, je compte que cela coutera douze à treize pistoles.* Qu'on ne voit point l'origine de la somme de 40000 livres. Quelle avoit fait dresser un modèle de Contrat. Et de toutes ces idées on conclut, que l'apport de cette somme de 40000 livres est un dédit déguisé, une fiction, un Contrat qui n'est pas sérieux, enfin une Comédie qu'on a jouée.

Peut-on raisonnablement proposer de pareilles chimères contre un Acte authentique, à qui la foi est due ? Or, si la foi est due à l'Acte, comme les parties en conviennent, il est donc vrai, que l'apport des 40000 livres est réel. Il est donc vrai, que le sieur de Thorigni l'a réellement reçu. Il est donc vrai, qu'il en est débiteur. Et, par la réalité de ce fait attesté par le Notaire & les témoins, tout ce que l'on vient de proposer tombe d'un seul coup, & dispaeroit en chimère.

La Demoiselle Gonthier, par ses Mémoires & les Lettres du sieur de Thori-





220 *Si une Dot stipulée, nombrée, & délivrée,*  
donnoient mutuellement des conseils.  
Que les prétendûs menaces étoient un  
jeu concerté. Que le véritable point de  
vûe des parties contractantes étoit d'af-  
franchir le Sr de Thorigni de la persécution  
de la Dame de Villesavoye, par un  
établissement honorable. Dailleurs, se-  
roit-il extraordinaire que la Demoiselle  
Gonthier se fût chargée des conseils & des  
projets? Le sieur de Thorigni étoit dans  
une gêne continuelle. Sa mere inquiete  
veilloit sur toutes ses démarches. La  
Demoiselle Gonthier, au-contraire, étoit  
en pleine liberté, en état de consentir,  
& de prendre toutes les mesures con-  
venables. Tout le risque étoit pour elle:  
&, comme elle le dit dans une de ses  
Lettres, y a-t-il rien encore de plus  
commun, que de porter chez un No-  
taire un Acte tout dirigé? Mais, quand  
il y a numération & délivrance, ils ne  
signent point, si elle n'est effective en  
leur présence; &, quant à l'origine de  
la somme, on n'est point obligé de la  
développer. Et si la Dame de Ville-  
savoye affecte à cet égard quelque  
doute, la lecture des pièces qu'elle a  
fait imprimer prouve assez sa mauvaise  
foi.

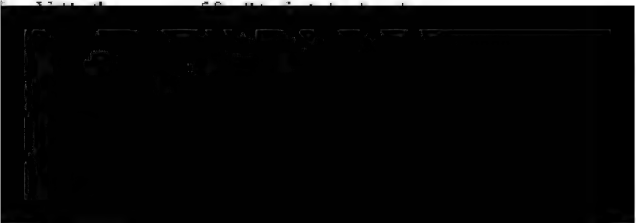
*Présumptions chimériques après le  
Contrat.*

Les inductions, qu'on tire des faits  
qui

qui sont passés après le Contrat sont encore d'un degré inférieur à celles que l'on a déjà proposées; en voici le détail.

Par une Lettre du sieur Gonthier pere, il a (dit-on) trouvé le Contrat en bonne forme & bien conditionné. Il a vanté la vertu de sa fille, ses bonnes mœurs, sa Religion. Il s'est donné des mouvemens pour faire publier les bans. S'ensuit-il de-là, que le Contrat de mariage n'est pas sérieux, que c'est une Comédie jouée? N'est-ce pas plutôt une preuve évidente du contraire, puisqu'en conséquence de ce Contrat, on vouloit parvenir à la célébration? S'ensuit-il de ce qu'il a préconisé les qualités de sa fille, que les 40000 livres de Dot n'ont pas été délivrées au sieur de Thorigni, dont on auroit embelli la fortune, comme d'un homme qui étoit propriétaire d'un legs de vingt mille écus, qui possédoit un bon emploi, qui avoit un pere & un oncle riches, desquels il est héritier?

La lecture de la sommation faite au Curé de Tournan le 23. Mai 1739. prouvera, que le déguisement dans la publication des bans projeté n'est que dans la bouche du Défenseur de la Dame de



222 *Si une Dot stipulée, nombrée, & délivrée,*  
re. Sur le même plan de fausseté, on continue à soutenir, que le sieur de Thorigni étoit alors renfermé dans le Prieuré de Chantrud (que l'on voudroit faire passer pour un Couvent) tandis qu'il est prouvé par plusieurs Lettres, qu'il étoit à Paris à la fin de Mai.

On prétend encore tirer de grands avantages des aveux du Prieur de Chantrud ; effet des menaces des Ordres supérieurs dont feu l'Evêque de Laon & la Dame de Villesavoye se disoient armés. Mais, si ce Prélat & cette Dame manquoient à la vérité, en supposant des Ordres de M. le Comte de Maurepas qu'ils n'avoient pas, fera-t-on un crime à ce Prieur de déguiser la vérité pour se garantir de leurs persécutions ? On ne dira rien ici davantage : mais tout cela n'a rien de commun avec la réalité de la Dot de 40000 livres qui a été comptée, nombrée, & délivrée au sieur de Thorigni, en la présence du Notaire & témoins, qui en est devenu par cette délivrance le Maître & le Seigneur ; comme on le voit encore par la Lettre du 6 Juin 1739. & par l'acquisition qu'il vouloit faire de la Charge de Commissaire de Guerres.

La Déclamation, que l'on fait sur la Conduite du sieur Gonthier, sur le retour de sa fille ordonné par M. l'Evêque de Laon, & sur les avantages qu'une famille faisoit au sieur de Thorigni  
con-

contre les persécutions d'une mère, qui n'a que trop fait voir dans suite qu'elle vouloit le perdre sans ressource, devoit animer la Justice : c'est dans ces cas singuliers, où cette mère devoit être dépouillée de l'abus qu'elle fait d'une autorité que la Loi lui donne, qu'elle étend encore au delà du terme fatal par des Ordres surpris à l'Autorité suprême.

Comment le sieur Arnaud a-t-il pu avancer, que le sieur Gonthier pere devoit 30000 livres lors de la passation du Contrat, puisque le Contrat étoit passé ? Il faut que le sieur Arnaud se soit trompé, qu'il ait mal entendu, ou qu'il se soit mal expliqué. Au reste, c'est un étranger qui parle : & une foule d'étrangers attesteront, que le sieur de Thorigni n'est pas débiteur, sans operer sa libération contre un Acte authentique à qui la foi est dûe.

Les prétendues Réponses qu'on fait faire au sieur de Thorigni pendant sa captivité, & contre lesquelles il a souvent réclamé depuis qu'il a brisé ses chaînes, ne meritent pas plus d'attention. En vain un débiteur déclare qu'il ne l'est pas : ses déclarations sont vaines, & ne peuvent dans un tems de liberté opérer sa

224 *Si une Det. Ripulée, nombrée, & délivrée,*  
de lui les faux aveux qui paroissent sous  
son nom. Il a fait voir dans sa Lettre,  
qu'il y en a de si absurdes, que cela de-  
vroit déterminer la Cour à les regarder  
tous comme des faussetés arrachées à la  
violence & au desir qu'il avoit de parve-  
nir au moment heureux du 8. Août 1740.  
Il étoit enchainé depuis 15. mois, il n'a-  
voit point vu dans cet intervalle la De-  
moiselle Gonthier, il n'avoit reçu d'elle  
aucune Lettre: il se déclaroit ouverte-  
ment contr'elle, contre le Prieur de Chan-  
trud, & contre le sieur Gonthier, avec  
des termes bas, indécens, & injurieux.  
Etoit-ce lui qui parloit? Qui le croiroit?  
Quand on le voit, après 15. mois de cap-  
tivité, rompre ses chaînes, courir les  
dangers les plus effrayans, renouveler  
ses sermens à la Demoiselle Gonthier, &  
rendre au Prieur de Chantrud, & au sieur  
Gonthier pere, la réputation que sa mere  
vouloit leur enlever. C'est donc l'ou-  
vrage de la mere, & non pas du fils:  
c'est une manœuvre d'iniquité, que le tems  
a développé, plus propre à attirer l'in-  
dignation de la Justice, que la liberation  
du Débiteur.

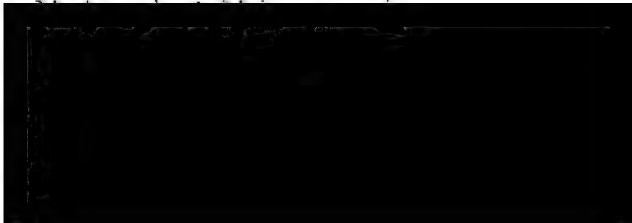
Si la Lettre du 6. Juin est échappée  
au Défenseur de la Dame de Villefavoye,  
s'il n'a pas fait sur cette Lettre l'atten-  
tion & la remarque qu'il croit qu'elle mé-  
rite, elle n'en est pas moins réelle, elle  
n'est pas moins certaine, elle n'a pas été  
moins employée dans le premier Tribu-  
nal

nal où la Cause ne fut en effet qu'ébauchée, & le témoignage du Défenseur de la Demoiselle Gonthier doit dissiper le doute du Curateur.

Il est inutile ici d'entrer dans la qualité du Bénéfice du Prieur de Chantrud : il est notoire, qu'il vaut au moins 15000. livres, & que le Prieur n'est point amovible sans de puissantes raisons. C'est de quoi il s'agit au Conseil d'Etat de Sa Majesté, où l'Affaire est pendante & indécise, & d'où il espere incessamment un Arrêt qui le vengera de ses ennemis.

Rien n'étoit plus facile de calmer la Demoiselle Gonthier, sur les violens soupçons qu'elle a d'un Ordre supérieur surpris contr'elle. La Dame de Villefavoye n'avoit qu'à lui remettre la Lettre qu'elle s'est vantée d'avoir de M. le Comte de Maurepas : ce seroit un sauf-conduit qui la rassureroit. Elle auroit alors l'honneur de rendre compte à la Cour de sa conduite. A ce défaut, elle l'a établie d'une manière si simple & si naturelle, qu'on y voit à découvert la droiture de son cœur, la sincérité & la noblesse de ses sentimens, & sa générosité pour le sieur de Thorigni.

La Cour voit donc, que tout ce que l'on oppose à l'autenticité du Contrat de



226 *Si une Dot stipulée, rombrée, & déliorée,*  
 temoins auquel on convient que la foi est  
 due, se renferme 1°. Dans des calom-  
 nies. 2°. Dans les faits, d'où l'on a voulu  
 conclure, que la numération n'avoit pas  
 été faite, tandis que l'on convient que  
 la foi est due à l'Acte. 3°. Dans un nou-  
 veau genre de séduction avancé sans  
 preuve, & inconnu à nos peres. 4°. Par  
 des Lettres étrangères, qui ne disent rien.  
 5°. Par des Aveux faux, arrachés au dé-  
 biteur dans les chaînes, & qu'il dément  
 en liberté: l'interdiction le prive de la  
 disposition de son bien, mais ne le prive  
 pas de son droit de rendre à la vérité  
 l'hommage qui lui est dû. Enfin, que tou-  
 tes les prétendues preuves, soit de simu-  
 lation, soit de présomption, sont chimé-  
 riques.

Voici l'Arrêt qui fût rendu le premier  
 Septembre 1741. après que, pendant neuf  
 Audiences, Me. Cochin eut plaidé pour  
 la Demoiselle Gonthier, & Maître Guéau  
 de Reverseau pour les Sieur & Dame  
 de Villefavoye. *La Cour, sur les Conclu-  
 sions de M. l'Avocat-Général Joli de Fleu-  
 ri, a mis l'Appellation au néant, & condam-  
 ne la Demoiselle Gontbier à l'Amende, &  
 aux Dépens.*

Arrêt déf-  
 nitif, qui  
 confirme la  
 Sentence  
 des Reque-  
 ses du Pa-  
 lais

Ainsi, la Sentence, qui avoit déclaré nul-  
 le la clause du Contrat de Mariage, por-  
 tant reconnoissance de 40000 livres, a été  
 confirmée par Arrêt.

Le sieur de Thorignj s'est retiré  
 dans

dans le pays étranger, comme il nous l'apprend dans sa Lettre. On a dit que la Demoiselle Gonthier l'étoit allé joindre.

Ce Procès nous fait un portrait de son esprit insinuant & délicat, capable de venir à ses fins par les voyes les plus difficiles. On conçoit aisément, que le sieur de Thorigni ne pouvoit s'en défendre.

Toutes les regles vouloient, qu'une Dot stipulée, comptée, nombrée, & délivrée, en présence du Notaire & des témoins, fût envisagée comme une Dot réelle. Ce qui constate, dit-on, cette énonciation authentique, c'est que, quel autre moyen pour prouver que la Dot a été réalisée ? Voilà ce qui paroît d'abord ; car, si cette énonciation est fausse, il faut que le Notaire & les témoins se soient prêtés à la fausseté. Aussi Me. Gueau de Reverseau ne dit pas que cette Dot comptée, nombrée, & délivrée, soit une fausseté, puisqu'il ne s'inscrit point en faux, mais que c'est une simulation. On a fait une montre en présence du Notaire & des témoins, qui n'étoit pas sérieuse, & on a retiré ensuite cette Dot des mains de l'époux. Où est la preuve de cette Comédie, pendant que le Notaire & les témoins



228 *Si une Dot stipulée, nombrée, & délivrée.*  
 Dot, on l'éludera, & on se jouera de cette stipulation ? Il n'y a donc rien de sûr parmi les hommes. Des présomptions persuaderont, qu'on la doit compter pour rien ? Depuis quand des présomptions font-elles évanouir une stipulation contre laquelle on ne s'inscrit point en faux ? Mais, les Cours Souveraines ont le droit de sacrifier toutes les regles à la vérité. Celle-ci se présente de tout côté, & fait violence à tous les esprits. La lecture de ce Procès persuade tout le monde. Ainsi, malgré la Jurisprudence, qui ne permet pas qu'on révoque en doute une stipulation authentique attestée par le Notaire & les témoins, tandis qu'on ne l'attaque point de faux, elle est démentie par la Vérité ; & l'on établit en sa faveur une Jurisprudence nouvelle. Voici un Arrêt qui ouvre une route contraire à celle qui a été battuë jusqu'ici, & qui est plus ingénieux que la fraude la plus raffinée. La Cour Souveraine, qui le rend, se met au dessus des artifices les plus subtils.





# BENEFICIER

A D M I S,

**MALGRE' L'INCERTITUDE**

*de sa Naissance dans le Royaume,  
de sa Légitimité, & de son Baptême.*

**P**ERSONNE n'ignore les avantages de la possession : ils sont tels, que, pourvu qu'elle paroisse bien établie, on décide, sans autre Examen, en sa faveur. L'intérêt public lui donne le pouvoir d'ôter le bien au véritable propriétaire, le Bénéfice au Titulaire Canonique, à l'Eglise même son patrimoine : elle anéantit sans titre tous les titres de propriété, ou plutôt elle quitte insensiblement son caractère de possession, pour prendre celui de propriété, & devient elle-même un titre d'autant plus sûr, qu'il ne craint point les raffinemens ordinaires de la chi-

230 *Beneficier dont la Naissance*

constante , paisible , point interrompuë , elle tient lieu de tous les titres les plus authentiques : & , dans l'incertitude où l'on est , s'ils ont existé , elle fait présumer qu'ils ont subsisté , qu'il sont perdus , enlevés , ou égarés , & dérobés , par hazard , ou par malice , à la Connoissance des hommes. Telle est la force de cette possession , qu'elle conserve même son empire sur les choses spirituelles , & fait présumer les titres les plus indispensables. On en va voir dans cette Cause une espece assez singuliere.

Un enfant , remis à l'âge de cinq ans à une personne charitable , sans Acte de Baptême , ni d'aucune déclaration qui fasse foi qu'il ait reçu ce Sacrement ; sans aucun titre de légitimité , ni qui établisse , que son pere & sa mere soient regnicoles ; parvient enfin à la Prétrise. Il est présumé avoir reçu le Baptême , présumé légitime , & né de pere regnicole.

Il n'y eut jamais une plus grande preuve de la force de l'effet de la possession. Celle de l'Esclave , qui , ayant joui de la dignité de Préteur , rendit , malgré son état , ses Jugemens authentiques , ne l'emporte pas. Voilà les remedes que la sagesse humaine apporte dans les Affaires importantes en certaines occasions , contre l'incertitude attachée à la condition des hommes , contre les mysteres profonds , qui jettent les Juges dans l'embaras ,

barras , & les mettent , ce semble , dans la nécessité inévitable de faire injustice à l'une ou l'autre des parties. Ce sont de ces Causes singulières , qui rendent le Barreau l'objet le plus piquant de la curiosité , & qui donnent lieu aux Avocats de déployer leurs talens avec admiration , en éclairant les Juges dans cette route ténébreuse où ils sont obligés de marcher , & leur donnant lieu d'user de leurs lumières supérieures.

J'ai accoutumé de faire précéder les Plaidoyers par des Récits de ma façon , où je ramène à l'exakte vérité les objets qui sont grossis ou extenués par les Avocats qui cedent à la nécessité de défendre leur Cause ; soit parceque je dois faire en faveur de mon lecteur un corps d'Histoire de plusieurs circonstances dispersées , & répandues dans les deux Plaidoyers ; les uns omettant ce que les autres ont recueilli. Je me fais une Loi de ne rien oublier de ce qui fait plaisir à la curiosité de mes lecteurs , & les met en état de monter sur le Tribunal , & de juger eux-mêmes , non seulement la Cause que je leur présente , mais le Jugement qui a été rendu. Mais , ici , le fait est simple & succinct , chaque Avocat le raconte de même. Ils ne different que dans l'application de leurs raisonne-

Le Procès ayant été porté à la Grand-Chambre, c'est ainſi que parla Me. Carſillier pour le ſieur Charles Chanfort, à qui l'on diſputoit le Prieuré de Saint-Phalier, qui lui avoit été conſéré en Régale. Il fit voir, tout jeune qu'il étoit, que la plus ſûre reſſource dans les Cauſes épineuſes, & qui ne ſont pas ordinaires, eſt dans le Génie de l'Avocat.

Cette Cauſe, dit-il, dont le litige devant les premiers Juges a donné lieu à des Queſtions importantes, ſe réduit, par l'ouverture de la Régale, à un objet extrêmement ſimple. Il s'agit ſeulement de ſçavoir ſi une Abbaye venant à vaquer, les Benefices, qui ſont à la collation de l'Abbé, ſont dévolus à l'Evêque, & ſucceſſivement au Roi, par la vacance de l'Evêché, & l'ouverture de la Régale dans le Diocèſe. L'attention de la Cour a maintenu dans toute leur pureté les Droits éminens de la Couronne, a banni juſqu'aux moindres doutes ſur cette Queſtion: une Jurisprudence conſtante, fondée ſur pluſieurs Arrêts modernes & précis, en a ſolemnellement conſacré les principes. Les regles ſont ſûres en elles-mêmes; il ſ'agira moins de les diſcuter, que d'en faire une juſte application à la Cauſe. Voici en peu de mots quelles en ſont les circonſtances.

En l'année 1729. le Prieuré de Saint Gervais & S. Protais, autrement Saint Phalier, Diocèſe d'Orléans, a vaqué par  
le

le décès du sieur le Clerc qui l'avoit possédé en Commende.

Le sieur de Chanfort, Prêtre, averti de cette vacance, obtint des Provisions du Pape en datte du mois de Septembre de la même année 1729, & sur ces Provisions le Visa de M. l'Archevêque.

Comme quelques recherches que le sieur de Chanfort ait faites de son Extrait baptistaire, il lui a été impossible de le trouver, par le soin qu'on a pris de lui cacher dès sa plus tendre enfance ses véritables pere & mere. Le Sr Chanfort, qui avoit été admis par feu M. le Cardinal de Noailles à la Tonsure sur une Enquête faite par le sieur Lieutenant-Civil avant l'obtention des provisions de son Benefice, avoit usé d'une précaution peut-être sur-abondante, mais du moins nécessaire pour écarter toute difficulté.

Dès le mois de Juillet 1729. le sieur Chanfort avoit obtenu du Pape des dispenses *propter defectum natalium* à l'effet de posséder des Benefices.

La fulmination faite par l'Official de Paris de ces dispenses est du 16. Janvier 1730. c'est-à-dire trois mois après l'obtention des Provisions de Cour de Rome & du Visa. Circonstance, qui donna lieu à une des Questions traitées devant les

premiers Juges

gent Partie adverse y forma, le sieur Chanfort apprit, que la Partie adverse avoit été pourvuë *per obitum* du même Benefice en Cour de Rome le 2. Novembre 1729. & que les Provisions de la Partie adverse étoient par conséquent posterieures aux siennes de deux mois.

La Complainte fut d'abord portée au Bailliage d'Orleans, mais ensuite envoyée au Châtelet, en vertu des Lettres de Scholarité du sieur Chanfort.

Au Châtelet, dans l'impuissance où le sieur Chanfort se trouva de justifier de son Extrait baptismal, & de ses veritables parens, la Partie adverse prit de-là occasion d'élever deux Questions bien singulieres.

1°. Il prétendit, que, quoique le sieur Chanfort eût été adinis à la Tonsure par feu M. le Cardinal de Noailles, & même ordonné Soudiacre, on devoit le regarder comme étant radicalement incapable, dès lors qu'il ne pouvoit prouver qu'il avoit été baptisé : que le Baptême étant le principe de notre régénération, les autres Sacremens n'avoient pû faire impression sans celui-là, qui, pour parler le langage des Théologiens, étoit la porte des autres.

La seconde Question, aussi extraordinaire que la premiere, consiste à dire de la part de la Partie adverse, que le Sr Chanfort, par le défaut d'Extrait baptismal, ne pouvant constater qu'il fût régénéré, on  
devoit

devoit le réputer étranger ; qu'en un mot il y avoit dans la personne du sieur Chanfort une telle incapacité, qu'il ne pouvoit, ni participer à la Communion des Fideles, ni aux avantages des Citoyens.

Il faut convenir, que, formant de tels Problèmes, la Partie adverse avoit plutôt cherché à orner sa Cause, qu'à la défendre sérieusement. Le sieur Chanfort, élevé dès le berceau parmi des Fideles & des Chrétiens, instruit comme eux des principes de la seule & véritable Religion, admis comme eux à la participation de leurs Mysteres les plus sacrés, leurs Sacremens les plus augustes, tous ces faits prouvés par l'Enquête faite devant le Lieutenant-Civil, sans qu'on ait rapporté la moindre preuve contraire, ne sont-ils pas autant de présomptions que le sieur Chanfort a eu le bonheur, comme nous, d'être marqué du sceau de notre Redemption ? Et quand il seroit possible de penser, qu'il n'auroit point été régénéré dans les eaux salutaires du Baptême, la foi, ce feu sacré, ce desir ardent de connoître, de servir, & d'aimer le vrai Dieu, sans lequel le Baptême ne seroit que de l'eau : *Quid est aqua nisi aqua*, dit Saint Augustin, sans la foi, qui est le fondement & la source



236 *Beneficier dont la Naissance*

foi manifestée dans le sieur Chanfort par tant d'Actes réitérés de Religion, par le feu dont elle l'a embrasé, n'auroit-elle pas tenu lieu d'un Baptême aussi efficace que celui de l'eau ou des Martyrs; ne lui auroit-elle pas acquis ou mérité le titre de Chrétien, & imprimé en lui le Caractere du Christianisme?

Disons plus: Appelé par la Providence au Ministère saint des Autels, le sieur Chanfort se présente à son Evêque pour y être initié. M. le Cardinal de Noailles, dont l'exactitude égaloit la pureté du zèle & de la doctrine, sur le défaut d'Extrait baptismal prend les précautions nécessaires en pareil cas. Ce Prélat si recommandable, & dont la mémoire sera à jamais précieuse à ce Diocèse, s'assure de l'âge du sieur Chanfort, de ses mœurs, & de sa catholicité. L'Enquête fait preuve, qu'il a reçu le Sacrement de l'Eucharistie & de la Confirmation, que depuis la plus tendre jeunesse il a donné des marques d'une foi vive & d'une piété sincère. L'Evêque, seul Juge à cet égard de son état, présume en connoissance de cause que ces deux Sacrements n'ont pu être administrés qu'à celui qui avoit acquis le premier degré de la grâce par le Bâteme. Il décide, que cette régularité de conduite & de mœurs est l'effet le plus sensible de cette grâce puissante & salutaire. Il admet le sieur Chan-

Chanfort à la Tonsure : en lui ouvrant les portes du Sanctuaire, il le juge digne d'y être admis, il lui suppose toute la capacité nécessaire pour en faire les fonctions redoutables. A peine le sieur Chanfort a-t-il fait le premier pas, que son zele pour le vrai culte du Seigneur redouble, il est pourvu des Ordres sacrés par M. de Vintimille, non moins attentif aux regles que son illustre Prédecesseur ; & aujourd'hui il n'a l'honneur de se presenter devant vous, que revêtu de l'auguste Caractere du Sacerdoce.

Dans de telles circonstances, y a-t-il lieu d'attaquer l'Etat du sieur Chanfort, ni lui disputer le précieux avantage d'être enfant de l'Eglise ? Ne doit-on pas respecter le Jugement que ses Ministres, seuls Juges, je le repete, en cette matiere, en ont porté successivement, en conférant au sieur Chanfort les Ordres sacrés ; & n'y auroit-il pas une espece de témérité à vous proposer, Messieurs, une Question dont vous croiriez peut-être devoir vous interdire à vous-même la connoissance, dans la crainte de rompre ce parfait équilibre, que l'autorité temporelle a elle-même l'attention de maintenir entre ses droits & ceux de l'au-

238 *Beneficier dont la Naissance.*

surpris de voir élever des doutes sur ce point devant les premiers Juges. Il est de principe en cette matiere, que la possession seule suffit, lorsque l'on ne trouve rien de contraire qui en dérange les effets. Or, le sieur Chanfort n'a cessé un seul moment de passer pour Regnicole : le mystere de sa naissance l'a à la vérité tenu dans l'obscurité pendant les cinq premieres années de sa vie ; mais, dès le premier instant qu'on a jugé à propos de le faire connoître, il a été regardé comme François, ou, du moins, il n'a pas passé pour étranger. La Demoiselle le Vieux dépose en l'Enquête, qu'il lui fut remis en cette ville, à l'âge de cinq ans, par un homme & une femme qu'elle ne peut nommer, & qu'il a toujours demeuré dans la même ville en différentes Pensions. Les autres témoins déposent la même chose. Le sieur Chanfort, en qualité de Boursier au College de Navarre, a même joui des privileges qui ne sont accordés qu'aux seuls François : il a reçu les differens Ordres nécessaires pour parvenir à celui de la Prêtrise, comme étant du Diocèse de Paris. Tous ces differens Actes de possession doivent certainement le faire regarder comme Regnicole, tant qu'on ne rapportera point de preuves contraires qui les détruisent & qui établissent qu'il est né sous un ciel étranger.

Aussi la Partie adverse, sentant que les deux

deux moyens, qu'il avoit tiré du défaut d'Extrait baptistaire, avoient, pendant une plaidoirie de plusieurs Audiences, plus amusé que convaincu, met à la fin toute sa ressource dans une troisième circonstance de l'Affaire. Comme ses dispenses *propter defectum natalium* à l'effet de posséder des Benefices n'avoient été impetrées que depuis l'obtention de ses Provisions; la Partie adverse prétendit, qu'il y avoit une incapacité en sa personne dans le tems de la requisi-  
tion; & que par conséquent le titre du Benefice n'avoit point fait d'impression.

Ce moyen, quoi qu'assez frivole, frappa les premiers Juges, & déterminâ leurs suffrages en faveur de la Partie adverse. Sentence intervint au Châtelet contre les Conclusions du Ministère public, le 29. Mars 1732, qui maintient la Partie adverse dans la possession du Benefice dont est question. Le sieur Chanfort a interjetté appel de cette Sentence en la Cour; &, sur l'appel, les Parties avoient été appointées au rapport de M. l'Abbé le Moine.

Mais, l'Abbaye de Saint-Benoit sur Loire, d'où dépend le Prieuré de Saint-Phalier, étant venue à vaquer; &, peu a-

Roi, en date du 13 Septembre 1739.

En vertu de ce Brevet, le sieur Chanfort a pris possession nouvelle du Bénéfice, & a obtenu le 23 Novembre suivant Commission en la Cour, pour faire assigner les contendans.

C'est en cet état, qu'il s'agit aujourd'hui de décider la Cause entre le sieur Chanfort pourvu en Régale, & la Partie adverse obituaire pourvu en Cour de Rome.

Par-là vous sentez, Messieurs, que tout ce qui a été proposé au Châtelet par la Partie adverse devient indifférent en la Cour.

Il importe peu, que les dispenses impetrées par le sieur Chanfort en Cour de Rome, à l'effet de posséder des Bénéfices, aient été fulminées depuis l'obtention de ses premières Provisions de Cour de Rome : le sieur Chanfort ne fait aucun usage de ces Provisions, il est pourvu sur un nouveau titre, c'est sur le Brevet du Roi comme Régaliste, qu'il requiert aujourd'hui le Bénéfice litigieux ; il étoit dispensé, & ses dispenses étoient fulminées près de trois ans avant l'obtention de ce Brevet : ainsi, il ne peut y avoir la moindre difficulté à cet égard.

Pareillement, quand le défaut d'Extrait baptistaire auroit pû fournir deux Questions singulieres au Châtelet, sur la capacité du sieur Chanfort, par rapport à la  
né-

nécessité de la preuve du Baptême & de la Naissance, la Partie adverse seroit non recevable à exciper de ces deux prétendus moyens, contre le sieur Chanfort comme Régaliste. Le Roi, en supposant l'ouverture de la Régale, s'est saisi du Bénéfice, il l'a mis en sa main, le Régaliste ne fait ici que le représenter, il a en même-tems l'honneur & l'avantage d'être à ses droits. Tout ce que la Partie adverse ne pourroit proposer contre le Roi collateur, il ne peut, par une conséquence nécessaire, l'opposer à son pourvu. Le Roi, en conférant le Bénéfice, qui étoit litigieux, a disposé d'un droit à lui dévolu, & de sa chose propre. Ce n'est que sur le louable rapport qui lui a été fait, comme porte le Brevet, de la capacité & suffisance du sieur Chanfort, qu'il s'est déterminé à lui accorder cette grace. Ainsi, il ne peut être permis à aucun sujet du Roi de critiquer un bienfait de son Souverain, qui a conféré le Bénéfice à qui il a voulu, & encore moins d'attaquer un Etat, dont le Roi s'est rendu pour ainsi dire garant, & qu'il a mis sous son auguste protection.

Néanmoins, Messieurs, quelque étendue & quelque respectable que soit l'autorité du Roi; comme, suivant nos

qu'autant qu'il y a une ouverture à son droit. Les seuls moyens que l'Adversaire du Régaliste puisse faire valoir se réduisent ordinairement à sçavoir, 1°. S'il y avoit un litige capable d'opérer l'ouverture de la Régale. 2°. Si le Bénéfice litigieux est par sa nature sujet à la Régale. Voilà, je le répète, les seules Questions qu'il soit permis, à quiconque a en tête un Régaliste, de proposer. On ne peut, encore une fois, attaquer la collation Royale, qu'autant qu'elle n'a point été faite dans les termes de la Loi que le Législateur s'est lui-même imposée, c'est-à-dire, si l'ouverture du Droit n'est pas constante; & si le Bénéfice n'est pas par sa nature sujet à la Régale, les contendans au Bénéfice litigieux doivent respecter le Brevet du Roi. Les mœurs, la capacité, & la suffisance, de celui qu'il lui en a plu de gratifier, sont pour eux des objets, qu'il ne leur est pas permis d'approfondir, par l'indécence qu'il y auroit, que des sujets s'érigéssent en censeurs d'une personne, que leur Souverain auroit lui-même jugé digne & capable de son bien-fait.

Ainsi, Messieurs, pour me renfermer dans l'unique objet de notre Cause, que le détail des faits a presque ici éloigné & écarté, l'Obituaire de Cour de Rome prétend empêcher l'effet de la Régale. Je n'ai ici que deux Propositions bien simples à établir, & à prouver.

1°. Je

10. Je ferai voir, qu'il y avoit letige capable d'operer l'ouverture de la Régale, pour le Bénéfice, dont je suis aujourd'hui pourvû en vertu de Brevet du Roi.

2°. Je démontrerai, que ce Bénéfice étoit sujet à la Régale; &, pour cela, je prouverai, que la disposition des Bénéfices dépendans des Abbayes appartient à l'Evêque, le Siège Abbatial vacant, & successivement au Roi, quand l'Evêché vient à vaquer.

La premiere Proposition ne peut pas, je croi, souffrir la moindre difficulté. Entre nous, pour qu'il y ait litige, & qu'il puisse donner ouverture à la Régale, la Déclaration du 10 l'evrier 1673, enregistrée en la Cour, ne juge que deux conditions: la premiere, qu'il y ait contestation en Cause entre les Parties.

La seconde, que cette contestation soit formée six mois auparavant le décès des Archevêques & Evêques, qui donne lieu à la Régale.

Ici, il est bien certain qu'il y avoit une contestation en Cause, lorsque le sieur Chanfort a été pourvû en Régale: pour le prouver, je n'ai besoin que de la Sentence, renduë au Châtelet le 29 Mars 1732, qui avoit maintenu la Partie adverse dans la possession du Bénéfice dont



244 *Bénéficiaire dont la Naissance*

a empêché que la Partie adverse ne fût paisible possesseur de droit & de fait, a introduit nécessairement une vacance en Régale. Parce que si l'effet du litige est de rendre les titres des contendans douteux, & leur possession incertaine, alors le Roi, comme gardien, comme souverain Protecteur de toutes les Eglises de son Royaume, est en droit de faire les fruits siens, lorsqu'ils sont dépourvus d'un légitime administrateur. Et si un Bénéficiaire ne peut être censé légitime administrateur, que quand il a pour lui le droit & la possession; comme la collation des Bénéfices est au nombre des fruits, on regarde ceux qui, pendant l'ouverture de la Régale, ne sont pas remplis de droit & de fait, comme un bien, dont la disposition est dévolue & appartient uniquement au Roi.

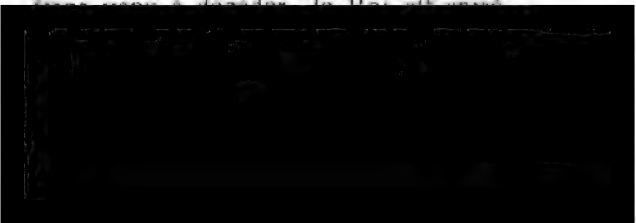
Pareillement, il est bien constant, que le litige étoit formé six mois auparavant la vacance de l'Abbaye, & celle de l'Evêché d'où dépend le Bénéfice, dont est question. A cet égard, il n'y a qu'à dater la Sentence, qui a maintenu la Partie adverse dans la possession du Bénéfice, & qui a formé par conséquent la contestation en Cause: elle est du 29 Mars 1732. L'appel du sieur Chanfort est du 13 Avril 1733.

L'Abbaye de Saint-Benoît sur Loire, suivant le Certificat du sieur Marchal, proposé à l'Economat général des Bénéfices,

*& le Baptême sont incertains.* 245

fices, d'où dépend le Prieuré de Saint-Phalier, a vaqué le 8 Avril 1733, par le décès du sieur Abbé de Pibrac, & l'Evêché d'Orleans a vaqué le 2 Juin: par conséquent, entre l'ouverture de la Régale, & la contestation en Cause, il se trouve un délai de près d'une année. Le Brevet du Roi est du 19 Septembre 1733, deux mois après que le nouvel Evêque d'Orleans a eu fait enregistrer son serment de fidélité. Mais, comme on ne prescrit jamais contre le Roi, cette circonstance devient indifférente. Il suffit qu'il y ait eu un litige sérieux entre les contendans au Bénéfice, dans le tems marqué par la Déclaration de 1678, & que la contestation qui a donné lieu à la Régale subsiste encore appointée en la Cour, pour que le Roi ait pu user de son droit, soit avant, soit depuis, la nomination à l'Evêché.

L'ouverture de la Régale ainsi constatée, je viens maintenant à ma seconde Proposition, dont l'objet est de prouver que l'Abbaye de Saint-Benoît sur Loire, d'où dépend le Prieuré de Saint-Phalier, ayant vaqué, la Collation de ce Bénéfice auroit appartenu par le droit commun à M. l'Evêque d'Orleans, & que par conséquent M. l'Evêque d'Orleans



246. *Beneficier dont la Naissance*  
uſoient dans les premiers ſiècles de l'E-  
gliſe.

Pour bien juger en effet de la ma-  
niere dont le Roi ſuccede aux Evêques  
pendant la vacance du Siege épiscopal,  
il ne faut pas rappeler les choſes telles  
quelles ſont à préſent établies dans la  
plûpart des Diocèſes du Royaume, où  
le droit des Ordinaires ſe trouve en plu-  
ſieurs points reſtraint & limité; mais, il faut  
remonter à la Naiffance de l'Egliſe, à ce  
ſiècle d'or, où les Evêques, jouiſſant d'une  
liberté canonique dans le gouvernement  
de leurs Diocèſes, diſpoſoient ſeuls de  
tous les titres eccléſiaſtiques qui y étoient  
ſitués.

Ce droit de conferer les Benefices at-  
taché à leur qualité de premiers Paſteurs,  
ſuite néceſſaire, conſéquence naturelle,  
de la miſſion qu'ils tiennent immédiate-  
ment de Jeſus-Chriſt, réſidoit alors dans  
les Evêques avec une plénitude qui ne ſouf-  
froit aucune exception. On ne connoiſ-  
ſoit point alors la diſtinction des Benefi-  
ces ſéculiers & réguliers. Ce que l'on a  
appellé par la ſuite Benefices réguliers  
n'étoit dans le principe que de ſimples  
administrations temporelles, dont les  
pourvus n'avoient, ni gouvernement, ni  
fonction, dans le Monaftere: & les admi-  
niſtrations différoient en cela des offices  
clauſtraux, qui étoient chargés du détail  
de l'interieur du Couvent. Dans les Mo-  
naſteres qui étoient de la fondation des  
Evê-

Evêques, c'étoit à eux à qui ces administrateurs rendoient compte, & dans ceux qui devoient leur établissement aux Princes séculiers, c'est à leurs Officiers qu'ils étoient obligés de compter de leur gestion. L'autorité des Evêques étoit aussi absolue qu'universelle sur les réguliers; & cette dépendance, où les Moines étoient de leurs Evêques, étoit regardée comme le fondement de toute la discipline monastique.

Par la suite, les Monasteres se virent régis par deux Abbés, l'un que l'on nommoit l'Abbé de la Régale, qui avoit le regime du spirituel: il étoit lui-même le régulier, & avoit l'inspection sur la conduite des Religieux. L'autre s'appelloit l'Abbé titulaire: le soin du temporel de l'Abbaye lui étoit confié; il étoit séculier, & étoit chargé du regime des Affaires du dehors.

Cette forme de gouvernement n'a subsisté que jusqu'au dixième siècle; par les abus qui s'y étoient introduits, les commendes sont en quelque sorte établies particulièrement depuis que les Abbés commendataires ne sont plus en possession de gouverner les Religieux, dont le soin a été donné aux Prieurs claustraux, & qu'ils n'ont conservé que les fonctions d'Abbés, & n'ont eu que le régime pour le temporel.

Si donc, a remonter au principe, le

248 *Beneficier dont la Naissance*

droit primitif des Evêques étoit de conferer indéfiniment tous les Bénéfices de leur Diocèse, si ce pouvoir absolu & universel dont ils usoient dans la disposition des titres ecclesiastiques n'étoit sujet à aucune restriction ; il s'ensuit nécessairement, que le Roi, pendant la Régale, succédant aux droits des Evêques, peut conferer les Bénéfices dépendans des Abbayes, aussi bien que ceux qui dépendent de l'Evêché.

Comme la Régale est aussi ancienne que la Monarchie, qu'elle est une suite nécessaire de la Majesté souveraine de nos Rois, & de l'indépendance à tous égards de leur Sceptre, les droits attachés à la Régale, sont en eux-mêmes aussi sacrés & aussi imprescriptibles, aussi inaliénables, que ceux de la Couronne. Quand nos Rois conferent, c'est en vertu d'un droit ancien, qui leur est propre & supérieur en lui-même à toute exception, *jure primitivo & peculiari jure, Corona Franciæ ante omnia, jure canonico nato*, dit Dumoulin sur la regle de *infirmis n.* 420.

Depuis que le nouveau Droit canonique est introduit, le Pape s'est approprié une Partie des Droits que les Evêques n'ont pas conservés. Pour vous, Messieurs, à qui le précieux dépôt de nos saintes Libertés est confié, vous les savez dans tous les tems garantir des entreprises de la Cour de Rome : votre attention

**§ le Baptême sont incertains. 249**

tention à maintenir les Droits augustes de la Couronne dans leur intégrité n'a pas permis qu'on y donnât aucune atteinte sur un point aussi important que celui de la Régale. Comme les Evêques étoient ordinairement en possession de conférer en vertu du droit commun tous les Bénéfices de leur Diocèse; & par conséquent ceux dépendans des Abbayes pendant la vacance du Siege Abbatial, par la faveur que mérite le retour au droit commun, vous avez conservé le Droit du Roi dans toute son intégrité.

Suivant les maximes que vous tenez, Messieurs, de vos peres, & que vous-mêmes avez tant de fois consacrées, le Roi, pour me servir des termes d'un grand Magistrat dans une Cause de Régale, où il exerçoit les fonctions du Ministère public: le Roi, disoit M. Bignon, peut non pas simplement ce que peut l'Evêque, mais beaucoup plus, parcequ'il confère les Bénéfices en une autre maniere, & en des cas auxquels l'Evêque n'en peut conférer; il peut généralement tout ce que le Pape peut accorder: & ce qui est de la Chancellerie Romaine, le Roi le peut faire & suppléer; expression remarquable, *tan-*

250 *Beneficier dont la Naissance*

de l'Evêque tel qu'il étoit jadis au tems plus ancien , & non pas tel qu'il est à présent qu'il a les mains liées , *per appositionem manûs Papa* , qui a fait des règles & des réserves pour lier les Evêques. Le Roi use du droit Episcopal tel qu'il étoit jadis , lorsqu'il avoit le pouvoir de conférer pleinement toutes sortes de Bénéfices.

Les mêmes Principes se trouvent solidement établis dans les Mémoires qui furent présentés au Roi en 1663. & 1682. par les Magistrats qui étoient alors chargés du Ministère public : & si ces Principes sont immuables en eux-mêmes, la conséquence qui en résulte est que le Roi , ne pouvant être restraint dans la collation, les Bénéfices dépendans d'une Abbaye, qui vienne à vaquer lorsque la Régale est ouverte dans Diocèse appartiennent nécessairement au Roi : autrefois, ils eussent été dévolus à l'Evêque. Donc le Roi, qui a conservé son droit tel qu'il étoit primitivement dans la personne de l'Evêque , ne peut à cet égard souffrir d'exception.

Le Pape, ou les Abbés, ne sont entrés en possession de la collation des Bénéfices, soit séculiers, soit réguliers, que par une espèce d'usurpation , ou du moins qu'en vertu du droit nouveau. Mais, le droit ancien, exempt de toutes les réserves & subtilités que la complaisance des derniers siècles a introduites au nombre des


des regles canoniques, ne s'est pas pour cela prescrit: il est toujours le même, lorsqu'il est question de l'interêt du Roi, par la raison que les droits de sa Couronne sont en eux-mêmes imprescriptibles. & inaliénables.

Tel est donc constamment l'Usage en pareil cas: le Roi confere en Régale aux reguliers les Benefices qu'il trouve possédés en regle, & il confere en commend' à des séculiers ceux qu'il trouve en commendé; c'est-à-dire, qu'il dispose des Benefices suivant l'état où il les trouve, & tels que le Pape, au défaut de l'Abbé, auroit pû lui-même les conférer, s'il en avoit été requis.

Cet Usage, qui n'a d'autre fondement que les Principes que j'ai établis, a été en plusieurs occasions celebres confirmé par vos Arrêts. Pour abreger, je me bornerai aux plus modernes.

Le premier Arrêt est du 14. Juillet 1713. rendu au rapport de Monsieur l'Abbé Pucelle, pour le Prieuré de Béat, membre dépendant de l'Abbaye de Lozal, laquelle, comme le Prieuré, est située dans le Diocèse de Rieux.

Le second est du 29 Avril 1716. rendu au rapport de feu M. l'Abbé Danet, pour les Prieurés des Vessieux & de Cressy, dépendans de l'Abbaye de la Chaise.





252 *Beneficier dont la Naissance*

dant la vacance des Evêchés où ils sont situés, & des Abbayes d'où ils dépendent, préférablement aux pourvûs par les Religieux qui prétendoient avoir succédé aux droits de l'Abbé.

Le sieur Chanfort est ici dans des circonstances encore plus favorables que celles dans lesquelles ces Arrêts ont été rendus. Il n'a point à combattre un Pourvû par les Religieux de l'Abbaye de Saint Benoît sur Loire d'où dépend le Prieuré de Saint Phalier, mais un simple Obituaire en Cour de Rome, dont les Provisions ne peuvent l'emporter sur celles du Roi.

C'est, Messieurs, ce que vous avez encore disertement jugé.

L'année 1715. nous fournit à cet égard deux Arrêts bien précis rendus sur les Conclusions de M. l'Avocat-General d'Aguesseau.

Par le premier, qui est du 19. Janvier de cette année, le sieur Pillon Régaliste, à l'exclusion du sieur Pamontier pourvû en Cour de Rome, fut maintenu en la possession du Prieuré en Commende de Saint Benoît dépendant de l'Abbaye Royale de Saint Etienne de Caen pendant le litige formé entre les deux contendans, dont l'un avoit obtenu la récreance au Bailliage de Caudebec par Sentence du 15. Novembre 1720. dont il y eut appel au Parlement de Roüen, l'Abbaye de Saint Estienne de Caen,  
d'où

d'où dépendoit ce Prieuré vint à vaquer, & peu de tems après l'Archevêché de Rouen vint aussi à vaquer. Le sieur Pillon, l'un des contendans, obtint le Brevet du Roi, & évinça par l'Arrêt l'Obituaire de Cour de Rome.

La même chose fut jugée le 7. Mai suivant en faveur du sieur Pralard Régaliste, qui, comme le sieur Pillon & le sieur Chanfort, avoient pour contendans des Pourvus de Cour de Rome; le Prieuré en Commende de Saint-Broving les-Moines dépendant de l'Abbaye de Molême Diocèse de Langres, fut adjugé par l'Arrêt de la Cour au Sieur Bolard, par la raison que l'Evêché & l'Abbaye avoient vaqué en même tems, & que cette double vacance avoit donné lieu au droit du Roi comme collateur, tant sur les Benefices dépendans de l'Evêché, que sur ceux dépendans de l'Abbaye. Que le sieur Sergent Partie adverse, reconnoisse donc enfin les avantages du sieur Chanfort dans cette Affaire. La contestation portée devant les premiers Juges, quel qu'en ait été le succès, est devenue un moyen pour le sieur Chanfort: elle a donné lieu au litige, & a rendu par conséquent le Benefice sujet à la Régale qui s'est ouverte, & par rapport à l'Abbaye

254 *Beneficier dont la Naissance*

traitées devant les premiers Juges sont aujourd'hui des Questions étrangères. Le sieur Chanfort n'excipe plus de ses premières provisions; il a changé de titres, de droits, & de moyens. La qualité éminente de Régaliste, dont il est aujourd'hui décoré, doit forcer son Adversaire à un silence respectueux sur son Etat. C'est le Souverain même, qui l'a jugé capable du bienfait qu'il lui a accordé: il vous est réservé, Messieurs de l'en faire jouir, & de mettre le comble par votre justice à la grace que le sieur Chanfort tient de la bonté & de la puissance du Roi.

M. Moreau de Beaumont, fils de M. Moreau de Nassigny, Premier-Président des Requêtes du Palais, crut, avant que de monter à ce Tribunal où il étoit destiné à dispenser la Justice, qu'il devoit se signaler dans cette Cause, afin de faire voir les rapports qui sont entre le talent de défendre les Parties, & celui de juger que son illustre pere lui avoit transmis.

**Plaidoyer  
pour le  
Sieur Ser-  
gent.**

Voici son Plaidoyer pour le sieur Sergent, Prêtre, contre le sieur Chanfort.

Je parle pour le sieur Sergent, Prêtre, Prieur de Saint Phalier, Défendeur. Quoique le droit de Régale, dit-il, reside dans la personne sacrée du Roi, & que les avantages de celui à qui le don en a été fait soit proportionné à la superiorité du Sceptre même, le Régaliste n'est pas cepen-

cependant dispensé d'établir , & la vacance du Benefice , & la capacité de le remplir. Nulle place ecclésiastique ne peut recevoir un titulaire nouveau , si elle n'est vacante , & il n'en est point qu'on puisse occuper sans en être digne.

Il est donc permis à ma Partie , non seulement de soutenir que le Prieuré de Saint Gervais & Saint Protais , autrement dit de Saint Phalier , n'étoit point vacant en Régale , mais encore d'exciper de l'incapacité de son adversaire.

Je dis donc , que le Benefice n'étoit pas de condition à tomber en Régale , & en tout cas que la Partie adverse est absolument incapable de le posséder. La première Proposition m'obligera à une recherche exacte de la dernière Jurisprudence de la Cour sur la distinction des Benefices sujets à la Régale , ou non : l'autre offrira à la Justice une Question d'Etat des plus intéressantes , un Prêtre , qui n'est , ni François , ni légitime , ni baptisé , & en qui toutes ces causes d'incapacité sont actuellement existantes ; mais , il faut auparavant rétablir le fait dans toutes les circonstances qui y ont été négligées.

Il n'est pas possible , Messieurs , de pénétrer jusqu'à la Naissance de la Partie

*Beneficier dont la Naissance*

connoissoit pas lui-même : & ce qu'il nous en rapporte est encore très-énigmatique.

Il donna au sieur Lieutenant-Civil, à la fin de Juillet 1728, une Requête tendante à sortir, s'il eut été possible, de cette humiliante obscurité : en vertu de l'Ordonnance qu'il obtint, il comparut assisté de cinq témoins, une Demoiselle nonagenaire, une fille qui la servoit depuis 23. ans, deux Abbés, & un Maître de Pension. Il est nécessaire que la Cour entende ce qu'il exposa lui-même dans cette Assemblée. *Lisez.*

Telles sont, Messieurs, les Déclarations que fit alors la Partie adverse, telle est l'Histoire de sa jeunesse, composée par lui-même. Est-il François, est-il légitime, est-il baptisé ? C'est ce qu'il ignore, & sur quoi ses témoins ne sont pas mieux instruits. Il est inutile de lire leur Déposition, elles ne font que repeter les mêmes choses, & je les suppose véritables. Que deux inconnus aient apporté en 1715. à la Demoiselle le Vieux un enfant d'environ cinq ans, que cette Demoiselle en ait fait aussi-tôt l'objet de ses soins, qu'il ait étudié sous l'inspection de deux Abbés, qu'il ait été confirmé, que les Théatins se soient ingérés à lui donner la première Communion, à la bonne heure. Mais, le pays, mais la famille, mais le Baptême, de cet enfant ; c'est sur quoi, ni lui, ni ses  
amis

**Et le Baptême font incertains.** 257  
amis n'étaient qu'une déplorable incertitude.

On vous a dit, Messieurs, que cette Assemblée avoit été tenue pour satisfaire aux desirs dont brûloit le sieur Chanfort d'entrer dans l'Etat Ecclésiastique. Le desir est en effet marqué dans l'Acte, il n'y a rien d'étonnant. Assez d'autres cherchent à cacher, sous les ornemens du Sacerdoce, la honte de leur origine ; mais, il ne paroît nullement qu'on ait fait usage de cet Acte auprès des Supérieurs Ecclésiastiques, lorsque la Partie adverse fut présentée à la Tonsure.

Il l'a eue l'année suivante 1729. Ces Lettres portent, qu'il fut admis comme Diocésain de Paris, *nostræ diœcesis* ; & comme capable, *idoneo*, & *capaci re-perto*. Mais, quelque poids que son Défenseur ait attribué à cette clause, quoiqu'il l'ait regardée comme un jugement irréformable, la Partie adverse elle-même ne le crut pas suffisant.

La Cour se souvient, qu'il a été pourvu une première fois du Prieuré dont il s'agit, sur vacance par mort, & par le Pape, aussi-bien que ma Partie : il se défioit tellement de sa prétendue capacité, qu'il eut la précaution de demander à Rome des Dispenses *super defectu nata-*

**258. Beneficier dont la Naissance**

plus heureuse: il ne suffisoit pas, que les Dispenses eussent été obtenues avant la Provision; il auroit encore falu que leur fulmination l'eut précédé: elle ne s'étoit pu faire que quatre mois après, on y avoit même violé les regles. Outre cela, le titre de la Partie adverse étoit vitié par ces doutes cruels sur sa patrie, sur la légitimité, & sur son Baptême. Ainsi ma Partie obtint la pleine maintenue par Sentence contradictoire du Châtelet du 9. Mars 1732.

Cette Sentence auroit dû mettre fin aux contestations; mais, la Partie adverse en interjeta appel: ce n'étoit pas à la verité à dessein de le suivre; il fut plus d'un an sans y penser: c'est donc un événement imprevu, qui lui a fourni de nouvelles armes pour revenir au combat.

L'Abbé collateur du Benefice vint à mourir. Le Diocèse d'Orleans, dans lequel il est situé, perdit bientôt après son Evêque: cette occurrence anima son espoir, & le tira de son inaction. Quoique le Benefice ne pût jamais ( la Régale fermée ) être dévolu à la collation de l'Evêque, il le supposa dévolu à la collation du Roi par l'ouverture de la Régale, & il ne laissa pas échaper cette occasion.

Il se figura apparemment, que le litige éteint par la Sentence du Chatelet n'étoit pas suffisamment rallumé par son appel.

Il engagea ma Partie à prendre en la Cour de concert avec lui un appointement au Conseil : mais, il auroit été plus à propos pour lui de remédier à son incapacité. Je l'ai déjà dit, je ne viens pas disputer sur la vacance de droit, les questions qui nous divisent sont bien plus considérables, je viens prouver que la Provision en Régale du 19. Septembre 1733. n'a pu tomber, ni sur le Prieuré de S. Phalier, ni sur la personne du sieur Chanfort.

La première Proposition ne sera pas moins concluante que la seconde, mais la difficulté n'a pas été prise dans son point précis.

#### PREMIER MOYEN.

L'on vous a dit, Messieurs, que notre contestation se réduisoit uniquement à sçavoir, si, pendant la vacance d'une Abbaye, la collation des Benefices qui en dépendent est dévolüe à l'Evêque Diocésain. Ce n'est pas-là précisément notre Question. Il est vrai, qu'il y a une Déclaration du Roi de 1735, qui donne la dévolution à l'Evêque Diocésain. Mais, il faut distinguer les tems qui précèdent, & ceux qui suivent, cette Déclaration. Le Brevet de Régale est du



te nouvelle Déclaration tous les membres d'Abbaye vacante étoient dévolus à la collation de l'Evêque. Telle est, Messieurs, la matiere soumise à votre Décision.

Je soutiens la negative, & qu'avant cette loi nouvelle, il y avoit des Benefices, qui, pendant la vacance de l'Abbaye dont ils dépendoient, n'étoient point dévolus à la collation de l'Evêque; d'où il suit necessairement, qu'ils ne tomboient point en Régale. Je soutiens que le Benefice dont il s'agit étoit de ce nombre: mais, notre Adversaire s'est encore trompé dans les principes generaux sur le Droit de Régale.

Selon lui, on ne scauroit presque tomber dans l'excès, quand il s'agit de ce Droit auguste: quoique le Roi, conferant en Régale, n'ait d'autre pouvoir que celui de l'Evêque, il l'exerce avec bien plus de liberté. Dans la main du Roi, le Droit Episcopal agit selon sa force primitive; il y recouvre toutes les prerogatives qu'il avoit dans l'âge d'Or, ou dans la Naissance de l'Eglise. Alors, chaque Evêque étoit seul collateur dans son Diocèse, & c'est sur ce modele que se regle le Droit du Souverain conferant en Régale. Mais, Messieurs, ces idées sont plus brillantes que solides. J'admire avec la Partie adverse ces premiers tems de l'Eglise. J'applaudis à cette Regle simple, suivant laquelle chaque Pasteur étoit le  
seul

font economie des pâturages. Je conviens que, si le pouvoir des Evêques recouvrait aujourd'hui cette ancienne plénitude, le Droit de Régale auroit la même étendue. Mais, il est incontestable, malgré tout ce qu'on a dit, que ce Droit, quelque sublime qu'en soit la source, est limité par les bornes du Droit Episcopal. *Breviter dico quod non, dit Rebuffe, quia potestas Regis est limitata ad solam conferendum Beneficia quæ ad plenam dispositionem Episcopi pertinent.*

Le Roi n'entend point que son droit de conferer en Régale excède le droit qu'auroit l'Evêque. Cette maxime invariable est consacrée entre autres par l'Edit du mois de Janvier 1682: *Et ce faisant, qu'il n'y a point d'autre Benefice réservé à sa Provision Royale, que ceux qui sont spécialement affectez à la Collation de l'Evêque.*

Quelle attention le Legislatteur n'a-t-il pas dans cet Edit pour restreindre la Régale à ce qui appartient à l'Evêque dans les Diocèses où il y a partage de collation entre l'Evêque & le Chapitre? La part du Chapitre ne pourra jamais tomber en Régale dans les Benefices que l'Evêque ne peut jamais conferer qu'avec le Chapitre: la Régale se réduira à

## 262 *Beneficier dont la Naissance*

Beneficiers de la condition de celui dont il s'agit, commence par en accorder aux Evêques la collation *jure devoluto*. Le Roi, conferant en Régale, n'a donc pas tout le pouvoir qu'avoient les Evêques dans la primitive Eglise. Il n'en a point d'autre que celui qu'ils exercent actuellement.

C'est par cette raison, Messieurs, que je vous ai annoncé mon premier moyen comme exigeant une recherche exacte de votre dernière Jurisprudence. Il faut s'assurer de la condition singulière du Prieuré de Saint Phalier, pour voir ensuite si l'Evêque en auroit eu la collation, *jure devoluto*, selon la dernière Jurisprudence; parcequ'elle doit être le fondement de la Decision, & non pas la Déclaration de 1735, qui porte en termes formels, que les contestations *nées avant sa publication seront décidées suivant la Jurisprudence précédente*, ce qui est de Droit Commun.

La condition singulière du Prieuré dont il s'agit n'est point douteuse; l'Abbé de S. Benoît sur Loire collateur a toujours été dans la possession de conferer, avec un pouvoir qui dispensoit ses pourvûs de prendre le Visa de l'Evêque Diocésain: quand l'Abbaye étoit vacante, l'Evêque n'usoit point du droit de dévolution; en un mot, le Prieur de S. Phalier avoit par la possession & par l'usage le privilege de ne venir ja-  
mais

*& le Baptême sont incertains.* 253  
mais à la collation de l'Evêque. J'en ai  
la preuve incontestable : c'est le certifi-  
cat authentique du Prélat même. *Lisez,*  
*&c.*

Il est donc certain, Messieurs, que  
le Bénéfice, obtenu en Régale par la  
Partie adverse, ne pouvoit jamais être  
conferé *jure devoluto* par M. l'Evêque  
d'Orléans avant la Déclaration de 1735.  
Voyons maintenant quelle étoit la Ju-  
risprudence de la Cour avant cette  
Déclaration, & si elle soumettoit à  
la Régale les Bénéfices de cette condi-  
tion.

Je soutiens, Messieurs, qu'avant cet-  
te loi nouvelle, vous n'avez jamais dé-  
claré vacant en Régale un seul des  
Bénéfices dont la collation ne pouvoit  
en aucun cas être dévolue à l'Evêque ;  
& rien n'est plus évident que ce point de  
fait.

La Déclaration même nous marque  
quelle étoit la Jurisprudence dans le  
préambule de cette loi : le Législateur  
expose, qu'il s'étoit élevé des doutes sur  
le droit de l'Evêque par rapport au Be-  
néfice dépendant d'Abbaye vacante. Les  
uns, dit-il, ont donné aux Religieux le  
pouvoir de les conferer, les autres ont  
estimé que par retour à l'ancienne dis-

~~254~~ **Bénéfices dont la Naissance**

re, de l'usage, de la possession. Ainsi, Messieurs, la nouvelle loi, en nous renvoyant à la Jurisprudence précédente, nous indique elle-même quels en étoient les principes.

Et comment votre Jurisprudence auroit-elle étendu le droit de Régale à des Bénéfices dont l'Evêque ne pouvoit jamais avoir la disposition, tandis que tout prescrivait, & que tout prescrit encore, à la Régale les mêmes bornes qu'au droit de l'Evêque?

La Partie adverse invoque encore l'Autorité de M. l'Avocat-Général Bignon: je pourrois, Messieurs, me dispenser d'y répondre. Ce que vous avez entendu sous le nom de ce grand Magistrat est un Plaidoyer, qui ne se trouve que dans l'Histoire de l'Université. Bardet & Dufrene, qui ont recueilli l'Arrêt, & qui seuls peuvent avoir crédit en la Cour n'en font aucune mention. Quoiqu'il en soit, Messieurs, la premiere Partie de ce passage attribué à M. Bignon veut qu'on mesure l'étendue de la Régale au droit primitif de l'Episcopat: cette opinion est contraire à l'intention du Roi même.

Dans le reste, on a fait décider par M. Bignon la question, si la Régale étant ouverte le Roi pouvoit conférer les Bénéfices qui seroient venus à l'Evêque *jure devoluto*. C'étoit autrefois la matiere d'une grande dispute. Probus entre autres avoit

avoit soutenu l'affirmation, le Parti étoit digne de M. Bignon & de son ministère. Mais, la Cour entend que ce n'est pas-là notre Question: au-contraire, c'est une preuve que du tems de M. Bignon on doutoit encore si le Roi pouvoit conferer en Régale les Bénéfices qui n'étoient à la collation de l'Evêque que par dévolution; extension de la Régale, qui n'a été parfaitement établie que par l'Edit de 1682.

Aucun des préjugés, dont on a fait l'analyse dans la dernière évidence, ne va jusqu'à étendre la Régale aux Benefices qui ne peuvent jamais venir à la collation de l'Evêque: tous jugent, que, pendant l'ouverture de la Régale, le Roi peut disposer des Benefices que l'Evêque conféroit, *jure devoluto*. Mais, il n'y en a pas un qui donne à la Régale l'étendue qui lui est assurée par la dernière Déclaration. Par l'Arrêt de Berat, qui est le premier de tous, & auquel les autres sont absolument conformes, la Cour consacre le sentiment de Probus, ou si l'on veut, de M. Bignon, que le Roi n'avoit pas jugé à propos d'adopter dans son Edit de 1682. Peut-être parce que les esprits étoient alors trop échauffés, vous fîtes faire ce progrès au Droit

pour ainsi dire , que lui frayer le chemin.

Je ne nie point, que cette extension ne dût être donnée un jour au Droit de Régale : je dis seulement , qu'elle n'étoit pas encore établie , & que la Cour ne l'avoit point admise avant la Declaration de 1735 ; parceque , pour donner au Roi la collation en Régale des Benefices de la condition de celui dont il s'agit , il falloit une loi qui commençât par en donner la devolution à l'Evêque. Ce n'est pas , Messieurs , que vous n'eussiez compris il y a long-tems combien cette exception convenoit aux Droits du Souverain. Ce n'est pas assurément , que le pouvoir ou le zele vous manquaissent pour le porter à ce degré , & peut-être plus loin encore. Vos immortelles leçons ont forcé les ennemis de la Régale à connoître , qu'elle n'est limitée par aucune condition , ni par aucune servitude. Mais , étant les dépositaires absolus de ce grand appanage de la Couronne , vous ne travaillez à lui rendre toute sa force , qu'avec la douceur qui fait réussir. Dans les rudes combats où la Régale fut exposée sous le Regne précédent , votre prudence ne lui fut pas moins utile que votre fermeté. Ses perils vous ont appris , qu'il n'est pas toujours à propos de porter le droit le plus légitime jusqu'à sa dernière rigueur.

*& le Baptême sont incertains.* 267

Il n'est point dans l'Etat de Corps plus attentif aux Droits du Prince, que cette auguste Compagnie. Mais, son ardeur pour la gloire & l'intérêt du Roi fut toujours dirigée par la sagesse. C'est cette sagesse, qui vous a été inspirée, c'est par elle que vous avez menagé peu à peu les conjonctures favorables pour rendre à la Régale les avantages qui lui sont propres. Il vous étoit donné de conduire avec un sublime discernement une Affaire aussi importante; & c'est à vous seul, que nous en devons le succès.

Ainsi, Messieurs, il est constant, qu'avant la Déclaration nouvelle, vous ne soumettiez point à la Régale les Benefices, qui, comme le Prieuré de S. Phalier, ne venoient jamais à la collation de l'Evêque, en quelque cas que ce fût. On eut raison de vouloir argumenter par préjugés; *mais, dans ce genre de preuves*, il faut que les deux termes de décision présentent une parité parfaite: & qu'elle difference entre les oracles qu'on m'oppose, & l'espece que nous plaçons? Là les Benefices par leur condition & par l'usage pouvoient être tous conferés par l'Evêque, *jure devoluto*; les Mémoires des Parties, dont plusieurs sont dans le sac de mon confrere, sont la preuve de cer-



208 *Chanfort dans la Naissance*  
pouvoit être obtenu en Régale. Mais,  
quand je conviendrais pour en revenir  
au contraire, la Partie adverse est inca-  
pable de le posséder. C'est ma seconde  
Proposition.

## SECOND MOYEN.

Une variation perpétuelle a été le  
Génie de notre Adversaire dans ce qu'il  
a dit pour pallier son incapacité: tan-  
tôt il soutient, qu'on n'est pas receva-  
ble à la lui reprocher; tantôt il pré-  
tend en être relevé. Dans le premier  
système, les moyens pour évincer un  
Régaliste doivent tous attaquer son Be-  
vet, & non la personne: & la Régale,  
avec l'état du Benefice qu'elle confère,  
annonce une élection émanée du Souve-  
rain, qui ne peut être critiquée sans indé-  
cence.

Mais, ce même Adversaire changeant  
de stile a essayé à plusieurs reprises de  
nous persuader que les taches d'incapa-  
cité, dont il est tout couvert, ont été  
entièrement effacées par les Supérieurs,  
au milieu de ces alternatives dans les-  
quelles je le suivrai lorsqu'il en fera tems.  
La Cour doit fixer les regards sur ce qui  
est de fait; elle ne voit dans le sieur  
Chanfort, quoi qu'il dise, qu'un hom-  
me, qui ne sçait s'il est François, s'il est  
légitime, s'il est baptisé. Entreprendre  
de le vouïoir définir dans l'ordre civil,  
ce

*Le Baptême font incertains. 269*

ce seroit vouloir donner une idée du néant. C'est un Homme, qui n'a, ni Patrie, ni Famille. C'est un Prêtre, qui n'est pas baptisé. C'est un être de raison, dans la République, & dans l'Eglise, jetté par hazard au milieu de nous : il n'est, ni François, ni étranger, ni légitime, ni bâtard, ni Chrétien, ni Infidèle. Sorti de terre en un instant, & ne trouvant point de place dans la Société, il s'en est arrogé une : il a usurpé le Sacerdoce, en se disant tout ce qu'il a voulu, & sans vouloir dire la Vérité de ce qu'il est.

Dans cette ambiguïté, ou, pour mieux dire, dans cette privation de tout ce qui concerne l'Etat des hommes, comment seroit-il capable de posséder un Benefice, puisqu'il faut nécessairement le reputer étranger, illégitime, & catéchumène, c'est-à-dire, non baptisé ? Il répond, que, dans ce doute, on doit au contraire présumer ce qui lui est le plus favorable ; mais, Messieurs, une telle présomption répugne aux principes de la matière, & à l'économie du Droit public.

Avec cette présomption, tout homme, qui voudra feindre d'ignorer le lieu de sa naissance, le nom de ses père & mère, & l'acte de son Baptême, se fera pas-

270 *Beneficier dont la Naissance*

tous les Grades de l'Empire & de la Religion, à moins que quelqu'un ne se trouve par hazard en état de le démasquer. Eh ! que deviendroient donc , Messieurs , toutes les prérogatives de nos Loix contre les Aubains, contre les Bâtards , & contre ceux d'une Religion différente.

Il est des matieres, où, dans le doute, la présomption est favorable : on présume toujours en faveur de la liberté. Pourquoi ? Parceque la servitude n'est pas naturelle. Il en est de même dans les causes criminelles , parceque le crime est encore plus contraire à la nature, que l'esclavage. Mais, dans ce qui est du droit purement civil , & sur-tout de l'ordre public, comme l'État, il faut des preuves : & , lorsqu'il s'agit du sujet même, & non pas de son héritier , la présomption est contre lui. Celui, qui n'indique pas ses pere & mere , est tenu pour batard. *Fulgi concepti dicuntur, qui patrem demonstrare non possunt*, dit la Loi 20. au ff. *De stat. hominum*.

La raison de ces loix est , que personne n'est incertain de son État, que par sa faute. Le sieur Chanfort , à travers les ténèbres répandues sur son origine, avoit une route facile pour s'acquiescer un État certain. Il pouvoit recourir à des Lettres de naturalité & de légitimation ; & il devoit le faire administrer le Baptême : on ne le peut jamais réiterer, mais quand  
il

*& le Baptême sont incertains.* 271

il y a du doute, on le confere sous condition, *quia non intelligitur iteratum quod ambigitur factum.* Les Lettres du Prince ne lui auroient pas manqué, & quel Ministre de l'Eglise lui auroit refusé le Baptême, s'il a cette foi & cette charité qu'on nous a dépeint en lui? *Nunquid aquam quis prohibere potest, ut non baptisentur hi qui Spiritum Sanctum acceperunt.*

Comment, dans ce dénuement général de tout Etat, a-t-il pu en reclamer une possession; & comment a-t-on pu dire qu'une Bourse dans un College est une preuve qu'on est François? La Partie adverse n'a point possédé d'Etat; elle n'en a même eu aucune apparence: sa négligence, ou plutôt le mépris qu'il a fait des moyens d'acquérir un Etat, déposent contre lui.

Vous avez, sans doute, fait trop peu de cas du Nom de François, puisqu'incertain s'il vous étoit dû, & pouvant aisément l'acquérir, vous n'en avez montré aucun desir. Vos pere & mere étoient apparemment bien criminels, puisque vous n'avez jamais aspiré au bienfait de la légitimation: & quant au Baptême, quel conseil pernicieux vous a fait préférer votre incertitude à l'Eau salutaire,



272 *Beneficier dont la Naissance*

ticulier. Puisque ne pouvant nous indiquer votre pays, vous devez être réputé étranger, vous êtes incapable de posséder un Benefice. *Rex Franciæ habet privilegium quod externus & alienigena non potest beneficiari in suo Regno, sine ejus permissione*, dit la Glose de la Pragmatique, §. dernier.

Nul, de quelque qualité qu'il soit, ne peut tenir aucun Benefice, soit en titre ou à ferme, en ce Royaume, s'il n'en est natif, ou s'il n'a Lettres de naturalité ou de dispense expresse du Roi à cette fin, & que ces Lettres n'ayent été verifiées où il appartient. C'est l'Art. 79. de nos Libertés. Nul, de quelque état, dignité, prérogative, prééminence, ou autorité qu'il soit, ne sera reçu à tenir & avoir le gouvernement, & administrer le revenu d'aucun Archevêché & Evêché, Abbaye, Dignité, Prieuré, ou autre Benefice Ecclesiastique quelconque, en notre dit Royaume & Seigneurie, s'il n'est natif d'icelui notre Royaume & Seigneurie, & se il & bien allant de Nous. Ainsi parle Charles II. dans son Edit du 12. Mars 1431. renouvelé par tous les Rois ses successeurs, dans leur plus solennelles Ordonnances, & en dernier lieu dans une Declaration du 19. Février 1639, qui ajoute ces mots: *Déprouveront tous Officiers, & autres, de cet état, à l'avenir en possession de ces Benefices*. Ces Loix importantes à la Nation ont toujours été main-

ce.

*& le Bâptême sont incertains.* 253  
tenus, Messieurs, par vos Arrêts, dont  
plusieurs sont recueillis dans nos Livres.  
Vous sçavez trop à quels maux l'Etat &  
la Religion furent autre-fois en butte, par  
l'introduction des Etrangers dans nos Be-  
nefices. Vous sçavez, que les Ordon-  
nances veulent, que les Cloîtres mêmes,  
quelqu'austere pauvreté qu'on y observe,  
soient fermés à tous Etrangers.

Mais si, pour posséder un Benefice or-  
dinaire, il faut être naturel, ou du moins  
naturalisé François, ce titre est encore  
plus indispensable, par rapport au Prieu-  
ré dont il s'agit. Ce Benefice, quoi-  
que simple, est d'un médiocre revenu,  
a des attributs, qui exigent du Titulaire  
un parfait attachement, & une inviola-  
ble soumission, à la personne du Roi, &  
aux maximes du Gouvernement : le Prieur  
est Haut-Justicier, Patron & Collateur  
de Benefices à charge d'ames.

Souffrirez-vous, Messieurs, qu'un E-  
tranger ait ce pouvoir sur nos Conci-  
toyens ; qu'un Inconnu, qu'aucun serment  
ne lie au Souverain, ni à la Nation, ait  
entre nous des vassaux & des sujets,  
qu'il nous donne des Juges, & des Pas-  
teurs, de son goût ? Non, je ne crains  
point qu'il soit mis en possession de ces  
prérogatives, par l'Autorité du premier

**274**    *Beneficier dont la Naissance  
plus fameux Défenseur des Libertés de  
l'Eglise Gallicane.*

On dira sans doute, que les Loix, qui excluent les Aubains, ne regardent que les pourvus par l'Ordinaire, ou par le Pape, & non par les Régalistes; & que le Brevet de Régale équivant à des Lettres de naturalité. Mais, je demande à mon Confrere, si sa Partie a exposé l'incertitude de son origine, & s'il en est fait mention dans le Brevet de Régale? Car, je ne crois pas qu'il soutienne, que la présomption de pérégrinité puisse être effacée sans une grace formelle & expresse. Le droit de naturaliser un Aubain est trop intéressant pour le Prince, & trop incommunicable, pour que ce bienfait soit contenu tacitement dans des Lettres destinées à une autre fin, & où l'on n'a point exposé le besoin qu'on en avoit: il faut des Lettres, où la grace du Roi soit formellement exprimée. Ces Lettres sont sur-tout nécessaires, quand il s'agit de Benefice: *S'il n'a Lettre de naturalité, ou de dispense expresse du Roi à cette fin, & que ces Lettres n'ayent été vérifiées où il appartient*, disent nos Libertés. Comment donc un Brevet de Régale, surpris par un homme qui a dissimulé sa pérégrinité, pourroit-il avoir l'effet de le naturaliser?

Ne nous arrêtons donc pas à des Objections si frivoles. Mais, venons au principe

cipe concernant la présomption d'illégitimité qui se trouve encore dans la Partie adverse.

Entre ceux, qui ne sont pas nés en légitime mariage, les degrés d'incapacité sont differens: on a toujours regardé les adulterins, chez les Payens mêmes, avec plus d'horreur que les autres; & l'Eglise rejette absolument ceux qui sont nés d'incestes ou d'adulteres spirituels. Peut-être le sieur Chanfort n'est-il que trop certain de son origine. Peut-être ce profond silence où nous le voyons lui est-il imposé par sa honte & son malheur. Qui pourra donc tranquiliser la Cour sur son sujet? Cependant; Messieurs, que la présomption à cet égard soit toute en sa faveur: rangeons-le parmi les bâtards simples, nés *ex soluto*, & *soluta*: il n'en fera pas moins inhabile à posséder le Bénéfice. Qui ne sçait que c'est une Irregularité?

J'ai déjà fait voir sur le vice de pérégrinité, qu'on ne peut donner au Brevet de Régale la force de Lettres de légitimation; parce qu'il n'en est rien dit dans ce Brevet, que la grace n'a pas même été demandée, & qu'au contraire il y a eu subreption. Mais, la Partie adverse prétend, que les Dispenses obtenues du

*Pape Supra defectu natalium* avoient déjà



276 *Beneficier dont la Naissance*

& elles ont levé l'obstacle que l'illégitimité auroit mis à son bienfait.

J'avoue, Messieurs, que je ne croyois pas qu'un Rescript de Rome pût servir de fondement à un Brevet de Régale. C'est bien assez que la Puissance Spirituelle ait droit de dispenser quand elle confere; mais, quand c'est le Roi qui donne, lui seul peut être auteur de la grace qui habilite à recevoir. Ce sont là nos Maximes, Messieurs: vous en êtes les Protecteurs. Je n'ai pas besoin de les faire valoir: &, d'ailleurs, la Dispense du Pape est demeurée caduque, faute de fulmination reguliere.

Cette Dispense est en forme commissoire: c'est par conséquent un *Mandatum de dispensando*, sous la condition *si preces veritate nitantur*. Ainsi, l'effet de ce Rescript, quand il pourroit se mêler au bienfait du Roi, dépendoit d'une fulmination valable. Or, Messieurs, cette fulmination n'a pas été faite par l'Official de Meaux, que le Pape avoit commis, mais par celui de Paris, qui n'avoit pas de mission. Il n'en faut pas davantage pour montrer, que quand une Dispense du Pape pourroit habiliter à l'égard du Roi, celle-ci seroit sans vertu: aussi avons-nous vû dans le fait, qu'au Châtelet, sur la Complainte, cette Dispute n'a pas paru digne d'aucune attention. Passons donc à une autre Objection, qui  
n'a

*& le Baptême sont incertains.* 277  
n'a pas encore été proposée, mais qu'il est bon de prévenir.

De la Maxime inviolable, que la Régale ne peut recevoir aucune condition, ni aucune servitude, il suit que le Roi conférant en Régale ne peut être gêné par les regles de Discipline Ecclesiastique qui sont nouvelles. Donc, dira notre Adversaire, je ne suis point incapable comme illégitime : car, ce défaut extérieur & temporel n'étoit pas autrefois une irrégularité ; & même, à présent, ce n'en est pas une dans l'Eglise d'Orient. Voilà, Messieurs, ce qu'on pouvoit m'objecter de plus plausible. C'est une Opinion, que Probus & Ruzé ont soutenuë. Le premier excipe même d'un Arrêt du 4. Juin 1739. Mais il est aisé d'y répondre.

Laisant à part les négligences, & peut-être les abus, du Rit Grec, qui ne doit jamais être donné pour modele, est-il bien sûr, que, dans les tems Apostoliques, les bâtards fussent admis dans le Clergé ? A mesure que la foi pénétra du côté du Nord, la barbarie des peuples qui l'embrasserent altera, je l'avoue, la premiere pureté de la discipline. On voit sous la premiere & la seconde race de nos Rois la bâtardise presqu'à

278 *Beneficier dont la Naissance*

tes, que la licence de ces tems obscurs a-  
voit fait oublier ?

Si la Régale ne reçoit, ni condition, ni servitude, elle n'autorise non plus aucun desordre. Or, sans parler de l'exclusion donnée aux bâtards dans la loi de Moïse, nous ne trouvons point que la doctrine des Apôtres les ait réhabilités. Comment les auroient-ils admis dans le Clergé, eux, qui abhorroient les idées d'incontinence les plus legeres & les plus innocentes ? Eux, qui rejettoient celui qui s'étoit marié deux fois, ou qui avoit épousé une veuve ? Eux, qui ne souffroient dans un Clerc rien qui pût faire mépriser sa jeunesse ? Eux, qui voulurent qu'il fût en estime & en veneration chez les Payens mêmes, comment auroient-ils admis des hommes que les Loix Romaines couvroient d'infamie ?

Quelle pudeur dans un siecle comme le nôtre ! Quelle honte de penser que le Droit de Régale aille jusqu'à livrer les biens spirituels à des sujets auxquels nos Loix municipales ôtent les successions des biens temporels ! La Partie adverse est donc incapable comme illégitime de posséder le Benefice que la Loi lui a conféré sans le connoître. Vous pouviez être légitimé ; mais, vous êtes d'autant plus incapable, qu'au-lieu d'implorer la bonté du Souverain à cet effet, vous avez surpris sa Religion comme  
exempt

exempt de toute irregularité. Vous avez dit vous-même, & il est écrit dans vos Provisions, que le Roi vous a choisi sur le louable témoignage de votre capacité. Il est certain, que ce témoignage étoit faux, puisqu'on y a caché l'incertitude de votre origine. La Provision en Régale, quoique toute-puissante, n'a donc pas fait impression sur vous. Mais, Messieurs, rien n'est plus terrible que les dissimulations de la Partie adverse sur l'incertitude de son Baptême, dont il me reste à parler.

Oserai-je discuter cette matiere canonique, mais toute fondée sur les grands principes de la foi? Il n'est permis qu'aux Saints de traiter ce qui est saint. Comment donc pourra-t-on soutenir dignement les Vérités attaquées par notre Adversaire? Le sujet, tout divin qu'il est, se peut réduire aux notions communes de la Religion. Il ne faut pas être Théologien pour sçavoir, que, sans preuve de Baptême, on ne peut posséder un Benefice. Ainsi, Messieurs, je ne cours aucun risque de m'égarer: &, en répondant aux Objections qu'on m'a faites, je n'emploierai que des Argumens pesés au poids du Sanctuaire. La Partie adverse n'a pas avancé directement, que l'incertitude de son Baptême fût réparée par la Provi-

trois motifs particuliers font présumer, qu'il a été baptisé, la nature du Baptême, les qualités de sa personne, & le jugement des Supérieurs Ecclésiastiques. Il va être bientôt forcé d'avouer, qu'aucun de ces motifs ne peut fonder une présomption légitime. Plus on considère l'essence ou la nature du Baptême, moins on peut présumer baptisé celui, qui, dans l'incertitude, s'il a reçu ce Sacrement, ne se met point en peine d'en approcher.

Quand je n'aurois pas été lavé dans la source sacrée de la régénération, je n'en serois pas moins baptisé, dit le sieur Chanfort: il y a trois sortes de Baptême, celui de l'eau, celui du sang, & celui de l'esprit. C'est le troisieme que j'ai reçu, & c'en est assez. L'eau n'est pas absolument nécessaire, elle n'est que de l'eau; mais, c'est la foi, qui, selon S. Augustin, imprime en nous le caractère de Chrétien. Par conséquent, quand je n'aurois pas reçu le Baptême d'eau, ayant ce principe de toutes les graces, je suis censé baptisé.

La Partie adverse n'a pas été conduite à sa conséquence par le fil sacré de la Tradition. Le passage de Saint Augustin est une de ces Objections mille fois répétées dans les Écoles: on y abuse de la fin des paroles de ce Père, sans prendre garde que le commencement sert de Réponse: *Detrahe verbum, quid est aqua,*  
ni-

*nisi aqua?* L'eau seule ne feroit rien, il est vrai; mais l'eau, jointe avec les divines paroles que les fideles connoissent, est nécessaire de nécessité de moyen.

Il est vrai, qu'outre ce Batême indispensable, il y en a deux autres qui y suppléent; en cas de nécessité. Les Martyrs entraînés au suplice sans avoir pû être plongés dans l'eau du salut, n'ont pas été privés du Batême: leur sang a servi d'eau pour laver leurs cœurs. Quiconque a le vœu sincere du Batême, & meurt sans avoir pû le recevoir, n'en est pas moins sauvé; mais, rien ne peut tenir la place de l'eau jointe aux paroles sacramentales, pour celui qui a le tems d'y recourir.

Ces deux choses constituent l'essence du Batême: l'une en est la matiere, & l'autre la forme. La foi n'entre pas dans la composition mystérieuse de ce signe visible de la grace. Nous le voyons dans les enfans: ils ne sont pas capables de penser, & néanmoins ils sont capables du Batême; la foi est seulement une condition indispensable pour le recevoir: Condition, que l'adulte doit remplir par lui-même, & qui est supplée dans l'enfant par la foi de l'Eglise, que

Saint Augustin appelle *germinis calorem*

vosre Audiance, que celui, qui a la foi, peut se tenir tranquille dans le doute, s'il a reçu le Baptême, & négliger ce Sacrement. Quelque foi qu'on s'imagine avoir, c'est être bien éloigné de la foi; & si par malheur celle du sieur Chanfort étoit telle qu'il vous la fait exposer par son Défenseur, loin de lui tenir lieu de Baptême, elle ne suffiroit pas pour l'y disposer : mais, je suis persuadé, que ces Objections hasardées ne sont pas sa créance, pourvu qu'il convienne que la nature du Baptême, loin de faire présumer qu'il l'ait reçu, montre qu'il est obligé de le recevoir au plutôt.

En vain, Messieurs, se repose-t-il sur les qualités qui résident en lui : quoi- qu'elles semblent former l'idée du Chrétien, c'est le Baptême seul, qui en imprime l'ineffaçable caractère. Les mœurs les plus pures ne sont pas un indubitable effet de la régénération. Il est impossible de vivre de la foi, sans avoir été engendré dans la foi, témoin cet heureux Payen, que baptisa le Chef des Apôtres. On peut avoir passé toute sa vie parmi les fideles, avoir reçu comme eux l'onction de l'huile sainte, s'être assis avec eux à la Table Eucharistique, sans avoir été initié à leus Mysteres celestes : enfin, il n'est pas sans exemple, qu'un homme se soit introduit dans la bergerie, sans avoir passé par le Baptême, qui en est la porte.

Je suis bien éloigné, Messieurs, de refuser à la Piété du Sr. Chanfort l'hommage qui lui est dû. Je sçai, qu'on ne lui doit pas imputer comme une faute propre d'avoir négligé le Baptême. C'est sans doute par l'impression des conducteurs aveugles, qui, au lieu de remédier aux vices de son origine, les ont envenimés par la dissimulation : mais, nous ne disputons pas de ce qui regarde la conscience. On a confondu la capacité de posséder un Benefice avec ce qui intéresse le salut ; deux objets assurément bien différens l'un de l'autre : je ne parle que du premier, c'est où doit aboutir tout ce que nous disons.

La Pratique des Vertus Theologiques n'est point une présomption qu'on ait été baptisé, puisqu'elle est requise dans tout adulte venant au Baptême selon la définition du dernier Concile général, *sect. 6. chap. 6. Disponuntur autem ad ipsam justitiam dum excitati divina gratia, & adjuti ac fidem ex auditu concipientes. In spem eriguntur fidentes Deum sibi propter Christum propitium fore .... Aliumque tanquam omnis justitiæ fontem diligere incipiunt. Denique dum proponunt suscipere Baptismum.* La participation aux Sacramens, & sur-tout la promotion au Sacerdote, sembleroit plus embarrassante; mais, nous avons sur ce sujet une Autorité infiniment respectable. Innocent III ayant été consulté sur l'Etat spirituel d'un  
Prê-





Prêtre incertain de son batême, la validité de ses Ordres, & sa capacité pour les Benefices: non-seulement nous ne creu-  
sons pas ce qui interesse la conscience,  
mais nous n'avons pas même pour objet  
la validité des Ordres.

Je n'examine pas, Messieurs, si le  
sieur Chanfort est Prêtre ou non: je ne  
demande pas, si, dans l'incertitude où il  
est de son Baptême, il peut monter à  
l'Autel sans frémir d'horreur? J'en suis  
saïsi moi-même, lorsque je pense que  
s'il n'a pas été batifé, il n'est pas Prêtre;  
& que, s'il ne l'est pas, ce qu'il propose  
à nos adorations comme le Dieu du ciel  
descendu devant nous à sa priere, n'est  
qu'une matiere créée & inanimée. Je ne  
m'informe pas, si, lorsqu'il aura été baptifé  
sous condition, il pourra ensuite être  
réordonné. Je crains qu'il n'y ait trop  
de difficulté, à cause du déguisement sous  
lequel il s'est présenté à la Consécration: l'au-  
te, dont étoit exempt le Prêtre de l'erreur  
dont la bonne-foi étoit constante.

Laiissant toutes ces Considérations, je  
n'ai pour objet que l'incapacité de pos-  
séder le Benefice dont il s'agit: je l'ai  
démontrée, & je suis persuadé, que notre  
Adversaire en est enfin convaincu: *Je  
Pieté m'en répond.* Elevé dans l'innocen-

vouloir, par la Possession d'un bien dont il est incapable, aggraver des maux qui lui seroient imputés, s'il les méprisoit, il souhaite au fond du cœur de perdre le Benefice, pour ne plus songer qu'aux remedes que j'ai eu l'honneur de lui indiquer. Sa situation est à plaindre, sans doute, & je lui aurois épargné cette humiliante Réflexion, si la Défense de ma Cause me l'avoit permis; mais, je suis encore obligé, Messieurs, de détruire le dernier motif de présomption qu'on vous a proposé de sa part.

Dans les Lettres de Tonsure, & dans celles qui ont suivi jusqu'à la Prêtrise, deux Archevêques ont successivement prononcé, dit-on, que le sieur Chanfort étoit capable de la Prêtrise: ils l'ont donc presumé baptisé. Sur quelles raisons? Sur celles que la Cour a entendues par l'Acte d'Assemblée du Châtelet. Voilà, ajoute-t-on, les Jugemens Ecclésiastiques, en matiere purement spirituelle: quel Laïc pourroit aller contre? La Cour s'en interdira à elle-même toute connoissance.

Dans quel esprit, Messieurs, a-t-on ainsi méconnu le souverain Pouvoir que vous avez? Commis pour juger de la capacité des prétendans aux Benefices, l'Empire absolu du Roi sur le temporel, la Majesté du Tribunal de la Cour, le Dépôt précieux de nos Libertés, tous les fondemens de la Jurisdiction séculière, font

**& le Baptême sont incertains. 287**

sont attaqués par ces doutes tant de fois proscrits dans ce Sanctuaire auguste. Et par quelle Contradiction le sieur Chanfort, en demandant d'être mis en possession d'un Benefice par votre Autorité, la récuse-t-il à l'égard des qualités nécessaires pour obtenir cette possession?

Non, Messieurs, vous ne romprez point ce parfait équilibre des deux Puissances, quand vous déclarerez la Partie adverse incapable, sans égard aux prétendus Jugemens Ecclésiastiques qu'il nous oppose: vous ne toucherez point au spirituel, vous le laisserez jouir de la sécurité d'une conscience erronnée, vous l'abandonnerez aux périls d'idolâtrie où il s'expose; & cependant vous le jugerez incapable à l'égard du Benefice, quand même on l'auroit jugé capable à l'égard des Ordres, parcequ'un Tribunal Ecclésiastique, quelque élevé qu'il soit, ne peut donner la forme à vos Décisions suprêmes. Mais, Messieurs, ce qu'on nous annonce comme des Jugemens Ecclésiastiques ne mérite rien moins que ce nom.

Il faut d'abord écarter tout ce qui est émané du digne Pasteur qui conduit actuellement ce Diocèse: jamais M. l'Archevêque n'a statué sur la capacité de

la suite, les Ordinans n'exhibent que leurs Lettres de Tonsure. Le sieur Chanfort a été tonsuré sous le précédent Pontificat. Il ne peut donc réclamer d'autre Jugement que celui de M. le Cardinal de Noailles.

Les Lettres de Tonsure expédiées le 3. Avril 1729, non loin du terme fatal des jours de ce Prelat, contiennent la Clause ordinaire, *idoneo & capaci reperto*. Qui croira, que par cette clause la Partie adverse ait été jugée capable ; quoique sans preuve de Batême, d'être admis à la Prêtrise ; tandis que le Prelat, à qui on attribue ce Jugement, vouloit que tous les enfans exposés fussent batisés sous condition, quand même on auroit trouvé sur eux un billet portant qu'ils l'avoient été ? Ce prétendu Jugement, cette clause, *idoneo & capaci*, ne peut avoir levé le doute du Batême de la Partie adverse, si ce doute n'a pas été exposé. On vous a plaidé, Messieurs, que l'Acte d'Assemblée du Châtelet avoit été montré à M. le Cardinal de Noailles, qu'il n'avoit même été destiné qu'à cette fin ; mais, l'Acte n'est point visé, & le fait allégué est sans preuve & sans apparence.


La Cour ne voit ici qu'un Jugement de capacité, dont le moyen est impénétrable. Il peut avoir été rendu sur un faux Extrait-Baptistaire, la sur-

surprise peut en avoir été le premier mobile.

Enfin, Messieurs, quand on regarderoit ce Jugement Ecclésiastique comme ayant consacré la présomption en faveur du Baptême du sieur Chanfort, il n'auroit d'effet que pour la validité des Ordres : &, dans cette supposition même, il resteroit encore à examiner si ce Jugement ne seroit point soumis au Tribunal de la Cour, par la voie d'Appel comme d'abus ; mais, c'est à quoi ma Partie n'a nul intérêt.

Jé sens seulement, que votre Autorité, Messieurs, peut en pareil cas être employée pour faire cesser le scandale : nul doute, que l'attention continuelle de Messieurs les Gens du Roi, & que cette application infatigable, dont tous les Ordres du Royaume recueillent les fruits, ne puissent se porter sur de pareils objets, sans crainte d'entreprise sur l'autre Puissance ; mais, mes vœux sont plutôt qu'on laisse à la Partie adverse l'honneur de se remettre lui-même dans les regles dont il n'est sorti que par une impulsion étrangère.

Il ne suffit pas de vous avoir prouvé combien la Grace du Roi est inapplicable, & au Benefice impétré, & à la personne de l'Impétrant : le Benefice



n'en pouvoit jamais être dévolus à l'Evêque, & que les limites du Pouvoir Episcopal dans les collations ont toujours été celles que le Roi lui-même s'est voulu prescrire. Et quand ce Benefice auroit vaqué en Régale, le sieur Chanfort ne peut le posséder; parceque nos Loix ne souffrent dans les Biens Ecclesiastiques aucun Titulaire suspect de pégrinité, s'il n'a été expressément naturalisé par le Prince; & parceque la meilleure & la plus ancienne Discipline de l'Eglise abhorre les fruits de toute conjonction illicite, à moins qu'ils n'aient été valablement dispensés; & parceque le Sacrement de Baptême ne peut être suppléé hors le cas de nécessité.

Le sujet, dont j'étois chargé, Messieurs, est trop au dessus de mes forces, pour que je puisse m'applaudir d'un succès que je ne devrois qu'à la bonté de ma Cause. Ce Ministère, que j'ai l'honneur de remplir dans ce moment, est assez grand par lui-même, pour fixer quiconque aspire à la solide gloire; mais, je sens les devoirs qu'il impose, & les talens qu'il exige, & combien je suis éloigné de ceux que le sieur Chanfort a trouvés dans son Défenseur.

Mes vœux seront comblez, Messieurs, si, par mon assiduité & mon application, je puis un jour approcher de mes illustres

*Et le Baptême font incertains.* 291  
très Confreres, & mériter la bien-veillance de la Cour.

Me. Carfillier repliqua ainsi :

La fin de non-recevoir, que j'ai opposée dans la dernière Audience de la Partie adverse, est si décisive, qu'il me paroît indispensable de la remettre sous les yeux de la Cour, avant que d'entrer dans la discussion du fond de l'Affaire.

Replique  
Me. Carfillier.

De deux choses l'une : ou le Prieuré de Saint-Phalier a vaqué en Régale, ou il n'y a point vaqué. Si le Prieuré de Saint-Phalier est déclaré avoir vaqué en Régale, nul doute que le sieur Chanfort ne doive en même tems être maintenu dans la possession de ce Benefice; supposé, comme je me flatte de le montrer, qu'il n'y ait dans sa personne aucune incapacité qui le rende indigne du bienfait du Roi : & quand il seroit jugé incapable, la Partie adverse ne pourroit encore profiter de son incapacité, n'étant pas lui-même pourvu d'un Brevet du Roi. Tous les efforts de la Partie adverse se réduiroient à donner lieu à une collation. Il est en effet de principe, que le Roi ne peut pas perdre son Droit : dès qu'il y a eu ouverture une fois à la Régale, il faut que le Roi consume son Droit, ou en conferant de nouveau



292 *Beneficier dont la Naissance*

a à rendre il se pouvoit faire que le Prieuré de Saint-Phalier fût déclaré n'avoir vaqué en Régale ; dans ce cas , il resteroit toujours entre les deux Contendans à faire juger l'Appel de la Sentence du Châtelet qui a maintenu la Partie adverse, Obituaire de Cour de Rome, contre le Sieur Chanfort aussi pourvu par mort : Appel, qui est actuellement appointé au rapport de M. l'Abbé le Moine, & sur lequel il s'agit de sçavoir qui des deux Obituaires doit être préféré.

Je suis en état de démontrer, en rétablissant les principes de la matiere, que le Prieuré de Saint Phalier a vaqué en Régale, quoique par rapport à la Partie adverse je puisse me réduire à ce seul objet. Je ferai plus: en rétablissant les faits, je prouverai, que le sieur Chanfort est capable de posséder ce Benefice. J'employerai le plus utilement qu'il me sera possible les momens favorables que votre bonté m'a accordé, & que votre zele infatigable pour le bien public n'a pas cru devoir refuser à une Cause où il s'agit tout à la fois, & des Droits du Souverain, & des Interêts de la Religion.



PREMIERE PROPOSITION.

*Le Prieuré de Saint-Phalier a vaqué en Régale.*

Ma premiere Proposition, c'est-à-dire la Vacance en Régale, dépend de l'examen de deux Points principaux. Y avoit-il un litige capable de procurer l'ouverture de la Régale sur le Benefice dont est question ? Ce Benefice, dans le fait particulier, étant sujet à ce droit qui depuis sa vacance a eu lieu dans l'Evêché d'Orleans par la mort du dernier Evêque, la Contestation a-t-elle été formée fix mois avant le décès de l'Evêque ?

Sur le premier Point, c'est-à-dire par rapport au litige, j'ai d'abord ici un grand avantage. Notre Adversaire a été forcé de convenir, que la Contestation née entre les deux Contendans au sujet du Benefice dont est question a été formée, & même jugée, fix mois avant la vacance de l'Abbaye dont il dépend, & de celle de l'Evêché d'Orleans dans lequel il se trouve situé ; ce qui, aux termes de la Déclaration de 1673. doit être regardé comme un litige capable de donner lieu à la Régale sur le Prieuré de Saint-Phalier, en supposant, comme je le ferai voir, que de sa nature il y fût sujet.

T 3

Mais,

Mais, à cet égard, la Partie adverse prétend, que ce litige s'étant formé entre deux Contendans, dont l'un, selon lui, étoit radicalement incapable, le titre du Benefice n'a point fait impression, & qu'on doit regarder la Contestation comme non avenue, parce qu'elle n'a point été causée par le fait d'une Partie qui pût valablement contester.

Ce n'est pas, Messieurs, la première fois, que ce moyen a été proposé sans succès à votre Audience: il n'est en lui-même qu'une pure équivoque sur la rédaction peu correcte de la Déclaration de 1673; mais, que l'esprit de cette loi, & les grands principes de la Régale, combattent ouvertement.

Que deviendrait en effet le privilège de la Régale, si l'exercice dépendoit du plus ou du moins de droit que l'une ou l'autre des Parties contestantes avoit sur le Benefice? Comme un titre Ecclésiastique ne peut être possédé en même tems par deux personnes, il faut nécessairement que l'un des Contendans succombe, & que l'autre réussisse; excepté le cas, qui est très-rare, où il y auroit lieu de déclarer le Benefice impétrable. Si donc, pour décider de la validité du litige, on étoit tenu d'entrer dans le mérite des titres & capacités des Parties qui contestoient pour la possession du Benefice, il s'ensuivroit que jamais au-

cun

un Benefice ne tomberoit en Régale ; parcequ'encore une fois l'un ou l'autre des Contendans y auroit été indubitablement maintenu sans l'intervention du Régaliste.

Aussi, Messieurs, la Déclaration de 1673. ne s'est-elle point écartée de ces Regles fondamentales de la matiere de la Régale. L'unique objet de cette loi a été, suivant le Préambule, *d'arrêter le cours d'un Abus* qui n'étoit que trop ordinaire. Sous prétexte que le litige donne ouverture à la Régale, il arrivoit que des particuliers prenoient occasion de la maladie des Archevêques & Evêques, pour intenter des Procès contre les possesseurs des Benefices, pour, en cas de décès des Archevêques & Evêques, se faire un titre de ce litige artificieux à l'effet de surprendre des Provisions en Régale des Benefices pour raison desquels ils avoient fait naître les contestations pour troubler les légitimes Titulaires.

C'est pour obvier à cette sorte de fraude, que la Déclaration marque expressément les deux conditions que le litige doit avoir pour donner ouverture à la Régale. La premiere de ces conditions, c'est qu'il y ait Contestation en cause entre les Parties. La seconde, que cette Contestation soit formée six mois

contrent dans une Complainte Beneficiale, pour que le litige en soit regardé comme sérieux, & comme capable de prouver la pleine maintenue au Régaliste.

Je ne diffimulerai pas néanmoins, Messieurs, que ce point de jurisprudence n'ait été susceptible de quelque difficulté. Plusieurs années après la promulgation de la Déclaration de 1673, il s'éleva sur la manière dont on devoit l'interpréter un différend célèbre entre deux grands Magistrats.

L'un, M. le Président de Lamoignon, croyoit, que, pour déclarer un Benefice vacant en Régale par litige, on devoit examiner, non seulement s'il étoit sérieux, mais encore le droit, les titres, & les capacités des Parties; de sorte que, si l'une d'entre elles réunissoit à un titre incontestable l'avantage d'une prise de possession personnelle, cette Partie devoit être préférée, sans donner lieu à la Régale.

M. le Chancelier, qui exerçoit alors la Charge importante où nous voyons encore aujourd'hui son sang, ses vertus, & ses talens placés\*, soutenoit au contraire, qu'on ne devoit entrer, ni dans cet examen, ni dans cette discussion; mais, qu'il suffisoit, que le litige fût sérieux entre les Parties, pour donner lieu à la Régale.

Le dernier Avis a prévalu: il a été adopté

adopté conformément par tous les Arrêts que vous avez rendus en pareil cas depuis 40. années.

Entre les plus remaquables, c'est un du.... Mars 1698. au rapport de M. Robert, pour un Canoniat de l'Eglise de Paris vacant par litige, que le sieur de Montebise pourvu en Régale obtint contre le sieur Sarrafin ancien Gradué, dont le droit étoit si certain, qu'il a été maintenu depuis dans un autre Canoniat de la même Eglise.

L'Année 1704. nous fournit un Arrêt semblable, rendu sur les Conclusions de feu M. le Premier-Président \*, ce Magistrat \* M. Portail. illustre, dont les manès sont si chers au Barreau. Alors, Messieurs, il en étoit l'ornement, par la supériorité de ses lumières: son affabilité, la bonté de son cœur, l'en rendirent les délices, lorsqu'il fut parvenu à ce rang suprême, où après lui il ne pouvoit être permis qu'à la Verge même \* de s'asseoir.

\* M. Pelletier.

Deux Arrêts plus récents, l'un du 13. Janvier 1720, l'autre du 19. Janvier 1725, ont pareillement jugé en faveur des Régalistes, que le litige ne dépendoit point des titres & capacités de ceux entre lesquels la Complainte étoit formée avant la vacance en Régale: mais qu'il

Ainsi, dans le cas présent, quand on supposeroit que le sieur Chanfort, comme Obituaire de Cour de Rome, n'auroit pu par quelque incapacité personnelle évincer la Partie adverse aussi pourvue par mort ; dans l'Instance appointée au rapport de M. l'Abbé le Moine, il ne seroit pas moins vrai de dire, que cette Instance a formé un litige, & que ce litige des plus sérieux entre les deux Contendants ayant eu lieu six mois avant la vacance de l'Abbaye de Saint-Benoît, surtout de celle de l'Evêché d'Orleans où est situé le Prieuré de Saint-Phalier, la Régale est nécessairement ouverte sur ce Benefice, de même que sur les autres Benefices de ce Diocèse.

L'Ouverture de la Régale étant ainsi constatée du côté du litige, il s'agit maintenant d'examiner si le Prieuré de Saint-Phalier est par lui-même sujet à la Régale.

Cette seconde Partie de ma première Proposition dépend encore de la discussion de deux objets :


1°. D'une Question générale, qui consiste à sçavoir, si, par le Droit commun, la disposition des Benefices dépendans d'une Abbaye appartient aux Religieux pendant la vacance du Siege Abbatial ?

2°. D'un Point de fait, qui consiste à sçavoir, si les Religieux de l'Abbaye de Saint-Benoît sur Loire ont en leur fa-  
veur

**& le Baptême sont incertains. 299**  
veur une possession qui leur attribué la disposition des Benefices pendant le tems de cette vacance ?

Sur la Question générale, je la simplifierai infiniment. J'ai eu l'honneur, dans la premiere Audience, de vous en établir les principes. Je vous ai fait voir, que, par le Droit commun, les Evêques étoient Colateurs nés de tous les Benefices de leur Diocese ; que les Droits de la Couronne étant imprescriptibles en eux-mêmes, celui de la Régale s'étoit conservé dans la Personne auguste de nos Rois, avec la même étendue & la même indépendance, dont les Evêques usoient primitivement par rapport à la disposition générale des Benefices.

Bien loin que l'Edit de 1682. ait donné la moindre atteinte à ces Maximes, ainsi qu'on a tâché de l'insinuer, il les a au contraire confirmées expressément. Le Roi déclare par cette loi, qu'il entend jouir du droit de Régale en la même maniere que les Rois ses prédécesseurs. Si par un des Articles il est dit, que le Roi n'entend pareillement conférer, à cause de son droit de Régale, que les Benefices que les Archevêques & Evêques sont en bonne & légitime possession de conférer : cette disposition ne regarde que les Eglises Cathedrales & Collegiales dont





veut qu'ils continuent de les conférer pendant la vacance des Sieges, & que leurs tours leur soient conservés : ce qui assure de plus en plus le principe que j'ai établi dans la premiere Audience. Les Evêques ayant le Droit commun pour eux, ils ne peuvent être gênés dans l'exercice de ce Droit, qu'autant qu'on a acquis contre eux par une possession constante le Droit de conférer.

Ce qui milite ici, contre les Chapitres des Eglises Cathedrales & Collegiales, peut à plus forte raison s'appliquer aux Monasteres.

C'est bien inutilement, qu'on a voulu se faire un moyen de la prétendue copropriété des Religieux & des Abbés, en soutenant qu'ils ne formoient qu'un seul & même Corps.

S'il étoit question des droits utiles de l'Abbaye, ce seroit peut-être le lieu de faire valoir cette copropriété.

Mais, quant à la disposition des Benefices, principalement depuis l'introduction de la Commende, elle a été réservée expressement à l'Abbé seul, non pas comme un droit utile, comme une portion de sa menſe, *ratione monasterii* ; mais comme un droit honorifique attaché à sa dignité Abbatiale, *ratione dignitatis Abbatialis* ; dignité, à laquelle tous les Canonistes décident que les Religieux ne succèdent pas.

Si donc les Religieux ne succèdent point

**& le Baptême sont incertains.** 301  
point à la dignité Abbaticale ; si même  
le droit de Collation ne peut être trans-  
mis naturellement de l'Abbé aux Reli-  
gieux , parce qu'il est de principe en  
matière Beneficiale , qu'il ne se fait point  
de dévolution du Supérieur à l'Inférieur :  
comment les Religieux peuvent-ils pré-  
tendre l'exercice du droit de Collation  
attaché au Siège Abbatial , au préjudice  
des véritables Pasteurs , à qui ce droit  
est déferé par la Loi commune , & la  
plus pure Discipline de l'Eglise ?

Aussi , Messieurs , M. Antoine le Vail-  
lant , en ses Notes sur la Règle de *infirmis* , nous assure-t-il , qu'en la Cour , le  
droit des Evêques dans tous les tems a  
prévalu sur les efforts des Religieux.

*In Senatu Parisiensi ob autoritates ab  
autore laudatas inducitur quod Episcopi  
possunt conferre liberè , Sede Abbatiali va-  
cante , Beneficia quæ pendent à collatione  
Abbatum.*

Le Régaliste n'a donc point ici à prou-  
ver , comme le prétend la Partie adver-  
se , que les Evêques d'Orléans ont con-  
feré le Prieuré de Saint-Phalier par dé-  
volution : la dévolution est du droit du  
Collateur particulier à l'Ordinaire. C'est  
au contraire à l'Adversaire du Régaliste  
à établir dans la vacance de l'Abbaye  
l'exercice de la collation des Reli-

**302    *Beneficier dont la Naissance***

de la prétendue possession des Religieux de l'Abbaye de Saint-Benoît sur Loire. Trois Pièces m'ont été opposées, qui sont toutes trois également frivoles.

1°. Des Provisions données en 1718. du Prieuré de Coute, par l'Abbé Régulier de Saint-Pierre de Chezal-Benoît, situés l'un & l'autre dans le Diocèse de Bourges. Vous sentez le peu d'application que cet Acte a à la Cause. Il ne s'agit point ici, ni de l'Abbaye de Saint-Pierre de Chezal-Benoît, ni d'un Benefice dépendant de cette Abbaye. Quand l'Abbé Régulier, ou si l'on veut les Religieux mêmes de cette Abbaye, seroient en possession de conférer les Benefices qui en dépendent, pourroit-on en rien conclure en faveur de ceux de l'Abbaye de Notre-Dame sur Loire. Encore une fois, le droit de Collation dans les Collateurs particuliers est un privilege personnel: on ne peut l'étendre, au préjudice du Droit commun, d'une personne, ou d'un Monastere, à un autre.

2°. La Partie adverse rapporte des Provisions de 1724 d'une Chapelle de Sainte-Scholastique, dépendante de l'Abbaye de Saint-Benoît sur Loire, données par le sieur de Pibrac, dernier Titulaire de l'Abbaye. Mais, je ne conteste point que l'Abbé de Saint Benoît sur Loire n'eût des Benefices à sa Collation. Notre Question ne tombe pas sur ce Point: ce que vous avez à prouver, c'est que les

les Religieux de Saint-Benoît sur Loire, au défaut de leur Abbé, sont eux-mêmes en possession de conférer des Benefices. Et ce n'est pas certainement avec des Provisions émanées de l'Abbé seul, & où les Religieux n'ont nullement parlé, que vous établirez cette possession en leur faveur: il faudroit d'ailleurs, que la preuve tombât précisément sur le Benefice de Saint-Phalier.

3°. Enfin, la troisième & dernière Pièce de la Partie adverse est un Certificat de M. l'Evêque d'Orléans, par lequel il déclare, qu'il n'a point connoissance que ce Prieuré soit à la Collation des Evêques de cette Ville: outre que ce Certificat est mandié, il est par lui-même de très-peu d'importance. S'il ne paroît pas que les Evêques d'Orléans aient conféré le Prieuré de Saint-Phalier, c'est que le cas ne sera pas arrivé, que ce Benefice soit venu précisément à vaquer, lorsque le Siège Abbatial n'étoit point rempli; ou bien, il a pu se faire encore, que les Evêques d'Orléans, qui n'auroient pu que le conférer à un Régulier; se soient laissés prévenir en Cour de Rome, pour conserver la Commende sur ce Benefice, & l'empêcher de tomber en Regle.

Mais de ce que les Evêques d'Or

304. *Bénéficiaire dont la Naissance*

pourroient avoir perdu leur droit sur ce Benefice *non utendo*, relativement aux Religieux de Saint-Benoît sur-Loire, que dans les cas où ces Religieux auroient profité de la négligence des Evêques, en conférant pendant la vacance de l'Abbaye ce Benefice. Or, comme on ne rapporte ici aucun Acte de possession de la part de ces Religieux, le Droit commun doit nécessairement prendre toute sa force, tant en faveur de l'Evêque que du Roi. La dernière Déclaration, conforme en ce point à la Jurisprudence de la Cour, le décide expressément.

Avant cette Loi, notre Question, dans les Tribunaux les plus favorables aux Religieux, n'eût pu faire de difficulté qu'autant que l'Adversaire du Régaliste eût été pourvu par les Religieux, & qu'il eût excipé de leur possession, en faisant dépendre le droit du fait.

Après avoir démontré, que le Benefice, dont il s'agit, a vaqué en Régale, soit par la qualité du litige, soit par celle du Benefice même, il me reste à faire voir, que le sieur Chanfort a toutes les Qualités requises pour le posséder.

SECONDE PROPOSITION.

*Le sieur Chanfort est capable.*

Trois vices ou défauts de capacité ont été opposés au sieur Chanfort. *Etran-*  
*ger,*

*& le Baptême sont incertains.* 305

*eur, Batard, Prêtre non baptisé.* Commençons par faire sentir l'illusion du premier reproche.

Peut-on, en effet, regarder comme Etranger celui, qui, dès le premier instant qu'il a paru dans le monde; y a été reçu comme François, & qui jusqu'à présent y a passé pour tel?

Suivant l'Enquête faite en 1729. devant le Lieutenant - Civil, le sieur Chanfort est remis à l'âge de cinq ans par un homme & une femme à la Dlle. le Vieux; fille, que son mérite & sa naissance avoient long-tems attachée au service de la Reine-mere en qualité de Demoiselle - d'Honneur. Le dépôt de cet Enfant infortuné se fait à Paris dans la Capitale du Royaume: cet homme & cette femme, en le confiant aux soins de la Dlle. le Vieux, ne disent point qu'il soit Etranger; ce qui suffit pour le présumer François, dès le premier pas qu'on lui fait faire dans le monde.

En effet, quand on ne regarderoit le sieur Chanfort, que comme un enfant exposé, il est constant, que, dans l'usage, les enfans exposés, ou trouvés, sont réputés François, & même légitimes; parcequ'on présume toujours ce qu'il y a de plus avantageux pour l'Etat des per-

sonnes: ce sont les Haute-Judiciers qui

306 *Beneficier dont la Naissance*

en a pas un seul, qui ne lui soit favorable.

Dans toutes les Pensions où il a été, il a constamment toujours passé pour François.

En 1729, le Roi lui accorda des Lettres de Boursier au College de Navarre. Dans ces Lettres, le sieur Chanfort est dit de Paris, & le Souverain même l'y juge digne de jouir des privileges attachés à la Nation. Dans la même année, le Sr. Chanfort prend le degré de Maître ès Arts en l'Université de Paris. Les Lettres font mention, qu'il est de cette Ville: *Magistrum Carolum Chanfort Parisiensem*. Ses Lettres de Tonsure, des Quatre-Mineurs, du Soudiaconat, du Diaconat, & de la Prêtrise, toutes émanées de deux Archevêques de Paris, le qualifient de Diocésain.

En 1731, il obtient des Lettres de Scholarité & de Gardes-Gardiennes, comme étant encore de Paris.

De sorte que le sieur Chanfort a toujours été dans une Possession constante de l'Etat de naturel François. Pas le moindre Acte, qui puisse ici le faire soupçonner du vice de pérégrinité.

Or, quel est le principe de cette matiere? Ecoutons les loix: *In eo Statu in quo quis invenitur, in eo judicetur*. Il faut juger le sieur Chanfort sur la qualité où il se presente aujourd'hui, le tenir pour Parisien ou François, puisqu'il a toujours  
passé

passé pour tel, le maintenir dans les avantages de cet Etat, dès qu'on ne rapporte point ici de preuve contraire à la Possession, dès qu'on n'établit point qu'il soit autre que François & Regnicole.

C'est, Messieurs, ce que vous avez jugé par deux Arrêts; l'un du 31. Mai 1683, l'autre du 19. Mars 1685, rapportés au Troisième Tome du Journal des Audiences. Dans ces deux Causes, dont pour abréger je ne détaillerai point les especes, il s'agissoit de personnes, qui, de même que le sieur Chanfort, ne pouvoient produire d'Extraits-Baptistaires. Sur ce défaut, le Donataire du Roi prétendoit qu'on devoit les regarder comme Aubains. Il fut décidé, que ceux, dont il étoit alors Question, dont l'un étoit Officier dans les Troupes, & qui avoit son domicile dans une Ville voisine des Fontieres, étoient morts en l'Etat de Possession de naturels François; & que c'étoit au Donataire du Roi à faire la preuve contraire, sans qu'il pût exiger la représentation d'un Extrait-Baptistaire.

Si le sieur Chanfort doit être regardé comme François, si en cette qualité il est capable de posséder des Benefices dans le Royaume, par une suite des mé-



mer ce qu'il y a de plus favorable pour l'Etat. Ainsi, dès qu'on n'a pas une preuve certaine, qu'il soit bâtard, il doit être plutôt regardé comme le fruit d'une union sainte & légitime.

Je conviens, Messieurs, que le sieur Chanfort a obtenu des Dispenses du Pape, *propter defectum natalium*. Mais, ces Dispenses ne doivent être regardées que comme une pure précaution qu'il a prise *ad majorem cautelam*. Au milieu des ténèbres qui couvrent les premiers tems de sa vie, il lui a été très-difficile de reconnoître la route qu'il devoit tenir dans le monde. Appelé au Sacerdoce par la Providence, dans la crainte d'essuyer quelque contradiction sur la capacité requise pour posséder les Titres & Grades Ecclesiastiques, le sieur Chanfort s'adresse au Pere commun des Fideles, il lui expose les malheureuses circonstances de sa vie enfant que besoin. Le Souverain Pontife le dispense & le relève de l'empêchement canonique, que la bâtardise pouroit lui causer, en supposant qu'il fût possible de lui imputer ce vice: une telle démarche, je le répète, n'est qu'un Acte de pure précaution, & ne peut préjudicier au sieur Chanfort, si, suivant les principes, il doit être tenu pour légitime: le citoyen appartient à l'Etat, il n'est point en son pouvoir de rompre le lien qui l'y attache.

Mais, quand on considéreroit ici le sieur  
Chan-

*Et le Baptême sont incertains.* 309

Chanford comme bâtard , il n'y auroit encore aucune incapacité actuelle en sa personne pour posséder le Benefice dont est question.

Dans la primitive Eglise ; les bâtards étoient admis aux Ordres sans Dispense , & étoient capables de posséder les Benefices. Les Conciles de Bourges en 1031 , de Poitiers en 1078 , & de Latran en 1139 , s'élevèrent simplement contre les bâtards des Prêtres. Je conviens que , par la suite , l'incapacité fut étendue aux autres bâtards.

On a néanmoins accordé aux Evêques la faculté de conférer la Tonsure & les Ordres-Mineurs aux bâtards , lorsqu'ils les en jugent capables , & de se pourvoir de Benefices simples. C'est la disposition précise du ch. 1. tit. 11. *In Sexto Decretalium de filiis Presbyterorum Et aliis illegitimè natis.*

Aussi pourroit-on dire , que le sieur Chanfort avoit été suffisamment dispensé par les simples Lettres de Tonsure que M. le Cardinal de Noailles lui a conférées.

Mais , quoiqu'il en soit , toutes les difficultés , auxquelles la bâtardise pourroit donner lieu , tombent aujourd'hui d'elles-mêmes. Le sieur Chanfort a obtenu

310 *Beneficier dont la Naissance*  
sous condition : *si il est vrai*, dit le Pro-  
cès-verbal, *qu'il soit né illégitime.*

Leur obtention & fulmination a précédé le Brevet du Roi. Or, comme la bâtardise relativement aux Honneurs & Grades Ecclésiastiques, n'est en elle-même qu'un empêchement canonique, qu'il appartient à l'Autorité spirituelle de lever, il doit demeurer ici pour constant, que le sieur Chanfort est valablement dispensé pour le nouveau genre de vacance sur lequel il est pourvu.

C'est en effet sans fondement, que, de la part de notre Adversaire, on a prétendu, que s'agissant ici d'un Benefice conféré en Régale, le sieur Chanfort auroit dû obtenir des Lettres de Dispense du Roi même.

1<sup>o</sup>. Il est à présumer, ou, pour mieux dire, il est certain, que le Roi n'a conféré de Benefice au sieur Chanfort, qu'en connoissance de Cause. Le Brevet porte, sur le louable rapport qui nous a été fait de la capacité & suffisance de la personne de Charles de Chanfort. En supposant que le sieur Chanfort se soit présenté comme bâtard au Roi, il n'aura pas manqué de faire usage des Dispenses qu'il avoit obtenues du Pape, à l'effet de posséder des Benefices. Ou le Prince juge ces Dispenses suffisantes, ou il les a regardées comme superflues. Dans l'un ou l'autre cas, il n'a pas été nécessaire d'en faire mention. Le Roi,

en cela n'a fait que se conformer à ce qui se pratique par les Collateurs ordinaires. Les Evêques, & les autres Collateurs particuliers du Royaume, quand ils conferent un Benefice à un bâtard, ne sont pas obligés d'exprimer ce défaut de Naissance dans les Provisions, ni les Dispenses accordées à ce sujet ; par la raison qu'ils sont présumés avoir une connoissance suffisante de tous ceux qui ont le bonheur de vivre dans le Royaume. Il n'en est pas de même du Pape : étant un Collateur forcé, & hors d'Etat de pouvoir s'assurer par lui-même de la capacité des Sujets qui lui demandent des graces, il faut nécessairement qu'on lui expose dans la Supplique son Etat, & qu'il en fasse mention dans le Rescript qui doit être relatif à la Supplique.

2°. Et ceci est decisif. C'est qu'il n'est point d'Usage, que le Roi accorde des Dispenses à l'effet de posséder des Benefices. Quand le Roi confere un Benefice Consistorial tel qu'un Evêché, ou une Abbaye, à un bâtard, comme la batardise est un empêchement purement canonique, le Roi s'en rapporte au Pape pour relever le Sujet de cet empêchement ; le Brevet ne parle nullement de ce défaut : c'est au pourvu par le Roi à exposer son Etat au Pape ; il n'y a que les Bulles qui en fassent mention, & dans lesquelles il soit ne-

cessaire d'exprimer la Dispense requise à ce sujet : c'est un fait, dont je me suis assuré depuis la dernière Audience, & que j'avance avec confiance à la Cour.

Ainsi, Messieurs, de deux choses l'une: ou celui pour qui je parle sera ici présumé légitime; & alors il ne pourra y avoir la moindre difficulté sur sa capacité pour posséder le Benefice dont est Question: ou on le regardera seulement comme bâtard; & en ce cas les Dispenses qu'il a obtenues du Pape, la manière même dont le Roi s'est expliqué dans le Brevet en Régale, où il est dit qu'on lui a fait rapport de la capacité & suffisance du sieur Chanfort, vous paroltront des moyens assez puissans pour vous déterminer en faveur du sieur Chanfort. En rejetant celui qu'on a voulu se faire de la prétendue bâtardise du sieur Chanfort, le défaut de représentation d'Extrait-baptistaire est une ressource également stérile pour la Partie adverse. C'est, Messieurs, ce qui me reste à démontrer.

L'Extrait-Baptistaire n'est en lui-même qu'une formalité extérieure, absolument indépendante du Sacrement de Baptême: elle n'a été introduite par les Princes séculiers, que pour assurer dans l'Ordre civil l'Etat des enfans & des familles.

Pareillement, l'Extrait-Baptistaire peut être

Être jugé nécessaire pour constater la Religion, la Patrie, l'Extraction, & l'Age, de tout sujet qui se presente pour entrer dans l'Ordre Ecclésiastique, qui, comme les autres Ordres de l'Etat, est sous la protection du Prince.

Mais, au défaut des Registres publics, ou dans une impossibilité absolue de produire un Extrait-Baptistaire, un homme sera-t-il regardé toute sa vie comme un néant, incapable de tout Grade Civil & Ecclésiastique; ne lui reste-t-il donc aucune ressource? Le défaut d'Extrait-baptistaire ne peut-il enfin être réparé, ou ne peut-il se suppléer?

Avant l'établissement des Registres publics, il est d'abord constant, que la Notoriété étoit la seule preuve que l'on pût invoquer pour établir sa Naissance & son Baptême: on a admis de plus les présomptions de droit en faveur de l'Etat des personnes.

De même que, pour donner les effets civils, on présume légitime, ou François, celui qui a toujours passé pour tel: de même on doit présumer capable de posséder un Benefice, celui qui a été reconnu par l'Eglise pour être baptisé; parce que l'Eglise est dans l'Etat: elle en fait

214. *Beneficier dont la Naissance*  
& suffisante, par rapport à la capacité qui  
y est requise pour posséder les biens  
& honneurs Ecclésiastiques.

Dans le cas où les Registres publics  
sont perdus, & dans celui où un sujet,  
par les malheureuses circonstances de sa  
vie, se trouve dans l'impossibilité de  
représenter l'Extrait-baptistaire, l'Eglise,  
pour conserver à l'Ordre civil ce qui lui  
appartient, peut fort bien ne pas pren-  
dre sur elle entièrement ce qui est de  
fait. C'est à l'Autorité temporelle, qu'il  
doit être réservé plus essentiellement de  
constater l'âge, la naissance, & la patrie  
du Sujet qui se présente pour entrer dans  
l'Ordre Ecclésiastique.

De là l'usage, dans ces sortes de cas,  
de faire précéder l'admission aux Saints-  
Ordres, d'une Enquête devant le Juge  
laïc : or, cette formalité a été ici exacte-  
ment remplie.

Il y a eu une Enquête devant le  
Lieutenant-Civil, dans laquelle on a  
constaté, autant qu'il a été possible, le  
nom, le surnom, l'âge, la naissance, &  
la patrie, du sieur Chanfort. Cette En-  
quête a été suivie d'une autre Enquête  
faite devant l'Official, où les mêmes té-  
moins entendus ont déposé. Tout cela  
est antérieur à la Tonsure du sieur Chan-  
fort.

Si les Eclaircissémens que ces Actes  
juridiques ont procuré n'ont pas été aussi  
considérables qu'on les auroit désiré, ils

ont au moins été jugés suffisans pour déterminer l'Evêque, à admettre le Sieur Chanfort aux Ordres sacrés.

Par l'Enquête, il a été constaté, que le sieur Chanfort s'appelloit Charles, nom que ceux qui y ont déposé, & sur-tout la Demoiselle le Vieux, qui a eu une connoissance plus particuliere du mystere de sa naissance, ne lui auroient pas donné, s'ils n'eussent sçu, ou par tradition, ou par eux-mêmes, que le sieur Chanfort a été baptisé sous ce nom de Charles : ce nom, & la possession constante où le sieur Chanfort a toujours été de le porter, supposent nécessairement un Baptême. Aussi le Sr. Chanfort, dans le Procès Verbal de l'Official, déclare-t-il expressément, qu'il est persuadé de l'avoir reçu.

C'est à Paris, dans le centre d'un Royaume Catholique, que le sieur Chanfort a été remis à la Demoiselle le Vieux, par un homme, & une femme, qu'elle ne peut nommer. Mais, cet homme, mais cette femme, énigmatiques, à qui je dois peut-être le jour malheureux qui m'éclaire. Pere & mere cruels, ou qui que vous soyez, repondez-moi du fond de l'abîme impénétrable qui me sépare de ma naissance ? Votre injustice auroit-elle



316 *Beneficier dont la Naissance*

encore plus précieux d'enfant de l'Eglise ? A votre défaut, la Providence devoit veiller sur moi, & de dessein prémédité, ou si l'on veut par une négligence également criminelle, vous m'auriez laissé à son égard dans un état de disgrâce ! Non, Messieurs, ne le présumons point. Dès qu'il est constant, que cet homme & cette femme ont instruit la Demoiselle le Vieux, que le sieur Chanfort s'appelloit Charles, il n'en faut pas davantage pour croire, que le sieur Chanfort a eu le bonheur d'être régénéré comme nous dans les eaux salutaires du Baptême.

Tous les Actes de la vie du sieur Chanfort prouvent également, qu'il a reçu dans cette ablution sainte le premier degré de la grace. L'Enquête constate, que le sieur Chanfort a fait sa première Communion dans l'Eglise des Théatins, & qu'il a été confirmé.

Dans de telles circonstances, il paroît que Monsieur le Cardinal de Noailles n'a donc pû regarder le sieur Chanfort, que comme ayant été baptisé. On vous a dit, Messieurs, que l'exaëtitude de ce Prélat étoit telle, qu'il avoit ordonné qu'on baptisât sous condition les enfans trouvés & exposés. Si donc M. le Cardinal de Noailles, avant que d'admettre le sieur Chanfort à la Tonsure, n'a pas ordonné la même chose, c'est une preuve qu'il ne l'a pas jugé nécessaire.

Qu'on

Qu'on ne dise pas, que le sieur Chanfort n'a usurpé le Sacerdoce, que par une surprise faite à ce Prélat. La preuve qu'il n'y a point de surprise se tire des Lettres même de Tonsure. Ces Lettres ne font point mention d'aucun Extrait-baptistaire : on n'y dit point, que le sieur Chanfort soit fils d'un tel, ou d'une telle. Or, comme il est d'un usage ordinaire & indispensable de l'exprimer, il faut nécessairement que M. le Cardinal de Noailles, dont l'attention alloit jusqu'au scrupule, ait été instruit des raisons, qui, dans le cas particulier, pouvoient dispenser de cet usage : aussi ce cas a-t-il été mûrement examiné avant que d'admettre le sieur Chanfort à la Tonsure. Outre l'Enquête faite devant le Lieutenant-Civil, ce Prélat exigea encore, que son Official en fit une sur le fait particulier du Baptême : cette Pièce importante, que nous n'avons recouvrée qu'hier, a été remise à M. l'Avocat-Général. Je suis persuadé, qu'il n'échappera pas à son exactitude ordinaire d'en rendre compte. Il y eut un Conseil tenu à ce sujet, où, entr'autres Théologiens, furent appellés le feu sieur Abbé Dorfanne, & le sieur Vivant aujourd'hui Grand-Chantre de l'Eglise de Paris : & ils dé-

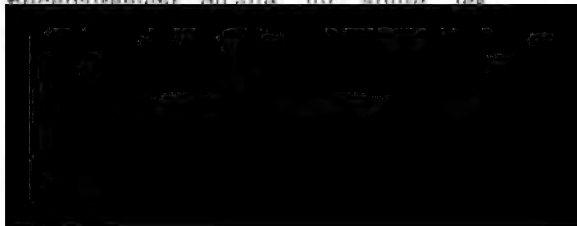
318 *Beneficier dont la Naissance*  
voit l'admettre aux Saints Ordres.

Décision, aussi respectable, que conforme aux Maximes de la saine Théologie. Estius, dans son excellent Traité des Sacramens, explique quel est le genre d'incertitude, qui peut autoriser le Baptême sous condition, dans les adultes, ou personnes d'un certain Age. *Sciendum*, dit cet Auteur, *dist. 44. § 15. non quancunque levem in contrariam suspicionem vel scrupulum debere sufficere ad hoc ut sub conditione quis hoc pacto baptizetur, sed requiri dubitationem probabilem.... Ea autem probabilis dubitatio est quæ facta etiam diligenti indignè discuti non potest, ita ut nec moralis certitudo facti haberi queat.*

Suivant cet Auteur extrêmement accrédité dans les Ecoles, le simple soupçon, qu'une personne avancée en âge n'a point été baptisée, ne suffit point pour lui administrer ce Sacrement sous condition; il faut du moins un doute probable. Pour peu qu'on soit assuré moralement, que cette personne ait été baptisée, ou, ce qui est la même chose, pourvu qu'il y ait des circonstances capables de le faire présumer, on ne peut sans sacrilège réitérer le Baptême. Il n'y a qu'une certitude Physique, qui doive déterminer à prendre à son égard le parti de la réitération. On peut encore consulter sur ce point l'Épître du Pape Léon VIII, *ad Neonam Ravennatem Episcopum*. Les Ac-

tes du cinquième Concile de Carthage, & la cinquième Lettre de Saint Denis d'Alexandrie au Pape Sixte, où il décide qu'un Fidele, qui avoit reçu un Baptême impie & sacrilege, & par conséquent nul, ne devoit pas se faire baptiser. Le motif de la décision de ce saint Evêque fut, que le long tems, que cette personne avoit passé dans la Communion de l'Eglise, devoit suffire.

Ce que Saint Denis d'Alexandrie prononça à l'égard de ce Fidele, que l'Histoire nous dépeint comme ayant été fort alarmé de sa situation; Mr. le Cardinal de Noailles, & son digne Successeur dans le Siége de Paris, l'ont également prononcé en faveur du sieur Chanfort. Son Etat, comme Chrétien, a été jugé par l'Eglise même: à elle seule appartenoit d'en décider. Reconnu pour avoir été baptisé, admis au Sacerdoce, il est donc capable des titres & honneurs, qui dans l'Ordre civil sont réservés à cet Etat privilégié. Sa capacité à cet égard ne peut être restreinte & divisée: ou il faut aller jusqu'à prétendre que l'autorité temporelle peut effacer, par un jugement contraire, le caractère sacré & indelebile, dont le sieur Chanfort est revêtu; ou, si elle ne le peut pas, il faut nécessairement qu'elle lui efface les



Il auroit été à souhaiter, que M. Joli de Fleury, Avocat-Général, eût pu vaincre sa modestie, qui ne lui a pas permis de me communiquer son Plaidoyer, que je destinois au Public. Il ouvrit la voye de l'Arrêt, qui fut rendu, & la sema de traits d'érudition & d'éloquence.

Tel est le dispositif de l'Arrêt du 12 Juillet 1736, qui déclare le Benefice avoir vaqué en Régale, & comme tel l'adjuge à la Partie de Carfilier, avec main-levée des saisies, restitution des fruits, & dépens.

Voici un sommaire du titre 43. du liv. 3. des Decretales de Gregoire IX. *De Presbytero non baptisato*, qui a rapport à la matiere qu'on vient de traiter.

Le Baptême est la porte des autres Sacremens: de sorte que, si quelqu'un ne l'ayant pas reçu est initié au Sacerdoce, il ne reçoit pas le caractère de l'Ordre; on doit le baptiser de nouveau, & le consacrer Prêtre une seconde fois. Si quelqu'un est, dans l'opinion de tout le monde, baptisé, qu'on reconnoisse après sa mort, qu'il ne l'est point, l'omission du Baptême ne lui aura point nui, il est baptisé indivisiblement. Cette omission n'est point l'ouvrage du mépris de la Religion; mais, on y a été entraîné par un cas imprévu.

J'ai crû, à l'occasion de cette Cause, devoir donner quelque idée de la matiere.

*Prin-*

*Principes sur la Régale.*

La Régale, spécialement prise, est le Droit qui appartient au Roi de France, de jouir des fruits & revenus des Evêchés ou Archevêchés de son Royaume, & de conferer tous les Benefices non Cures, dépendans de la Collation des Evêques ou Archevêques de France, lorsque lesdits Benefices vaquent, ou qu'ils se trouvent vacans pendant la Vacance du Siège Episcopal ou Archiépisopal. *Libertez de l'Eglise Gallicane, Art. 66.*

M. Bignon réunit quatre Sources d'où procede la Régale, lesquelles, jointes ensemble, en forment les Fondemens; sçavoir, 1°. la Souveraineté du Roi. 2°. La qualité de Fondateur des Eglises. 3°. Sa qualité de Seigneur Féodal des biens qui en composent les revenus. 4°. Sa qualité de Gardien, Avocat, & Défenseur des Droits & Prérogatives des Eglises de ses Etats.

L'Ouverture de la Régale se fait par la Vacance de l'Evêché, ou Archevêché. 1°. Par mort. 2°. Par Promotion au Cardinalat d'un Evêque, qui accepte cette dignité. *Arrêt, du 17 Fevrier 1338, du 22 Avril 1344, du 20 Novembre 1367, du 22 Août 1375, &c. du 21 Fe-*



322 *Beneficier dont la Naissance*

ou Archevêque, ou par translation de leurs personnes à un autre Evêché ou Archevêché. *Art. 66. des Libertés de l'Eglise Gallicane. Arrêts du 12 Septembre 1415, & du 4 Mars 1692.*

A l'égard de la translation à un autre Evêché, l'Ouverture se fait seulement du jour de la prestation du Serment de fidélité, qu'on fait au Roi pour les Evêchés, & Archevêchés, auxquels on est transféré. *Mémoires du Clergé, tom. 2.*

La Régale est ouverte du jour que le Roi a accepté la démission simple, par la nomination d'un Successeur. Mais, si la démission est en faveur, ou pour Permutation, ou pour Cause de Transaction, comme elle est conditionnelle, il faut que l'acceptation de la démission fasse la Vacance de l'Evêché; parce que la condition ne paroît accomplie, que par l'agrément du Pape, qui accepte la démission. Quand même le Pape & le Roi conviendroient de transférer un Evêque, ce qu'ils auroient arrêté n'opéreroit point l'Ouverture de la Régale, avant que l'Evêque eût donné son consentement à cette translation.

Il y a encore Ouverture à la Régale, par la rebellion de l'Evêque ou Archevêque: *Arrêts du 15 Février 1594, & du 16 Février 1595*: parce que, comme le Vassal perd son Fief par la felonie, ainsi l'Evêque perd son Evêché par la rebellion publique & notoire; & ce *ipso jure*,

*Et le Baptême sont incertains.* 323  
*jure, Et non expectatâ sententiâ Judicis.*  
Jovet, *Verbo RÉGALE.*

On distingue trois espèces de Vacances par rapport à la Régale; sçavoir: 1<sup>o</sup>. La vacance de droit, qui arrive quand le Pourvû a pris possession en personne, sur un titre nul & vicieux. 2<sup>o</sup>. La vacance de fait, quand celui, qui est pourvû par un titre canonique, n'a pris possession que par Procureur, quoique fondé de procuration spéciale. En matiere de Régale, la prise de possession par Procureur n'est d'aucune considération, parce que la Régale n'admet aucune fiction de droit, quand un Clerc possède un Benefice sans titre canonique, & sans avoir pris possession en personne. Dans ces trois especes de vacances, le Roi dispose des Benefices pendant la Régale. *Ordonnance de Philippe de Valois, du mois d'Octobre 1334.*

Le Litige fait vaquer en Régale les Benefices qui se trouvent litigieux durant qu'elle est ouverte, pourvû que le litige forme un doute raisonnable, & que l'une des Parties ne soit pas manifestement mal fondée. *Arrêts du 24. Mai 1660. Et du 8. Mars 1672. Journal du Palais, tom. 1. p. 15.*

Pour faire vaquer un Benefice en Régale, il ne suffit pas que le litige soit



324. *Beneficier dont la Naissance*  
avant le décès des Evêques & Archevêques. *Declar. du 10. Fevrier 1673.*

La Grand'Chambre connoit exclusivement à tout Tribunal.

La Complainte n'a pas lieu contre le Roi: c'est pourquoi, en matiere de Régale, l'État, c'est-à-dire la Récréance, s'ajuge au Régaliste, sans que l'on puisse ordonner aucun sequestre à son préjudice, parceque le Roi plaide toujours les mains garnies.

Le Régaliste ne peut pas se désister de son Droit au profit du pourvû par le Pape, ou par l'Ordinaire, parceque le Régaliste ne peut préjudicier aux Droits du Roi, & qu'il faut nécessairement faire juger avec Messieurs les Cens du Roi, s'il y a lieu à la Régale, ou non.

Mais, deux Régalistes pourvûs d'un même Benefice peuvent s'accorder, & l'un céder son Droit à l'autre, parcequ'en ce cas il ne s'agit pas du Droit du Roi, qui n'est pas contesté, mais seulement de sçavoir lequel des deux Régalistes est le mieux pourvû.

Entre plusieurs Régalistes pour le même Benefice, celui, dont le Brevet est le premier en datte, doit être préféré, parceque le Roi ne peut varier. *Arrêts du Parlement de Normandie du 32. Decembre 1527. & du même mois 1550.* Néanmoins, si celui qui a une datte postérieure étoit pourvû sur le veritable genre de


va-

*& le Baptême sont incertains.* 325

vacance, & que le premier ne fût pourvû que sur un genre de vacance faux, ou putatif, ce dernier en datte seroit préféré. Quand les Brevets sont de la même datte, il faut s'adresser au Roi, pour sçavoir quel est celui que Sa Majesté veut préférer.

La Régale est ouverte en Bretagne dans les mois du Pape, jusqu'à ce que l'Evêque nouvellement pourvû ait satisfait aux formalités prescrites pour la clôture de la Régale. *Arrêt du 18. Avril 1624.*

La Régale est ouverte jusqu'à ce que le Successeur Evêque ou Archevêque, légitimement pourvû, ait fait le Serment de fidélité qu'il doit au Roi, qu'il ait fait enregistrer en la Chambre des Comptes de Paris l'Acte qui certifie le Serment de fidélité & les Lettres Patentes de la main-levée de la Régale, que le Roi fait expedier au nouvel Evêque, qu'il ait levé l'Arrêt de la Chambre des Comptes, & qu'il l'ait fait signifier avec l'attache & le mandement des Auditeurs au Commissaire nommé pour la perception des fruits, aux Substituts de M. le Procureur - Général, & aux Officiers à la requête desquels la saisie a dû être faite. *Extract. ex Regist.*



### 326 *Beneficier dont la Naissance*

Le pouvoir du Roi est plus étendu dans les Collations en Régale, que n'étoit celui de l'Ordinaire; car, le Roi use du Droit Episcopal tel qu'il étoit jadis, lorsque les Evêques avoient pouvoir de conférer pleinement & librement toutes sortes de Benefices. Dailleurs, il peut admettre la résignation en faveur; il peut conférer au préjudice de la prévention du Pape; la dévolution ne nuit point aussi au Roi, si l'Evêque a perdu son Droit de conférer le Benefice, & qu'il soit dévolu au Métropolitain, ou au Pape; parceque l'Evêque a laissé passer les six mois sans conférer, ou parcequ'il a pourvu une personne notablement indigne & incapable: le Roi confère en tous ces cas, parceque la dévolution n'a pas lieu contre le Roi. En un mot, tous les défauts qu'on peut objecter au Pourvu par l'Ordinaire ne nuisent point au Régaliste. *M. Bignon, dans un Plaidoyer prononcé le 14. Fevrier 1638.*

En 1673. le 10. Fevrier le Roi a fait une Déclaration, vérifiée au Parlement le 18. Avril ensuivant, par laquelle il déclare, que la Régale lui appartient dans tous les Archevêchés & Evêchés de son Royaume, à l'exception seulement de ceux qui en sont exempts à titre onéreux.

Quoique le Roi ne confère pas des Cures en Régale, il les confère lorsqu'el-

qu'elles sont réunies à un Benefice simple, comme à un Canoniat, ou à une dignité de Cathedrale. Il confere un Prieuré-Cure, quand il n'a point de charge d'ames.

Le Roi confere pendant la Régale des Benefices qui sont en Patronage, soit Ecclésiastique, soit Laïque, mais seulement sur la présentation des Patrons. Et si les Patrons négligent de présenter dans le tems qui leur est accordé pour cela, le Roi confere librement ; & si le Patron présente pendant la Régale à un autre qu'au Roi pour un Benefice en Régale, les Provisions pour les présentations sont nulles.

L'Evêque ne confere point les Benefices qui sont vacans depuis la clôture de la Régale. Quoique le Roi ne les ait pas conféré pendant la Régale, il le peut toujours dès qu'ils ont vaqué en Régale. Il peut aussi dans le tems de la Régale conférer des Benefices, dès que l'Evêque mort ne les a pas conférés.

Le Roi confere des Benefices dépendans d'une Abbaye pendant la vacance du Siege Abbatial, si l'Abbaye se trouve vacante en même tems que l'Evêché.

furent de donner le visa au pourvu par le Roi, en ce cas le Roi s'oblige de nommer une autre personne, s'il le juge à propos, les causes du refus étant trouvées légitimes; ou bien le pourvu ainsi refusé peut se retirer par devant les Supérieurs Ecclésiastiques, ou se pourvoir par Appel comme d'abus.

Le Regrès n'est pas recevable en cas de Régale.

Les Provisions de Régale doivent être signées d'un Secrétaire du Roi.

Celui, qui a obtenu des Provisions du Pape ou de l'Ordinaire, peut y ajouter, la Régale étant ouverte, des Provisions du Roi à titre de Régale. Cette précaution est même nécessaire, si ce Pourvu n'est pas en possession de fait & de droit avant l'Ouverture de la Régale: mais, après avoir obtenu en Régale des provisions du Roi, on n'approuve point en France qu'on y ajoute & cumule des Provisions du Pape ni de l'Ordinaire; parcequ'il seroit injurieux à la dignité du Roi d'y ajouter d'autres titres, ce qui supposeroit que les titres obtenus de Sa Majesté ne sont pas suffisans.

Voici les Prélatures électives, qui ne sont pas sujettes à la Nomination Royale, parcequ'elles étoient électives avant le Concordat qui a introduit la Nomination.

1°. Abbayes-Chefs-d'Ordre, à la réserve de quelques-unes, comme 1°. celle de l'ordre.

**Et le Baptême font incertains. 329**

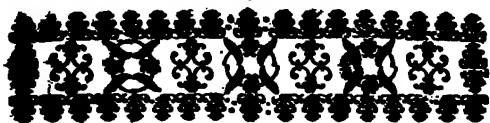
Fontevault. 2°. L'Abbaye de Cluni. 3°. L'Abbaye de Cîteaux & ses quatre premières filles, qui sont la Ferté du Diocèse de Châlons sur Saone, Pontignol du Diocèse d'Auxerre, Clervaux du Diocèse de Langres, & Morimont du même Diocèse. Chatillon de Verdun, & quelques autres, ont le même privilège.

Dans l'hypothèse de cette Cause, par sa bonne-foi, le Beneficier a été admis, malgré l'incertitude de sa naissance dans le Royaume, de sa légitimité, & de son Baptême. La possession de son Etat dans cette bonne-foi lui a servi de titre suffisant. Et s'il eût possédé un Benefice à charge d'ames, il auroit pu conferer aux ames les fruits spirituels qu'il avoit droit de répandre sur elles. Il leur communiquoit les graces attachées aux Sacremens qu'il leur administroit. Mais, que jugerons-nous du Curé fille, dont on publia l'Histoire en 1741, intrusé dans une Cure près Caën en Normandie, qu'elle a servi vingt-cinq ans sans qu'on l'ait reconnue. Elle étoit sœur jumelle d'un Ecclésiastique, qui disputoit une Cure; elle avoit avec lui une parfaite ressemblance: il mourut dans le cours du Procès. Elle le representa avec succès, & imposa à

330 *Beneficier dont la Naissance &c.*  
tions de Curé. Elle s'entretenoit par ses  
soins une Barbe apparente en la rasait  
souvent, & elle étoit parvenue à acquie-  
rir l'estime universelle: on la regardoit  
comme un Pasteur vigilant, & attentif à  
ses devoirs; & on lui accordoit toutes  
les qualités nécessaires pour la société  
civile: son incapacité l'a empêché de  
consacrer, d'absoudre, mais ne privoit  
pas les Fideles des graces.



MEUR.



# MEURTRE

DU N MARI,

*DONT LA FEMME  
& le Frere s'accusent mutuellement,  
tandis que celui qu'on a raison de  
soupçonner est en fuite, & qu'on  
néglige de le poursuivre vivement.*

**M**AITRE Brillon nous a donné un Ouvrage de Jurisprudence immense, en forme de Dictionnaire, en 6 volumes in-folio, où il a rassemblé tous les Recueils d'Arrêts, toutes les Questions de Droit, sans les traiter à fond. Le Lecteur nage dans ce prodigieux Répertoire, comme dans une Mer d'une vaste étendue.

Cet Avocat, qui a consacré ses veilles au Public, & qui s'est enseveli dans cet Ouvrage, a imité les Auteurs Ultramontains, qui nous donnent des in-folio sur des Traités de Droits, qu'ils rendent en-





meilleur, & même, mais rarement, de l'excellent, & beaucoup de médiocre, & quelque-fois au-dessous. Après tout, on ne peut s'empêcher de louer son zèle, & son esprit laborieux. Un Avocat peut mettre à profit son travail tel qu'il est, & s'ouvrir une route, à l'aide de son Dictionnaire, dans les matières qu'il a à traiter, & qu'il pénétrera à force de Recherches.

Pour moi, j'y ai trouvé deux Plaidoyers fort curieux. M. Brillon portant la parole pour le Roi, dans une Affaire criminelle, il fut le flambeau qui éclaira le Tribunal où il parla, environné d'une obscurité profonde, & assiégé de Factums, délivrés coup sur coup, qui se servoient qu'à augmenter la peine de se déterminer.

J'ai crû que je devois enrichir mon Recueil de ces Plaidoyers.

Au mois de Juin 1703, le sieur de Riancourt Duplessis donna sa Requête, par laquelle, en exécution de l'Arrêt du Grand-Conseil du 25 Septembre 1700, il demanda permission d'informer, contre Mouchi & ses complices, du meurtre de son Frere; faire publier de nouveaux Monitoires, & de reprendre les derniers erremens de l'Accusation, aux offres de remplir toute la formalité dans un certain tems. M. le Procureur-Général renvoya les Parties à l'Audience.

Le 26 Juillet 1703, M. de Riancourt

Du-

*dont la Femme & le Frere s'accusent.* 333

Dupleffis, étant Avocat, plaida en son nom, il conclut dans sa Requête.

Me. Evrard, Avocat de la Veuve du sieur de Riancourt assassiné, l'interrompit, & dit qu'il ne représentoit point l'Arrêt du 15 Septembre 1700, en exécution duquel il prétendoit faire la poursuite. On plaida sur cet incident, & après la Remontrance faite, Me. Brillon dit pour M. le Procureur-General, dont il étoit alors Substitut :

D'un côté, un frere, qui auparavant accusé de l'assassinat commis en la personne du sieur de Riancourt, veut devenir accusateur, pour ne pas laisser le crime impuni : d'autre part une veuve, qui, déclarée accusatrice, ne refuse pas de faire de nouvelles diligences, pour venger la mort de son mari, dont elle fut d'abord soupçonnée. Au milieu de tout cela, un coupable, que nous ne connoissons pas, qui se cache peut-être sous le dehors de l'innocence, après que l'innocence elle-même se plaint d'avoir été longtemps enveloppée sous les apparences du crime.

Premier  
Plaidoyer  
de Me.  
Brillon.

Plaintes respectives, decrets sur decrets, grand nombre d'informations, Monitoires publiés, une longue instruction, une Procédure de plusieurs années, la rigueur du Ministère public

délit est pourtant certain ; tout le monde a vu le cadavre , & personne n'a montré le meurtrier.

L'on s'offre enfin de le représenter ; du moins l'on veut tenter les derniers efforts , pour démêler les auteurs & les complices de cet assassinat des plus cruels. C'est l'objet de la Requête dans laquelle on vient de conclure : nous en laissons le motif , toujours disposés de le seconder en faveur de la Justice.

Peut-être même , qu'indignés avec le public du succès infortuné d'une procédure trop régulière , nous consentirions de la négliger pour découvrir les assassins : nous chercherions dans la loi l'esprit seul de la loi , dussions nous s'en pas suivre exactement les termes ; mais ce n'est point s'en éloigner , que d'approcher de la Justice qui est son but , & celui auquel elle se propose de nous conduire.

L'Ordonnance n'a prescrit de certaines formalités , que pour mettre plus sûrement les Juges en état de punir les crimes. Ces formalités deviennent quelque-fois la ressource des criminels , & , malgré nous , les moyens de leur impunité : alors il est , ce semble , permis de les négliger. Nous ne pousserons pas plus loin nos Reflexions ; mais , dans une Affaire qui sembloit assoupie par la cessation des poursuites d'une Veuve , qui se renouvelle par celles

*dont la Femme & le Frere s'accusent.* 335  
les d'un Frere , nous n'avons à desirer  
que la découverte de la Vérité. A qui  
la devons-nous? Et quels moyens peu-  
vent être embrassés?

Le sieur de Riancourt Duplessis ac-  
cuse Mouchy d'être l'auteur de l'assassi-  
nat: il demande, en exécution de l'Arrêt  
du Conseil du 25. Septembre 1700, qu'il  
lui soit permis d'informer contre lui &  
ses complices, même de faire publier  
Monitoires, & de reprendre les derniers  
erremens de l'accusation intentée, aux  
offres de remplir la formalité dans un  
delai competent. Cette Requête a été  
signifiée à la Veuve du sieur de Rian-  
court Duplessis: elle y répond par une  
Remontrance, & elle prétend que le  
sieur de Riancourt Duplessis ne doit pas  
être écouté, jusqu'à ce qu'il ait représen-  
té l'Arrêt.

Il paroît que cette Veuve avoit inte-  
rêt de donner les mains à la Requête,  
& qu'on étoit en droit d'attendre qu'elle  
ne s'y opposeroit pas. En voulant nous  
persuader, qu'elle avoit crû, en la per-  
sonne de son beau Frere, accuser l'assas-  
sin de son Mari, elle doit se réjouir  
que n'ayant point paru coupable aux  
yeux de la Justice, il s'offrit de lui mon-  
trer ceux qui avoient eu le malheur de  
le devenir: elle devoit joindre son zèle

noit d'un Jugement qui le renvoyoit absous. Elle n'a pû lui demander l'Arrêt que vous avez rendu, sans oublier elle-même sa propre justification. Du moment qu'elle veut trouver dans cet Arrêt une preuve des diligences qu'elle a faites, il étoit de sa gloire de supposer l'Arrêt, sans qu'il lui fut représenté. S'il est le titre de l'absolution du Frere, il est la marque également certaine de l'Innocence de la Veuve. Après avoir commencé ses diligences, les avoir suivies & continuées, a-t-elle dû les interrompre? Elle ne peut ignorer que le Conseil, avant faire droit sur la Contumace de Mouchy, a ordonné qu'il seroit plus amplement informé: elle a dû redoubler les efforts, renouveler ses procédures, informer de nouveau, de nouveau instruire. Pendant trois années, elle n'a travaillé que contre des innocens; depuis trois années, elle n'a rien fait contre les vrais coupables: son silence n'est point sans affectation; tout est à soupçonner de la part d'une Femme, qui n'a montré de zèle que contre ceux qui n'avoient point trempé dans le crime.

D'un autre côté, quelque approbation que nous donnions aux empressemens du sieur de Riancourt Dupleffis, s'ils ne nous paroissent pas suspects, ils ne laissent pas d'être, dirons-nous, trop vifs, ou simplement un peu précipités. Glo-  
rieux

*dont la Femme & le Frere s'accusent.* 337  
rieux de sa justification, heureux d'avoir  
pû persuader qu'il n'étoit pas le coupa-  
ble, il est impossible de ne pas regar-  
der comme une espece de récrimination  
l'ardeur qu'il a de se rendre indirecte-  
ment l'Accusateur de celle que vous avez  
déclarée son Accusatrice. On ne peut  
point reprocher à la Veuve du sieur de  
Riancourt Duplessis, qu'elle ait regardé  
avec indifférence la mort de son Mari,  
ou qu'elle ait suivi la procédure avec  
lenteur : ses poursuites ont été jusqu'à  
la rendre injuste, pour ne pas la mon-  
trer insensible; elle a mieux aimé accu-  
ser sans fondement, que de ne point ac-  
cuser du-tout. Elle auroit préféré d'être  
condamnée en des dommages & inte-  
rêts, par une Accusation prompte & té-  
meraire, plutôt que de se mettre en état  
d'en obtenir par une Accusation lente &  
différée. Pour venger un Mari, elle at-  
taquoit un Frere; le supplice de l'un  
pouvoit seul la consoler de la perte de  
l'autre: dans la honte même de la con-  
damnation, elle cherchoit une satisfac-  
tion honorable; &, après le sieur de  
Riancourt Duplessis assassiné, il n'étoit  
plus de sang qu'elle épargnât. De-là tou-  
tes ces informations dont la preuve a  
été si long-tems contraire & incertaine;  
ces Faits sans nombre, ces Mémoires


oppositions à l'alibi proposé par le sieur de Riancourt Duplessis, tant de raisons employées pour détruire les Enquêtes. Le Sieur de Riancourt Duplessis, victime de toutes ces poursuites, ne peut pas accuser la Veuve de n'en avoir point faites; il seroit en droit de se plaindre de celles qu'elle a réitérées.

Il est vrai que, depuis trois années, elle demeure dans l'inaction : nous ne prétendons pas l'excuser; mais, nous devons tout dire : il y a un silence quelquefois nécessaire, une surseance utile. La Dame de Riancourt Duplessis, qui doit s'imputer d'avoir formé une Accusation injuste, n'en veut point tenter une seconde sans preuves; elle espère que le tems les lui fournira : peut-on dire qu'elle neglige tout, parce qu'elle ne précipite rien ? Ce qui est l'effet d'une douleur prudente, lui ôtera-t-il le titre d'Accusatrice ; & l'empressement du sieur de Riancourt Duplessis, peut-il d'abord lui mériter la qualité d'Accusateur ? Il la demande, en vertu d'un Arrêt du Conseil, qu'il ne représente point ; mais, ce seroit une injustice de l'admettre à l'Accusation qu'il desire poursuivre, avant qu'il ait représenté ce même Arrêt. Sa disposition, dit-on, vous est connue ; soit que personne ne l'ignore, du moins faut-il aux Parties intéressées une connoissance judiciaire. Le public, ajoûte-t-on, est rempli de l'idée de la chose jugée : au reste,

dont la Femme & le Frere s'accusent. 330  
reste, ce n'est point au public à nous  
l'apprendre, c'est à nous à en instruire  
le public; sa voix est incertaine, la nôtre  
doit être sûre: pour la rendre telle, il  
faut nous communiquer l'Arrêt; il faut  
le représenter à une Femme, qui, par un  
Jugement qui la déclare accusatrice, a  
un droit acquis à la poursuite. Si nous  
en privons le Sieur de Riancourt Du-  
pleffis, ce n'est pas que nous doutions  
qu'il soit absous; nous le reconnoissons  
tel, & nous en faisons l'aveu avec toute  
la joie que peut donner la justification  
des innocens.

Mais, pour sçavoir si les poursuites  
contre Mouchy doivent se faire à la  
requête du Frere, ou de la Veuve, si le  
Conseil a fixé un tems, ou n'a point  
marqué un délai certain, dans lequel  
l'instruction dût être remplie; c'est ce  
qui ne nous est point connu, c'est ce que  
l'on doit se mettre en état de nous faire  
connoître.

Si, dans cette Affaire, il y avoit une  
dissimulation affectée, une negligence  
criminelle, de la part du Sieur de Rian-  
court Duplessis, une intelligence ouver-  
te avec les Complices soupçonnés, nous  
profiterions des lumieres que nous don-  
neroit le Sieur de Riancourt Duplessis,  
nous interposerions notre ministère, nous





1700. est le titre en vertu duquel le Sieur de Riancourt Duplessis prétend agir & poursuivre; & que d'ailleurs il s'agit d'une poursuite, qu'il veut enlever honteusement, ou indirectement, à la Veuve de son Frere; comment nous dispenser de demander la communication de cet Arrêt?

Quoiqu'il en soit, nous sçavons que notre fonction, qui nous engage de ménager les droits acquis, & aux Accusés, & aux Accusateurs, nous oblige également de profiter de tout ce qui peut tendre à la vengeance dûe au Public: nous regardons son empressement, la curiosité qui l'attire à votre Audience, comme une espece de Dénonciation. C'est donc le Public, qui nous dénonce le crime; ~~mais~~, c'est au sieur de Riancourt Duplessis à nous dénoncer ceux qu'il croit coupables. S'il est vrai, qu'il les connoisse, & qu'il soit assuré des preuves qu'il nous offre, il a une voie plus courte: nous ne balancerons pas de la lui indiquer; car, nous concourons toujours à la prompte punition d'un crime aussi atroce. Si le coût d'un Arrêt effraye le sieur de Riancourt Duplessis, épuisé par les frais, dont les hommes trouvés innocens devroient être dédommagés, frais qui sont néanmoins devenus inévitables à l'innocence même, soit par la malice ou l'incertitude des Accusateurs, soit par la difficulté de connoître la Vérité; le sieur de

**dont la Femme & le Frere s'accusent. 341**  
le Riancourt Duplessis trouvera dans le  
Registre de M. le Procureur-Général un  
noyen de faire sans frais les poursuites  
qu'il médite. M. le Procureur-Général  
agira, il se rendra le principal Accusa-  
teur, il suivra toutes les voyes qui lui  
seront indiquées par le Dénonciateur.  
Mais, quand le sieur de Riancourt se  
tiendra à l'Arrêt de 1700, & qu'il le  
prendra pour le titre de son Accusation,  
passerons-nous sur la Regle commune ?  
Pour peu qu'il nous mette en état de le  
dispenser de lever cet Arrêt, de le signi-  
fier, de nous le communiquer, nous le  
favoriserons, par rapport au Public,  
dont les vœux se redoublent en cette  
Audience, pour la condamnation des  
Criminels. Jusques-là, nous estimons qu'il  
y a lieu d'ordonner qu'il sera fait appa-  
roir de l'Arrêt du Conseil du 25 Septem-  
1700.

Messieurs furent cinq fois aux opinions;  
& enfin M. le Premier-Président pronon-  
ça: *Le Conseil ordonna, que, sans avoir égard à la Remontrance, que les Parties plaideroient.*

M. de Riancourt Duplessis continua de plaider en son nom; ensuite Me. Evrard pour la Veuve: ce qui dura pendant quatre Audiences.



Second  
Plaidoyer  
de M. Bril-  
lon faisant  
la Fonction  
d'Avocat-  
Général.

La Veuve & le Frere d'un homme cruellement assassiné se disputent la gloire de poursuivre la vengeance du crime : tous deux assez à plaindre, pour se croire encore coupables. L'un & l'autre peut être assez heureux, pour rendre la poursuite utile, s'ils la faisoient de concert. Le Frere impute à la Veuve une négligence indigne, qu'il soutient la dépouiller du titre d'Accusatrice. La Veuve reproche au Frere une ancienne qualité d'Accusé, qui l'empêche de devenir Accusateur. Celui-ci tire avantage d'un Arrêt, qui prononce son absolution : la Femme se prévaut d'un Jugement, qui lui a confié la poursuite. Ainsi, chacun fonde sur vos Arrêts, & son innocence particulière, & ses soupçons réciproques. Tous les préjugés ont été pour la Dame de Riancourt : demeurera-t-elle Accusatrice ? Par l'Arrêt définitif le sieur Duplessis est pleinement justifié ; deviendra-t-il Accusateur ? Le droit de poursuivre l'auteur & les complices de l'Assassinat, le droit auparavant déferé à une Veuve, qui parut alors la plus innocente, ou la moins suspecte, lui sera-t-il ôté pour être donné à un Frere, qui, long-tems soupçonné, n'a vu qu'un très-petit espace entre lui & le dernier supplice ? Les vrais coupables échappent cependant, & à la faveur de ces contestations, glorieuses à soutenir, mais par leur longueur trop

*dont la Femme & le Frere s'accusent.* 343  
trop favorables au crime, les assassins  
fuiant, disparoissent, trouvent un azile  
impénétrable aux recherches de la Justi-  
ce. Mouchy, dont la Courumace est  
instruite, il ne s'agit plus que d'en adju-  
ger le profit: Mouchy doit être le prin-  
cipal objet des poursuites extraordinai-  
res; il reste pour satisfaire à votre Arrêt  
d'informer plus amplement contre lui:  
le sieur Duplessis demande permission de  
le faire; est-il bien fondé? La Veuve  
représente, qu'elle n'a rien négligé: en  
donne-t-elle des preuves suffisantes? C'est  
ce qui est à décider.

Quoique cette Affaire, long-tems ins-  
truite, ait assez intéressé les Juges & le  
Public, pour ne laisser personne incer-  
tain sur aucune des circonstances qui la  
composent, nous ne croyons pas inutile  
de reprendre les principales.

Le 5. du mois d'Octobre de l'année  
1697, entre sept & huit heures du soir  
le sieur de Riancourt, depuis quelques  
jours en sa maison de Parrouzin, étant  
seul à table avec sa femme dans sa cui-  
sine, fut atteint d'un coup d'arme à feu,  
chargé de trois balles: le coup tiré à tra-  
vers une fenêtre, dont quatre vitres cas-  
sées étoient couvertes d'un morceau de  
tapisserie, fendu en un endroit pour fa-  
ciliter la conduite de l'arme.

Histoire de  
l'Assassinat  
du Sieur  
de Rian-  
court.

debout à côté de la cheminée, prirent l'épouvante & la fuite. Françoise Couvreur, servante, préparoit ce qui devoit être mangé: elle resta avec sa maîtresse. Toutes deux se mirent en devoir de donner du secours au sieur de Riancourt, qu'elles crurent d'abord être tombé dans une simple foiblesse. Le sang, qui sortoit en abondance de sa bouche & de ses blessures, fut le pronostic d'une mort prochaine; il ne dit que ces mots: *Ab, mon Dieu, qu'est-ceci, nous sommes perdus!* Il rendit un moment après les derniers soupirs.

Le lendemain six Octobre, le Bailli de Jouërs se transporta au lieu de Parrouzin, dressa son Procès-verbal, apposa le scellé, interrogea les domestiques, entendit d'autres témoins, continua l'information dans les jours suivans, reçut le 29. la Plainte de la Veuve, & decreta de prise-de-corps deux Quidams, désignés par leur visage, leur taille, & leurs habits.


Il faut remonter au six Octobre, pour observer la procédure faite par un Officier de la Maréchaussée de Meaux, dans le tems que le Bailli de Jouërs travailloit à la sienne. Le Lieutenant du Prévôt des Maréchaux, prétendant qu'il s'agissoit d'un Assassinat prémédité, fit de sa part une même information, & decerna decret de prise de corps contre les mêmes Quidams. Son decret precede même

**dont la Femme & le Frere s'accusent. 345**  
me de plusieurs jours celui du Bailli de  
Jouars.

Le 20. Novembre, le sieur de Rian-  
court Duplessis, frere du défunt, qui a eu  
l'honneur de conclure dans sa Requête,  
& de plaider dans sa Cause, prévenu  
qu'on le soupçonnoit d'être l'Auteur de  
l'Assassinat, se pourvût au Parlement de  
Paris, & demanda que les informations  
faites contre lui sous le nom de Quidam,  
tant à Jouars qu'à Meaux, fussent ap-  
portées au Greffe de la Cour. Le Prévôt  
des Maréchaux dont la Jurisdiction se  
trouvoit blessée par le commandement  
qui lui fut fait en vertu de l'Arrêt du Par-  
lement, eut recours à l'Autorité du Con-  
seil, & obtint Arrêt le trois Decembre,  
qui lui permettoit de continuer la pro-  
cedure qu'il avoit commencée contre les  
Assassins.

Le 26. Decembre, les freres du sieur  
de Riancourt accusèrent la veuve, &  
porterent leur Plainte au Lieutenant-Cri-  
minel du Châtelet de Paris, qui, sur  
l'information decreta la veuve, Michel  
Barrier son valet, & le Chevalier de  
Mouchy.

Les Officiers de la Maréchaussée, qui  
étoient déjà pourvus au Conseil contre  
la procedure faite au Parlement de Pa-  
ris, firent assigner pardevant Vous le



tres en Règlement de Juges, qu'ils avoient eu la précaution d'obtenir : elles renvoyoient l'Instruction au Lieutenant-Criminel du Châtelet.


La Veuve, contre qui la Contumace s'instruisoit, se mit en état le 19. Mars, & présenta sa Requête au Conseil d'Etat Privé du Roi, en rapport des Lettres surprises. Par Arrêt du 26. les Parties furent renvoyées au Conseil. L'on plaïda sur le règlement de Juges, & sur l'opposition formée par les freres à la Commission du Conseil. Arrêt le 26. Avril 1698. qui renvoie les accusés pardevant le Lieutenant-Criminel de Meaux, pour juger présidialement & en dernier ressort, & pour être fait droit préalablement sur la Requête de la veuve, aux fins de demeurer Accusatrice.

Plusieurs récusations furent proposées contre les Officiers du Présidial, tant par la veuve que par le frere du défunt : la veuve réussit dans ses demandes, le frere fut débouté des siennes. Comme les Sentences étoient présidiales, il fallut encore se pouvoir au Conseil Privé, pour en obtenir la cassation. Soit que les Officiers de Meaux ne parussent pas disposés à faire justice, ou que le Roi daignât s'intéresser à la punition d'un crime aussi atroce qu'étoit l'Assassinat prémédité d'un mari, ou d'un frere, sa Majesté se reposant davantage sur les lumières

*dont la Femme & le Frère s'accusent* 347  
mières du Conseil, vous renvoya le Jugement du fonds.

Il fut donc d'abord & principalement Question de décider à qui l'Accusation seroit déferée. Par Arrêt du 8. Juillet 1699. la Veuve du sieur de Riancourt a été déclarée Accusatrice, & mise en liberté. En cette qualité d'Accusatrice, elle a continué l'instruction, tant contre le sieur de Riancourt Dupleffis & autres accusés, & par Contumace contre Mouchy. Ensuite, le sieur de Riancourt Dupleffis proposa des faits justificatifs: le Conseil, à qui cette Requête parut prématurée, ordonna un *plus amplement informé pendant six mois*. Ce délai expiré, plusieurs Officiers de la Ville de Montmidy eurent l'honneur de présenter au Roi un Placet, par lequel ils attestoient, que le sieur de Riancourt Dupleffis n'étoit point sorti de la Ville; qu'ainsi il étoit injustement accusé d'avoir commis un crime à cinquante lieues de Montmidy.

Le Placet renvoyé par ordre du Roi à M. le Premier-Président ( du Grand Conseil ) le sieur de Riancourt Dupleffis, dont la confiance redoubloit à la vue de ces marques illustres de la protection de Sa Majesté, & qui esperoit tout de votre Justice, présenta une seconde Re-





faites par le Commissaire en présence du Substitut de M. le Procureur - Général, ont paru concluantes: elles ont déterminé le Conseil à renvoyer le sieur de Riancourt Duplessis absous, & à ordonner un plus amplement informé contre Mouchy. La Veuve, qui étoit Accusatrice, n'a point fait de diligence depuis cet Arrêt, qui a été rendu le 25. Septembre 1700.

Le Sr de Riancourt Duplessis, offensé par ce long silence de la Veuve, a présenté la Requête dans laquelle il conclut, à ce qu'acte lui soit donné à ce qu'il n'entend se déclarer Accusateur que contre Mouchy & ses Complices; demande permission d'informer contre eux, même de faire publier Monitoires, & de reprendre les derniers errements de l'Accusation, aux offres de la remplir dans un délai compétent.

Cette Requête est la principale: il y en a deux autres; une de la part du sieur de Riancourt Duplessis, qui demande réparation des termes injurieux contenus dans un *Mémoire* intitulé *Défenses*, lequel sera laceré, & la Veuve tenuë de le desavouer; l'autre Requête donnée par la veuve, qui demande acte des offres qu'elle fait de continuer la poursuite, & de faire publier de nouveaux Monitoires.

Nous entrons dans les Moyens des Parties.

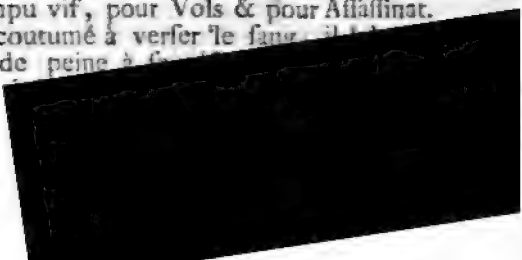
Le

**dont la Femme & le Frere s'accusent 349**

Le sieur Duplessis vous a dit, que l'Ar-  
rêt du 25. Septembre 1700. est le titre  
qui l'autorise à demander la poursuite.  
Trois dispositions dans cet Arrêt ; le  
sieur Duplessis & son valet absous ; la  
Veuve hors de Cour ; plus amplement  
informé contre Mouchy & ses Com-  
plices.

L'Accusation ne peut point être refu-  
sée à un frere justifié ; elle ne doit pas  
être confiée à une Veuve encore soup-  
çonnée du crime ; Mouchy & ses Com-  
plices ne sont point déchargés, & par-  
conséquent on est dans la nécessité de les  
poursuivre : la Veuve, comme complice,  
se trouve impliquée dans l'Accusation,  
& ne doit plus être regardée comme Ac-  
cusatrice.

Si-tôt que le Meurtre a été commis,  
la voix publique s'est élevée contre  
Mouchy ; son absence acheve sa convic-  
tion. C'est lui, qui a été décrété par  
deux Juges differens, sous le nom de  
*Quidam*, & nommément par le Lieute-  
nant-Criminel du Châtelet de Paris. On  
se monte au crime que par degrés.  
Mais Mouchy, de bonne-heure instruit  
dans l'Art malheureux de détruire les  
hommes, a déjà été condamné d'être  
trouvé vif, pour Vols & pour Assassinat.  
coutumé à verser le sang, il est  
de peine à se défendre.



Il a toujours demeuré avec la veuve du fieur de Riancourt. Le mari, offensé d'une intelligence trop familière, lui défendit l'entrée de sa maison : aussitôt Mouchy concerta avec elle le funeste dessein de l'assassiner ; il fit des menaces, il prit des mesures, tout étoit disposé pour l'exécution.

Les Témoins ont désigné ses habits, son air ; d'autres ont marqué ses emportemens, & ont donné des preuves d'une passion pour la Femme, qu'elle a entretenue sans remords, & qui obligent de la croire complice. L'indignité de sa personne, sa débauche dans sa jeunesse, la prostitution depuis le mariage avec Mouchy, les Lettres qu'elle lui a écrites, celles qu'il en a reçues, l'autorité qu'il s'étoit acquise dans sa maison ; des meubles qu'il a vendus, l'argent qu'elle lui fournissoit ; la qualité des Domestiques, Barrier parent de la Veuve, & même son Bâtard, la Couvreur que Mouchy lui avoit donnée pour servante ; l'utilité qui revenoit au coupable ; la Femme s'assuroit la possession de son corrupteur, & celui-ci se procuroit le bien d'une Veuve Donataire de son Mari : tout cela forme des présomptions bien grandes.

Si des présomptions l'on passe aux faits, les preuves sont convaincantes. La présence de Mouchy à Nanteuïl, & aux environs de Farrouzin quelques jours de  
vant,

vant, une gâche enlevée par dedans la  
veille de l'Assassinat; une porte laissée ou-  
verte ou mal fermée, pour faciliter l'en-  
trée ou la sortie de l'Assassin; sa retraite  
dans un corridor, jusqu'à ce qu'il eut  
trouvé le moyen de le faire meurtre; des  
pas qui sortent du jardin, nulles traces  
de ceux qui y avoient conduit. Le lieu  
de la cuisine, où le défunt n'avoit man-  
gé depuis trois ans, où il devoit manger  
ce jour-là, à cause de la compagnie in-  
vitée; les conviés contremandés, l'heu-  
re de souper retardée; quatre carreaux  
de vitre cassés à la fenêtre; une tapisse-  
rie de Bergame fendue le soir même de  
l'action pour la faciliter; une chandelle  
sur le buffet, où l'on n'avoit point cou-  
tume d'en mettre; un pistoler caché par  
Barrier; la situation du Mari, & de la  
Femme à table; celui-là exposé au coup,  
l'autre hors de toute atteinte; son intré-  
pidité lors de l'Assassinat, la crainte qu'el-  
le inspire aux Domestiques, pour les  
empêcher d'appeller du secours, la Jus-  
tice qu'on ne mande point. Le silence  
coupable de cette Femme dans un éve-  
nement si triste; récelés & divertisse-  
mens de meubles, soustractions de pa-  
piers, qui pouvoient servir à la convic-  
tion. Fuite de la maison, point de  
plainte, point de poursuites, pas même

chy, qu'on vouloit faire éclipser; mesures prises pour écarter les preuves, & les détruire; derniers devoirs refusés à un Mari; dévouement de cette Femme à un Huissier qu'elle redoute, à un Agent, qui a le secret de l'Assassinat. On vous a même dit, à un Prêtre intéressé, qui entreprend d'en faire tomber la punition sur une tête innocente. Voilà des preuves de complicité.

Mouchy est le coupable, & n'a pu le devenir sans avoir été approuvé, aidé, conseillé, par la Veuve; elle est coupable par elle-même, coupable par Mouchy, dont elle a osé publier l'innocence: autant criminelle dans la préméditation, que dans l'exécution de l'Assassinat, plus criminelle par sa subornation des témoins, & par la fausse Accusation intentée contre le Frere de son Mari.

Tout le reproche, qu'on a pu faire au sieur Duplessis, s'est tiré de son peu d'économie; mais, pouvoit-il se flatter de de trouver une ressource dans les biens de son Frere, lequel avoit donné ceux qui étoient échappés à sa prodigalité & à ses dissipations?

Entre eux, jamais de desunion, toujours une intelligence parfaite. Bien loin que le sieur Duplessis eut à craindre l'exécution d'une Sentence qui le condamnoit par corps, la Sentence ne lui avoit point été signifiée, elle n'avoit pas même été levée; & d'ailleurs de quoi s'agissoit-

*dont la Femme & le Frere s'accusent.* 353.  
gissoit-il ? D'une somme de 600 livres,  
qui depuis s'est trouvée acquittée, par u-  
ne juste compensation qu'il auroit pu  
dès-lors proposer.

L'Innocence du sieur Duplessis se justi-  
fie donc de toutes manieres : un *alibi* vic-  
torieux en est la forte preuve. Que l'on  
n'affecte point de le nommer 'par déri-  
sion *un alibi bienheureux, un bienheureux*  
*alibi*. Parler ainsi, c'est insulter aux lu-  
mieres du Conseil, & blâmer les mesu-  
res que lui a suggerées une Justice éclair-  
rée. L'Arrêt du 25 Septembre 1700 est  
enfin le titre honorable de la justification  
du sieur de Riancourt Duplessis, & celui  
dont il demande l'exécution contre les  
auteurs & les complices du crime.

Cette Veuve est demeurée dans un si-  
lence blamable, dans une inaction honte-  
use. Autrefois, les Accusateurs étoient  
punis, quand l'Accusation manquoit à é-  
tre terminée dans les deux ans. Quelle  
peine ne mérite point une Femme, qui  
en laisse écouler trois, sans faire aucune  
poursuite contre les Assassins que le Con-  
seil lui a indiqués ? Elle ne peut pas dire,  
qu'elle ne sçait où trouver des preuves.  
Elle n'en cherche point : elle veut sau-  
ver Mouchy, & lui procurer une Abso-  
lution certaine, en gardant le silence.




crime intéresse particulièrement. Elle ne regarde plus cette indigne Veuve, elle regarde la famille du défunt : elle a encore prévariqué dans les Accusations ; elle n'a pas fait, elle n'a pas suivi, les procédures nécessaires contre les vrais coupables. Elle a eu la témérité de s'opposer à la Requête du sieur Duplessis, elle qui devoit se joindre à lui pour obtenir la vengeance du crime : point de démarches qui n'ayent tendu à la justification du malheureux Mouchy. Aux termes des Arrêts, elle n'est point déclarée son Accusatrice : ainsi, quand le Conseil a ordonné un plus amplement informé contre lui, par cette prononciation le le Conseil a repris les premières Accusations, c'est-à-dire, celle intentée par les freres, qui avoit cette particuliere designation. Enfin, cette Veuve n'est point absoute, elle n'est que hors de Cour. Il n'y a de veritable Absolution, que celle qui est accordée à la preuve de l'innocence. Le sieur de Rancourt Duplessis a la gloire d'avoir parfaitement justifié la sienne ; & , par conséquent, la poursuite n'appartient qu'à lui.

A tous ces moyens le Sienr Duplessis a joint ceux qui peuvent lui meriter une reparation de la part de cette Femme, qui ose le diffamer & répandre la calomnie jusques sur la Dame Duplessis, son épouse, dont le Conseil a reconnu le zele & l'affection, dont le public a tou-

*dont la Femme & le Frere s'accusent.* 355  
toujours admiré la sagesse. Il est donc  
bien fondé à demander la Suppression du  
Mémoire injurieux.

Me. Evrard, pour la Veuve du Sieur de Riancourt, a dit au-contre: <sup>Moyens de la Veuve.</sup> Quoi-  
qu'il ne s'agisse plus de renouveler une  
Accusation éteinte, la Dame de Rian-  
court consent de se justifier aux yeux du  
Public. Une preuve certaine de son in-  
nocence est que le Conseil, dans la der-  
niere Audience, n'a pas jugé à propos  
qu'elle répondît à toutes les calomnies  
qui sont le fruit de la témérité de son Ac-  
cusateur. Pour peu qu'il fût nécessaire  
de rendre compte de ce qui est arrivé,  
& qui tend à sa Justification, elle prou-  
veroit, que jamais son Mari n'a rendu de  
plainte contre elle, jamais il n'a eu lieu  
de soupçonner aucun mauvais commerce  
entre elle & Mouchy. Ils ne l'ont con-  
nu, que par le sieur Duplessis, qui avoit  
avec lui des liaisons fort étroites: ils a-  
voient demeuré ensemble à la Clef d'Ar-  
gent \*. Comme c'étoit pour elle une \* Hôtel  
connoissance incommode & ruineuse, el- garni.  
le engagea son mari à ne lui plus donner  
retraite en sa maison: ce n'a été qu'à sa  
sollicitation, qu'il la lui a refusée.

Bien loin qu'on puisse imputer à la  
Veuve d'avoir ôté la gâche de la porte,





fermer avec des piquets & des verrouils.

Ce ne fut point par affectation, que l'heure du souper fut retardée: le défunt étoit occupé à sa vandange; l'on mangeoit ordinairement dans la cuisine, & ce jour-là il ne devoit point y avoir de compagnie. La présence de la Femme, lors de l'Assassinat, est une présomption en sa faveur; car, elle risquoit sa propre vie.

Le défunt a été tué avec un fusil; la grosseur des bales, la situation de l'Assassin, qui a été obligé de mettre un genou en terre, le prouvent: tout ce qui a été dit d'un mauvais pistolet, acheté par un valet, n'a point de vraisemblance.

Le Sieur Duplessis joint à tous les faits une infinité de circonstances, dont les autres domestiques n'ont point déposé, & qui peuvent n'avoir été remarquées que par un homme présent à l'action.

On reproche à cette Veuve une confiance barbare, on lui impute d'être demeurée pres de son Mari; si elle l'avoit abandonné ce seroit-là son crime; elle retint sa servante; elle envoya ses autres domestiques chez le Curé, chez le Chirurgien, chez les Ministres de la Justice: l'extrême douleur lui ôta l'usage de la parole: ses premières Réflexions ne lui firent ensuite que trop soupçonner le Sieur Duplessis. Le défunt avoit souvent dit, qu'il étoit le seul ennemi  
qu'il

*dont la Femme & le Frere s'accusent.* 357  
qu'il eût à craindre ; d'autant plus que le défunt avoit obtenu contre lui une Sentence, qui le condamnoit par Corps au payement d'une somme.

Qu'on n'accuse point cette Femme d'avoir négligé les moyens de s'assurer des preuves. Les Officiers de la Justice ont été mandés, les domestiques interrogés, des témoins entendus, les coupables décrétés.

Qu'on ne l'accuse point encore d'avoir refusé à son Mari les derniers devoirs. Elle l'a fait enterrer avec honneur dans l'Eglise de Meri. Donataire de tous ses biens, elle n'a pas cru être obligée de le justifier par des quittances, ni de pouvoir être soupçonnée d'aucuns recelés & divertissemens : elle ne devoit compte à personne.

Si elle a fait quelques liberalités après la mort de son Mari, elle y a été engagée par le desir de reconnoître les secours qui lui étoient offerts, dans la poursuite de l'Assassinat commis en sa personne. Etre disposé à sacrifier son bien à la vengeance d'un tel crime, est-ce en être coupable ?

Cette Veuve s'est mise volontairement dans les prisons du Fort-l'Evêque ; elle s'est fait à ses dépens transférer dans celles de Meaux : une démarche aussi périlleuse coûte trop aux Assassins ; il n'y a qu'une Femme innocente, qui puisse n'en être pas effrayée. Au-contraire, le Sieur Duplessis a eu recours à des Accusations

mandiées, à des conflits multipliés, à des récusations frivoles, à des cassations sans fondement, à des voies indirectes de détruire les preuves, & de parvenir à une Justification, qu'il doit plutôt à une Justice favorable & indulgente, qu'à une Justice rigoureuse & nécessaire.


Pour répondre aux Moyens, par lesquels il prétend la faire décheoir de la poursuite, on ne peut pas convaincre la Veuve d'aucune négligence. Le Sieur Dupleffis tient son bien saisi depuis 1699. Elle a actuellement trois Procès à soutenir contre une Famille résolue de l'opprimer : ces Procès la mettent hors d'état de subvenir aux frais immenses. On ne dira pas, qu'elle ait pu livrer Mouchy à la Justice : au-contraire, le Sieur Dupleffis a plusieurs fois répété avoir appris, qu'il étoit à Saint-Malo, où il négocioit ; en Normandie, où il suivoit l'Arriereban : que n'en a-t-il donné avis à la Veuve, qui auroit pris des mesures, ou à M. le Procureur-Général, qui auroit fait agir son autorité ? Du moment que le sieur Dupleffis regarde, comme sa véritable Justification, la condamnation de Mouchy, il ne devoit pas lui-même négliger des démarches si nécessaires à son innocence.

La Veuve a commencé toutes les poursuites : elle a fait publier les Monitoires, fulminer les Réagraves à plus de trente Paroisses, & dans cinq Diocèses. Qu'exiger d'elle davantage ? Elle a eu lieu de croire,

*dont la Femme & le Frere s'accusent.* 359  
croire; que tous ceux, qui pouvoient déposer, ont été à révélation, que les autres ne veulent point parler. Au reste, elle est prête d'agir de nouveau, elle sacrifiera tout à la vengeance de son Mari; mais, que le sieur Dupleffis craigne d'en être la Victime.

Quoiqu'elle ait convolé à de secondes noces, elle n'est, ni hors de la famille du défunt, ni devenue indigne de la qualité d'Accusatrice, & de l'honneur de la poursuite. Le sieur Dupleffis ne peut devenir Accusateur, après avoir eu avec Mouchy la qualité de coaccusé. Tout ce qu'il allègue n'est pas nouveau: ces six présomptions, ces vingt-deux indices, employés dans un Factum extraordinaire, pour marquer la prétendue complicité de la Veuve avec Mouchy: tout cela a précédé l'Arret de 1699, qui la reçoit Accusatrice.

Ces citations nombreuses tirées des Loix n'ont point ici d'application. Chez les Romains, il n'y avoit point de Partie publique. En France, soit qu'il y ait un Accusateur, soit qu'il y ait un Dénonciateur, la véritable Partie c'est M. le Procureur-Général. Au commencement, tout s'est fait à sa Requête. Depuis, rien ne s'est fait sans lui. Ainsi, accuser



demander une Réparation, lui qui a consummé deux Audiences à rappeler toutes les invectives dont il avoit rempli ses premiers Mémoires ? Elle néglige de lui répondre ; elle a proposé des moyens dans les Défenses imprimées, & n'a pas prétendu deshonorer la Femme du sieur Duplessis, mais seulement donner à connaître son injustice, & le dessein de toute une Famille animée à la plus cruelle de toutes les usurpations.

A notre égard, nous croyons devoir retrancher plusieurs faits qui ont paru nécessaires à des Parties prévenues, que rien n'est inutile à leur justification, & que tout doit servir à les venger ; nous n'avons pu entendre tous ces faits, qu'avec une sorte d'impatience de voir que la moderation manquoit de tous côtés à la maniere de se défendre : sans exciter la sévérité du Ministère dont nous avons l'honneur d'être chargés, nous dirons seulement, que le respect est dû à votre Audience, & la soumission à vos Arrêts. Les coupables doivent les craindre, & les innocens les attendre sans murmure. Il n'appartient à personne d'interpréter vos Jugemens avec aigreur : tous doivent se louer de votre justice ; & nous osons presque appeler son indulgence extrême, quand elle fait grace à des censures téméraires.

Par rapport à la Question qui est le vrai Sujet de la Cause, si les choses étoient

*dont la Femme & le Frere s'accusent.* 361  
étoient entieres , s'il s'agissoit de marquer la qualité du délit, celle des accusés , nous aurions pris communication des charges , informations , & autres procédures secretes , pour en rendre au Conseil un fidele compte; nous aurions examiné si Mouchy est seul coupable de l'Assassinat, si la Veuve du sieur de Riancourt est complice, si les Domestiques ont eu part au crime; nous approfondirions les contradictions des temoins , tous les différens moyens dont on a pû se servir pour les corrompre. Il ne nous paroît pas , que ce soit-là l'Objet de cette Cause. Il faut distinguer ce que le Conseil a jugé par les précédens Arrêts, & ce que le Conseil doit juger par celui-ci, dont la Décision est attenduë avec tant d'empressement. Vous n'avez aujourd'hui à prononcer sur la condamnation d'aucun criminel, ni sur une absolution nouvellement demandée; mais, sur une qualité d'Accusateur réciproquement desirée, réciproquement contestée. L'Arrêt de 1699. déclare la Veuve Accusatrice; a-t-elle consommé son Droit? Par l'Arrêt de 1700. a-t-elle perdu ce droit depuis l'Arrêt, en exécution duquel les poursuites devoient être faites?

Nous nous crûmes bien fondés de de-



Arrêt du  
25. Sep-  
tembre  
1700.

malheurs des hommes d'abord accusés, trouvés ensuite innocens, n'a pas voulu que le titre de leur Justification achevât de leur être ruineux. Sans engager dans de nouveaux frais les Parties déjà épuisées par de longues procédures, il a confié à notre Ministère le soin de rendre cet Arrêt public. Il porte: *Il sera dit, que le Conseil a renvoyé & renvoye lesdits de Riancourt Duplessis & Bernard quittes & absous de l'Accusation contre eux intentée: ordonne, qu'ils seront mis hors des prisons, s'ils ne sont détenus pour autres causes; & que leurs écrouës seront rayés & biffés. Ordonne pareillement que les écrouës de ladite Troisvarlets, Veuve du sieur de Riancourt seront rayés & biffés: & sur les dommages & intérêts respectivement demandés par lesdits de Riancourt Duplessis & Bernard, ladite Troisvarlets, lesdits Jérôme, François, Louis, & Laurent de Riancourt, a mis & met les Parties hors de Cour. A l'égard desdits Barrier, Tennau, la Couvreur, & ladite Chalons, a mis & met hors de Cour sur l'Accusation contre eux intentée; & avant que d'adjudger le profit de la Contumace contre ledit Mouchy, a ordonné & ordonne, qu'il sera plus amplement informé contre lui, les preuves demeurentes en leur entier: &, ayant égard aux Conclusions du Procureur - Général du Roi, ordonne, que ledit Verrier dit Cricerac sera pris au corps; & sur le surplus des Requêtes a mis*

*dont la Femme & le Frere s'accusent. 363*  
*mis & met les Parties hors de Cour, dé-*  
*pens compensés, même les réservés par les*  
*Arrêts du vingt-cinq Septembre 1699. &*  
*10. Juillet 1700. entre ladite Troisvax-*  
*lets, lesdits de Riancourt Duplessis, Ber-*  
*nard, Jérôme, François, Louis, Laurent*  
*de Riancourt, Tenuau, Barrier, ladite*  
*Couvreur, & ladite Chalois: dépens réser-*  
*vés à l'égard ducit Mouchy.*

Dans cet Arrêt, dont nous venons avoir l'honneur de faire lecture au Conseil, il y a eu quatre ou cinq Dispositions principales. Le sieur Duplessis est renvoyé absous; l'écrrouë de la Dame de Riancourt rayé & biffé; toutes les Parties hors de Cour sur les dommages-intérêts; plus amplement informé contre Mouchy, dépens réservés à son égard.

Le sieur Duplessis est renvoyé quitte & absous de l'Accusation, à la vérité sans dommages-intérêts; mais, on ne doit pas lui reprocher, qu'il n'est justifié qu'imparfaitement; lui-même ne doit pas se plaindre qu'on ne lui en ait point accordé: il a bien senti, qu'il auroit tort de les faire; c'est pourquoi il vous a plusieurs fois très-humblement suppliés d'excuser certains termes trop vifs, que la confiance arrache à une Partie qui plaide pour elle-même, surtout à une Partie



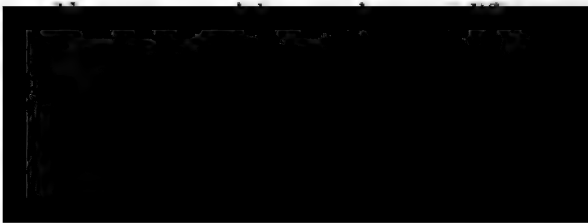
a des preuves conjecturales ; c'est un malheur que le hazard les rassemble contre les innocens ; il y a des preuves conjecturales, des indices, des présomptions, auxquelles la Justice est forcée de se rendre. La longueur, les incidens de la procédure, les temperamens que le Conseil a été obligé de prendre pour éclaircir sa Religion. Il a presque fallu que les Regles austeres de l'Ordonnance aient été violées, pour ne pas blesser celles de l'équité : tout cela détruisoit la demande en dommages & interêts. La Veuve n'avoit point accusé par un esprit de calomnie : sa qualité autorisoit ses soupçons. Il est permis, à l'aspect du corps d'un mari assassiné, de croire que chacun est l'Assassin : il vaut mieux accuser incertainement, que de manquer d'accuser ; le plus grand crime alors feroit le silence, la plainte quoiqu'injuste est excusée. Cette Veuve avoit été elle-même accusée, & longtems emprisonnée. Elle prétendoit aussi un dédommagement : il s'est fait une juste & équitable compensation des peines, des accusations, des dépens. Ainsi, nous ne regardons pas, comme un titre imparfait d'Absolution, l'Arrêt du 25. Septembre 1700. Nous ne pouvons pas refuser au sieur Duplessis cet aveu en presence de ses Juges : il fait sa gloire & l'honneur de la justice que vous lui avez renduë, il est pleinement justifié.

*dont la Femme & le Frere s'accusent.* 365

Venons à la Disposition de l'Arrêt qui concerne la Veuve du sieur de Riancourt. Le Conseil ordonne, que son écrouë sera rayé & biffé. Il s'agit d'examiner si c'est là une Absolution, en sorte que la Dame de Riancourt ne puisse plus être regardée comme coupable?

Nous traiterons une derniere Question: Si, faute par la Veuve d'avoir poursuivi depuis 1700, son silence, son inaction, sera imputée à une négligence, qui la montre indigne de l'Accusation; & si son second mariage est un engagement honteux ou étranger, qui la rende incapable?

A l'égard de la premiere Question, si l'Arrêt de 1700. est un titre d'Absolution pour la Veuve du sieur de Riancourt? Nous observerons d'abord, qu'on n'est pas bien informé de la disposition de votre Arrêt, quand on dit que la Veuve est simplement mise hors de Cour. Le hors de Cour tombe sur la demande en dommages & interêts, & sur plusieurs Requetes données par le sieur Duplessis & par ses freres dans le cours de l'instruction. Quand même cette prononciation tomberoit sur une Accusation directement formée contre la Veuve, elle seroit également absoute.



*Si l'Accusation n'a point eu de fonde-  
ment, & qu'elle ait été ouvertement  
démentie, on décharge de l'Accusation  
avec de forts dommages-interêts. Quand  
il y a lieu de soupçonner l'Accusé, ou  
que même l'Accusation a été intentée par  
une personne directement intéressée à  
la poursuite, soit par un fils qui veut  
venger son pere, ou par une femme qui  
poursuit le meurtrier de son mari, on  
excuse le soupçon quoiqu'injuste, par  
rapport à la douleur extrême de l'Accu-  
sateur; & alors l'Accusé est quelquefois  
renvoyé sans dommages-interêts. Quand  
enfin l'Accusation a eu un prétexte le-  
gitime, & qu'il n'a manqué pour la  
condamnation, que les dernières preu-  
ves, c'est-là le cas de mettre hors de  
Cour.*

Quoiqu'il en soit, cet hors de Cour  
est un Jugement, qui, s'il ne renferme  
pas une justification glorieuse aux yeux  
du Public, contient cependant une Ab-  
solutio*n* entiere aux yeux de la Justice.  
Le crime n'est pas puni rigoureusement,  
parcequ'il n'a pas été suffisamment prou-  
vé; mais, le crime est expié, parceque  
le coupable a été exposé à la censure  
des Magistrats. On doit même ajouter,  
que le crime a été puni par le refus d'une  
réparation plus ample que l'Accusé de-  
mandoit, par le refus des dommages &  
interêts auxquels il avoit conclu, par une  
com-

dont la Femme & le Frere s'accusent. 367.  
compensation de dépens à laquelle il ne  
s'attendoit pas; en un mot, le hors de  
Cour montre que l'Accusé n'est pas ren-  
voyé comme un homme parfaitement  
innocent, mais que la Justice n'a pu re-  
tenir dans ses liens comme un homme  
entièrement coupable. L'Accusé n'est  
pas, si l'on veut, tout-à-fait justifié,  
mais il est totalement jugé. Or, il suffit  
qu'un Jugement semblable soit intervenu,  
pour l'arracher à la peine, pour ôter de-  
ormais à tous Accusateurs le prétexte de  
le citer de nouveau à aucun Tribunal.  
Ainsi, être renvoyé absous, ou être mis  
hors de Cour, il n'y a qu'un peu plus  
ou un peu moins d'honneur, il n'y a  
qu'une moindre ou une plus grande ré-  
paration. Un Arrêt, qui décharge de l'Ac-  
cusation, est un titre d'innocence; un  
Arrêt, qui met hors de Cour, n'est qu'un  
titre d'Absolution; le premier justifie, le  
second ne condamne point; par l'un,  
l'Accusé est renvoyé, *ob probatam inno-*  
*centiam*; par l'autre, l'accusé n'est point  
puni, *ob non probatum crimen*. La dé-  
charge de l'Accusation détruit toutes sor-  
tes de soupçons; le hors de Cour peut  
les laisser: mais, dans l'un & l'autre cas,  
c'est un égal titre d'Absolution.

L'Arrêt de 1699, qui déclare la Veuve

faux, donc le considérer comme un commencement d'Absolution : qu'on ne le considère que comme un Jugement qui détermine une qualité, il ne sera pas moins favorable : l'Accusation étoit encore pendante à l'égard de la Veuve; elle avoit sa liberté, mais le décret subsistoit, & n'étoit que suspendu; en sorte que si l'on eut trouvé des preuves contre elle, rien n'empêchoit les Juges de la faire réintégrer dans les prisons, & de la condamner sur les mêmes informations qui ont fait la décharge du sieur Duplessis. Bien loin que les Juges se soient trouvés dans la nécessité de la condamner, ou d'ordonner à son égard une continuation d'information à la requête de M. le Procureur-Général, l'Arrêt du 15. Septembre 1700. porte, que l'érouë de la Veuve sera rayé & biffé. Le Conseil n'a donc pû rien trouver contre elle, qui pût lui ôter le titre d'Accusatrice, nous dirions presque celui de Femme innocente. Elle n'avoit pas besoin d'Absolution, puisqu'elle n'étoit pas déclarée accusée: ou si l'on dit que le sieur Duplessis, quelques jours avant le Jugement du Procès, avoit demandé permission d'informer contre elle, tant du meurtre par elle commis, que de la subornation des témoins, le Conseil ayant sur toutes ces Requêtes mis les Parties hors de Cour, a jugé par-là, qu'il n'y avoit pas lieu de l'accuser. L'Absolution n'est pas pron-

*dont la Femme & le Frere s'accusent.* 369

noncée formellement, parceque c'est elle qui étoit Accusatrice : ou l'on doit pour un moment faire attention à la Requête dans laquelle le sieur Duplessis, non encore renvoyé absous, concluoit à se rendre Accusateur ; il faut dire, que d'un côté l'écrrouë rayé & biffé, d'autre côté le hors de Cour sur la Requête du Frere, forment le titre d'Absolution de la Veuve.

Pour le détruire, le sieur Duplessis vous a dit, que le Conseil avoit ordonné qu'il seroit plus amplement informé contre Mouchy & ses complices ; & que, sous le nom de complices, la Veuve étoit comprise, enforte que s'il survenoit de nouvelles preuves contre elle & Mouchy, il y auroit lieu de les condamner tous les deux, & par consequent l'Instruction ne peut lui être confiée.

Nous sommes obligés de répéter, que le sieur Duplessis n'est pas bien instruit de la Disposition de votre Arrêt. C'est ce qui nous engagera de prendre le parti que nous avons déjà pris, & de demander la représentation des Arrêts dont l'on voudra se servir. Autrement, l'on plaide d'une maniere incertaine ; & cette incertitude donne lieu, à établir de mauvais principes, & à tirer de fausses

point parlé de complices; & , par cette seule réflexion , tombe tout ce qui a été plaidé contre la Veuve du sieur de Rian-court , pour l'impliquer dans une contrariété , que votre Arrêt ne détermine point.

Mouchy est coupable , nous n'en pouvons pas douter : il est inutile d'examiner les dépositions des témoins , les indications de sa personne , les raisons de sa fuite , les motifs de son absence. Mouchy est coupable , vous l'avez pré-jugé tel ; nous le soupçonnons ; c'est notre sentiment , c'est votre Arrêt ; mais , Mouchy est-il sans complices , & qui peut l'être ? C'est le point délicat de l'Affaire.

Nous ne saurions nous exprimer , sans presque deshonorer un premier mariage , sans troubler la paix d'un second engagement : s'il est impossible de ne pas croire Mouchy coupable , il est ce semble également impossible de ne pas mettre la Veuve au nombre de ses complices. Nous ne pensons pas , que la subornation du Corrupteur ait été jusqu'à pouvoir donner lieu à une Accusation d'Adultere ; le Mari ne l'a point formée : mais , tout ce qui a été dit dans le cours du Procès ; ces formalités domestiques , ces Lettres écrites & reçues , tenues secrètement & cachées ; des menaces échappées à une vive passion ; des dessein de fureur , qui se déroben à l'impatience d'un homme  
qui

*dont la Femme & le Frere s'accusent.* 371  
qui aime ; des confidences de crimes  
qu'on refuse mal-aisément à une Femme  
qui ne craint point d'approcher des yeux  
de son Mari l'objet d'une tendresse in-  
fidelle ; si ce n'est pas-là l'Adultere,  
quel nom lui donner ? Sur qui veut-on  
faire tomber le soupçon de l'Assassinat  
d'un Mari trahi, méprisé ? Quand un  
Mouchy en est l'Auteur, le Complice  
n'est pas bien loin.

Mais, ici, nous devons retenir les pré-  
jugés du Frere, & conformer les nôtres  
à votre Jugement : tous ces moyens qui  
vous ont été plaidés avoient été écrits.  
On n'ajoute rien aux preuves que vous  
aviez, on ne donne pas même celles que  
vous desiriez d'avoir. Votre Religion  
n'est pas mieux instruite qu'auparavant :  
elle n'a pû être que nouvellement bles-  
sée du recit d'une infinité de faits inuti-  
les à la décision de la Cause. Sur le dé-  
tail de tous ces moyens, sur le vû des  
informations, vous mettez l'Accusateur  
hors de Cour ; vous ordonnez que l'é-  
crouë de l'Accusatrice sera rayé & biffé ;  
outre que vous ne prononcez *le plus am-  
plement informé, que contre Mouchy* : si  
l'on avoit ajouté, *contre ses Complices*,  
& que l'on eût entendu y comprendre  
la Veuve, il y auroit une sorte de con-



servant de la condamner comme complice. D'une part, il la trouvoit innocente; d'autre part, il l'auroit soupçonnée coupable: ce seroit-là une Disposition contraire.

Quand  
Mouchy  
seroit l'A-  
mant de la  
Veuve, il  
peut être  
coupable de  
l'Assassinat  
de son Ma-  
ri, sans  
qu'elle la  
soit.

Le Conseil a donc jugé que Mouchy pouvoit être coupable, sans que la Veuve la fût. Nous sommes disposés à le penser de la sorte: c'est un secret de la Justice même, qu'ici, sans la trahir, nous pouvons révéler au Public. Ce meurtrier, prévenu d'une passion criminelle pour la femme du sieur de Riancourt, entretenu par l'esperance que lui-même se donnoit de l'épouser, flatté par celle qu'il avoit de succéder aux biens de son Mari, a conçu le malheureux dessein de lui donner la mort: il l'a exécuté; il a pu le faire, sans la participation de la femme. Moins il auroit de Complices, plutôt il obtenoit l'impunité: on a recours à une prompte fuite, on change de séjour, un Emploi devient le prétexte d'un éloignement, que sçavons-nous? Et il n'est permis qu'aux coupables de le sçavoir, & d'imaginer toutes ces précautions rarement utiles. On est le seul à se reprocher son crime. Personne ne l'a vû, n'y a contribué, personne ne peut en déposer, ni en convaincre. Seul coupable, on se croit en sécurité. Si Mouchy eut fait la confidence de son Attentat à la Dame de Riancourt, il pouvoit trouver un obstacle  
dans

dans un reste de tendresse, dans l'horreur naturelle qu'un tel dessein est capable d'inspirer. Quoique par desespoir on se porte à ces extrémités, on n'aimeroit plus une Femme qui les approuveroit, on veut la posséder par le crime, mais on ne veut pas qu'elle y trempe: l'on craindroit, ou son repentir, ou de sa part une Trahison pareille.

Ce que nous disons ne seroit point sans Exemple: Exemple trop funeste & trop atroce dans ses circonstances, pour nommer ceux qu'il regarde, mais Exemple trop récent, pour être ignoré de personne. Une femme, ( Madame Tiquet, Femme d'un Conseiller au Parlement, ) qui donnoit tous ses soins à une Inclination étrangere, fait assassiner son Mari, pour s'unir à celui qu'elle aimoit: son Amant ignore ce qui se concerte; il est néanmoins soupçonné: la Femme seule est trouvée & se déclare coupable dans les douleurs de la torture. Peut-être que Mouchy renferme en sa personne toutes les preuves & la conviction du même crime.

Quoiqu'il en soit, si pour un moment nous sommes réduits à la fatale nécessité de supposer complice de Mouchy cette Femme, qui montre autant de con-

qui lui est acquis par votre Arrêt. Nous disons plus : s'il survenoit des preuves contre elle, la Justice a, pour ainsi dire, renoncé au droit de la condamner ; où il faudroit regarder, soit comme une nouvelle Accusation, celle qui résulteroit contre elle des interrogations & confrontations de Mouchy ; soit comme un nouveau genre de crime, toutes les circonstances qui jusqu'alors eussent été inconnues.

Autrefois l'on tenoit en France, qu'en matiere des crimes, on pouvoit se pourvoir par Requête Civile, sur des preuves nouvellement recouvrées, pourvû qu'elles fussent claires, certaines, & telles qu'il avoit été difficile de les découvrir avant le Jugement diffinitif, ou qu'elles eussent été cachées par le dol de l'Accusateur. C'est l'espece de l'Arrêt qui a été rapporté, & qui condamne à mort un fraticide absous par un autre Arrêt.

D'autres ont distingué, & ont prétendu, que si l'Arrêt avoit prononcé une peine inferieure à l'atrocité du crime, l'Accusateur ne pouvoit se pourvoir contre l'Arrêt ; mais que, si l'Accusé avoit été purement absous, il y auroit lieu de revoir le Procès, & de former une nouvelle Accusation. Au premier cas, l'on consideroit que le coupable avoit couru le hazard du Jugement des hommes : au second cas, on trouvoit que c'étoit trop

*dont la Femme & le Frere s'accusent.* 375  
trop favorablement traiter un criminel,  
que de le laisser dans un état d'absolu-  
tion qu'il n'avoit point méritée.

Les Criminalistes ont depuis établi, sur  
le fondement d'une Jurisprudence plus  
régulière, & devenuë universelle, pour  
Maxime generale, *non bis in idem*, on  
ne peut être accusé & puni deux fois  
pour un même crime. Le Jugement ac-  
quiert un droit à l'Accusé, dont il ne  
doit point être dépouillé. Si le desir  
qu'a la Justice de punir les crimes est  
mal secondé par les Accusateurs, quel-  
quefois éludé par les Artifices des Accu-  
sés, à qui il est naturel d'éviter le sup-  
plice; c'est-là une espece d'avantage  
qu'il n'est pas permis de leur envier:  
les Juges ne doivent pas se retracter; à  
la bonne-heure qu'ils le fassent pour  
absoudre l'innocent injustement con-  
damné, mais non pour condamner le  
criminel qui a obtenu un Jugement fa-  
vorable: ce seroit une cruauté de se  
repentir d'avoir prononcé une peine trop  
douce, ou d'en vouloir infliger à tout  
Accusé, qui sur l'état des preuves a  
paru devoir être renvoyé. Un Juris-  
consulte nous autorise à parler de la-  
sorte: *Pœnæ non irrogatæ indignatio so-  
lam duritiem continet.* La clémence du

*dem.* Les Criminalistes ne disent pas, *non bis in idem puniendus*, mais *non bis in idem judicandus homo*.


On peut dire, que le sieur Duplessis a été renvoyé absous après une procédure instruite par recolement & confrontation : voilà le cas du *non bis in idem*. A l'égard de la Dame de Riancourt, on ne peut pas dire qu'elle ait été jugée, il n'y a point eu de confrontation. Cette distinction est facile à détruire : il n'est pas nécessaire pour l'instruction des Procès criminels, qu'elle se fasse par confrontation. L'Ordonnance de 1670. fait un titre particulier des récolemens & confrontations, qu'elle commence par cet Article : *Si l'Accusation mérite d'être instruite, le Juge ordonnera que les témoins ouïs es Informations seront recollés en leurs dépositions, & si besoin est confrontés à l'Accusé.* Le Juge est donc le maître de l'instruction : il dépend de lui de la regler, & de juger de la nécessité de la confrontation.

Il dépend du Juge, dans une Affaire criminelle, d'ordonner la Confrontation, ou de ne la pas ordonner, s'il ne condamne pas un Accusé.

Quand l'Ordonnance porte, *Si l'Accusation mérite d'être instruite*, ces termes n'ont pas moins de rapport à la qualité des preuves, qu'à la qualité du délit. Ensorte que si l'Accusation ne paroît pas importante, ou ne semble pas avoir dès le commencement certaines preuves qui puissent faire espérer les dernières, il dépend uniquement du Juge de ne point ordonner la confrontation. Par exemple

ple, l'on accuse un homme, l'on informe, l'accusé est décrété, le Juge ordonne le récolement des témoins entendus, il n'estime pas à propos de passer à la confrontation : après un second Interrogatoire, l'Accusé est renvoyé absous, ou mis hors de Cour. Dira-t-on, il n'a point obtenu l'Absolution, parce qu'il n'y a point eu de confrontation faite ? C'étoit au Juge à l'ordonner, s'il la trouvoit nécessaire : ce ne sont pas-là de ces choses, qui se demandent par un accusé ; il conclut toujours, & d'abord, à son renvoi, à sa décharge : il ne va pas s'exposer aux poursuites violentes & rigoureuses, ni dire qu'on lui fasse son Procès ; le Jugement rendu lui profite, & lui forme un droit : ce Jugement est l'effet de l'indulgence ou de la prudence du Juge, & non une contravention à l'Ordonnance.

Les Témoins ouïs contre la Dame de Riancourt ont été recolés, le Conseil n'a point ordonné la confrontation, il n'y a pas trouvé la matiere disposée : le récolement est nécessaire, à cause que les Témoins peuvent jusques-là varier, diminuer, ajoûter, & qu'il sert à assurer les dépositions. La confrontation n'est nécessaire que pour assurer les mêmes



supposant même pour constans & pour averés , l'Accusé n'en devient pas plus coupable. Il arrive fort souvent, que l'on renvoye absous sur un premier Interrogatoire. La Dame de Riancourt en a subi plusieurs. Le sieur Duplessis vouloit-il forcer les Juges de la condamner ? Et peut-il aujourd'hui exciper de ce qu'il n'y a eu qu'un recolement, & non une confrontation de Témoins ? A la vérité, dans un crime grave , on ne pourroit condamner sans recolement, sans confrontation, parce que ces formalités sont introduites en faveur de l'Accusé ; mais, on peut absoudre : toutes ces diverses instructions se réfèrent à la prudence du Juge ; & , dans quelque tems qu'il renvoye de l'accusation, qu'il mette hors de Cour, qu'il prononce une Absolution formelle ou tacite, expresse ou virtuelle, ( nous nous servons de ces termes par rapport aux différentes manieres de prononcer, ) c'est toujours un Jugement, & par conséquent un droit acquis : il faut bien que les crimes s'éteignent par ces sortes de Jugemens, puisque même, sans Jugemens, sans formalités, ils s'éteignent par le laps de tems.

La prescription a lieu dans les crimes les plus atroces. Si, sous prétexte qu'un Juge n'a pas porté l'instruction jusqu'où elle devoit aller, il étoit permis de renouveler les Procès ; si, sous prétexte qu'un homme est justifié, il pouvoit au-

si-tôt

*dont la Femme & le Frere s'accusent.* 379  
si-tôt s'élever contre son propre Accusa-  
teur, quelle maxime plus pernicieuse !  
Les récriminations ne finiroient point, les  
Procès criminels se multiplieroient. On  
rappelleroit des injures éteintes, des cri-  
mes expiés, des actions prescrites: per-  
sonne ne seroit assuré de sa justification;  
il resteroit même au condamné une nou-  
velle appréhension d'essuyer une con-  
damnation plus forte. Il doit y avoir  
des Regles certaines, & des Jugemens sta-  
bles: si l'Ordonnance permet de les at-  
taquer, c'est en faveur des condamnés,  
non contre ceux qui sont absous. De-là  
cette disposition de l'Ordonnance de 1700,  
qui permet la révision des Procès crimi-  
nels.

Cette Question, que l'on nous a forcés  
d'agiter, peut paroître prématurée. Si  
Mouchy étoit conduit dans vos prisons,  
par les soins & la diligence du sieur Du-  
pleffis; si Mouchy déclaroit que la Veu-  
ve est sa Complice, ou qu'il se trouvât  
des circonstances que nous ne pouvons  
pas prévoir; alors, il faudroit examiner  
si elle est véritablement absoute, si ce  
seroit-là le cas de dire: *Non bis in idem*.  
L'Arrêt de 1700. n'indique que Mouchy,  
1 ne parle point des Complices: c'est  
donc par anticipation, que l'on entre dans



en mettant hors de Cour sur la Requête, à fin de permission d'informer contre elle. Il est donc vrai de dire, que l'Arrêt de 1700, bien loin de l'avoir déclarée accusée ni complice, l'a confirmée dans la qualité d'Accusatrice.

Voyons, & c'est la dernière & la véritable Question, si, faute d'avoir poursuivi depuis 1700. contre Mouchy, elle s'est renduë coupable de négligence, ou si son second mariage la rend indigne de la poursuite demandée par le Frere du défunt.

Nous voulons nous persuader, que le sieur Dupleffis, trop desintéressé pour avoir envisagé les motifs dont on l'a soupçonné, ne sollicite la poursuite, qu'à fin de concourir avec vous, avec nous, à la prompte vengeance de l'Assassinat. Il prétend avoir qualité pour être Accusateur, il ne l'avoit pas certainement quand il étoit Accusé. Il croit l'avoir recouvrée depuis l'Arrêt de 1700, dont il demande l'exécution. Un homme, qui se trouve dans un état incertain, & qui a plutôt sa condamnation à craindre que son absolution à espérer, doit être éloigné de l'Accusation; de sa part tout est suspect. Mais, s'il a été assez heureux pour se justifier, dès ce moment, il ne doit plus, ce semble, y avoir d'obstacle à le recevoir Accusateur: ce titre, dans lequel la Justice le rétablit, est le dédommagement précieux de toutes les peines

dont la Femme & le Frere s'accusent. 381  
peines qu'il a subies, pendant le cours  
d'une Accusation injuste; il manqueroit  
quelque chose à sa réputation, s'il n'a-  
voit pas la liberté de se montrer le ven-  
geur du sang de son Frere. Cela lui  
tient lieu de dommages & intérêts qu'il  
n'a point eus. Son Accusation ne peut  
plus être regardée comme une procé-  
dure récriminatoire. Un homme ren-  
voyé absous est au-dessus de tout soup-  
çon. Avoir été accusé, mais être déclá-  
ré innocent après une instruction rigou-  
reuse, rien n'est plus glorieux. Com-  
bien des gens seroient trouvés criminels,  
s'ils trouvoient des Accusateurs?

Quoique le sieur Duplessis pût avoir  
des moyens de devenir Accusateur, nous  
ne laissons pas d'y trouver quelque dif-  
ficulté, & nous en trouverions beau-  
coup plus, s'il vouloit former directe-  
ment son action contre la Veuve; parce  
que d'un côté, s'il est renvoyé absous  
par l'Arrêt du 25 Septembre 1700, par  
une autre disposition du même Arrêt, il  
est mis hors de Cour sur cette Requête;  
s'il est *copiosè solutus*, elle est *expresse  
liberata*. On ne peut faire revivre une  
ancienne Accusation : elle demeure é-  
teinte par votre Arrêt.

Quel tempérament prendre? Il est as-  
sez difficile. Un Veuve & un Frere

une Accusation réciproque. L'un & l'autre ne pouvoient se soupçonner sans se déshonorer, ni demander une condamnation sans se détruire, puisqu'il devoit en coûter la vie à un Frere, ou à une Femme. Le Frere ne veut point partager le titre d'Accusateur, la Veuve ne veut point se dépouiller de la qualité d'Accusatrice. Dans cette incertitude, la Loi *Si plures*, au Digeste de *Accusationibus*, nous offre une belle Décision. *Si plures existant, qui accusare volunt, Judex eligere debet. eum qui accuset, causâ scilicet cognitâ, aestimatis Accusatorum personis, vel de dignitate, vel ea & quod interest, vel aliâ justâ de causâ.* Voilà ce que le Conseil a fait en 1699, lorsqu'il a déclaré la Veuve du sieur de Riancourt Accusatrice. Maintenant, que l'Accusation est remplie contre le Frere, il semble que le Conseil ne puisse plus permettre à cette Femme de la poursuivre contre Mouchy. Quoique nous n'entreprenions pas de convertir en preuves les indices qui résultent des informations, il suffit que Mouchy, indiqué par votre Arrêt le vrai coupable, soit soupçonné d'avoir eu quelque familiarité avec cette Veuve, pour croire que la procédure, vivement poursuivie contre un Frere innocent, seroit négligée contre Mouchy criminel. Mais, d'un autre côté, ces preuves ne sont pas devenues plus considérables depuis 1699 : il faut bien

*dont la Femme & le Frere s'accusent.* 383

bien que dès lors il y en ait eu de certaines contre Mouchy Assassin, & d'insuffisantes contre Mouchy Adultere; autrement, le Conseil auroit craint de confier à cette Veuve la poursuite de l'Accusation.

Si, depuis l'Arrêt de 1700, l'on prouvoit qu'elle eut été en relation avec Mouchy, qu'elle eût entretenu avec lui un commerce de Lettres, qu'elle eut favorisé son évasion, caché son absence, qu'elle eût transigé du crime; s'il se trouvoit, en un mot, quelque chose qui n'eût pas été proposée, nous ne balancerions pas dès à présent à nous déclarer contr'elle; nous dirions: Mouchy est l'Auteur du Crime, & cette Veuve déjà l'objet des soupçons de la Justice, doit être celui de ses poursuites: elle a montré du zèle contre le sieur de Riancourt Duplessis, elle se ralentira contre Mouchy, c'est un Corrupteur, un Adultere soupçonné, un homme toujours suspect; elle craindra d'accuser celui qui pourroit la convaincre, ou de convaincre celui qui pourroit l'accuser. Si elle commence l'Accusation, ce sera dans le dessein de ne la pas poursuivre; ou si elle la suit d'abord au commencement avec quelque feinte apparence de vivacité, elle

point, elle ôtera à la Justice même les preuves indispensables.

Nous sentons bien que nous répétons, & que nous ne disons pas ce qui a été prévu dès le commencement du Procès: il n'y a rien de nouveau dans les moyens & dans les preuves. Ensorte que, si la Veuve du sieur de Riancourt peut être privée du droit qu'elle a acquis par l'Arrêt de 1699, ce ne pourra être qu'à cause d'une négligence prouvée.

Les Loix Romaines nous apprennent, que ceux, qui avoient abandonné une Accusation, ne pouvoient plus la reprendre. Par la négligence qu'ils apportoit à convaincre les coupables, ils encourroient l'indignité ou l'infamie, quelquefois la peine de l'exil. Tout cela est expliqué au titre du Code : *Ut intra certum tempus criminalis Quæstio terminetur.*

Les Ordonnances de nos Rois n'obligent point de suivre une Accusation: elle s'intente avec nous; nous joignons la severité de notre Ministère aux intérêts des Accusateurs, & nous nous rendons les principales Parties des Accusés. Il est vrai, qu'il y des vengeances nécessaires. Un fils doit poursuivre le meurtrier de son pere, une Femme l'Assassin de son Mar: sans cela, il y auroit une indignité, qui ôteroit au fils la qualité d'héritier, & qui priveroit la Veuve des gains nuptiaux. Mais, lorsqu'un Jugement, quel qu'il

dont la Femme & le Frere s'accusent. 385  
qu'il soit, est intervenu, & que la Justice  
paroît satisfaite, ou que les éclaircisse-  
mens dont elle a besoin ne peuvent pas  
lui être sitôt procurés, dira-t-on que l'Ac-  
cusation est, ou négligée, ou abandon-  
née? La Veuve du sieur de Riancourt a  
rempli son devoir, par une Accusation qui  
a duré trois années: elle a été en quel-  
que façon injuste & cruelle envers un  
Frere justifié, pour ne pas se montrer in-  
sensible envers un Mari assassiné.

Que s'en est-il fallu, que la condam-  
nation de l'un ne l'ait dédommagée de  
la perte de l'autre? Depuis trois années  
elle demeure dans le silence; nous ne  
l'approuvons pas: nous le lui repro-  
chons; mais, nous ne pouvons lui don-  
ner le nom d'une prévarication punissa-  
ble, d'autant mieux que le Conseil a  
connu lui-même la Difficulté de cette  
instruction: car, en 1699, il ordonne, qu'il  
seroit plus amplement informé pendant  
six mois; &, en 1700, l'on ne fixe aucun  
tems. Si l'Arrêt avoit marqué un délai  
certain, le retardement, joint à d'autres  
circonstances que nous ramasserions avec  
un soin rigoureux, pourroit être un ti-  
tre d'exclusion; parce que, comme dit la  
Loi 7. au Code *De his qui accusare non  
possunt, si certa perferenda Accusationis*

ble seroit regardé aussi peu favorablement qu'un desistement formel.

Les Preuves ne sont pas toujours dans la main & au pouvoir des Accusateurs. Que M.<sup>re</sup> le Procureur-Général soit Partie, rien ne manque à son zèle, à ses recherches, & à ses diligences : il arrive néanmoins assez souvent, que les Accusés, après deux ou trois Arrêts qui ordonnent de nouvelles poursuites, obtiennent enfin leur liberté, leur absolution, peut-être l'impunité, malgré nous. L'on n'en peut pas douter, nous ne manquons point d'agir ; ou si nous semblons dissimuler pour un tems, c'est par prudence, & toujours dans l'attente que les Preuves se manifesteront.

Pour nous convaincre, que la Veuve du sieur de Riancourt eût abandonné la poursuite, il faudroit montrer de sa part une extrême négligence ; &, pour persuader la négligence, il faudroit prouver qu'elle eût pû faire davantage. Cette Veuve demeura dans l'inaction depuis votre Arrêt ; mais, après tant de Monitoires publiés, de Réaggraves fulminés, a-t-elle pû espérer qu'il y auroit de nouvelles révélations ? Y en a-t-il eu dont elle n'ait profité ? Elle a attendu que le tems, vengeur des crimes, lui indiqueroit le coupable, & que le coupable viendrait lui-même se livrer à ses poursuites. Ne rien précipiter, ce n'est pas  
né-

*dont la Femme & le Frere s'accusent. 387*

négliger, & une legere négligence n'emporterait point encore une indignité.

Il reste à voir si le second Mariage l'a produite. Nous n'entrerons point dans un long détail des peines attachées aux secondes nœces. Il suffira de les indiquer, pour connoître leur étendue, & leur restriction. Chez les Romains, une femme, qui se marioit *intra annum luctûs*, étoit notée d'infamie : une femme, qui convoloit à de secondes nœces, étoit privée de la faculté d'élire entre ses enfans un héritier au pere; elle ne pouvoit même donner à l'un d'eux ce qu'elle avoit reçu du défunt: elle étoit tenue de restituer, aux enfans du premier lit survivans, les biens provenus de la succession des prédécédés. Elle ne pouvoit revoquer la donation faite à son fils pour cause d'ingratitude.

Peines attachées aux secondes Nœces selon la Loi Romaine, & selon la Coutume de Paris.

Nous n'avons pas reçu toutes ces dispositions; encore moins la premiere, qui répand la honte & l'infamie sur les seconds mariages. Cinq Articles de notre Coûtume renferment la punition des secondes nœces.

*Le relief est dû pour chacun des mariages contractés. Art. 37. C'est un changement d'Etat & de Personnes.*

*Une Femme est tenue de donner caution*





*Elle est privée de la Garde Noble & Bourgeoise, Art. 268.* Il ne seroit pas juste, que la minorité de ses enfans lui devint utile, quand elle entre dans un engagement qui tend à diminuer leur portion dans les biens maternels.

*Elle ne peut rien recevoir par le Testament de ses enfans mineurs, Art. 276.* de peur que leurs biens ne tombassent dans une famille étrangère.

Enfin, par l'*Art. 281.* les secondes nocces anéantissent la réserve, que les peres & meres, en mariant leurs enfans, ont pu se faire, de la jouissance des meubles & conquêts du prédécédé. Dès l'instant du second mariage, ils doivent compte à leurs enfans, & perdent la jouissance de ce qui leur appartient.

Telles sont les peines des seconds mariages. Quelque défavorables qu'ils soient, les peines ne doivent pas s'étendre, sur-tout quand une Femme ne convole point avec précipitation à d'autres nocces, & qu'il paroît qu'elle a doublement pleuré, soit par le deuil qu'elle a porté pour son Mari mort, soit par les diligences qu'elle a faites pour venger son Mari assassiné.

Elle n'y a plus, dit-on, d'intérêt: elle se trouve obligée de détourner de ses yeux cet objet funeste; il ne convient point de l'exposer à ceux d'un second Mari. Ces raisons peuvent être de quelque considération; mais, elles ne nous

convainquent point. Une Femme, quoique séparée de la Famille de son premier Mari, ne laisse pas d'être toujours attachée à la personne de ce Mari qu'elle venge : cet honorable soin ne peut offenser le Sieur de Rieu son second Mari, d'autant plus qu'il a connu son Etat. Il ne s'éloigne pas de soutenir avec elle les engagemens d'une si juste douleur ; d'autant plus encore, que, de la manière dont cette Cause se plaide, le second Mari intéressé à l'honneur de sa Femme, à la gloire de son innocence, doit souhaiter qu'elle fasse des diligences, qu'elle les redouble : il doit contribuer à ses empressemens, à ses poursuites ; c'est à son égard un intérêt personnel : sa justification parfaite dépend de la condamnation de Mouchy. Enfin, quoique ces sortes de vengeances doivent être poursuivies avec desintéressement, qu'il ne faille pas même trop penser aux dommages & intérêts, trop s'occuper de ces espérances pécuniaires qui ôteroient quelque chose à la gloire de la poursuite ; néanmoins, il y auroit trop d'indifference de les négliger. Cette Femme, qui a instruit la Contumace contre Mouchy, qui a fait des dépenses considerables pour des perquisitions, a un dédommagement à prétendre. L'Arrêt du 25. Septembre 1700.

Encore une fois, ce second Mariage n'a point été précipité, il n'a point été fait avec un Complice soupçonné. L'Indignité ne peut donc être objectée par rapport à ce mariage: elle pouvoit l'être seulement par une affectation de négligence. Cette Veuve nous dit, nous justifie même, qu'elle n'a pu rien faire davantage: elle est prête de faire tout ce qui lui sera indiqué; elle a donné sa Requête portant offre d'exécuter l'Arrêt.

Nous aurions bien voulu, que l'Instruction eût été continuée à la Requête des deux Parties: l'animosité a tellement éclaté dans le cours de la Plaidoirie, que nous ne pouvons plus nous déterminer de la sorte. Ils s'accuseroient l'un & l'autre, sans chercher le coupable: ils n'en voudroient point d'autres qu'eux-mêmes; ils se détruiraient, sans penser à Mouchy. Mouchy, peut-être seul coupable, profiteroit de leur haine commune, & se sauveroit à la faveur des poursuites dont il ne seroit pas l'objet. Dailleurs, nous considérons, que ce seroit dépouiller cette Veuve d'un droit acquis, ou l'obliger de le partager avec le sieur Duplessis, qui n'a rien à prétendre contre elle.

Ou il faut que la poursuite se fasse seule à la Requête de M. le Procureur-Général, ou il y auroit lieu de l'ôter à la Veuve: le Conseil peut prescrire un délai,

lai, il ne sçauroit être trop court, dans lequel elle fera tenue de faire ses diligences, de nous en justifier; s'il nous paroît de la négligence, de la collusion, nous ferons toujours en état de la priver. Le sieur Duplessis lui-même pourra être attentif à ses démarches, & exciter notre attention particuliere.

Qu'il se réjouisse d'avoir été déclaré innocent: que satisfait de vous avoir montré son zele, il n'envie point à la Veuve de son Frere les derniers efforts de la vengeance. Que cette Veuve se plaigne à jamais d'avoir perdu un Mari, dont la mort pourroit lui être reprochée dans l'opinion publique, si elle ne ranimoit ses poursuites contre Mouchy.

Nous finissons par une Réflexion, que nous avons déjà faite lors de la Remontrance. Si le sieur Duplessis a des lumières à nous donner, s'il est assuré des Preuves qui lui étoient nécessaires, rien ne l'empêche de les donner à M. le Procureur-Général: son Registre est ouvert; qu'il s'y inscrive, qu'il dénonce, qu'il accuse: le Ministère public se chargera de toutes les poursuites; & s'il est vrai, que le sieur de Riancourt Duplessis n'envoie que de faire punir le meurtrier, il peut y travailler, sans dépouiller la Veuve de son Frere. Si cette Veuve

promptement au Conseil un compte avantageux de ses poursuites.

Nous devons dire un mot des deux autres Requêtes, qui tendent à obtenir une Réparation réciproque; ou plutôt nous n'en devons point parler. S'il est dû une Satisfaction, c'est au Conseil même, dont l'Audience a été blessée. Les Parties sont réciproquement offensées. Nous nous montrerons bien indulgens, si, réduits à faire droit sur des Invectives de part & d'autre échappées, nous consentons, que, sur les Requêtes, l'on mette hors de Cour; mais, nous les trouvons déjà punis par l'Indignation que le Conseil a fait paroître, & par le silence qui leur a été imposé.

Dans ces Circonstances, & par ces Considérations : *Nous estimons, qu'il y a lieu de donner Acte à la Partie de Me. Exrard des Offres qu'elle a fait de continuer ses Diligences contre Mouchy, en exécution de l'Arrêt du 25. Septembre 17co. En conséquence, ordonner qu'elle sera tenue de faire de nouvelles Poursuites, & faire publier nouveaux Monitoires, & ce dans le tems qu'il plaira au Conseil de marquer; de quelles Diligences & Poursuites elle sera tenue de rendre compte à M. le Procureur - Général: sur le surplus des Requêtes, les Parties hors de Cour.*

*Arrêt*

*Arrêt du Grand-Conseil, conforme  
aux Conclusions.*

Voici ce que dit là-dessus M. Brillon :  
„ J'ai fréquenté le Barreau du Grand-  
„ Conseil jusqu'en l'année 1718. plus de  
„ 15. ans après cet Arrêt rendu : il ne  
„ s'est présenté aucun incident ; ce qui  
„ fait croire, que la retraite de Mouchy  
„ dans les Pays étrangers, ou sa mort,  
„ a fait abandonner l'Accusation, par  
„ l'exécution infructueuse de l'Arrêt  
„ qui a ordonné le plus-amplement in-  
„ formé. „

M. Brillon, l'Homme du Roi, a cru que Mouchy, peut-être l'Amant de la Veuve, étoit l'Assassin : il ne crut pourtant pas qu'elle fût Complice ; c'est un secret, qui n'a pas été éclairci, & qui est encore dans les profondes connoissances de Dieu. Le corps du délit étant certain, il est étrange, qu'un crime, commis à la face du soleil, n'ait pas fourni des Preuves de la dernière évidence. Car, celles qui s'élevoient contre Mouchy n'étoient que des présomptions & des conjectures. Ce n'est pas que d'heureux Criminels ont dérobé aux hommes des crimes qu'ils ont commis au grand jour.

Cette Affaire criminelle est une d s



tion de certains crimes dans l'autre monde.

J'ai toujours été surpris, que le Grand-Conseil ait confié la poursuite à la Veuve: dès que le Meurtrier indiqué étoit soupçonné d'être son Amant, pouvoit-on croire dans cette idée, qu'elle ne se relâcheroit pas de cette poursuite, & qu'elle agiroit contre les intérêts de son Amour? Il falloit croire, qu'elle étoit une héroïne. Pour moi, je doute de son héroïsme, quand je la vois convoler à de secondes noces, dans le tems qu'elle songe à venger la Mort de son premier Mari.

F I N.



# PLAIDOYÉ D E

M. ANTOINE ARNAULD,

*Aduocat en Parlement, & ci-deuant  
Conseiller & Procureur-Général de la  
défuncte Roine Mere des Rois,*

Pour l'Université de Paris,  
Demanderesse,

*Contre les Jésuites, Défendeurs,*

Des 12. & 13. Juillet 1594:

NOUVELLE EDITION,

*Précédée de la Résolution & de la Requête  
de l'Université, demandant l'Expulsion des  
Jésuites;*

*Suivie du Plaidoyé de SIMON MARION, Al-  
uocat-Général au Parlement de Paris, contre  
leur Rétablissement tenté à Lyon;*

*Et accompagnée de quelques Remarques Histori-  
ques & Critiques.*



*Sur l'Edition originale, faite*

A PARIS,

Par MAMERT PATISSON, Imprimeur du Roy,



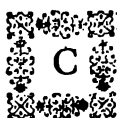




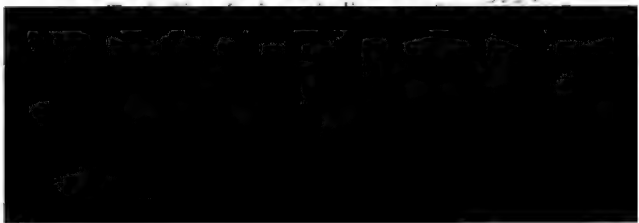
# AVERTISSEMENT

S U R C E T T E

NOUVELLE EDITION.

E fameux *Plaidoyé*, dont les Effets subsistent encore aujourd'hui dans la Haine implacable & réciproque que se portent mutuellement les deux plus puissans Partis de l'Eglise Romaine, est le Chef-d'Oeuvre d'un des plus illustres Ornemens du Barreau François, à la Fin du xvi Siècle & au Commencement du xvii; en-un-mot, du célèbre ANTOINE ARNAULD, Procureur - Général de Catherine de Médicis, Avocat - Général de Marie de Médicis, Auditeur de la Chambre des Comptes, & nommé Secrétaire d'Etat par Henri IV; mais, qui préféra à tous ces Titres éclatans celui d'Avocat au Parlement de Paris, où il fit très-long-tems admirer son Eloquence. Aussi les habiles Gens d'alors lui en ont-ils unanimement & généralement accordé le Prix; & l'on n'a fait aucune Difficulté de lui donner les Surnoms glorieux de *Demosthene* & de *Cicéron de son Temps*.

CETTE belle & importante Pièce étant devenue extrêmement rare, malgré l'Edition originale de *Paris, chez Mimet Patisson, en 1594, in 8°*: une Contrefaçon sous la même Adresse, mais de l'Année 1595, in 8°:



# A V E R T I S S E M E N T.

1734. & *Lett. Idus Julias* CIO. IO. XCIV. *num. primigen*  
*Latine facta*, & *missa ad Senatum Populumque Vil-*  
*rensem*; & imprimée à Leide, chez Jean Pons &  
*Loz. Elzevier*, en 1594, in 4°: l'Edition donnée  
 par l'Université de Paris en 1673: une cinquième, à la  
*Haie*, en 1684, in 8° & une sixième, enfin, mise dans  
 un Recueil de Pièces contre les Jésuites, imprimé  
 en 1717, in 12°: on a cru rendre Service au Public,  
 & sur-tout aux vrais Amateurs des bons Ouvrages, en  
 leur procurant une nouvelle Edition de celui-ci. Pour  
 remplir donc aussi exactement qu'utilement ce Dessein;  
 l'on a principalement suivi la meilleure de ces Editions,  
 insérée dans l'*Historia Universitatis Parisiensis* de Cé-  
 SAR EGASSE DU BOULAY, Tome VI, pages  
 823-850; conséquemment adoptée par ce Corps  
 illustre, & autorisée par le Privilege du Roi accordé  
 pour l'impression de cette *Histoire* en 1663.

Afin d'en rendre l'Intelligence plus aisée aux Lec-  
 teurs qui pourroient n'être pas assez au Fait de l'His-  
 toire de ce Tens-là, on a crû, qu'il ne seroit  
 point inutile d'y ajouter quelques *Remarques Histori-*  
*ques & Critiques*: & l'on se flatte, qu'elles pourront  
 suffisamment répondre à ce But.

Vû l'Approbation générale qu'a toujours eue cet é-  
 légant *Plaidoyé* parmi les habiles Gens, excepté néan-  
 moins les Jésuites & leurs Adhérens, il seroit sans  
 doute inutile d'en entreprendre ici l'Eloge, & d'en  
 vanter le Mérite: mais, peut-être ne seroit-il pas su-  
 perflu de même de faire voir en passant le Ridicule  
 ou la Mauvaise-Foi du Jugement singulier que n'a  
 point eu Honte d'en porter un de ces lâches & vils  
 Adulateurs, que le grand Crédit de la Société ne fait  
 que trop souvent ramper aussi inutilement que basse-  
 ment devant elle. *Rien ne fait plus d'Honneur aux*  
*Jésuites*, dit donc très peu judicieusement le Sieur  
 LINGLET DU FRESNOY, *Méthode pour étudier l'Histoi-*  
*re*, Tome III, page 186, *que ce Plaidoyer, & tous*  
*les autres qu'on a faits contre eux*. S'ils étoient assez  
 malhabiles Gens pour se coëffer d'une Imagination  
 aussi

## A V E R T I S S E M E N T.

aussi extravagante que celle là , ne seroient-ils pas tout-à-fait dignes qu'on leur appliquât ces Vers insultans de Mercure au malheureux Solie ,

*Et les Coups de Baton d'un Dieu  
Font Honneur à qui les endure ?*

Mais , bien loin de-là , eux , & leurs Partisans , étoient tellement irrités contre ARNAULD , qu'ils parodierent son Nom en celui d'*Agréable*, un de ceux de l'Ante Christ où se rencontre le Nombre de la Bête ; & qu'ils le déclarerent publiquement *digne Ministre de celui auquel a esté donnée Gueule proferante grandes Cbojes & Blasphemes* (\*) : vaines & grossieres Injures , qui ne les justifioient en aucune façon des graves Accusations qu'il avoit portées contre eux , & qui ne détruisoient nullement les fortes Preuves qu'il en avoit données.

Huit Ans après , les Jésuites , mettant tout en Oeuvre , & employant avec Empressement tous leurs Amis , pour obtenir leur Rappel en France , ARNAULD publia contre eux un nouvel Ecrit , qui ne cede , ni en Solidité de Raisonnement , ni en Force d'Eloquence , à son *Plaidoyé*. C'est son *Franc & véritable Discours au Roy sur le Rétablissement qui lui est demandé pour les Jésuites*, imprime sans aucune autre Indication que la simple Date de M. DC. II. , in 8<sup>o</sup> , en 120 Pages. Mais , quelque démonstratif & convaincant qu'il fût , il n'eut pas plus de Succès , que les fortes & vives Remontrances du Duc de Sully , du Premier Président de Harley , & des autres meilleures & plus sages Têtes du Roïaume , sur le même Sujet ; tant cet aveugle & foible Prince étoit entièrement li-

## A V E R T I S S E M E N T.

PIN, *Table universelle des Auteurs Ecclesiastiques des XVI premiers Siècles*, colone 1393, ne donne ANTOINE ARNAULD que ces deux Ouvrages ; on a encore divers autres Ecrits de sa façon,

sçavoir :

*1. Première Savoyenne, traitant de la Guerre de Savoie*, imprimée en 1601, in 8° ; & reproduite a-

vec la *Seconde Savoyenne, traduite de l'Italien de*

*A. R. V.*, & imprimée à Grenoble, chez Mar-  
en 1630, in 8°. ANTOINE LE MAITRE, Pe-  
d'Arnaud, nous apprend, par ce Vers de l'E-  
qu'il lui a dressée,

*contre Emanuel (\*) arme son Eloquence ;*

est l'Auteur de cette *Première Savoyenne* : &  
savons d'ailleurs, que la *Seconde*, malgré sa  
fautive Traduction, est de PAUL DU CHATELET,  
& fort postérieure.

II. *Plaidoyé sur la Peine due aux Calomniateurs*,  
inséré dans l'*Histoire de Henri IV*, par PIERRE MAT-  
THIEU. Tome I, page 455 & suivantes.

III. *Requête présentée par ANTOINE ARNAULD, Ad-  
vocat en Parlement, & ISAAC ARNAULD. Intendant des  
Finances, Freres, contre César de Plais, qui avoit  
publié contre eux un Libelle diffamatoire très injurieux,*  
&c ; présentée après la Mort de Henri IV in 8°.

IV. *Les Gardes de Normandie, Plaidoyé pour Mr.  
le Duc de Guise, où est prouvé la Justice de l'Arrest  
qui a décidé, que le Droit de Garde doit être préféré  
au Droit de Viduité*, imprimé en 1612, in 4°.

Peut-être même s'en trouveroit-il encore d'autres.

QUOIQ'IL EN SOIT, cet illustre Orateur mourut à  
Paris en 1619, laissant une Postérité nombreuse de  
Catherine Fille de l'Avocat Général MARION, dont  
nous donnons ici le *Plaidoyé contre les Jésuites* ; &  
entre autres, le fameux ANTOINE ARNAULD, Doc-  
teur de Sorbonne, le 10 & dernier de ses Enfants.

RESO-

(\*) Charles-Emanuel, Duc de Savoie.



# RESOLUTION


D E

L'UNIVERSITÉ

D E P A R I S ,

Solemnellement & légitimement assemblée, le 18 Avril 1594, de demander que les Jésuites soient du tout chassés.

¶ *ANNO Domini millesimo quingentesimo nonagesimo quarto, Die Lunæ decimæ octavæ Mensis Aprilis : Convocata Universitas omnium Ordinum hujusce incliti Studii Parisiensis apud Ædem Sancti Matburini, pro Supplicatione peragendâ ab Academia ad Ædem Sanctæ Capellæ Regalis Palatii Parisiensis, ad redaendas Gratias altissimo Deo, pro Reductione felici hujusce almæ Urbis, Prosperitate, & felicissimo Successu Concilii*



# 402 RESOLUTIO UNIVERSITATIS

& Protectione dicti Domini nostri Regis, ac pro quampluribus aliis Rebus ad Academiam spectantibus; atque super Supplicatione factâ a Domino & Magistro Laurentio Bourceret, Artium Doctore, de vocandis in Jus Jesuitis, ut omnino ejiciantur.

DICTA Universitas, debite, ut moris est, Hora solita convocata, ex Consensu unanimi omnium Doctorum & Magistrorum singularum quatuor Facultatum & quatuor Procuratorum Nationum, nomine repugnante, censuit & determinavit, esse annuendum Supplicationi dicti D. Bourceret, idedque in Judicium & Jus ritè & convenienter Jesuitas vocandos, ut ejiciantur omnino. Eam ob Rem censuit Universitas ex singulis Ordinibus nominandos aliquot selectos Viros, qui ea diligenter curent, quæ ad Litem contra Jesuitas movendam pertinent. Unde Facultas Theologorum nominavit Dominum & Magistrum Adrianum d'Amboise, summum Regiæ Navarra Moderatorum; & alium Doctorem, quem dictus D. d'Amboise voluerit eligere. Facultas Decretorum quæ acta sunt approbavit; & quia unicus tantum Doctor, nomine Dominus Davidson aderat, promisit se nominaturum aliquem alium ex suis Doctoribus. Facultas autem Medicorum ordinavit Dominum & Magistrum Jacobum Cousinot. Postremo, Facultas Artium nominavit dictum Magistrum Laurentium Bourceret, & Domi-  
num

*num Georgium Criton. Sicque statutum fuit unanimiter & conclusum, nemine reclamante, per Dominum Jacobum d'Amboise, Academiae Rectorem, totamque Academiam, Anno & Die præfatis.*

Ainsi signé, DU VAL: & à costé, *Visa per nos Rectorem, JACOBUM D'AMBOISE; & scellé de Cire rouge.*







# R E Q U E S T E

D E

L'UNIVERSITÉ

D E P A R I S,

AUX MESMES FINS,

À NOSSEIGNEURS

D E L A

COUR DE PARLEMENT.

**S**UPPLIENT humblement les Recteur, Doyens des Facultez, Procureurs des Nations, Suppôts & Escoliers de l'Université de Paris; disans: Que dès long-tems ils se sont plaints à la Cour du grand Defordre advenu en ladite Université, par certaine nouvelle Secte, qui a pris son Origine tant en Espagne qu'ès Environs, prenant la Qualité ambicieuse de la *Société du Nom de Jésus*; laquelle, de tout tems, & nommément depuis ces derniers Troubles, s'est totalement rendue partiale & factrice de la Faction Espagnole, à la Désolation de l'Estat, tant en cette Ville de Paris, que  
par

REQUESTE DE L'UNIVERSITÉ. 405  
par tout le Royaume de France & de-  
hors: Chose dès son Advenement pré-  
veue par lefdits Supplians, & signamment  
par le Décret de la Faculté de Théolo-  
gie qui fut lors interposé, portant que  
ceste nouvelle Secte estoit introduite  
pour enfreindre tout Ordre, tant Politi-  
que que Hiérarchique de l'Eglise, & nom-  
mément de ladite Université; refusant  
d'obéir au Recteur, & encores aux Ar-  
chevesques, Evesques, Curez, & autres  
Supérieurs de l'Eglise. Or est-il, qu'il  
y a trente Ans passez, que les Supposts  
de ladite prétenduë *Société de Jésus*,  
n'ayans encores espandu leur Venin par  
toutes les autres Villes de la France, ains  
seulement dans ceste Ville, présentèrent  
leur Requête aux Fins d'estre incorpo-  
rez en ladite Université: laquelle Cause,  
ayant esté plaidée, fut appointée au Con-  
seil, & ordonné que les Choses demeu-  
reroient en Estat; qui estoit à dire, que  
les Jésuites ne pourroient rien entrepren-  
dre au Préjudice dudit Arrest. A quoy  
toutes fois ils n'ont satisfait; ains, qui  
plus est, meslant avec leurs pernicious  
Dessains les Affaires d'Estat, n'ont servi  
que de Ministres & Espions en ceste  
France, pour avantager les Affaires de  
l'Espagnol, comme il est notoire à un

406 REQUESTES DE L'UNIVERSITÉ.  
considéré, Nosdits Seigneurs, il vous  
plaise ordonner, que ceste Secte sera  
exterminée, non seulement de ladite U-  
niversité, mais aussi de tout le Royaume  
de France, requerant à cest Effect l'Ad-  
jonction de Monsieur le Procureur-Géné-  
ral du Roy: & vous ferez bien.

*Ainsi signé, LE ROYER: & d costé,  
D'AMBOISE, Academiae Rector; &  
scellé de Cire rouge.*





## Le Subject du Plaidoyé.

**L**ES Jésuites s'estans maintenus contre plusieurs Poursuites de l'Université, par le Support de ceux qui avoient Affaire d'eux, pour exécuter leurs grandes & malheureuses Entreprises, enfin, depuis le Jour des Barriques, commandèrent impérieusement dans Paris, & allumèrent la Sédition en toutes les principales Villes du Royaume; blasphémans sans cesse en leurs Sermons, & Confessions, contre la Mémoire du feu Roy, & contre la Majesté du Roy régnant, qu'ils ont blessée de toutes les Façons qui se peuvent excogiter: &, pour Comble de leurs Impiétéz, se sont efforcés de faire assassiner le Roi, par Barriere, exécuté à Melun, qui l'a ainsi déposé à la Mort (\*).

CE-

(\*) Ajoutez, d'après l'illustre Mr. DE THOU, que les Jésuites & les Capucins, seuls de tous les Ordres Religieux, persistèrent dans leur Re-

*CELA a esté Cause , que la première Résolution, prise par l'Université de Paris, depuis la Réduction de la Ville, a esté de demander l'Extermination des J'suites.*

*A CET Effect , Requeste fut présentée contre eux à la Cour de Parlement, de laquelle ayant durant quelques Jours mesprisé l'Authorité; enfin pressé par un Arrest du Jeudi 7 Juillet 1594, qui portoit que le Défaut seroit le Lundi ensuivant en l'Audience publique jugé sur le champ, ils firent ce Jour-là introduire leur Advocat dans la Grand-Chambre , auparavant l'Audience ouverte, qui déclara, que, pour défendre la Cause de ses Parties, il estoit contraint de dire beaucoup de Choses facheuses contre plusieurs, qui s'estoient déclarez Serviteurs du Roy; & , pour cette Occasion, demandoit que la Cause fust plaidée à Huis clos.*

*C'ESTOIT une Ruse des J'suites, pour empêcher que le Peuple, qu'ils ont jusques aujourd'hui enforcélé & charmé, ne cogneust clairement leurs impostures & leurs pernicieux Desseins d'assujettir toute l'Europe à l'Espagne.*  
Néant.

*Néanmoins, ceste artificieuse Surprise leur succéda si bien, qu'il fut ordonné que la Cause se plaideroit à Huis clos (\*).*

**MAISTRE ANTOINE ARNAULD** parla pour l'Université; **Maitre LOYS DOLLE'**, pour les Currez de Paris, joincts avec l'Université; **Maisire CLAUDE DURET**, pour les Jésuites; & **Monsieur SEGUIER**, pour Monsieur le Procureur-Général du Roy.

EX-

(\*) C'est-à dire, à Portes fermées : Selon CÉSAR ECASSE DU BOULAY, *Histbri. Universitatis Parisiensis* Tom. VI, pag. 822, **BOTERÆUS**, c'est-à-dire **RAOUL BOUTRAYS**, a avancé, que, dès que les Portes furent ouvertes, tant de Monde entra en Foule, que la Cause fut plaidée publiquement : mais, **PIERRE DE L'ÉTOILE**, *Journal du Regne de Henri IV*, Tom. II, pag. 81 & 82, se contente de dire, que quelques-uns, par Curiosité, s'étant ingérez d'entrer, l'Avocat du Roi Segulier demanda l'Exécution de l'Arrêt, & qu'ils eussent à sortir; ce qui fut fait. Ainli, il vut incomparablement mieux s'en rapporter à lui, à **CAYET**, à Mr. DE THOU, & à **ARNAULD** lui-même, qui affirmant tous, que la Cause fut plaidée à Huis clos. Les Jésuites, & leurs Partisans, n'y en-



# EXTRAICT D U PRIVILEGE.

**I**L est permis à MAMERT PATISSON, Imprimeur du Roy, d'imprimer & vendre le *Plaidoyé de Maître ANTOINE ARNAULD, Advocat en Parlement, pour l'Université de Paris Demanderesse, contre les Jésuites Défendeurs.* Avec Défenses à tous Imprimeurs & Libraires de l'imprimer, ne vendre, si-non de ceux qu'aura imprimé le dit PATISSON, jusques après le Tems de six Ans, sur Peine de Confiscation & d'Amende. Donné à Paris, le 13 Aoust 1594. Signé, par le Conseil, GOGUIER.



PLAI.



PLAIDOYÉ  
DE MAISTRE  
ANTOINE ARNAULD,  
ADVOCAT EN PARLEMENT,

*Pour l'Université de Paris, Deman-  
dereffe,*

Contre les Jésuites, Defendeurs,  
des 12 & 13 Juillet 1594.

MESSIEURS, Je commence-  
ray ceste Cause par une Pro-  
testation toute contraire à celle  
de nos Parties aduerfes: car,  
au lieu qu'ils firent entendre hier par-  
tout, que nous plaiderions à Huis clos,  
par le Moyen des Menaces qu'ils auoient  
faites de parler contre plusieurs qui se





ny de Parole, ny d'Intention, aucun qui ne soit encores aujourd'huy vray Espagnol.

LA Raïson de la Diuerfité de ces deux Proteſtations eſt bien claire. Les Jéſuites ne peuuent faire un Seruice plus agréable au Roy d'Eſpagne, leur Maître, que de diſſamer en ce Lieu ceux qui l'ont tant irrité, que d'auoir remis de ſi fortes & ſi importantes Villes entre les Mains de ſon plus grand & plus dangereux Ennemy. Et, au contraire, l'Uniuerſité de Paris, Fille aiſnée du Roy, ( pour la quelle ie parle, ) ne peut faire un Seruice plus agréable à Sa Maieſté, que d'obſeruer religieusement la Loy d'Amneſtie, à laquelle nous deuons noſtre Repos préſent, & celuy de l'aduenir.

IL me ſouuient d'auoir leu, que, lors que le Mot de la Bataille de Pharfale fut donné d'une Part & d'autre, & que les Trompettes commencèrent à ſonner, quelques-uns des plus Gens-de-Bien de Rome, & quelques Grecs qui ſe trouuèrent ſur les Lieux, hors toutesfois des Batailles, uoyans les Choses ſi près du Péril, ſe meirent à conſidérer en eux-mêmes à quel Poinct les Forces de l'Empire Romain eſtoient réduites. Car, c'eſtoient mêmes Armes, Ordonnances de Batailles toutes ſemblables, Enſeignes communes & du tout pareilles, la Fleur de tous les vaillans Hommes d'une meſ-

me Cité, & une grande Puissance, qui s'alloit destruire elle-mesme : donnant un notable Exemple combien la Nature de l'Homme est aveuglée, furieuse, & forcénée, depuis qu'elle se laisse transporter à quelque Passion violente. Car, s'ils eussent voulu régir & gouverner ce qu'ils auoient tout acquis, la plus grande & la meilleure Partie de la Terre & de la Mer estoit en leur Obéissance.

DE MESMES, quiconque, voyant clair en nos Affaires, viendra à considérer à quel Point de Grandeur, de Félicité, de Gloire, de Richesses, & de Puissance, fust maintenant montée la Couronne Françoisse, sans nos Guerres plus que ciuiles; & que la Fleur de tant de vaillans Hommes, (qui, sans nos Es-motions, pourroient encores vivre,) seroit plus que suffisante pour aller assaillir nostre vieil Ennemy jusques dans Madric, & luy mettre en compromis ses Délices & son Escorial, principalement sous les Auspices d'un si grand & excellent Conducteur d'Armées, auquel son Navarre, l'Arragon, & le Portugal, tendent les Bras, pour estre déliurez de ceste horrible Tyrannie Castillane: Quiconque (dy-je) considérera ces Choses, ne pourra s'empescher qu'il n'entre en

lequel ceste Monarchie a quasi esté consumée.

QUE ces Gens icy ne soient les Jésuites, nul ne le révoque en Doute, si-non deux Sortes de Personnes: les uns, qui sont d'un Naturel si timide, qu'ils pensent encores estre entre les Mains des seize Voleurs, & des Jésuites leur Conseil; & les autres, qui sont de leur Confratrie & Congrégation, & qui ont fait secrètement les plus dangereux de leurs Vœux, comme toute une Ville peut estre Jésuite.

MAIS, ceux-cy ne parlent que d'une Voix basse. Et, au contraire, on voit un Consentement grand & universel de tous les Gens-de-Bien, tant de ceux qui sont sortis de ceste Ville pendant les Guerres, que de ceux qui y sont demeurez, & qui d'une si grande Ardeur & d'un si grand Courage ont ouuert les Portes de la Capitale à leur Roy; *Nos enim omnes eadem metuere, eadem cupere, eadem odisse, nunc oportet:* ) On voit (dy-je) une si grande Affection de toutes les Ames vraiment Françoises, vraiment desircuses de la Grandeur & Augmentation de ceste Couronne, qui desia, d'une Espérance fondée sur une Assurance infailible de vostre Justice & de vostre Dévotion au Service de Sa Majesté, chassent tous ces Tueurs de Rois, ces Confesseurs & Exhortateurs de tels Parricides; les chassent (dy-je) hors de la France;

France, & tout ce qui obéit aux Fleurs-de-Lys, ennemies jurées de tels Monstres, qui leur ont arraché l'un de ses plus chers Enfans, & se sont veus à la Veille d'entendre de pareilles Nouvelles du Roy régnant, par eux jà meurdry, d'Aide, de Conseil, & de Desir brulant; & ce Jour-là de renverser du tout par terre, & briser en mille Pièces, la Colonne, sur laquelle ce Sceptre est appuyé, qu'ils esbranlent il y a si long-temps: Qu'ils esbranlent ( dy-je ) à la vue de tous les Gens-d'Entendement, qui l'ont prédit en ce grand Oracle de la France, non point à Huis clos, mais les Portes toutes ouvertes, & avec une Affluence de Peuple, semblable à celle qui est dans cette grande Salle, desirant d'entrer céans: Qui l'ont ( dy-je ) prédit, non point ambiguement, & en gros, mais clairement, & avec toutes les Circonstances que nous auons veues; annonçans toutes les Miseres que nous auons senties, & les Calamitez qui nous ont mis à deux Doigts près de nostre Ruïne. Mais, leurs Préuoyances, leurs Aduertissemens, leurs Protestations, ont esté aussi inutiles que véritables; vrayes Casfandres,

*Ora. Dei Iussu. non unquam creditur*



si grande Léthargie, & qu'on n'a point remédié à des Maux si bien préueus? La Cause en est bien claire. L'Or d'Espagne s'estoit coulé dans les Bourses des plus favorisés, qui ont continuellement soustenu & eleué ces Trompettes de Guerre, ces Flambeaux de Sédition, ces Vents turbulens, qui n'ont autre Trauail que d'orager & tempester continuellement le Calme de la France.

DE ceux, qui ont rejezté cest Or avec Intégrité, la plus-part néantmoins ont eu le Cœur failly, le Front leur à blesmy, la Main leur à tremblé, quand il a fallu frapper ce grand Coup pour la Liberté des Gaules, & pour l'Extermination de ces Traistres, qu'on nous a envoyés icy par Troupes. Peu se sont rencontrés, qui ayent joint le Courage, la Force, & la Résolution, à la Preud'hommeie; & de ceux-cy, on a incontinent trouvé Moyen de se desfaire. On leur a osté tout Crédit & toute Authorité: mais, à la fin, *venit Lustris labentibus Atas*, qu'il est permis, non seulement sans Crainte, ( & qu'on ne nous en pense point faire, *jam diu è Gallia fugissemus, si nos Fabulæ istæ debellassent*; ) qu'il est permis, (dy-je,) avec Honneur & avec Gloire de parler contre ces mauvais Eschansons, qui ont uersé au Peuple le Breuage de Rebellion, & l'ont nourry d'un Pain très dangereux, en aigrissant la Paste de la France, du Levain Espagnol.

NE pensez point, Espions de Castille, rompre ce Coup de l'Ardeur Françoisse, & nous remettre *ad Moras Judiciorum longas nimium, & pro nocentibus compositas*, comme vous feistes en l'Année lxiiij. Lors, on ne parloit de vos Actions qu'en devinant; &, pour un Homme qui appréhende l'Aduenir, il s'en trouue toujours dix qui n'y pensent pas : mais, maintenant, qui est celuy, qui, en son Corps, ou en ses Biens, en la Perte de ses Parens, ou de ses Amis, n'a senty les Effects effroyables de vostre Conjuratiou, & les Exécutions violentes des Commandemens que vous faisiez à la Populace, en la Chaire dédiée à la Vérité & à la Piété; laquelle vous avez remplie de Feu, de Sang, & de Blasphêmes horribles, faisant croire au Peuple, que Dieu estoit le Massacreur des Rois, & attribuant au Ciel le Coup d'un Cousteau forgé dans l'Enfer?

HENRY III, mon grand Prince, qui as ce Contentement, dans le Ciel, de voir ton légitime & généreux Successeur, ayant passé sur le Ventre de tous tes Ennemis, régner tantost paisible en ta Maison du Louvre : & maintenant, sur la Frontiere, rompre, dissiper, & tourner en Fuite ( mille fois plus honteuse que la Perte de dix Batailles. )

## PLAIDOYÉ DE

li bouillent d'Impatience de con-  
glorieuse Vengeance de ta Mort.  
moy en ceste Cause, &, me re-  
preñant continuellement deuant les  
Yeux ta Chemise toute sanglante, don-  
ne-moy la Force & la Vigueur de faire  
sentir à tous tes Sujets la Douleur, la  
Haine, & l'Indignation, qu'ils doiuent  
porter à ces Iésuites, qui, par leurs  
Confessions impies, par leurs Sermons  
enragés, par leurs (seils secrets avec  
l'Ambassadeur de ton ennemy, Empoi-  
sonneur de ton Ferre (ue (\*), ont cau-  
sé toutes les Misères que ton pauvre Peuple  
a endurées, & la Fin de ta propre Vie.

*Commence-  
ment de la  
Narration  
& Confir-  
mation,  
mélées.*

MESSIEURS, Charles le Quint, & Philip-  
pes son Fils, se voyans remplis de l'Or  
des Indes, non encores espuisées, n'ont  
point embrassé de moindres Espérances,  
que de se rendre Monarques & Empereurs  
de l'Occident, & éleuer en pareille Gran-  
deur la Maison d'Austriche en Europe,  
qu'est celle des Ottomans en Asie.

Ces grands Hommes d'Estat n'ont point  
ignoré combien les Scrupules de Conscien-  
ce auoient de Force sur les Esprits, &  
combien ils pénètrent profondement, &  
sans cesse, dans la Poitrine des Hommes.

L'ACQUISITION de la plus grande  
Partie de la Cour de Rome leur a esté  
fa-

(\*) François de France, Duc d'Alençon, d'Anjou, &c.,  
que le Journal de Henri III. insinue auoir été compais-  
né du Consentement de ce Prince; & par une Dame des  
bonnes Amies, ajoutent les Mémoires de Nevers, Tom.  
I, pag. 91.

facile, par le Moyen de leurs Pensions, & des opulents Bénéfices de Milan, Naples, Sicile, outre ceux d'Espagne, de Valeur immense.

MAIS, d'autant que ce qui est en cette grande Ville est pesant & sédentaire, on a eu besoin d'Hommes légers & remuans, disposez en tous Lieux, pour exécuter ce qui seroit du Bien & de l'Avancement des Affaires d'Espagne.

CEUX-CY sont les Jésuites, qui se sont respendus de tous Costez en Nombre espouuantable: car, ils sont de neuf à dix mil, & ont desia estably deux cens vingt-huit Colonies Espagnoles, possèdent plus de deux Millions d'Or de Revenu, sont Seigneurs de Comtez & grandes Baronies en Espagne & en Italie, &, desia parvenus au Cardinalat, prests d'estre faits Papes; & s'ils duroient encores trente Ans en tous les Endroits où ils sont maintenant, ce seroit sans doute la plus riche & puissante Compagnie de la Chrestienté, & souldoyeroit des Armées, comme desia ils y contribuent.

LEUR principal Vœu est d'obéir *per omnia & in omnibus* à leur Général & Supérieur, qui est tousiours Espagnol, & choisi par le Roy d'Espagne. L'Expérience le monstre trop clairement. L'o-

*Le quatrième Van des Jésuites.*





GIA le quatrieme, estoit Espagnol: AQUAVIVA, le cinquieme, & qui l'est aujourd'huy, est Néapolitain, Sujet d'Espagne (\*). Les Mots de ce quatrieme Vœu sont estranges, voire horribles; car, ils vont jusques-là, *In illo Christum velut presentem agnoscant*. Si Jésus commandoit d'aller tuër, il le faudroit faire. Si donc leur Général Espagnol commande d'aller tuër, ou faire tuër, le Roy de France, il le faut nécessairement faire. Leur Histoire, composée par Pierre Ribadenaire, Jésuite, imprimée à Anvers en l'Année 1587, sous le Tiltre *De Vita Ignatii*, monstre, que leur Institution n'a autre But, que l'Avancement des Affaires d'Espagne, où ils ont esté receus long-temps auparavant qu'en aucun autre Lieu du Monde. Voicy les Mots de la Page 146: *Nam hæc Societas, nondum*

(\*) Il y a une Erreur bien notable dans ce Dénombrement. IGNACE DE LOYOLA, Instituteur & Fondateur des Jésuites, fut leur premier Général, depuis 1541, jusqu'en 1556: JACQUES LAYNES, le second, depuis 1556, jusqu'en 1565: FRANÇOIS DE BORGIA, le troisieme, depuis 1565, jusqu'en 1572: EVERARD MERCURIEN, le quatrieme, depuis 1572, jusqu'en 1580: & CLAUDE AQUAVIVA, le cinquieme, depuis 1580, jusqu'en 1615. PIERRE BARNY, Procureur des Jésuites, & Auteurs des Deffenses de ceux du College de Clermont, contre les Requestes & Plaidoyés publiés contre eux, n'y reprend point ARNAULD de ce Renversement d'Ordre; mais, usant de mauvaise Subtilité, il s'amuse à le chicaner sur ce qu'IGNACE DE LOYOLA étoit Navarrois, AQUAVIVA Napolitain, & MERCURIEN Liégeois. Quant à ce dernier, il se trompe; car, les Bibliothécaires des Pais-Bas le font unanimement Luxembourgeois.

*dum nata, in Authore suo Ignatio primum probata est in Hispaniâ: deinde, iam edita in Lucem, in Italiâ Galliâque grauitèr oppugnata.*

Aussi ne sont-ils à rien plus estroitement obligés, qu'à prier Dieu nuit & jour pour la Prospérité des Armes, & pour les Victoires & Triomphes, du Roy d'Espagne. Voicy les Mots de la Page 169 :

*Des Noctesque Deum nostris placare atque*

*Leur Zèle  
particulier  
envers le  
Roy d'Es-  
pagne.*

*fatigare Precibus debemus, ut Philippum, Regem Catholicum, incolumem felicissimamque quàm diutissimè tueatur; qui, pro sua auidâ atque eximiâ Pietate, summâ Prudentiâ, incredibili Vigilantiâ, MAXIMA INTER OMNÈS QUI UNQUAM FUERUNT REGES POTENTIA, se Murum pro Domo Dei opponit, & Catholicam Fidem defendit. Quod quidem præstat, non solum ARMIS INVICTIS, & Consiliis salutaribus, sed etiam iis sacrorum Patrum Excubiis, qui Fidei Catholicæ Senatui præjunt*

Tellement, qu'il ne faut pas trouver estrange si tant de Personnes d'Honneur assurent les avoir ouy prier *pro Rege nostro Philippo*; car, il n'y a Jésuite au Monde, qui ne face une fois le Jour la mesme Priere: mais, selon que les Affaires d'Espagne se portent au lieu où ils se trouvent, ils font leurs Vœux pour lui.

Façon quelconque, pour nostre Roy, auquel aussi ils n'ont Serment de Fidélité; duquel d'ailleurs ils ne sont capables, comme n'estant leur Corps approuvé en France, & estans Vassaux liges, & entout & par-tout obligés, tant à leur Général, qu'au Pape. Ce qui découvre clairement leur Coniuration, & monstre que leur Vœu va à la Subuersion de l'Estat. Car, depuis tantost seize cens Ans, que la Religion Chrestienne a esté arrosée du Sang du Fils de Dieu & de ses Martyrs, on n'a point ouy parler de Secte, qui ait fait de semblables & si estranges Vœux.

TANT s'en faut, que les Ecclesiastiques de France s'en soient iamais contaminez, qu'au contraire, toutes les fois que les Papes se sont engagés iniustement avec les Ennemis de ceste Couronne, & ont voulu employer l'Autorité & la Puissance qu'ils ont de Dieu pour l'Edification; l'employer (dy-ie) à la Destruction du plus florissant Estat de la Chrétienté, & auquel ils doiuent leur Temporel; ils ont trouué de grands & saints Personnages, qui, d'un commun Consentement de l'Eglise Gallicane, ont résisté vertueusement à telles Entreprises. Mais, ceste derniere fois, une Partie des Gens-d'Eglise se sont trouvez auoir succé ce Laist empoisonné, & ceste Doctrine des Iésuites, que quiconque auoit esté eleu Pape, encores que  
do

de tout temps il fust recogneu pour Pensionnaire & Partizan d'Espagne, & Enemy iuré de la France, il pouuoit néantmoins mettre tout le Royaume en Proye, & délier les Sujets de l'Obéissance qu'ils doiuent à leur Prince.

CESTE Proposition, schismatique, damnable, & directement contraire à la Parole de Dieu, qui a séparé, de tout le Ciel, & de toute la Terre, la Puissance spirituelle d'auec les terriennes : ceste Proposition, qui rendroit la Religion Chrestienne aussi contraire à la Manutention des Estats & Royaumes, comme en sa Vérité elle aide à les establir : ceste Proposition (dy-ie,) ayant pris Place dans les Esprits de quelques François, a apporté les Fureurs, les Cruauttez, les Meurtres, & les Confusions horribles, que nous auons veues.

EN l'An 1561, Jean Tanquerel, Bachelier en Théologie, fut condamné à faire Amende honorable, pour auoir ôsé mettre en ses Theses, que le Pape pouvoit excommunier les Rois. En lanvier 1589, lors qu'on proposa en la Sorbonne, si on pourroit délier les Sujets de l'Obéissance du Roy, Faber Syndic, le Camus, Chabot, Faber Curé de S. Paul, Chauagnac, & les plus anciens, y résis-

*Leur B  
gue en  
Sorbonne.*

ly, Décret, Aubourg (\*), & infinis autres, l'emportèrent à la Pluralité des Voix, contre toutes les Maximes de France & Libertez de l'Eglise Gallicane, que les Jésuites appellent Abus & Corrupteles; & voilà les beaux Fruïts de leurs Leçons en Théologie.

LES ROIS de France sont les Fils aînés de l'Eglise; Fils, qui ont bien mérité ce qui se peut, repoussans & reprimans l'Audace des Rois de Castille, d'Arragon, &c., & d'autres, qui ont voulu entreprendre sur ses Droïts. Lors que le Pape reconnoïtra le Roy pour son Fils aîné, & premier Roi de la Chrestienté, les François le reconnoïstront pour Pere Saint: mais, tant que Vitric (†) & non Pere, Partizan & non Médiateur, d'un Courage ennemi il s'efforcera de démembler la France, pour y commander absolument, & de mettre sous ses Pieds les Fleurs-de-Lys, ou de les attacher en Trophée aux Armes d'Espagne, tant diuersifiées,

*Littora Littoribus contraria, Fluctibus Undas,  
Imprecor, Arma Armis: pugnent ipsique Nepotes.*

Ainsi

(\*) Voir, touchant tous ces Gens-là, les Tables des Remarques sur la Satire Ménippée de la Vertu du Catholicon d'Espagne, & sur la Confession de Sancy, aux Noms de chacun d'eux; & particulièrement, touchant Boucher, le plus détestable d'entre eux, l'Anti-Cotton accompagné de Remarques, pages 56--58, Notes (8) & (9).

(†) C'est-à-dire, Beau-Pere; ou, mieux ici, Paratre.

Ainsi ont vescu nos Peres. Du Tems de Loys le Débonnaire, Grégoire IV se voulant mesler de venir excommunier le Roy, l'Eglise Gallicane luy manda, qu'il s'en retourneroit luy-mesme excommunié. Le mesme aduint du Temps de Charles le Chauve contre le Pape Adrian.

BRAVE & inuincible Eglise Gallicane, tu estois lors remplie de Courages vraiment François, vraiment Chrestiens, vraiment religieux, qui auoient le principal Vœu d'obéir *per omnia & in omnibus* aux Commandemens de Dieu tousiours iustes, & non pas à toutes les Insolences & Entreprises, que pourroit faire Rome, ou l'Espagne, sur les Gaules! Mais, depuis que tes Ennemis, coniuerez ensemble contre ta Grandeur, t'ont enuoyé ces nouvelles Colonies de Castillans, ces Conuents d'Assassins, obligés par Vœu solennel d'obéir à leur Général Espagnol comme à Iesus-Christ descendu en Terre, & d'aller assassiner les Rois & les Princes, ou les faire tuer par d'autres, ausquels ils transmettent leur Rage: Depuis ce Temps-là (dy-ie) où sont ces belles Résolutions de l'Eglise Gallicane?

COMME il se list de quelques Enfans iumeaux, que la Mort de l'un fut la Fin de l'autre: de mesme, ceste Loy du pe-

lement jointe à l'Estat, & l'Estat avec elle, que tout ainsi que le Jour de leur Origine est un, ainsi sera leur Fin. C'est ceste Obéissance entiere, parfaite, absolue, qui gagne les Batailles, qui dissipe les Ennemis, qui avance le Mérite, & couronne le Labeur; sans laquelle rien ne fleurist, rien ne se peut affermir. C'est le vray Lien, l'Ornement, & la Force, de toutes Choses. *Nec Regna Socium ferre, nec Tædæ, sciunt. Si duo Soles sint, omnia Incendio peribunt.* Aussi, encore que les Primats, Archeuesques, & Eueques, ayent la principale Charge de la Religion en France, si est-ce qu'il faut, deuant toutes Choses, qu'ils fassent le Serment de Fidélité au Roy, tant s'en faut qu'ils ayent un Vœu contraire d'obéir absolument au Pape.

SAINT LOYS s'opposa courageusement, & avec Aspreté, aux Bulles de Rome, comme il se voit par sa *Pragmaticque*. On ne se fust pas mal vengé à Rome, si on eust peu esteindre toute la Race de ce bon & valeureux Roy: à quoy principalement a travaillé le Cardinal de Plaisance, (envoyé en France sous le Tiltre de Légat(\*),) qui a employé toutes ses Facultez, toutes ses Puissances, &

(\*) Philippe Segar, Eueque de Plaisance, ou plutôt de Plazencia, Ville d'Estramadure en Espagne. Voirs à son Sujet les Remarques sur la Satire Ménippée de la Vertu du Catholicon d'Espagne, pages 136-139.

& toutes ses Forces , pour subuertir la Loy Salique, vray Palladion de la France, & sans laquelle iamais les Fleurs-de-Lys ne fussent montées en ce haut Degré d'Honneur & de Gloire, qui les fait encores aujourd'huy reluire, malgré toutes les Pratiques, toutes les Trahisons, toutes les Menées d'Espagne, par dessus tout ce qu'il y a de plus superbe & de plus orgueilleux au Monde.

POURSUIVONS de voir comment peuvent demeurer en France ceux qui ont ce quatrieme & principal Vœu d'Obéissance absolue, *per omnia & in omnibus*, à leur Général Espagnol, & au Pape, commandé, & continuellement menacé, par le Roy Philippes, qui luy tient le Pied sur la Gorge, par le moyen de Naples & de Sicile, & de ses Partizans dans Rome mesme: au Pape (dy-je,) qui soustient, au Chapitre *Ad Apostolicæ. de sentent. & re iud. in 6.* & en l'Extrauagant. *Communi. vnam sanctam de maiori-tate & obedient. subesse Romano Pontifici, omni Humanæ Creaturæ omnino esse de Necessitate Salutis.* Et, afin qu'il ne semble que cela se puisse sauuer par la Distinction du Temporel & du Spirituel, voicy comme nommément & expressément il se déclare Chef, Supérieur, & Maître absolu, & en Spirituel & en



*Ego est in Potestate Ecclesiæ, spiritualis scilicet Gladius, & materialis. Sed is quidem pro Ecclesiâ, ille verb ab Ecclesiâ, exercendus: ille Sacerdotis, is Manu Regum & Militum, sed ad Nutum & Potentiam Sacerdotis. Oportet autem Gladium esse sub Gladio, ET TEMPORALEM AUTHORITYTATEM SPIRITUALI SURJICI POTESTATI. Nam, Veritate testante, SPIRITUALIS POTESTAS TERRENAM POTESTATEM INSTITUERE HÆRET ET JUDICARE, SI BONA NON FUERIT. Sic de Ecclesiâ & Ecclesiasticâ Potestate verificatur Vaticinium Hieremie, ECCE CONSTITUI TE HODIE SUPER GENTES ET REGNA, & cætera quæ sequuntur. Ergo, si deviat terrena Potestas, iudicabitur à Potestate spirituali; sed si deviat spiritualis, minor à suo superiori: si verb suprema, à solo Deo, non ab Homine, poterit iudicari; testante Apostolo, Spiritualis Homo iudicat omnia, ipse autem à nemine iudicatur.*

Si ces Propositions ne sont erronées & schismatiques, que s'ensuit-il, si-non que nous tous, qui obéïssons au Roy, sommes excommuniés; que la France est toute en Interdiction, est maudite, & la Proye de Satan? Mais, comment est-ce que nos Ancestres, *quorum Virtus etiam hodie Vitia nostra sustentat*, se sont comportez en tels Accidens, & en telles Rencontres? Philippes le Bel manda à Boniface Huitieme, qu'il n'auoit Puissance quelconque sur les Rois de France; & que ceux, qui disoient le Con-

traire,

traire, estoient des Sots & des Acariastres. Lisez Bellarmini, escoutez tous les Sermons, toutes les Confessions, des Jésuites: ils mettent au Profond de l'Enfer telles Propositions, avec le Roy Philippes le Bel, & tous ceux qui bruslerent publiquement, en l'Assemblée des Estats de ceste Ville de Paris, la Bulle de Boniface, déclarant le Siège de Rome vacant. Ce Bellarmini, Jésuite, soutient (a), que les Papes ont Puissance de destituër les Rois & Princes de la Terre; alléguant, pour Raisons, des Attentats & Entreprises tyranniques.

(a) Bellarm.  
To n. 1.  
Cœ. r. 3.  
lib. 5. c. 9.

Le Pape Benoist Trezieme voulut imiter Boniface; mais, sa Bulle, contenant un Libelle diffamatoire contre l'Autorité du Roy Charles Sixieme, fut publiquement lacérée; & ceux, qui l'auoient portée, firent Amende honorable, & furent menez dans des Tombereaux.

Loys XII, surnommé Pere du Peuple, a esté autant haï à Rome, comme aimé en France. Il auoit donné à Jules Second plusieurs Villes d'Italie. Pour Reconnoissance, Jules suscita contre luy les Espagnols, Allemans, Suisses, & Anglois: mais, l'An 1510, le Roy fist assembler un Concile à Tours, où il fut arresté, qu'il le falloit chastier par Ar-

Péchés à ceux qui auroient tué un François: *Alijs igitur Fines adiicitis, alios Agris mulctatis, alijs Væctigal imponatis, Regna augetis, minuitis, donatis, adimittis.* Qui est-ce, qui vous a donné cette Puissance ? Car, quant à Dieu, il vous a dict, que vostre Regne n'estoit pas de ce Monde.

CETTE grande Excommunication ne put faire Bresche à la France ; mais, elle porta Coup sur le Royaume de Nauarre, qui nous estoit allié, où les Sujets n'estoient si affermis contre telles Entreprises : & s'empara Ferdinand, Roy d'Arragon, de la meilleure Partie de l'Estat de Nauarre, pendant que Jean d'Albret, Bisayeul du Roy régnant, estoit en l'Armée Françoisë.

*Exoriare aliquis nostris ex Offibus Ultor.*

Et, en cest Endroit, je suis contraint de dire un Mot de l'Origine des Jésuites, mais fort brièvement, par ce que ma Cause m'appelle ailleurs.

gine des  
sites.

L'AN 1521, les François voulurent rendre l'Héritage à celui qui l'auoit perdu à leur Occasion. Ils assiégèrent Pampeleine, & la battirent si fureusement, qu'ils l'emportèrent. Ignace Loyola, commandant à l'une des Compagnies de la Garnison Castillanne, opiniastra le plus la Défense, & y eut les jambes rom-  
ques

pues (\*). Cela le tira de son Mestier de la Guerre : mais , ayant voué une Haine irréconciliable contre les François, non moindre que celle d'Annibal contre les Romains , avec l'Aide du malin Esprit, il couua ceste maudite Coniuration de Jésuites, qui a causé tant & tant de Ruïne à la France.

LA Nature prouide a rendu les Animaux farouches, & meurtriers, peu féconds ; la Lyonne n'en porte qu'un, & une fois en la Vie : s'ils estoient aussi fertiles comme les autres, le Monde ne se pourroit habiter. Mais, c'est une Chose estrange comment ceste méchante Race, engendrée à la Ruïne & Désolation des Hommes, a foisonné en peu d'Années ; ayant, de soixante qu'ils deuoient estre par leur première Institution (b), multiplié à dix mil : tellement que, s'ils continuoient de croistre en mesme Proportion, ils seroient dans trente Ans plus de douze cens mil, & feroient des Royaumes tout Jésuites.

(b) *Bulle de l'An 1540, tout à la Fin.*

ILS ne sont pas venus en France à Enseignes desployées ; ils eussent esté aussi-tost estouffez que nais : mais , ils sont venus se loger en nostre Université, en petites Chambretes, où ayant long-temps re-

renardé & espié, ils ont eu des Abbés de Rome, & des Lettres de Recommendation très-estroites, à ceux qui étoient grands & favorisés en France, & qui vouloient avoir Crédit & Honneur dans Rome; (& telles Sortes de Gens ont tousiours esté fort à craindre pour les Affaires de ce Royaume.) Par ce Moyen donc, s'estans peu à peu infinués, & ayant enfin eu, pour Présidens & Juges, leurs Mécenas Cardinaux de Tournon & de Lorraine, ils firent signer à deux, sans ouyr l'Université, un Advis à Poissy, que leur College, (reprouvé plusieurs fois auparavant,) seroit receu, & leur Religion chassée, & qu'ils quitteroient leur Nom.

ILs ne vouloient que ceste Entrée; s'assurant, que petit à petit, & *senfim sine sensu*, ils feroient un si grand Nombre d'Ames Jésuites par leurs Confessions, leurs Sermons, & Instructions de la Jeunesse, qu'à la fin, non seulement ils auroient tout ce qu'ils desiroient, mais ruineroient leurs Adversaires, & commanderoient superbement à l'Estat. Ce qu'ils ont exécuté au Veu d'un chacun, depuis le Jour des Barricades, iusques à l'heureuse Réduction de ceste Ville de Paris en l'Obéissance de Sa Majesté.

*Les Conseils secrets des Jésuites.* QUELLE Langue, quelle Voix, pourroit suffire, pour exprimer les Conseils secrets, les Coniurations plus horribles que

que celles des Bacchanales, plus dange-  
 reuses que celles de Catilina, qui ont  
 esté tenues dans leur College Rue St. Jac-  
 ques, & dans leur Eglise Rue St. Antoi-  
 ne? Où est-ce que les Ambassadeurs &  
 Agents d'Espagne, Mandosse, Daguil-  
 lon, Diego Diuarra, Taxis, Feria, &  
 autres (\*), ont fait leurs Assemblées les  
 plus secretes, si-non dans les Jésuites?  
 Où est-ce, que Louchard, Ameline,  
 Crucé, Cromé, & semblables renommez  
 Voleurs & Meurtriers (\*), ont basti leurs  
 Coniurations, si-non dans les Jésuites?  
 Qui fist ceste Responce sanglante contre  
 l'*Apologie Catholique* (†), si-non les Jésui-  
 tes, qui employèrent toutes leurs Estu-  
 des, pour dire, contre la Personne & les  
 Droits de sa Maïesté régnante, ce qui se  
 peut excogiter de faux & de calomnieux  
 au Monde (‡)? Qui sont ceux, qui, dès  
 l'An

(\*) *Voiez, touchant la plûpart de ces Gens-là, la Ta-  
 ble des Remarques sur la Satire Ménippée de la Vertu  
 du Catholicon d'Espagne, aux Noms de chacun d'eux, &  
 les Remarques auxquelles elle renvoie.*

(†) Pierre de Belloy, Jurisconsulte célèbre, & bon  
 François, fut pendant quatre Ans Prisonnier de Ligneurs,  
 pour avoir fait cette Apologie, mais en eut ensuite  
 pour Récompense la Charge d'Avocat-Général au Parle-  
 ment de Toulouse.

(‡) Cette Réponse, intitulée *Responsio ad præcipua  
 Capita Apologiae quæ fassò Catholica inscribitur, pro  
 Successione Henrici Navarreni in Francorum Regnum,*

L'An 1585, ne vouloient point bailler Absolution aux Gentils Hommes, ils ne promettoient de se liguier contre le Roy, très-Catholique, & auquel ils ne pouvoient rien objecter, si-non qu'il s'estoit pas laissé mourir si-tost que leurs Magiciens auoient prédit? Qui fist perdre la Ville de Périgueux, si-non les Jésuites, qui allèrent faire une Sédition jusques dans l'Hostel de Ville? Qui causa la Révolte de Rhennes, laquelle ne dura que huit Jours, & qui importoit de toute la Bretagne, si-non les Sermons de Jésuites, ainsi qu'eux-mesmes les firent imprimer en ceste Ville? Qui a fait perdre Agen, Thoulouse, Verdun, & généralement toutes les Villes, où ils ont pris pied: Bordeaux excepté, où ils furent preuenus; & Neuers, où la Présence de Monsieur de Neuers, & la Foiblesse des Murailles, fist perdre le Courage à ceux qu'ils auoient envenimez?

Où est-ce, que ces deux Cardinaulx, qui

*BELLARMIN. Ni Ribadeneira, ni Alegambe, ni Soc-wel, ne parlent point de cet Ouvrage, quoique le second dise, ne nullum tanti Doctoris, quamvis exiguum, Fragmentum, omittam: &, dans le Syllabus Nominum Suppositiorum, qu'il a mis à la Fin de sa Bibliotheca Scriptor. Societ. Jesu, pag. 451, il ne fait aucune Mention de celui de Franciscus Romanus Usant habilement de leur Doctrine des Restrictions menrales, les Jésuites, dans leurs Diffent'es contre Arnould, se sont refraînés à reconnoître, que cette Respon'se étoit d'un Italien, & faite par Ordre secret de Sixte-Quint.*

qui se disoient Légats en France (\*), as-  
 sembloient leurs Conseils, si-non dans  
 les Jésuites ? Où est-ce que l'Ambassa-  
 deur d'Espagne Mandosse, le Jour de  
 la Toussaincts 1589, le Roy ayant forcé  
 les Faux-Bourgs, alla tenir le Conseil  
 des Seize, si-non dans le College des lé-  
 suites ? Où est-ce que l'Année ensuivant  
 la Résolution fut prise de faire plustost  
 mourir de Famine les neuf & dixiemes  
 Parties des Habitans de Paris, que de  
 rendre la Ville au Roy ? Qui est-ce, qui  
 presta du Vin, des Bleds, & des Avoy-  
 nes, soubz le Gage des Bagues de la Cou-  
 ronne, si-non les Jésuites, qui en furent  
 encore trouvez saisis par Lugoly, le len-  
 demain que le Roy fut entré en ceste  
 Ville ? Qui a présidé au Conseil des Sei-  
 ze Voleurs, si-non Comolet, Bernard,  
 & Pere Odo Pigenat, le plus cruel Ty-  
 gre qui fust dans Paris, & qui receut un  
 tel Creve-Cœur de voir les Affaires aller  
 autrement qu'il ne s'estoit promis, qu'il  
 en est deuenue enragé, & est encores au-  
 iourd'huy lié dans leur College de Bour-  
 ges ? Un Ancien disoit, que si on pou-  
 uoit regarder dans les Esprits des Mé-  
 chans, on y verroit *Ianiatus & Ictus ;*  
*quando, ut Corpora Vulneribus, ita Sævi-*  
*tid,*



*tid, Libidine, & malis Consiliis, Animus dilaceratur.*

LORSQUE le Roy Philippes, ayant fait entrer, par les Persuasions des Jésuites, la Garnison Espagnole dans Paris, voulut avoir un Titre coloré de ce qu'il tenoit déjà par force, qui y enuoya-il, si-non Pere Matthieu, Jésuite, portant un Nom semblable au Surnom de l'autre Matthieu, Jésuite, principal Instrument de la Ligue en l'Année 1585? Ce Matthieu, en peu de jours qu'il demeura en ceste Ville, logé dans le College des Jésuites, y fist escrire & signer la Lettre, par laquelle ceux, qui se disoient les Gens tenans le Conseil des Seize Quartiers de la Ville de Paris, donnoient, non seulement la Ville, mais tout le Royaume, au Roy Philippes : ce qui se cognoistra mieux par la Lecture de la Lettre, que par tout autre Discours.

S I R E,

VOSTRE Catholique Majesté nous ayant esté tant benigne, que de nous avoir fait entendre par le très-religieux & reuerend Pere Mattheu, non seulement ses saintes Intentions au Bien général de la Religion, mais particulièrement ses bonnes Affections & Faveurs envers ceste Cité de Paris.... Et après : Nous espérons en Dieu, qu'en bref les Armes de Sa Sainteté

*té & de Vostre Catholique Majesté, iointes, nous déliureront des Oppressions de nostre Ennemy, lequel nous a iusques à présent, & depuis un An & demy, bloqués, de toutes Parts, sans que rien puisse entrer en ceste Cité qu'avec Hazard, ou par la Force des Armes; & s'efforceroit de passer outre, s'il ne redoutoit les Garnisons, qu'il à pleu à Vostre Catholique Majesté nous ordonner. Nous pouuons certainement asseurer à Vostre Catholique Maie'té, que les Vœux & Souhails de tous les Catholiques, sont DE VOIR VOSTRE CATHOLIQUE MAJESTÉ TENIR LE SCEPTRE DE CESTE COURONE, ET REGNER SUR NOUS, comme nous nous iettons très-volontiers entre ses Bras, ainsi que de nostre Pere; ou bien, qu'elle y en établisse quelcun de sa Postérité. Que si elle nous en veut donner un autre qu'Elle mesme, il luy soit agréable qu'Elle se choisisse un Gendre, lequel, avec toutes les meilleures Affections, toute la Déuotion & Obeïssance, que peut apporter un bon & fidele Peuple, nous recevrons Roy. Car, nous espérons tant de la Bénédiction de Dieu sur ceste Alliance, que ce que iadis auons receu de ceste très-grande & très-chrestienne Princesse Blanche de Castille, Mere de nostre très-chrestien & très-re-*

tus, arreste tous Yeux à son Obiect: y resplendissant le Sang de France & d'Espagne, pour en Alliance perpétuelle fraterniser ces deux grandes Monarchies sous leur Regne, à l'Aduancement de la Gloire de Nostre-Seigneur Iesus-Christ, Splendeur de son Eglise, & Union de tous les Habitans de la Terre, sous les Enseignes du Christianisme; comme Vostre Catholique Maiesté, avec tant de signalées & triomphantes Victoires, sous la Faveur diuine, & par ses Armes, a fait très-grands Progrès & Auancement, lesquels nous supplions Dieu, qui est le Seigneur des Batailles, continuer avec tel Accomplissement, que l'Oeuvre en soit bien tost accompli; &, pour ce faire, prolonger à Vostre Catholique Maiesté, en parfaite Sancté, la Vie très-beureuse, comblée des Victoires & Triomphes de tous ses Ennemis. De Paris, ce 2 Nouembre 1591. Et plus bas, à costé: Le reuerend Pere Matthieu, présent Porteur, lequel nous a beaucoup edifiés, bien instruit de nos Affaires, suppléera au Défaut de nos Lettres enuers Vostre Catholique Maiesté, laquelle nous supplions bien humblement adiouster Foy à ce qu'il luy en rapportera.

LA Datte de ceste Lettre est infiniment considérable; car, elle est du Second Nouembre 1591. Et, treize Jours après, ceux, qui l'auoient escrite, & qui auoient entendu par Pere Matthieu les Intentions  
du

du Roy Philippes : ceux , dy - ie , qui ne bougeoient des Iésuites , & qui n'alloient en Confession nulle part ailleurs , exécutèrent coste grande & horrible Cruauté. *Mort de M. Brissou.* bourrelant à l'Espagnole , & sans Forme ne Figure de Procès , celuy , lequel , comme le Chef de leur Iustice , ils reue-roient le iour auparauant ; se promettans les Espagnols , Iésuites , & Seize Vo-leurs , ou plustost Seize Bourreaux , & leurs Adhérans , que ce Spectacle tra-gique & hideux , qu'ils présentoient au Peuple en pleine Greve , l'animeroit & enflammeroit à se baigner dans le Sang de tous les Gens-de-Bien , qui ne pou-voient gouster la Tyrannie Espagnole. Mais Dieu , qui a en Horreur telles & si exécrables Entreprises , en ordonna au-trement , & fist que ce Jour effroyable , qu'ils pensoient estre l'Etablissement af-seuré du Commandement Espagnol dans Paris , en fut la Ruine ; *tunc Troia capta est.* Les plus endormis & assoupis com-mencèrent à se réveiller : les plus timi-des à changer leur Crainte en Desespoir ; & les plus enforcelez par les Sermons des Iésuites , à cognoistre , que l'Empire Castillan , qu'on leur avoit dépeint rem-ply de Douceur , d'Heur , & de Félici-té , estoit le Comble de ce qui est de

Sieur de Châseron, & envoyée au lay,  
 ( de laquelle l'Original fut veu , & le  
 voit encores chacun jour , ) fist cœ-  
 ment cognoistre, que le But, que les Je-  
 suites, & autres Traistres à la France,  
 s'estoient proposé durant toutes ces Guer-  
 res, estoit de faire le Roy d'Espagne  
 Monarque de toute la Chrestienté. Le  
 commun Prouerbe de ces Hypocrites  
 est, UN DIEU, UN PAPE, ET UN ROI  
 DE LA CHRESTIENTÉ le grand Roy Ca-  
 tholique & universel. Toutes leurs Pen-  
 sées, tous leurs Dessesins, toutes leurs  
 Actions, tous leurs Sermons, toutes leurs  
 Confessions, n'ont autre Visée, que d'as-  
 sujettir toute l'Europe à la Domination  
 Espagnole. Et d'autant qu'ils ne voyent  
 aucune plus forte Digue, que l'Empire  
 François, qui empesche ceste grande  
 Inondation, ils ne travaillent à rien au-  
 tre chose, qu'à le dissiper, démembler,  
 & perdre, par toutes Sortes de Séditions,  
 Divisions, & Guerres civiles, qu'ils y  
 allument continuellement; s'efforçans  
 sur-tout d'esteindre la Maison Royale,  
 qu'ils voyent réduite à peu de Princes.

Et de l'aict, qui est-ce, qui, pour  
 rendre exécration & abominable à tous  
 les François la Race de Monsieur le  
 Prince de Condé, LOYS DE BOURBON,  
 en laquelle consiste la plus grande Par-  
 tie de Messieurs les Princes du Sang, a  
 publié entre nous, qu'il se fust fait cou-  
 ronner Roy de France, si-non les Jésui-  
 tes,

tes, qui ont esté si impudens & si effrontez, en une Chose notoirement faulſe, que d'eſcrire en la *Vie d'Ignace*, page 162, que Monsieur le Prince avoit fait battre de la Monnoye d'Or, en laquelle estoit ceste Inscription, LUDOVICUS XIII. DEI GRATIA FRANCORUM REX PRIMUS CHRISTIANUS? *Quæ Inscriptio arrogantissima est* (dient-ils,) & *in omnes Christianissimos Franciæ Reges iniuriosa*. Ils ne dient pas *effet*, comme d'une Chose douteuse, mais *est*, comme d'une Chose certaine.

Vous, *Princes généreux*, *Enfans d'un tel Pere*, comment est-ce que vous n'estrangez de vos propres Mains ces Imposteurs, qui vous veulent mettre sur le Front la plus laide & la plus honteuse Tache qui se puisse imaginer au Monde (\*)?

MAIS, à quoy est-ce que ie m'arreste? A des Calomnies contre les Morts? Hé, ils ont voulu massacrer les Viuans.

Hé,

(\*) Quoique cette impudente Calomnie eut été très solidement réfutée & même détruite, par divers autres Ecrivains célèbres, tels que Stenius, Sponde, Rivet, Blondel, le Laboureur, le Faucheur, Mezerai, le Pere Anseime & ses Continuateurs, Jurieu, Voltaire, & probablement divers autres; elle n'a pourtant pas laissé d'être encore, ou témérairement, ou méchamment, remise en Jeu, par Scribani, Brantome, Machaut, Petra-Santa, Richelieu, Maimbourg, Varillas, Courtès-Sandras, le Blanc, Vigneul-Marville, Lenglet du Fresnoy, le P. Daniel, le

Ne fust-ce pas dans le College des Jésuites à Paris, que la dernière Résolution fut prise d'assassiner le Roy au Mois d'Aoust 1593 ? La Déposition de Barriere, exécuté à Melun, n'est-elle pas toute notoire, & n'a-elle pas fait trembler & tressaillir tous ceux, qui ont le Cœur vraiment François ; tous ceux, qui n'ont point basti leurs Desseins, & leurs Espérances, sur la Mort du Roy ? Ne fust-ce pas Varade, Principal des Jésuites, choisi tel par eux comme le plus Homme-de-Bien & le meilleur Jésuite, qui exhorta & encouragea ce Meurtrier : l'assurant, qu'il ne pouvoit faire Oeuvre au Monde plus méritoire, que de tuer le Roy, encores qu'il fust Catholique ; & qu'il iroit droit en Paradis ? Et, pour le confirmer davantage en ceste malheureuse Résolution, ne le fist-il pas confesser par un autre Jésuite, duquel on n'a peu sçavoir le Nom, & qui est parauenture encores en ceste Ville, espiant de semblables Occasions ? Quoy plus ? Ces impies & exécrables Assassins ne communiquèrent-ils pas encores ce Barriere ; employans ce qui est le plus saint & le plus sacré Mystere de la Religion Chrestienne, pour faire massacrer le premier Roy de la Chrestienté ? *O quam maluisse patrati, quam incepti, Facinoris rei esse !*

BOUTIQUE DE SATAN, où se sont forgés tous les Assassins, qui ont esté exé-  
cu-

cutez, ou attendez, en l'Europe, depuis quarante Ans: vrais Successeurs des Arsacides ou Assassins, qui tuèrent le Comte Raimond de Tripoli, le Marquis de Monferrad Conrad, Edouart Fils du Roy d'Angleterre, & plusieurs autres grands Princes. Aussi leur Roy, qu'ils adoroient, (comme les Jésuites font leur Général toujours Espagnol,) faisoit porter devant luy une Hache d'Armes, pleine de Cousteaux trenchans des deux Costez, & crioit celuy qui la portoit: *Tournez-vous arriere; fuyez devant celuy qui tient entre ses Mains la Mort de Rois.*

Il a esté pris depuis peu un Jésuite Assassin en Flandres, qui a déposé à la Mort, qu'il y en auoit un autre enuoyé d'Espagne, pour tuër le Roy. Hé, que sçavons-nous s'il est maintenant dans le College des Jésuites, attendant son Occasion, & que le Roy s'approche d'icy (\*)? Car, pour monstrier que les lé-

(\*) *A moins d'être réellement & de fait Prophete, il n'étoit pas possible de mieux prédire; car, moins de six Mois après, si-non un Jésuite, au moins un de leurs Disciples, nommé Jean Chastel, pensa en effet tuër Henri IV, en lui portant un Coup de Conteau, qui ne lui perça que la Levre, & ne lui cassa qu'une Dent. On peut voir fort au long toute l'Histoire de son Attentat, & de son Procès, dans les Mémoires de Condé, Tome VI, ou Mémoires pour l'Histoire de*



Jésuites ne peuvent desadvouër leurs Compagnons de telles Entreprises; & que le haut Point de leur Honneur consiste à exécuter tels Assassinats, appellans Martyrs ceux qui y ont répondu leur Vie: il y a plus de trois mil Personnes qui savent, que Comolet, prêchant à Noël dernier dans l'Eglise Saint Berthelemy, prit pour son Theme le troisieme Chapitre des Juges, où il est parlé d'un Aod, qui tua le Roy Moab (\*), & se sauva; & qu'après avoir fait mille Discours sur la Mort du feu Roy, & exalté & mis entre les Anges ce Meurtrier, ce Tygre, ce Diable incarné, de Jacques Clément, il commença à faire une grande Exclamation, IL NOUS FAUT UN AOD, IL NOUS FAUT UN AOD. *Fust-il Moine, fust-il Soldat, fust-il Goujat, fust-il Berger, n'importe de rien; mais, il nous faut un AOD: il ne faut plus que ce Coup, pour mettre nos Affaires au Point que nous pouvons desirer (†).*

VOYEZ, Messieurs, considérez deux & trois fois, considérez iusques à quel Degré nostre Stupidité, ou plustost nostre Lascheté, (pardonnez-moy si je parle

*funeste de ce Prince, & semblablement en vain. Voyez, dans les mêmes Mémoires, la nouvelle Edition de l'Anti-Cotton avec des Remarques, IV Partie, pag. 91.*

(\*) Eglon, Roi de Moab.

(†) Touchant ce Jacques Comolet, Jésuite, Ligne des plus violens & des plus emportés, voyez la Table de la Batire Menippée de la Vertu du Catholicon d'Espagne, & les Remarques auxquelles son Nom renvoie.

parle ainsi, une iuste Douleur m'emporte,) a fait monter l'Audace, l'Insolence, la Témérité, l'Impudence, de tels Traistres, de tels Espions d'Espagne, de tels Meurtriers, d'ôser employer la Chaire de Dieu à crier qu'il faut tuër les Rois ! C'est leur pure Doctrine. Allin, Principal du College du Séminaire à Rheims, en a fait un Liure exprès. Et, à ce Propos, quand Guillaume Parry fut exécuté, il déclara que *Benedicto Palmio*, Jésuite, luy avoit fait entendre, qu'il estoit permis de tuër & assassiner tous les Rois & Princes excommuniés par le Pape. Dequoy ayant depuis communiqué avec un docte Prestre, nommé Vates, il luy dist, que ceste Proposition estoit faulse, & qu'il seroit damné. Et, en ceste Incertitude, Parry s'alla confesser à Annibal Codreto, Jésuite, demeurant à Paris (qui est celuy, qui, en un Liure imprimé à Lyon, a escrit que leur Societé avoit pris son Nom de ce que Dieu les avoit donnez pour Compagnons à son Fils Iesus-Christ, & qu'il les avoit acceptez pour ses Compagnons.) Ce Codret luy dist, qu'il falloit que Vates fust un Hérétique ; l'assurant, qu'il ne poudoit faire un Oeuvre plus méritoire, & que les Anges

*Savigny.  
Const. p.  
303 (\*).*

ceste Proposition diabolique, vomie du plus profond de l'Enfer, se coule dans les Esprits du Peuple, comme les Jésuites la luy inculquent continuellement par leurs maudites Confessions; à quoy aussi ils sont obligés par leurs Reigles, *Tyrannos aggredientur, Lolium ab Agro Dominico euellent.* Ils ont en leurs Bulles & Statuts un Article, qui ne tend à autre Fin. Sans attendre aucun An de Probation, ils reçoivent ceux qui se présentent à faire leurs Vœux, après lesquels, encores que simples, celuy, qui a dit le Mot, est irrévocablement obligé à leur Général, qui néanmoins il le peut chasser, quand il luy plaist, iusques à ce qu'il soit Profès; ce qui n'aduiant quelquefois que vingt-cinq & trente Ans après. Pourquoy cela, si estrange, si extraordinaire, si inique, que ce Contract ne soit point réciproque? Afin qu'ayant tenu un Homme quelquefois 25 Ans avec eux, s'il luy vient des Successions, ils les prennent; & que, s'il ne luy vient rien, ils le puissent chasser, s'il n'entreprend d'exécuter tout ce qu'ils voudront. Tellement que celuy, qui aura consumé avec eux toute sa Jeunesse, se voyant d'un collieréduit à l'Aumône

(\*) Les Jésuites ont reproché à ARNAULD d'avoir été dit à faux : soutenant, que ces Mots, *Tyrannos aggredientur* ne se trouveroient jamais en aucuns de leurs Livres, & moins en leurs Reigles; & qu'en leurs dites Reigles, de quelque Impression qu'elles fussent, il n'y avoit plus de trente Pages.

mesme, & de l'autre des Promesses d'un Paradis assuré, se résoudra facilement à estre luy-mesme Tuëur, ou à exhorter, confesser, & communier, tous les Parricides qui se présenteront.

TOUTES les fois que ie me remets deuant les Yeux en quelle Extrémité de Miseres, & nous tous en particulier, & l'Estat de la France en général, se fust trouvé, si cet Assassinat si dextrement persuadé, si vivement empreint, par Varade, Principal des Iésuites, à Barriere, eust esté executé (\*), la Servitude horrible en laquelle seroit maintenant la France, l'Insolence & les Triomphes des Espagnols, & l'Estat déplorable de ceste grande Ville, en laquelle commanderoit superbement l'Infante de Castille: il faut que ie confesse, que la Colere & la iuste Indignation me font sortir hors de moy, de voir qu'encores ces Traistres, ces Scélérats, ces Assassins, ces Meurtriers des Rois, ces Confesseurs publics de tels Parricides, sont entre nous, ils vivent, ils hument l'Air de la France. Comment! ils vivent! Ils sont dans les Palais, ils sont caressés, ils sont soustenus; ils font des Ligues, des  
Fac-

(\*) *L'Histoire de cet Assassinat, & celle de l'Exécution du Malheureux qui l'avoit entrepris, se peuvent voir assez au long dans les Mémoires de Condé, Tom. VI, ou Mémoires pour l'Histoire de Charles IX & de Henri IV, pages 173-178 de la III Partie.*

Factions, des Alliances, & des Associations, toutes nouvelles. Quoy ! Hé si Dieu permet qu'un de ces iours quelque lésure, ou autre par eux persuadé, soit appréhendé comme celui de Melun, penchiez-vous, tant que vous estes, qui les supportez en vos Discours, où vous faites les prudens, les considérez, les sages, en un mot les Espagnols ; pensez-vous, dy-ie, estre en seureté parmy nous ? Non, non. En toute autre Chose, on ne peut apporter trop de Modestie & de Retenue : mais, où il y va de la Vie, du Salut, & de la Conservation, de ceste Personne si sacrée, si nécessaire à la France, sans laquelle c'estoit fait de l'Estat, il estoit couvert de perpétuelle Ténèbres, & fust maintenant l'une des Provinces d'Espagne ; en cela ( dy-ie ) on ne peut apporter trop d'Ardeur : Qui y est froid, qui y est modeste, il est Traître. La Vertu, en telle Matieres, consiste en l'Excès, non point d'Affectiō seulement, mais de Passiō. *Quantalibet Vis omnium Gentium conspiret in nos, impleat Armis Virisque totum Orbem, Classibus Maria consternat ; inusitatas Beluas inducat, tu nos præstabis invictos, Rex invictissime. Sed quis hoc Gallie Columnen ac Sidus diuturnum fore polliceri potest, si ceux, qui ont Entreprise continuelle sur sa Vie, ceux, qui reçoivent les Assassins enuoyés de Lyon, pendant qu'elle estoit rebelle, & maintenant d'Es-*

pagne,

pagne; si ceux (dy-je) qui desespèrent les Religieux, aigrissent continuellement le Peuple contre Sa Majesté, sont maintenus & conservez en son Estat?

MAIS, ils enseignent la Jeunesse. A <sup>Corruption</sup> quoy faire? A desirer & souhaiter la <sup>de la Je-</sup> Mort de leurs Rois. Tant s'en faut, <sup>nessé.</sup> que la Peine des Crimes des Jésuites doive estre adoucie par la Considération de l'Instruccion des Enfans, qu'au contraire, c'est ce qui la doit aggraver & augmenter infiniment. Car, c'est ceste belle Instruccion de la Jeunesse, ce sont ces malheureuses Propositions, qu'ils mettent dans leur Esprit tendre, sous prétexte de les instruire aux Lettres (*ut Venena non dantur, nisi Melle circumlita; & Vitia non decipiant, nisi sub specie umbræque Virtutum:*) ce sont ces Concessions hardies, (où, sans l'esmoins, ils imbuent leurs Escoliers de la Teinture de Rebellion contre leur Prince & ses Magistrats,) qui ont remply tant de Places, & tant de Dignitez, d'Ames Espagnoles, ennemies du Roy & de son Estat.

- - - *Puerorum Infantia primo  
Errorem cum Lacte bibit.*

Quelques-uns de leurs Escoliers ont ré-



qui y a résisté, cent ont esté corrompus.

Nous lisons dans le LII de Dion, que Mæcenæ remonstroit à Auguste, qu'il n'auoit aucun Moyen plus propre, pour s'establir un Repos & aux siens, que de faire instruire la Noblesse Romaine aux Lettres, par ceux qui aimoient la Monarchie. Car, en peu de Temps, le Monde se renouuelle, & ceste Jeunesse est incontinent montée aux grandes Charges. De mesmes, rien ne peut estre plus dangereux, que de faire instruire nos Enfans par ces Espions d'Espagne, qui haïssent sur toutes choses la Grandeur de la Monarchie Françoisë.

RIEN n'est si aisé, que d'imprimer en ces Esprits foibles telle Affection qu'on veut : rien plus difficile, que de l'en arracher; *Altiùs enim Præcepta descendunt, quæ teneris Animis imprimuntur.* Ce n'estoit pas la Riviere d'Eurotas, qui faisoit les Hommes belliqueux, mais bien la bonne Institution de Lycurgue. Ce n'est pas la Riviere de Seine, ou la Garonne, qui a fait tant de mauuais François, mais les Colleges des Jésuites, à Paris, Tholoze, & Bordeaux. Depuis que tels Escoliers sont entrez aux Charges, *Majorum Mores non paulatim, ut antea, sed Torrentis modo, præcipitati sunt.*

LA Religion Chrestienne a toutes les Marques d'extrême Justice & Utilité,  
mais

mais nulle si apparente, que l'exacte Recommandation de l'Obéissance des Magistrats, & Manutention des Polices : & ces gens icy, qui se dient de la *Société de Jésus*, n'ont autre But, que de renuerfer toutes les Puissances légitimes, pour establir la Tyrannie d'Espagne en tous Endroits ; & à cela forment les Esprits de la Jeunesse, qu'on leur pense donner pour instruire aux Lettres, en la Religion, & en la Piété.

*Prob Superi ! Quantum mortalia Pectora  
cæcæ  
Noctis habent ! Ipso Sceleris Molimine  
Tereus  
Creditor esse pius, Laudemque à Cri-  
mine sumit.*

LES Carthaginiens immoloient leurs propres Enfans à Saturne, estans contraints les Peres & Meres d'assister à ce Sacrifice, avec une Contenance gaye. C'est une Chose estrange, que nous auons veu le Temps, auquel celui, qui ne faisoit estudier ses Enfans sous les Jésuites, n'estoit pas estimé bon Catholique ; & que ceux, qui auoient esté dans ce College, auoient leur Passe-par-tout : il ne falloit point informer de leur Vie. Tellement que les Peres, s'accommodans à la Saison, estoient contraints de perdre leurs Enfans, qui estoient, ou charmez, ou bien souvent du tout volez, s'ils le *Volent les Enfans des Maisons.*



trouuoient à leur Gré. Dequoy il y a que trop d'Exemples déplorables, & cogneus à un chacun; & des Pains publics, qui en sont laissées à la Pénalité contre ces Plagiers cruels, qui, leparant les Enfans d'avec les Peres, & souuent dérobent tout l'Appuy & le Soutien d'une Maison. Comme un Lieutenant-criminel d'Angers Airault, qui est chargé de huit petits Enfans en la Vieillesse, & a esté volé, par les Jésuites, de son Fils aîné, qui pourroit maintenant entrer en sa Charge, & seruir de Pere à ses Freres & Sœurs tous ieunes. Ils le luy ont soustrait dès l'Age de quatorze Ans, & le tiennent en Italie ou en Espagne, sans que iamais il en ait peu sauoir aucunes Nouuelles, quelques Monitions & Censures Ecclesiastiques qu'il ait fait ietter contre eux: desquelles ils se moquent, se contentans d'une Absolution enuoyée par leur Général Espagnol.

*Volent le  
Bien des  
Maisons.*

CEPENDANT, quand Airault viendra à mourir, les Jésuites demanderont Droit d'Aînesse en son Bien: car, iamais ils ne font faire Vœu de Pauvreté, que toute Espérance de Succession ne soit hors; &, devant que faire la Profession, ils donnent leur Bien au College. Ainsi, rien n'en sort: tout y entre, & *ab intestat*, & par les Testamens qu'ils captent chacun iour; mettans d'un côté l'Effroy de l'Enfer en ces Esprits proches  
de

de la Mort, & de l'autre leur propoſans le Paradis ouuert à ceux qui donnent à la Société de Jeſus. Comme fit Maldonat au Préſident de Montbrun-St. André, tirant de luy tous ſes Meubles & Acqueſts par une Confeſſion pleine d'Avarice & d'Impoſture, de laquelle Monſieur de Pibrac appella comme d'Abus en pleine Audience. On ſçait le Teſtament qu'ils firent faire au Préſident Gondran de Dijon, par lequel il donna Demy-Eſcu à ſa Sœur, qui eſtoit ſon unique Héritière, & ſept mil Livres de Rente aux Jéſuites. On ſçait comme ils ont volé la Maïſon des Bollons, qui eſtoit l'une des plus riches de Bordeaux. Et, tout récemment, comme ils ont eu, pour le Droit d'Aineſſe en la Maïſon de Monſieur le Préſident de Large-Baſton, la Terre de Faïolles, qu'ils ont vendue douze mil Eſcus, & enuoyé l'Argent en Eſpagne, pour eſtre mis en leur Thréſor. Car, ils ne gardent en France que l'Immeuble qui leur eſt légué ſans le pouvoir aliéner.

ON ſçait encores tout notoirement comme ils ont volé le Frere unique du Sieur Marquis de Canillac, qui a dès maintenant huit mil Liures de rente, & qui eſt ſubſtitué à plus de quarante-cinq mil : & ſe garderont bien de luy faire faire Vœu de Pauvreté, tant qu'ils auront Eſpérance de la Succeſſion de ſon Frere ainé, qui n'eſt point marié, & qui ex-

pose chacun pour sa Vie aux Pénis de la Guerre pour le Service du Roy, & est honoré de la Lieutenance en Aigle. Et ne faut point douter, qu'il n'ait fait de luy, selon les luges qu'ils ont obtenus jusques icy, ils ne trouvaient Marquis de Canillac, dans ceste Maison, l'une des plus riches & plus illustres de l'Aquitaine.

On a toujours accusé nostre Nation du Défaut de Prudence. Quant à la Justice, à la Libéralité, à la Valeur, à au Courage, nous en auons assez, vous trop: de Prudence, trop peu. Quelle Suppinité (\*) est-ce, que ces Gentilshommes, sous Prétexte de mespriser deux Sols de Porte, & quelque Lendit (†), ayant acquis, en trente Ans, deux cens mil Livres de Rente!

*Eia age, nobiscum, sic quaeso, pacifere, triplex*

*Accipias pretium, legataque cuncta relinquo,*

*Abstineasque Manus alieno & Munera temnas.*

*Sed Pietas iam nota tua est, Animasque benignus:*

*Magna petis, qui Parva fugis.*

Es

(\*) Indolence, Stupidité.

(†) Petit Droit, ou Salaire, que les Recollets donnaient à leurs Régens dans les Collèges de l'Université de Paris.

EN nostre Université, on n'a iamais rien désiré des Pauvres; mais, si un Enfant de bonne Maison donne quatre ou cinq Escus à celuy qui l'a instruit toute une Année, cela peut-il estre trouvé mauvais? N'est-il pas raisonnable, que ceux, qui ont consumé leur Age aux Lettres, ayent quelque-chose *unde Toga niteat*? Dénier cela, tant s'en faut que ce soit soulager la Pauvreté, qu'au contraire, c'est l'abyfmer. Un pauvre ieune Homme trouuoit moyen de se couler avec les riches iusques à 20 ou 21 Ans, & lors commençoit à gagner quelque-chose; ce qui faisoit estudier tous les Ans mille Personnes. Mais, depuis que les Jésuites ont attiré à eux les Écoliers, on a perdu tout Courage: *sublati Studiorum Præmiis, Studia pereunt*. Tous les plus grands & excellens Personnages de l'Antiquité ont estimé, que la Récompense de ceux qui instruisoient la Jeunesse estoit raisonnable: &, outre la Raison, la Nécessité y est. *Super omnibus Negotiis melius atque rectius olim prouisum, & quæ conuertuntur, in deterius mutantur*.

Et néanmoins, ces Gens icy, imitans les fins Empoisonneurs, qui ne jettent iamais un gros Morceau de Poison, mais l'incorporent subtilement avec quel-

beaucoup mieux despendre, *in Locis Ædiles metuentibus*, l'Argent que leurs Peres leurs enuoyent à cest Effect, que de le bailler à un Régent, qui toute l'Année aura travaillé pour eux.

Tout cela seroit peu, sans les Charmes & les Sorts qu'ils iettent sur la Jeunesse. Mais, tout ainsi que les Romains auoient si grand Soins de faire instruire la Noblesse Gauloise à Authun, où ils les nourrissoient en une Bien-Veuillances envers leur Empire, & en une Oubliance

*Font aimer  
à la Jeune-  
sse le  
Nom d'Es-  
pagne.*

de l'ancienne Liberté des Gaules : de mesmes, le Tyran d'Espagne a les lé- suites disposez par la France, pour planter l'Amour de son Nom & de sa Domination dans les Esprits tendres de nos Enfans. *Semina in Corporibus humanis diuina dispersa sunt: quæ si bonus Cultor excipit, familia Originis prodeunt; si malus, non aliter quam Humus sterilis ac palustris necat, & deinde creat Purgamenta pro Frugibus.* Et, quelque Peine qu'on puisse prendre après, pour arracher telles Opinions, c'est perdre temps: *Stomachus enim Morbo viciatus quoscunque accipit Cibos mutat.* De sorte qu'il en faut venir à la Crainte des Loix & à la Force: *& magno Timore magna Odia compescenda; sed fidelius & gratius semper est Obsequium, quod ab Amore, quam quod à Metu, proficitur.* Ceux, qui sont blessés de l'Aspic nommé Diphas, ont une Altération perpétuelle par la Force  
du

du Venin, qui s'espend en toutes les Veines, & seiche la Masse du Sang, tellement que le Malade boit continuellement, & ne se peut rassasier. De mesme, ceux, qui ont une fois receu ceste véneneuse & pestilencielle Instruction des Jésuites, ont une Soif continuelle de troubler les Affaires de leur País, & d'avancer la Domination Espagnole.

L'HISTOIRE de Portugal est notoire. Le Roy Philippes iettoit l'Oeil sur ce Royaume voisin, il y auoit fort longtemps: mais, sans faire mourir le Roy & la plus grande Partie de la Noblesse, il ne le pouuoit dompter. Il employe les Jésuites, qui estoient à l'entour du Roy Sebastian, & qui se font appeller *Apoitres* en ce País-là; lesquels, par mille Sortes d'Artifices, luy ayant osté ses anciens Seruiteurs, mesmes Pierre d'Alcassonne, son Secrétaire d'Estat, luy persuadent de passer en Afrique contre Ennemis infinies fois plus forts que luy. Il l'entreprit; mais, il y perdit la Vie, avec quasi toute la Noblesse de Portugal. Pendant le Regne du Cardinal (\*), qui dura peu, les Jésuites font si bien leurs Pratiques, qu'incontinent après sa Mort, le Roy Antoine, recogneu par tous les Estats, est chassé de la Terre ferme, luy

*L'Union de Portugal à la Tyrannie d'Espagne, procurée par les Jésuites.*

avant en un mesme jour fait révolter tous

plus de quatre cens Lieues. Les Iſle de l'ercere tenoient encores pour le Roy Antoine: c'eſtoit un bon Pied, & qui rompoit tout le Trafic des Indes. Les François s'y iettèrent, conduits par le Sieur Commandeur de Chattes. Tous les Habitans des Iſles, tous les Religieux, Cordeliers & autres, ſe montrèrent très-affectionnez à leur Roy, & Ennemis iurez des Caſtillans. Tout au contraire, les léſuites, qui auoient fait réuolter le reſte du Royaume, commencèrent à fulminer contre les François, & à exalter le Roy Philippes. Que fit-on? Au lieu de les ietter dans la Mer, au moins de les chaffer hors des Iſles, on ſe contenta de les murer dans leur Cloiſtre: & cecy eſt déduit au long dans l'*Histoire* imprimée à Genes par le Commandement du Roy d'Eſpagne, & qui eſt du tout à ſon Aduantage (\*). Auſſi, tout ce qui y eſt eſcrit des léſuites eſt mis en leur Honneur, comme ayant eſté les principaux Moyens de ceſte Union de Portugal à la Caſtille: tout ainſi que leur Trauail de maintenant n'a autre But qu'une ſemblable Union & Annexe de la France à la Couronne d'Eſpagne.

QUE

(\*) *L'Iſtoria della Riunione del Portogallo alla Caſiglia, attribnée vulgairement à Hieronimo Conneſtaggio, mais qu'on croit être de Dom Juan de Silva, Ambaſſadeur d'Eſpagne auprès de l'infortuné Dom Sébaſtien, imprimée à Genes, en 1585, in 4. Entre autres Langues, elle a été traduite en François par Thomas Nardin, & imprimée à Paris, chez Billaine, en 1680, en 2 Volumes in 12.*

QUE firent les Jésuites ? Quand ils veirent qu'il estoit temps, une nuit ils demurèrent leurs Portes ; meirent au deuant le Saint Sacrement de l'Autel, (se moquans de Dieu, & se ieuans de ses sacrez Mysteres, pour exciter des Séditions;) & commencèrent à si bien pratiquer le Peuple, qu'ils le rendirent froid à se ioindre aux François, conduits par Monsieur le Marechal de Strossy, qui fut rompu. Et icy il faut leuer les Oreilles : l'Histoire porte, que vingt-huit Seigneurs, & cinquante-deux Gentils-Hommes François, furent bourrelez par l'Arrest Espagnol, en mesme Iour, sur un mesme Eschafaut, à Ville-franche, & infinis Soldats pendus. La mesme Histoire décrit, que, pendant ceste Guerre, cinq cens Cordeliers, ou autres Religieux, qui auoient presché ou parlé pour le Roy Antoine, furent exécutez à Mort. Voilà les Préceptes des Jésuites : *Tuez, massacrez, pendez, bourrelez.* Aussi nous voyons qu'en France ceux, qui vont à Confesse à eux, & qui sont nourris de leurs Mammelles, sont si cruels, qu'ils se tuent les uns les autres.

MARCELLIN au XXVII dict, que, vers le Pont Euxin, il y auoit un Peuple nommé Odryse, *qui ita humanum Sanguinem fun-*



tre-tuent, encores qu'ils ayent tant d'enemis en la Campagne.

ALLEZ donc, Messieurs de la Noblesse, suivez ces Disciples des Jésuites, afin qu'à la première Fantaisie, ils vous payent à Coups de Poignard de tous vos Services; & qu'au mieux qu'il vous puisse advenir vous faciés quelque Com de la France *Maurorum Prouinciam, & ex Batava Jura petatis; quantum pulchritudinis erit vestra Fide communi, vestris communibus Viribus, Imperium retentum ac omnino recuperatum esse.*

COURAGE donc, brave & indomptable Noblesse Françoisse, continuez de vous rejoindre tous en un mesme Corps d'Armée. Dieu, Protecteur des Royaumes; Dieu, qui a tousiours ietté son Oeil de Commisération sur la France en ses plus grandes Afflictions; planter sans doute au milieu de vous l'Amour & la Concorde. Il vous remplira le Front d'Horreur, le Bras de Vigueur: il vous enverra ses Anges, pour vous fortifier, afin que vous exterminiez bientoist des Gaules tous ces infects & superbes Castillans.

ALEXANDRE disoit, qu'Antipater estoit habillé de blanc, mais qu'au dedans il estoit tout rouge. De mesmes, il y a plusieurs Personnes, qui en apparence sont Serviteurs du Roy, & sçauent bien faire leur Profit particulier de sa Bonne-Fortune: mais, au dedans, ils  
sont

sont tout rouges, tout Espagnols. Ces Gens icy, qui ont Affaire de Jésuites pour exécuter leurs malheureuses Entreprises, n'osent pas néanmoins dire ouvertement, qu'il les faut laisser en France; (car, tenir ce Langage, & porter une Croix rouge, c'est chose toute semblable :) mais, ils dient, qu'il n'est pas Temps de les chasser, & apportent des Considérations, à toutes lesquelles ie respondray. Mais, auparavant, il est nécessaire de destruire leur gros Bouleuart, qui consiste en l'Appointé au Conseil de l'Année 1564 : à quoy i'apporteray cinq Responces, desquelles la moindre est plus que suffisante.

I. LA première est, que ceste Instance de 64, est périe, non seulement par <sup>Cinq Responces à</sup> trois, mais par trente Ans. Et, quant <sup>l'Appointé au Conseil</sup> à ce qu'on dit, que la Peremption d'Int-<sup>de 1564.</sup> tance n'a point Lieu au Parlement, cela n'est véritable, que lors que le Procès est en estat de iuger: &, au Faict qui se présente, tant s'en faut qu'il y ait esté mis, qu'au contraire on n'a jamais seulement leué les Plaidoyers, qui est le premier Acte par lequel se commence l'Instruction d'un Appointé au Conseil.

II. LA seconde Responce est, que l'Instance de 64 est du tout différente de celle de présent. Présimant, les

estoit lors question de sçavoir, s'ils auroient les Privileges de l'Université : &, maintenant, il s'agit de sçavoir, s'ils sortiront de France. En ce Temps-là, les appointer au Conseil, c'estoit leur dernier ce qu'ils demandoient : maintenant, ce seroit appointer au Conseil la Vie du Roy, que d'entretenir cependant parmy nous tels Assassins, qui ne desirent rien si ardemment que sa Mort.

III. EN troisieme lieu, il y a grande Différence entre l'Année 64, & l'Année 94. En 64, on craignoit le Mal qui est advenu, & plusieurs ne le vouloient presumer, trompez par les douces Paroles emmiellées de ces Hypocrites.

*Quis te, tam lenè fluentem,  
Moturum totas violenti Gurgitis Iras,  
Nile, putet?*

Qui est-ce, qui, en ce Temps-là, pouvoit penser, qu'il verroit des Mortes-Payes Espagnoles, dans Paris, fouler ces belles & larges Rues, les Mains en Arcade sur les Costez, l'Oeil farouche, le Front ridé, la Démarche lente & graue?

*Ecquis ad Ausoniae venturos Limina  
Troas  
Crederet? Aut quem tum Vates Cassan-  
dra moueret?*

EN

EN soixante-quatre, on n'auoit point ouy Pere Bernard (\*), & Comolet (†), appeller le Roy Oloferne, Moab, Neron : soustenant, que le Royaume de France estoit électif, & que c'estoit au Peuple d'establiir les Rois; & alléguât le Passage du Vieil Testament, *Eliget Fratrem tuum in Regem. Fratrem tuum*, disoient-ils, ce n'est pas de mesme Lignage, ou de mesme Nation; mais, de mesme Religion, comme ce grand Roy Catholique, ce grand Roy des Espagnes. Comolet a esté si impudent, que d'ôser dire, par un vray Blaspheme, que, sous ces Mots *Eripe me Domine de Luto, ut non infingar*, Dauid, par un Esprit prophétique, auoit entendu parler contre la Maison de Bourbon.

PENDANT ces Guerres, ils ont voulu establiir un College de Jésuites à Poitiers; disans, qu'un Seigneur riche & fort deuotieux vouloit donner huit cens Escus de Rente pour la Fondation. Après qu'on les a eu fort long-temps pressiez, pour sçauoir qui estoit ce Seigneur, n'en pouuant nommer aucun autre, ils furent con-

(\*) Bernard Rouillet, Jésuite, Prédicateur séditieux, qui fut chassé de Paris en 1594 après la Reduction de Paris.

(†) Jésuite, comme Bernard Rouillet, comme le suit par



contraints à toute force de reconnoître que c'estoit le Roy d'Espagne, qui ne craindra jamais de despendre si peu de chose, pour entretenir parmy nous des Gens qui nous sont si pernicleux & dangereux. Et cela a esté tesmoigné par tous les Députez de Poitiers, qui ont aidé à remettre la Ville en l'Obedissance de Sa Majesté.

EN soixante-quatre, les Jésuites n'avoient point encores de Liure de Vie, dans lequel ils ont depuis mis tout ce qu'ils apprennent, par leurs Confessions, du Secret des Maisons; s'enquerant des Enfans & Seruiteurs, non pas tant de leur Conscience, comme des Propos de leurs Peres & Maistres, afin de sçavoir de quelle Humeur ils sont. Comolet, faisant Sermon en la Bastille devant Messieurs qui y estoient Prisonniers au commencement de 89, leur dit, après mille impudens Blasphemes, que celuy, qui auoit esté leur Roy, ne l'estoit plus; projetant deslors l'Assassinat, qu'ils firent depuis exécuter. Quand Trouvé, & le Capitaine Aubry, furent emprisonnez dans la Bastille par Buffy le Clerc, le Conseil des Quarante ne les en peut tirer: mais, Comolet seul, comme un Orphée, les fait sortir d'Authorité, tant les Seize Voleurs dépendoient des Jésuites. Lors qu'on sceut l'Electiion du Pape qui est aujourd'huy, Comolet, estant descendu de sa Chaire, y remonta, &

con.

M. A. ARNAULD. 465

commença à crier: *Escoute, Politique, tu fçauras des Nouvelles. Nous avons un Pape. Hé quel? Bon Catholique. Quoy plus? Bon Espagnol. Va te pendre, Politique.* Les Jésuites n'auoient point tenu tous ces Langages en l'Année 64.

UN Ancien dit: *Serpentes parvula fal-lunt ubi aliqua solitam Mensuram transiit, & in Monstrum excrevit, ubi Fontes Potu infecit, & si afflavit deurit quacumque incessit, Balistis petitur. Possunt euadere Mala nascientia, ingentibus obuiamitur.* Tite-Live dit élégamment: *Ante Morbos necesse est cognitos esse, quàm Remedia eorum: sic Cupiditates prius natae sunt, quàm Leges, quæ eis Modum facerent.* Platon, au Commencement de son premier Livre des Loix, dit que Minos s'en alloit de neuf en neuf Ans sçavoir de Jupiter les Loix qu'il bailleroit aux Crétois; d'autant que le Temps change tellement & varie toutes Choses, que ce qui semble bon en une Saison se trouve en l'autre fort pernicieux. *Utu probatum est, Leges egregias, Exempla honesta, ex Delictis gigni. Nam Culpa, quàm Pœna, tempore prior: emendari, quàm peccare, posterius est.*

PARLEZ au Sieur Marquis de Pisani, il vous tesmoignera, que, depuis l'An 64, qu'il traite comme Ambassadeur les Affaires de France en Espagne & Italie.

tres importantes interceptées pendant ces Guerres, ils vous diront, qu'ils n'ont rien leu de pernicieux où un Jésuite n'ait esté meslé. Et tout nouvellement à Lyon, depuis la Reduction, un Jésuite, qui avoit commencé à dire la Messe, voyant un Gentil-Homme, qui avoit une Écharpe blanche, s'enfuit hors de l'Eglise pleine de Peuple, pensant exciter une Sédition: ce qu'ils ont encores tenté depuis, & perdront enfin ceste importante Ville, s'ils n'en sont promptement chassés par vostre Arrest.

IV. En quatrième lieu, quiconque contrevient aux Modifications & Conditions, sous lesquelles une Chose luy est accordée, doit estre privé du Profit qu'il en pourroit tirer. Or, depuis l'An soixante-quatre, les Jésuites ont contrevenu directement aux Conditions de leur Advis de Poissy, qui est la seule Approbation qu'ils ayent en France.

*Ont contrevenu directement à l'Advis de Poissy: conséquemment, il est nul par Clause expresse, & les Jésuites sans Reception en France.*

PREMIÈREMENT, ils y ont contrevenu, en ce qu'ils ont retenu le Nom de Jésuites, qui leur estoit expressément défendu, comme ayant esté ce Nom glorieux réservé particulièrement au seul Sauveur du Monde; sans que jamais entre les Chrestiens aucun se soit trouvé si orgueilleux que de se l'attribuer, ou en particulier, ou en commun (\*). Ils ont esté mesmes

(\*) L'Auteur ne se souvenoit point alors des Jésuites, ainsi nommez, parcequ'ils avoient continuellement le Nom de Jésus à la Bouche. Leur Ordre, institué vers 1350, ne fut éteint qu'en 1668.

mes si impudens, qu'ils ont pris ce Nom dans les Theses, par lesquelles *melled, delinificá, & suada Onatione aliud clausum in Pectore habentes, aliud promptum in Lingua*, ils ont voulu depuis trois Mois flatter ceux qu'ils desireroient auoir mis au plus profond de l'Inquisition d'Espagne:

SECONDEMENT, ils ont contrevenu à l'Advis de Poissy, par lequel leur College estoit receu, & leur Religion reistée: car, ils ont esté si hardis, que de la planter en trofée au milieu de la Rue Saint Antoine, où ils sont encores aujourd'huy si impudens, que d'auoir en leurs Chappes les Armes de France pleines, avec un Chapeau de Cardinal au-dessus; pour dire, qu'en Dépit du Roy, auquel ils n'ont aucun Serment de Fidélité, & qu'ils ont voulu & veulent chacun iour faire massacrer, ils recognoissent un Charles X auoir esté Roy de France, sous lequel ils espéroient faire de ce Royaume ce qu'ils ont fait du Portugal sous un autre Cardinal.

TROISIEMEMENT, leur Advis de Poissy porte expressement, qu'ils ne pourront obtenir aucunes Bulles contraires aux Restrictions portées par cest Acte; & que, là où ils en obtiendront, les pré-



vis de Poissy, que mesmes, par icelles, tous ceux, qui ont apporté des Limitations & Restrictions à leurs Privileges & Institutions, sont excommuniés d'Excommunication majeure; voire mesme tous ceux, qui entreprendront d'en disputer, quand ce ne seroit que pour en rechercher la Vérité. Voicy les propres Mots de leur Bulle de quatre-vingts-quatre: *Suisque Præpositis in omnibus, & per omnia, obedire: & huic Sedi immediate subiectos, & à quorumvis ordinariarum & delegatorum, seu aliorum Judicum Jurisdictione omnino exemptos, prout notetiam Vigore præsentium, eximimus.* Ce qui est directement contraire à cette Clause de l'Advis de Poissy: *À la Charge, que sur icelle dite Société & Collège l'Evêque Diocésain aura toute Suprématie, Jurisdiction, & Correction.* Et, conséquemment, leur Advis de Poissy demeure nul, tant par la Disposition de Droit déjà alleguée, que par la Clause annullative expresse de ladite Assemblée: *Renonceront, au préalable, & par exprès, à tous Privileges portez par leurs Bulles aux Choses susdites contraires. Autrement, & à faute de ce faire, ou que pour l'advenir en obtiennent d'autres, les présentes demeureront nulles, & de nul Effet & Valeur.*

Ceux qui  
ont cher-  
ché la Vé-  
rité contre

MAIS, voicy la Clause bien plus estrange de leur Bulle de quatre-vingt-quatre, par laquelle, & nous qui parlons

con-

contre eux, & vous, Messieurs, qui <sup>les Impo-</sup>  
 en cognoissez, & ceux de Poissy mesme <sup>tures des</sup>  
 qui en ont ordonné, sommes tous ex- <sup>Jésuites,</sup>  
 communiés: *Præcipimus igitur in Virtute sanctæ Obedientiæ, ac sub Pœnis Ex-*  
*communicationis latæ Sententiæ, nec non*  
*Inhabilitatis ad quævis Officia & Benefi-*  
*cia secularia, & quorumvis Ordinum re-*  
*gularia, eo ipso absque aliâ Declaratione*  
*incurrendis, quarum Absolutionem nobis*  
*& Successoribus nostris reservamus; Ne*  
*quis, cuiusunque Statûs, Gradûs, &*  
*Præminentie existat, dictæ Societatis Ins-*  
*titutiones, Constitutiones, vel etiam præ-*  
*sentes, aut quavis earum, vel supradic-*  
*torum omnium Articulorum, vel aliud*  
*quid supradicta concernens, quovis dispu-*  
*tandi, VEL ETIAM VERITATIS INDAGAN-*  
*DÆ QUÆSITO COLORE, directè vel indi-*  
*rectè, impugnare, vel eis contradicere, au-*  
*deat.*

V. EN cinquiesme & dernier Lieu, & pour ne rien flatter en ceste Cause, tant importante, & de laquelle l'Issue prompte est si ardemment desirée de tous les Gens-de-Bien; Qui ne sçait, qu'en 64, il n'y avoit Homme céans si hardi, qui eust osé parler franchement contre la Coniuration d'Espagne? *Trepidierant omnes Boni, & elingues: cum dicere quod*

vous donc, Espions d'Espagne, alléguer  
 aujourd'huy pour vous maintenir ? Qu'en  
 vous a enduré par le passé ? Et, tout au  
 contraire, c'est ce qui vous doit plutôt  
 faire chasser de la France : sçavoir, la  
 Force, la Violence, la Tyrannie, de  
 vous, de vos Suppôts, de vos Espi-  
 gnols, qui nous ont lié les Mains, qui  
 nous ont fermé la Bouche, qui vous ont  
 donné tant de Courage, qui vous ont fait  
 parler si haut, qui vous ont tant eslevez :  
*Vos, inquam, Homines sceleratissimos,  
 cruentis Manibus, immensi Avaritiâ, ne-  
 centissimos ac superbissimos, quibus Fides,  
 Decus, Pietas, postremò Honestà atque  
 Inhonestà omnia, Quæstui sunt.*

MAIS, ils ne sont pas tous seuls mé-  
 chans. C'est en quoy ils sont pires : car,  
 s'ils eussent esté seuls pernicioeux, nostre  
 Mal eust esté petit. Le grand Nombre  
 de François, qu'ils ont corrompu, a esté  
 Cause de nos Miseres : &, toutes-fois,  
 ils voudroient aujourd'huy volontiers se  
 cacher & s'enfoncer dans ceste Foule ;  
*Societate Culpæ Invidiam declinare cupien-  
 tes, quasi publicâ Viâ erraverint.* Mais,  
 tout au contraire, tant plus il y a eu de  
 Méchans, tant plus de Fruits des lé-  
 suites : &, d'auantage, toute ceste Sen-  
 tine des Seize, & de leurs Adhérens, ne  
 sont-ils pas maintenant sur le Chemin  
 d'Espagne, bannis pour jamais de l'Air  
 de la France, qu'ils ont empestifié si  
 long

M. A. ARNAULD. 471

long-temps? Hé que font encores icy les Jésuites? Qu'ils y font? Ne le voyons-nous pas assez? Quelles Violences, quelles Corruptions, & quelles Séditions, n'ont-ils desjà faites? Croyez, Messieurs, qu'ils ne perdent pas leur Temps : tels esprits remuans *ad excogitandum acutissimi*, *ad audendum impudentissimi*, *ad efficiendum acerrimi*, ne font pas inutiles : ils reçoivent chacun iour les Paquets d'Espagne, & de tous les Coins de la France, & les font tenir à Soissons. Ils les portent eux-mêmes hors de la Ville : (car, de fouiller un Jésuite, ce seroit un Crime de Leze-Majesté Divine ; & n'y a Capitaine, qui l'ait encores osé entreprendre.) Ils reçoivent en leur Chambre du Conseil tous ceux qui veulent machiner contre l'Estat de la Ville. Pourveu qu'on face Mine d'aller à l'Eglise, ou à Confesse, aux Jésuites, qui sera si hardy que de s'adresser à un Reste de Scize, qui ira coniurer nostre Mort? Nous laisserons-nous tousiours ainsi abuser par ces Hypocrites? Ressemblerons-nous tousiours ces Barbares, qui se moquoient des Machines qu'on éleuoit contre leurs Murailles, iusques à ce qu'ils se trouvérent rudement battus & emportez d'Assaut?

sciences du Peuple, qui surpasse toujours en Nombre?

IL n'y a rien si estrange en cest Affaire, que comme il a esté possible d'attendre des Délais, des Formalitez de la Justice, & que sur le champ à l'improviste, sans leur donner Loisir *Ambitu propugnare quod Scelere commiserunt*, on ne les a chassés comme on fist à Bordeaux, qui est le plus bel Acte & le plus glorieux que fist jamais Monsieur le Marechal de Matignon, encores qu'il ait le Chef environné d'infinis Lauriers qu'il a remportez de ses belles Victoires. Mais, ce Coup, qu'il frappa de Résolution, luy donna Moyen de conserver la Guyenne, laquelle autrement se perdoit, & entraînait en ce Temps-là la Ruine de tout le surplus.

*BRAVE & généreux Marechal, tu n'as point craint les Calomnies, les méchantes Langues, & les Vomissemens empuantis de ceux, qui, faulxement se disant parmy nous Serviteurs du Roy, fomentent, soustiennent, supportent, & favorisent les plus cruels, les plus detestables, les plus coniurez Ennemis. Mais, enfin, ils periront tous malheureusement, avec leurs Jésuites, nonobstant leurs belles Considérations, desquelles la principale est:*

QUE DIRA-ON A ROME? Hé qu'a-on dit de Monsieur le Marechal de Matignon? Voulons-nous sçavoir ce qu'on dira à Rome? Distinguons ceux qui parleront.

Esponse à  
ceux qui  
ont dit, Que  
l'on a  
dit à  
Rome?

ront. Les Espagnols diront; que ceux, qui ont chassé les Jésuites de France, sont tous Hérétiques. Ont-ils parlé autrement, je ne diray point seulement de nous, qui avons suivi la Fortune du Roy, mais aussi de ceux, qui, estans demeurez en ceste Ville, se sont si vertueusement, & avec le Péril évident de leur Vie, opposés à l'Extinction de la Loy Salique? Les Espagnols ne disoient-ils pas, qu'ils estoient tous Luthériens & Hérétiques?

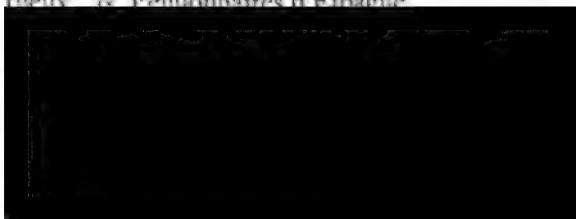
AU-CONTRAIRE, ceux, qui ne seront point Castillans à Rome & en Italie, diront, que c'est à ce Coup que les François veulent demeurer francs, libres, & Ennemis iurez de l'Espagne: que c'est à ce Coup, qu'ils voyent clair en leurs Affaires, puisqu'ils chassent d'avec eux les Espions de leur Ennemy: bref, que c'est à ce Coup, qu'ils veulent vivre en Santé vigoureuse & assurée, puis qu'ils voient ces Humeurs noires, recuites, & très-malignes.

MAIS, si les Jésuites sont pernicieux à la France, pour le moins ont-ils fait de grands Miracles aux Indes. Ouy, certainement, & fort remarquables pour nous; car, ils ont fait mourir, avec leurs Castillans, par le Fer & par le Feu, vingt Millions de ces pauvres Innocens.

Payens, mais en les bourrelant cruellement. La Façon, de laquelle ils depouplèrent l'Isle Espagnolle, est fort remarquable. Ils mirent d'un costé tous les Hommes à part aux Minieres, & les Femmes à labourer la Terre : de sorte que, n'en naissant plus, & exerçans toutes Cruautez sur les Vivans, en moins de douze Ans, ils firent que dedans ceste grande Isle il n'y restoit que des naturels Castillans. Au Peru, ils ont des Gens publiques dans les Marchés, pour y mettre mil hommes à la fois; & là, les **Soldats & les Goujats tourmentent ces pauvres Gens, afin de leur faire confesser où est leur Trésor. Aussi, quand ils peuvent eschaper, ils se vont eux-mêmes pendre aux Montagnes, & auprès d'eux leurs Femmes & leurs petits Enfans à leurs Pieds. Ces Monstres de Tyrannie vont à la Chasse aux Hommes, ainsi qu'on fait icy aux Cerfs; les faisant dévorer par leurs Dogues, & par les Tygres, lors qu'ils les envoient chercher du Miel & de la Cire, & aussi par les Tuberons, quand ils leur font pescher les Perles aux Endroits de la Mer les plus dangereux. S'ils meinent ces pauvres Gens à la Guerre avec eux, ils ne leur donnent chose du monde à vivre, & les contraignent de manger leurs Ennemis; de sorte que leurs Armées Espagnoles sont vrayes Boucheries de Chair Humaine: & nous trouvons estrange les**  
Cruau-

Cruautez qu'ils pratiquent de dèça, qui ne sont que Douceurs, à comparaison de ce qu'ils sçauent faire. Leur Auarice estoit si extrême, qu'ils chargeoient leurs Navires de trois fois autant de ces pauvres Esclaves qu'ils en pouvoient mener & nourrir; tellement, qu'ils en iettoient tant dans la Mer, que, pour aller de l'Isle de Lucaye iusques à l'Isle Espagnole, où il y a fort loin, il ne falloit Aiguille ny Carte marine, ains seulement suivre la Trace de ces pauvres Indiens morts, flottans sur la Mer, où ils les avoient iettez.

FRANÇOIS, contemplez deux & trois fois, contemplez la Grace que Dieu vous a faicte de vous tirer hors de la Servitude de ceste monstrueuse & prodigieuse Nation. Les Cadennes, & les Fers, eussent esté vos plus gracieux Traictemens: vous eussiez esté emmenez à pleins Vaisseaux aux Indes, pour travailler aux Minieres, pendant qu'ils eussent establi dans vos Villes des Colonies, & donné vos Maisons des Champs en Commande; &, néantmoins, c'eust esté planter la Religion Catholique, que de faire mourir ou enchaîner tous les vrais Catholiques, & ne laisser en France que les Athéistes, Voleurs, Assassins, Incestueux, & Personnaires d'Espagne.





Reſponſe d  
ceux qui  
dient, Fai-  
tes leur  
leur Pro-  
pôs.

néral ſçaura bien requérir contre ceux qu'il aduifera: mais, ce que l'Univerſité ( Fille ainſnée du Roy, & qui ne peut qu'elle ne rompe le Fil de la Langue, pour crier contre ceux qui veulent aſſaſſiner ſon Pere, ) ſouſtient, eſt que tous les autres doivent vuidér le Royaume, pendant qu'on fera le Procès de Mort à ceux qui ſeront emprisonnez: *lenta Remedia, & Jegnes Medicos, non expetunt Mala noſtra.* L'Histoire des Freres Humiliés, & du Cardinal Borromée, eſt toute notoire & toute récente. L'un de ces Freres voulut aſſaſſiner ce Cardinal. Tout ſur l'heure, l'Ordre fut eſteint, & tous ceux, qui en eſtoient, chassés d'Italie, par le Pape Pie cinquieme, vraiment digne de ſon Nom, qui faiſoit des Li-gues contre le Turc, au lieu que les autres les ont faites contre la France. Et, maintenant, pour avoir voulu faire tuér un Roy de France, pour avoir fait evader l'Aſſaſſin Varade, les Jéſuites ne ſeront pas chassés? Ceux, qui ſouſtiennent ceſte Proposition, ſont plus d'Eſtat de la Vie d'un Cardinal, que d'un Roy de France, Fils ainſné & Proteſteur de l'Egliſe.

LA Loy Civile chasſe, bannit, & rend miſérables, les Enſans à la Mammelle de ceux qui ont attenté à la Vie du Prince; on craint l'Exemple: & nous conſerverons les Compagnons de Varade, qui ont meſme Vœu, meſme Deſir,  
**meſme**

mesme Dessen, & qui l'ont fait évader. Tellement que, toutes les fois qu'un Jésuite aura attenté à la Vie d'un de nos Rois, on le chassera seul. Voilà une bonne Proposition, pour faire que vingt Rois soient plustost massacrez, que tous les Jésuites chassés de France. Ceux, qui sont de cest Advis, ne craignent guerres de changer de Roy.

Si on les vouloit faire mourir comme les Templiers, il leur faudroit faire leur Procès criminel. Mais, que dient les Jésuites? Qu'ils sont venus en France, pour nous apporter tant de Profit. L'Expérience nous a montré, qu'ils ont causé nostre Ruïne. Qu'est-il besoin d'un plus long Procès? Qu'ils aillent ainsi profiter à nos Ennemis. Il y a, à ce Propos, un Lieu excellent dans Tacite. *Si, Patres conscripti, unum id spectamus quàm nefariâ Voce Aures Hominum polluerint, neque Carcer, neque Laqueus, sufficiant; est Locus Sententiæ, per quam neque impunè illis sit, & vos Severitatis simul ac Clementiæ non pœniteat: Aquâ & Igni arceantur.* Voilà l'Arrest des Jésuites.

DAVANTAGE: auparavant l'Année quatre-vingts-cinq, il eust paraventure esté besoin de ceste Formalité; *hactenus enim Fluvitis & Scleribus Calamenta*

Quintilian élégamment : *Quædam sunt Crimina læsæ Reipublicæ, ad quorum Pronunciationem soli Oculi sufficiunt.* Et Senèque, à ce Propos, au dixième des Controverses : *An læsa sit Respublica non solet Argumentis probari, manifesta statim sunt Dumna Reipublicæ.* Qui eust peu saisir au Corps lules-Cesar, eust-il fallu luy confronter des Tescmoins, pour prouver qu'il avoit passé le Rubicon, qu'il estoit entré en Armes en Italie, & qu'il avoit pris les Thrésors publics ? Les Peintres & les Poètes ont donné à la Justice l'Espée nue, pour faire entendre, qu'il ne faut pas toujours user de Scrupule & de Longueur ; & qu'il ne faut imiter les mauvais Chirurgiens, qui, par Faute de remédier de bonne-heure à la Maladie, different jusques à ce que la Force & la Vigueur du Patient soit abaissée & anéantie.

Mais, qu'est ce qu'une Chose notoire ? Tous nos Docteurs le définissent en un mot : *Quod fit coram Populo.* Et pleust-à-Dieu, que les Crimes des lésaites n'eussent point esté si grands, si certains, & si notoires : nous n'eussions pas enduré tant de Misères.

O! *utinam arguerem sic, ut non vincere possem !*

*Me miserum ! Quare tam bona Causa mea est ?*

*Sed*

*Sed nihil integrum Advocato reliquerunt: Res enim manifestissimas inficiari, Augentis est Crimen, non Diluentis.* Philon Juif, sur les dix Commandemens, parlant de la Voix de Dieu, rend une belle Raïson pourquoy on la voyoit: d'autant (dit-il) que ce que Dieu dict n'est pas seulement Parole, mais Oeuvre. C'est un Proverbe ordinaire, que la Voix du Peuple, (c'est-à-dire des Gens-de-Bien, & non pas de la Populace,) est la Voix de Dieu; parce qu'elle parle de Choses notoires, de Choses qui ont esté veues, & en quoy on ne peut mentir.

MAIS, les Jésuites (dit-on) ne sont pas tous Estrangers. Comme si les Espagnols d'Adoption, & de Serment, ne nous auoient pas beaucoup plus fait de Mal, que les Naturels. *Ego potius Civem credam, qui, in extremâ Scythiâ nati, benè de Galliâ cogitant, quàm qui, Lutetiâ geniti & educati, Locum, Libertatem, Gloriam, in quâ nati sunt, per summum Scelus perdere velint & conentur.* Comolet, Bernard, & semblables, ne sont-ils pas François de Naissance? Et, néantmoins, y a-il Gens, qui ayent si impudemment vomis toutes sortes de Blasphemes contre Sa Majesté, & contre la Mémoire de nostre défunt Roy (\*)? Y a-il Personnes au Monde, qui ayent

*Response à ceux qui disent, qu'ils ne sont pas tous Estrangers.*

(\*) Voir ci-dessus, touchant ces deux desesperez Linguers Jésuites, page 63, Notes (\*) & (+).

ayent tant travaillé à renverser l'Estat ? Car, pourveu qu'on mette au devant un faux Prétexte de Religion, tout ce qui se fait, sous cela, est Mission : tuër, ou faire massacrer, les Princes excommuniés par le Pape, c'est le Principal Chef de la Mission. Varade mesmes, qui a encouragé & exhorté cet Assassin de Melun (†), n'estoit-il pas Parisien ? O ! qu'il y a long-temps, que l'Ordre des Jésuites eust esté chassé & exterminé de France, s'il n'y avoit, entre nous, autres Espagnols, que ceux qui sont naiz delà les Pyrénées. Les Biens & les Faveurs immenses, que le Roy Philippes fait aux Jésuites, donnent assez à connoistre, qu'il les tient tous pour ses bons Sujets & Instrumens de sa Domination. Le grand Vaisseau Jésuite, qui porte leur Or & leurs Marchandises des Indes, ( car, ils tirent de tous Costez, afin d'augmenter leur Thrésor de Rome & d'Espagne : ) ce grand Vaisseau ( dis - je ) ne paye point de Quint au Roy Philippes ; ce qui leur vaut plus de deux cens mil Escus tous les trois Ans. Pour leur Part de la Conqueste de Portugal, il leur a donné le Présent, que les Rois des Indes Orientales faisoient de trois en trois Ans au Roy de Portugal, qui vaut, en Or, en Perles, & en Espiceries, plus de quatre

*La Mission  
des Jésuites.*

*Les Biens  
& les Fa-  
veurs, qu'ils  
ils reçoivent  
du  
Roy Phil-  
lippe.*

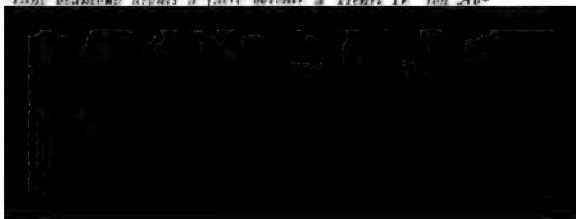
(†) C'est-à-dire, Pierre Barriere d'Orléans, assassiné à Melun.

quatre cens mil Escus. Aussi, en Récompense de tant de Libéralitez, ils parlent de luy comme du plus grand Prince qui ait iamais esté au Monde, surpassant la Force des Romains, & tenant plus de Païs que tous les autres Rois de la Terre (c).

CONTINUEZ, Ames Espagnoles, à haut <sup>(c) Vind Ignat.</sup>  
louër & magnifier les Forces du Roy de <sup>pag. 77.</sup>  
Castille: il vous fera tous Cardinaux, <sup>Jésuite Ca</sup>  
aussi bien que Toledo, <sup>dinal.</sup> Jésuite Espa-  
gnol (\*). Ils ne veulent point de petits  
Bénéfices; (annexent néanmoins & unif-  
sent à leur Menſe force Prieurez & Ab-  
bayes:) mais, d'estre Cardinal, afin de  
venir au Papat, cela ne se doit point re-  
fuser. Qui a porté les Paroles rudes &  
au dacieuses à Monsieur de Nevers, que  
ce Jésuite Cardinal Espagnol? Qui fut si  
impudent, que de luy dire au Mois de  
Januier dernier, qu'il falloit que les trois  
Prélats allassent demander Absolution au  
Cardinal de Saint-Severin, Chef de l'In-  
quisition, de ce qu'ils s'estoient trouvez  
à la Conuersion de sa Maieſté †). Quel-  
le Honte, quels Blasphemes contre Dieu,  
& sa sainte Religion, de demander Ab-  
so-

(\*) François Tolet, Jésuite Espagnol, & Cardinal.

(†) Avec tout cela, ce Jésuite Espagnol contribua pour-  
tant beaucoup depuis à faire obtenir à Henri IV son Ab-



solution du plus bel Oeuvre , plus saint , plus profitable , & plus nécessaire , qui se pouvoit faire en la Chrestienté ! Mais , puis qu'il est dommageable & pernicieux à l'Espagnol , les Jésuites le condamneront tousiours , & le iugeront digne de Pénitence & d'Absolution. C'est pourquoy , au premier Bruit de ceste sainte Conversion , ils envoyèrent de Paris à Rome du Puy (\*), aujourd'huy leur Prouvincial , pour persuader au Pape qu'elle estoit feinte.

*Sed iam tot traxisse Moras , tot Spicula  
tadet  
Vellere - - .*

*La Cour les  
a chassés  
dès l'An  
1550.*

*Pag. 30.*

COMMENT pouvons-nous douter , s'il faut chasser ces Assassins , veu que , dès l'An 1550 , (comme l'a remarqué Monsieur l'Advocat du Mesnil en son Plaidoyé ,) les Jésuites , ayant présenté leurs Lettres signées , *En la Présence du Cardinal de Lorraine* , & fondées sur ce qu'ils estoient receus en Espagne (qui estoit une fort belle Considération ; ) ces Lettres furent purement & simplement refusées par la Cour , les deux Semestres assemblée. Et , quatre Ans après , sur une seconde Importunité des Jésuites , la Cour

(\*) Le Pere Clément du Puy , Oncle des célèbres M<sup>rs</sup> du Puy , Gardes de la Bibliothèque du Roi.

Cour voulut auoir l'Advis de la Sorbonne: laquelle, assemblée par quatre diuers Iours, (présidant sans doute entre eux le Saint Esprit,) par Instinct vrayement divin, les preuit & iugea très-dommageables & très-pernicieux pour l'Estat du Royaume, & pour la Religion; & qu'ils ietteroient infinies Querelles, Divisions, & Dissensions, parmy les François. Et, afin qu'il ne semble qu'on y adioute rien, voicy les propres Mots du Décret de la Sorbonne, qui, en peu de Paroles, décrit le Mal que nous avons receu de ceste nouvelle & dangereuse Secte.

*HÆC noua Societas, insolitam Nominis Iesu Appellationem peculiariter sibi vindicans; tam licenter & sine Delectu* *Décret de la Sorbonne contre eux*  
*quaslibet Personas tantumlibet facinorosas, illegitimas, & infames, admittens; nullam à Secularibus Sacerdotibus habens Differentiam in Habitu exteriori, in Tonsurâ, in Horis Canonicis priuatim dicendis, aut publicè in Templo decantandis, in Claustris & Silentio, in Delectu Ciborum & Dierum, in Jejuniis, & aliis variis Legibus ac Ceremoniis (quibus Status Religionum distinguuntur & conseruantur; ) tam multis tamque variis Privilegiis, Indultis, & Libertatibus dona-*  
*ta, & in Administratione Sacra*



rum; in Officio etiam prædicandi, legendi, & docendi, in Præjudicium Ordinariorum, imò etiam Principum & Dominorum Temporalium, contra Privilegia Universitatum, in magnum Populi Gravamen, Religionis Monasticæ Honestatem violari videtur, studiosum, pium, & necessarium Virtutum, Abſtinentiarum, Cere moniarum, & Austeritatis enervat Exercitium, imò Occasionem dat liberè apostatandi ab aliis Religionibus: debitam Ordinariis Obedientiam & Subjectionem subſtrahit, Dominos tam Temporales quàm Ecclesiasticos suis Juribus injustè privat, Perturbationem in utràque Politia, MULTAS IN POPULO QUERELAS, MULTAS LITES, DISCORDIAS, CONTENTIONES, ÆMULATIONES, REBELLIONES, VARIAQUE SCHISMATA INDUCIT. Itaque, his omnibus atque diligenter examinatis & perpenſis, hæc Societas videtur in Negotio Fidei periculosa, Pacis Ecclesiæ perturbatiua, Monasticæ Religionis eversiva, ET MAGIS IN DESTRUCTIONEM QUAM IN ÆDIFICATIONEM.

AUPARAVANT que les Effects de leur Coniuration eussent esté cogneus, nous faisons en nostre Université de grandes Admirations: Quelles Gens sont-ce icy? Sont-ils réguliers, ou séculiers? Car, nous n'en avons point de troisieme Sorte. Ils ne sont pas séculiers; puis qu'ils vivent en commun, ont un Général, & qu'en-

Ne sont réguliers ne séculiers.

qu'enfin ils ont Vœu de Pauvreté, disposans toutes fois entièrement du Bien des Colleges. Ils ne sont pas aussi réguliers; car, ils n'ont Reigle quelconque, ny leusne, ny Distinction de Viande, ny ne sont adstrains à certains Services, & peuvent succéder, encores qu'ils ne se puissent déliurer de leur Serment. Ils ont de quatre ou cinq Sortes de Vœux, de simples, de composez, de solemnels, de secrets, de publics. Bref, ils brouillent & peruertissent tout: &, interrogés quels ils sont, ils respondent, *tales quales*.

Nous faisons (dy-je) en ce Temps-là de grandes Admirations; mais, maintenant, tout cela cesse. Pourquoi? Parce qu'en un mot, ils ne sont, ny réguliers, ny séculiers. Quoy donc? Vrais Espions d'Espagne, qui s'appelleront comme on voudra, ne liront point si on ne veut, feront tous les Sermens qu'on voudra sous une Dispense *ad Cautelam*, pourueu qu'on les laisse, à leur Aise, trahir, espier, jetter faux Bruits parmy le Peuple, & des Nouvelles à l'Avantage d'Espagne, allumer & attiser le Feu de nos Dissensions. Voilà tout ce qu'ils demandent: voilà leur Vœu, leur Profession, leur Reigle, leurs Dessesins, & leur souverain Bien.

Ce n'a point esté seulement la Sorbonne de Paris, qui les a condamnez:

mais, à Rome mesmes, les plus Gene-  
de-Bien, cognoissans le Dessein d'ap-  
ce Espagnol, s'y opposèrent. Voicy ce  
qu'eux-mesmes en escrivent en sa 144.  
page 144. *Postea verò Ignatio ejusdem  
Instituti Confirmationem scriptam posu-  
lante, Negotium à Pontifice Maximo  
bus Cardinalibus datum est, qui ne de-  
conficeretur magnopere pugnabant: præ-  
puè verò Bartholomæus Guidicionus Car-  
dinalis, Vir pius quidem atque eruditus  
sed qui tantam Religionum Multitudinem  
quanta nunc quidem in Dei Ecclesiâ con-  
nitur, minus probaret; Conciliorum  
teranensis ac Lugdunensis Decretis for-  
se permotus, quibus nimirum novarum  
Religionum Multiplicatio prohibetur, et  
certè propter quarundam lapsam fluxam  
que Disciplinam, quam in pristinum Sta-  
tum revocandam censebat potius quàm  
vas Religiones instituendas: atque de  
Re Librum dicitur scripsisse. Qua-pro-  
pter, cum id sentiret, acriter nostris re-  
stitit, & Societatis Confirmationi unus  
nium acerrimus repugnavit: aliqui non  
nulli Conatus cum illo suos conjunxerunt.  
Qui les fist donc recevoir, non-obstan-  
tous ces Epeschemens? La Promesse du  
quatrieme Vœu d'Obéissance expresse au  
Pape par-dessus tous les Princes de la  
Terre. Voicy ce qu'eux-mesmes en escri-  
vent en ceste mesme page 144. *Quoniam  
quidem Religio Clericorum Regularium**

*set: Institutum verò, ut Summo Pontifici ad Nutum præstò forent, & omninò ad eam Normam Vitam suam dirigerent, quæ multò antè meditata, & à se esset constituta; quod quidem Pontifex tertio Septembris Tibure LIBENTER AUDIVIT, Anno 1539.*

ILs ont donc esté reiettez, & en France, & en Italie, par tous les plus grands Catholiques non Espagnols: si d'aventure ils ne sont si impudens, & ceux qui les soustiennent, d'ôser dire, que la Sorbonne estoit Hérétique en l'An 54, lors qu'elle fait ce Décret contre eux; tout ainsi qu'ils sont si eshontez, que de publier parmy les Femmes de leur Congrégation, que tousceux, qui poursuivent ceste Cause, sont Hérétiques, qui viennent de Geneve & d'Angleterre. Que si moy, qui parle, n'estois cogneu depuis mon Enfance, instruite dans le College Royal de Navarre, & que ma Profession si notoire, & ma Reception en Charges publiques & honorables dès l'An 80 & 85, ne m'exemptoient trop manifestement de leurs Impostures, ils me feindroient volontiers envoyé de - là mesmes, pour plaider contre eux. Mais, qui est-ce, qui, parlant contre les Jésuites, fera bon Catholique, puis qu'ils ont fait



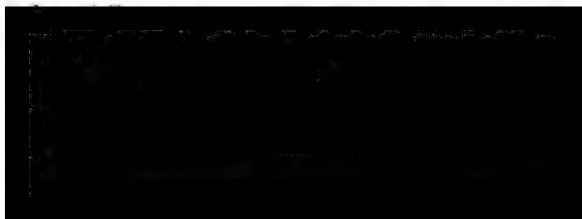
voyant ce Décret de Sorbonne contre eux, ils eurent recours à l'Inquisition de Castille, pour faire condamner la Sorbonne de Paris, & son Décret. Voyez, Messieurs, qui eschaperoit des Mains de ceste Inquisition, inhumaine, barbare, que, Espagnole, Piège tendu à tout ce qui s'oppose à la Grandeur de Castille. Boutique sanglante de toute Cruauté, Eschafaut de toutes les Hideurs & Horreurs tragiques qui se peuvent excogiter au Monde: qui eschaperoit (dy-je) des Mains de ceste Inquisition, puis que la Sorbonne de Paris y est condamnée? La voicy dans leur *Vie d'Ignace*, page 403. *Porro in Hispaniâ quod Sorbonnenſe Decretum contra ſacroſanctam Sedis Apoſtolice eſſet Authoritatem, à quâ Religio noſtra probata & confirmata eſt, Fidei Quaſitores illud tanquam falſum, & quod pias Aures offenderet, ſuo Decreto legi prohibuerunt.* Il ne faut pas s'esbahir si l'Inquisition a tant de Soin des Iésuites; car, ces deux Institutions n'ont autre But que d'establiſſir ſur l'Europe la Tyrannie de Castille.

*Peregrina-  
tion.*

Et nous demeurerons encores froids à exterminer ceux, qui se pourvoyent en Espagne contre ce qu'on fait en France; ceux, qui donnent tous les Advis à nostre Ennemy, qui brassent toutes les Trahisons, corrompent les Esprits de nostre Jeunesse, & n'ont autre Desir

Desir au Monde, que de faire massacrer le Roy? Que veut-on attendre davantage? *Opportuni magnis Conatibus Transitus Rerum, nec Cunctatione opus est.* Chacun est iustement irrité contre eux: la Playe des Maux qu'ils ont faits est encores toute récente. Ou ceste Audience délivrera la France de ces nouveaux Monstres engendrez pour la démembrer: ou bien, si leurs Ruses, si leurs Artifices, si leurs Bruits semcz, les maintiennent; je le dy haut (ils ont trouvé Moyen de faire fermer les Portes, mais ma Voix pénétrera en tous les quatre Coins du Royaume, & je la consacreray encores à la Postérité, laquelle sans Crainte & sans Passion jugera, qui auront esté les meilleurs François, & les plus desireux de lui laisser une Liberté semblable à celle que nous avons receue de nos Peres: ) Je le dy donc haut, & *quantum potero Voce contendam*, ils nous feront encore plus de Mal, qu'ils ne firent iamais; & je ne sçay si nos Forces seront entieres, je ne sçay si on voudra risquer encore un Coup les Biens & la Vie.

*Pectore concipio nil nisi triste meo.*



le beau Temps : *Vincat Sententia quæ Diem non profert*. A quoy faire aussi ces Dilations ? Pour leur donner le Loisir de parvenir à leur But plein des Larmes, voire du Sang, de tous les Gens-de-Bien ? *Tigres Leoneſque nunquam Feritatem exuunt : aliquando ſubmittunt ; & , cùm minimè expectaveris , exaſperatur Torvitas mitigata. Ità mihi ſaluâ Republicâ vobiſcum frui liceat , ut ego quod in hac Cauſâ vehementior ſum , non Atrocitate Animi moveor , ſed ſingulari quâdam Humanitate & Pietate.* Je me représente tousjours ce Meurtrier de Melun (\*) devant les Yeux : & , tant que les Jéſuites, Conſeſſeurs & Exhortateurs de tels Aſſaſſins, ſeront en France, mon Eſprit n'aura jamais de Repos. Quand ils ſeront chaffés, lors je ſeray aſſeuré, lors je verray tous les Deſſeins malheureux d'Eſpagne rompus en France. Toutes les Confrairies du Nom de Jéſus, du Cordon, de la Vierge, de la Cappe, du Chapelet, du petit Collet, & infinies autres, ſeront eſteintes. Et lors, les Traiſtres, qui voudront machiner contre l'Eſtat, ne ſçauront à qui ſ'adreſſer. Car, d'aller chez un Ambaſſadeur d'Eſpagne, il n'y en a point entre nous :  
d'al.

(\*) Pierre Barriere , natif d'Orléans , mais éleu à Melun.

d'aller chez un Homme suspect, cela sera bien-tost desouvert; & puis, les Papiers des Particuliers tombent par leur Mort entre les Mains de la Iustice. Mais, ceste Société ne meurt point; & ainsi, sous le Prétexte de Dévotion, l'Assemblée du Conseil est tousjours couverte. Bref, de cent Hommes, qui se fieront en eux, il ne s'en trouvera pas deux, qui se descouvrent à un autre.

*Nesciet hoc quisquam, nisi tu, quæ sola  
meorum  
Conscia Votorum es.*

*Sicut igitur in Corporibus agris nihil  
quod nociturum est Medici relinquunt : sic  
nos quicquid obstat Libertati recidamus.*  
Et ne ressemblons pas aux Personnes malades de Colere, qui ne veulent point prendre Médecine pour se guérir tout-à-fait, ains ostent seulement une partie de ce qui dégoute de l'Humeur colérique, & enfin payent les Usures avec griefves Douleurs & angoisseuses Tranchées; tout ainsi qu'il y a des Odeurs qui font revenir sur l'Heure ceux qui sont tombez du Haut-Mal, mais ne les guarissent pas : *ad exiguum Momentum profunt,*



en la Déclaration du Roy, qui porte ceste Exception en propres Termes: *Fors & excepté de l'Attentat & Felonnie commis en la Personne du feu Roy nostre très honoré Sieur & Frere, que Dieu absolve, & Entreprise contre nostre Personne;* ce qui ne se peut mieux rapporter à autre quelconque, qu'aux Jésuites, qui ont envoyé de Lyon, & après de Paris, l'Assassin pour tuer le Roy. Joint que le mesme Edict du quatrieme Avril 1594 ne pardonne qu'à ceux qui renonceront à toutes Liges & Associations, tant dedans que dehors le Royaume. Or, le principal Vœu des Jésuites estant d'obéir en toutes Choses à leur Général Espagnol & au Pape, ils ne peuvent en façon quelconque renoncer à ceste Association, la plus estroite qui soit au Monde, s'ils ne renoncent à leur Société. Bref, ils ne peuvent estre Jésuites, & compris en l'Edict du Roy, qui porte d'ailleurs, que *dans un Mois telles Renonciations, & le Serment de Fidélité, doivent estre faits*: ce qu'encores aujourdhuy les Jésuites n'ont point exécuté, & n'ont peu faire apparoir d'aucun Acte qu'ils s'en soient mis en Devoir; comme aussi n'en sont-ils point capables, d'autant qu'on ne peut estre Vassal lige de deux Seigneurs.

Un Ancien dit fort élégamment, *Quid prodest strenuum esse in Bello, si Domi malè vivitur?* Pendant que le  
 Roy

Roy est à cheval, pour ruïner, défaire, & chasser ses Ennemis, & forcer les Villes qui s'opiniaftrent en leur Rebellion : pendant qu'il endure l'Ardeur des Soleils, la Rigueur des Hyvers, & s'expose chacun iour aux Périls de la Guerre, pour nostre Liberté ; permettrons-nous, que les Iésuites, en toutes ses principales Villes, suscitent tous les iours, par leurs Confessions, mille nouveaux Ennemis, & qu'ils y tiennent le Conseil secret de toute Rebellion & de toute Trahison ? *Quemadmodum adversus Pestilentiam nihil prodest diligens Cura Valetudinis, promiscuè enim omnia invadit* : de mesmes, les Magistrats ont beau prendre Soins, se tourmenter, aller & venir de tous Costez ; tant que la Peste fera au milieu de la Ville & de l'Université, nous perdrons nos Citoyens à tas.

JAMAIS les Iésuites n'ont veu en France un Temps qui leur ait esté plus agréable, que celui des ces dernières Guerres, qu'ils eussent volontiers appelé, comme Commodus, *le Siècle d'Or*. Car, ils voyoient tous les autres Colleges remplis de leur Garnison estrange, & par elle démolis chacun iour : ils voyoient tous les Escoliers avec eux,

*L'Université ruinée par eux, & l'impossibilité de la remettre, s'ils ne sont chassés de France.*

roit croire *quas Strages ediderint* sur les Esprits de ces jeunes Enfans, ne les parlant en tous leurs Discours, & en tous leurs Themes, que des Raisons pour lesquelles il estoit permis d'assassiner le Roy. Mais encores le Mal, qu'ils ont fait à Paris, est peu de chose, à comparaison de celuy qu'ils ont causé en toutes les autres Villes.

QUAND on dit, que l'Intérest de l'Université de Paris est borné dans l'Enclos de ses Murailles, c'est bien mal considérer la Vérité des Choses: car, si on arreste les Ruisseaux, qui, joints ensemble, font les grandes Rivieres, il faut nécessairement qu'elles seichent: laissez les Jésuites par toutes les Provinces, il faut que l'Université de Paris tarisse. Et, à la vérité, la seule Comparaison du haut Degré de Gloire, auquel vous, Messieurs, avez vu nostre Université montée, sa Décadence continuelle, depuis que les Jésuites sont venus en France, & se sont establis par toutes les Villes d'où venoit l'Abondance des Escoliers; & l'Abyfme de Pauvreté, de Misere, & d'Indigence, auquel elle est maintenant réduite, preste à rendre les Esprits si elle n'est par vous, Messieurs, ses Enfans, secourue en ceste Extrémité; ne fait-elle pas assez clairement cognoistre la Justice de la Plainte, & de la Demande, qu'elle vous fait maintenant?

Si le Jour de la Conservation n'est pas moins agréable que celui de la Naissance, certainement, le Jour, auquel les Jésuites seront chassés de la France, ne sera pas moins remarquable, que celui de la Fondation de nostre Université. Et tout ainsi que Charles le Grand, après avoir délivré l'Italie des Lombards, la Germanie des Hongres, passé deux fois en Espagne, & dompté souvent les Saxons, institua l'Université de Paris, qui a esté l'Espace de huit cens Ans la plus florissante du Monde en tous Arts & Sciences, & a servi de Refuge aux Lettres bannies d'Asie, annéanties en Grece, Egypte, & Afrique: de mesme, Henry le Grand, ayant chassé les Espagnols par la Force de ses Armes, & exterminé les Jésuites par vostre Arrest, remettra nostre Université en son ancienne Splendeur, & en sa première Gloire. Et sera son Nom & son Los à jamais chanté sur nos Théâtres: ses Triomphes, ses Victoires, & ses hauts Exploits d'Armes, seront à tousiours le Sujet de nos Vers, & de nos Panégyriques.

Et vous, Messieurs, qui avez ce Bonheur, cest Heur rare & souhaitable, de vous trouver au Jugement de ceste grande & importante Cause, elevez, ie vous supplie, vos Cogitations, estendez les

engravez en Lettres d'Or, non seulement en nostre Université, mais au Cœur de tous les Gens de-Bien, & de tous les vrais François.

*Aurea Clio,*

*Tu nihil magnum finis interire:  
Nil mort clarum pateris, reservans  
Posteris præci Monumenta Seclī  
Conditā Libris.*

*Tu senescentes Titulos Laborum,  
Florē durantis reparas Juventutē,  
Militat Virtus tibi: te notante,  
Crimina pallent.*

*Hanc igitur Occasionem oblatam tenete, & amplissimi Orbis Terræ Consilii Principes Vos esse recordamini. Ne doutez point, que vostre Arrest ne soit par-tout promptement exécuté. La Renommée n'en fera pas si-tost volée aux autres Villes, qu'on chassera sur l'heure tous ces Espions Espagnols.*

CEUX qui dient, que le Parlement ne les peut faire sortir que hors de son Ressort, ne savent pas quel est ce Ressort en telles Matieres. Il n'a point d'autres Bornes, que celles de la Pointe de l'Espée victorieuse du Roy, qui fera exécuter vos Senatus-Consultes jusques au milieu du Piedmont, où la Bonne-Fortune a déjà planté les Fleurs-de-Lys si avant,  
que

que tous les Canons d'Espagne ne les  
 fçauroient esbranler.

LE Roy desire le Bien. Peut-on croire, qu'il aime ceux qui attendent chacun iour sur sa Vie; & qui ont causé toutes les Miseres qu'endure son pauvre Peuple? Quand vous aurez donné vostre Arrest, il faudra cent mil Hommes, pour en retarder l'Exécution. Sa Majesté veut, que vous participiés en quelque-chose à ses Triomphes:

*Veterumque Exempla secutus,  
 Digerit Imperii sub Iudice Facta Senatu.*

Il a chassé de Paris la Garnison Espagnole armée & ouverte: chassez, Messieurs, la couverte & secrette: chassez celle, qui a fait entrer l'autre, qui l'a fait demeurer si long-temps, & qui l'alloit faire redoubler, s'ils eussent encore eu un Passage sur l'Oyse, lors qu'ils vindrent iusques à Beauvais. *Venit Tempus, seriùs omninò quàm dignum Nomine Francisco fuit, sed tamen ità maturum, ut differri jam Hora non possit.* Considérez, s'il vous plaist, Messieurs, où vous en estes venus. Vous avez déclaré le Duc de Mayenne Criminel de Leze-Majesté; & le Tyran d'Espagne, & ceux qui le souf-

# PLAIDOYÉ DE

*s, & cogitate quem in Locum sitis*  
*ressi.* Vous leur avez arraché la Vil-  
 le Paris, qu'ils pensoient avoir af-  
 fecté pour jamais à leur Domination.  
 Ils ont regret de rien tant au Monde,  
 que ce qu'ils ne vous ont osté la Vie  
 de France: *Nunc omnes uno Ordine habent.*  
 Autre fois, il ne vous faudroit point  
 d'artillerie: le Tombeau seroit vostre  
 à Paris; encores ne sçay-je, s'ils vous  
 l'alloient. Dieu a mis aujourdhuy  
 en votre Puissance d'achever de rompre  
 pour jamais toutes leurs Pratiques, & tou-  
 tes leurs Intelligences: ils penseront avoir  
 perdu deux Batailles, lorsqu'ils sçauront,  
 que tous leurs Jésuites seront chassés hors  
 de France. Ne laissez point, Messieurs,  
 escouler ceste belle, ceste prompte, Oc-  
 casion de vous délivrer de ceux ausquels  
 les Lettres ne servent (non plus qu'à  
 Caracalla) que d'Instruments propres à  
 mal-faire. Chassez ces Gens icy, qui  
 n'ont point de pareils en toutes sortes  
 de Méchancetez, *tam acres, tam para-*  
*tos, tam audaces, tam callidos, tam in*  
*Scelere vigilantes, tam in perditis Rebus*  
*diligentes*: contre lesquels quand vous  
 vous levez, Messieurs, pour opiner,  
 souvenez-vous, je vous supplie, combien  
 sera douce la Peine de l'Exil à ceux qui ont  
 tant de Richesses en Espagne, en Italie,  
 & aux Indes; au lieu qu'en l'an 1550,  
 ils n'avoient qu'une petite Pension, qui  
 leur

leur estoit envoyée d'Espagne , ainsi qu'eux-mesmes le tesmoignent. Souvenez-vous aussi , s'il vous plaist , de la Perte de vos Parens , de vos Amis , & de vos Biens ; de la Désolation de tant de Païs ; de la Mort de tant de grands Capitaines , de tant de généreuse Noblesse , de tant de braves Soldats , emportez par la Fureur de nos Guerres , qu'ils ont tousjours eschauffées , comme ils font encore aujourd'huy. Et ne doutez nullement , que , purgeant la France de ce Poison , il ne luy advienne comme aux Corps qui se remettent en meilleur Estat par longues & grieves Maladies , qui leur donnent une Santé plus entiere & plus nette , que celle qu'elles leur avoient ostée. Et , quand leur Advocat vous viendra louer la Magnanimité & la Clémence du Roy , souvenez-vous , Messieurs , que c'est de ce Roy , duquel ils ont le Sang chacun iour en leurs Vœux , la Mort en leurs Prières , l'Assassinat en leurs détestables & exécrables Conseils. Souvenez-vous , que c'est ce Roy , auquel ils ont aidé , dès leur Fondateur Ignace , d'arracher Partie de la Couronne de Navarre ; & n'ont autre Travail aujourd'huy , que de s'efforcer à luy oster celle de France , qu'ils desirent assuiettir



## SIRE (\*),

C'EST trop patienté: c'est trop endurer ces Traistres, ces Assassins, au Milieu de vostre Royaume. Pour vostre Regard, vostre Gloire a donné iusques aux Empereurs de la Terre les plus éloignés: on ne parle plus que de vos Victoires & de vos Conquestes; & le Surnom de GRAND vous est acquis pour iamais, & consacré à l'Immortalité. Vos Faits d'Armes admirables vous ont rempli les Mains de Palmes; foulant, sous le Pied de vostre Autorité, la Témérité, la Desloyauté, & les Despouilles de tous vos Ennemis. Mais, SIRE, vous n'estes pas au Monde pour vous seul. Considérez, s'il vous plaît, combien la Gloire de vostre Nom seroit affoiblie, si on lisoit dans les Histories, que, faute d'avoir estouffé ces Serpens, au moins de les avoir chassés hors de vostre Royaume, ils vous eussent enfoncé perdu, & après vous tous vos pauvres Sujets. SIRE, vous avez Affaire à un Ennemy patient & opiniastre, qui ne quittera iamais qu'avec la Vie ses Espérances & ses Desseins sur vostre Estat. Tous ses autres Artifices ont failli, & il

(\*) Avant que de lire cette floquente & vive Apôtre au Roy, relisez ci-dessus la Remarque de la page 47, & appliquez-la à toutes les especes de Prophéties de ce sort jussus de ce Prince, renouvelées si clairement &

sont trouvez foibles: il ne luy reste plus que son dernier Remede, qui est de vous faire assassiner par ses Jésuites, puis qu'il ne peut autrement arrester le Cours de vostre Bonne-Fortune. Il patientera, il dissimulera; mais, il visera tousiours à son But: & tant que ses Colonies de Jésuites seront en France, où ses Advis & ses Paquets se reçoivent, où ses Meurtriers sont exhortez, confessez, communiés, encouragés, rien ne luy sera impossible. Si vostre Générosité, SIRE, ne vous permet de craindre pour vostre Personne, au moins appréhendez pour vos Seruiteurs. Ils ont abandonné Femmes, Enfans, Biens, Maisons, Commoditez, pour suivre vostre Fortune: les autres, demeurez dans les grandes Villes, se sont exposez à la Bourrelerie des Seizes, pour vous ouvrir les Portes; & maintenant, SIRE, n'aurez-vous point Pitié de vostre Vie, pour conserver la leur, qui y est inséparablement attachée? N'aurez-vous point Pitié de tant de Femmes, de tant de pauvres Enfans, qui demeureroient à iamais Esclaves de l'Insolence & de la Cruauté Espagnole? SIRE, il reste assez d'Ennemis découverts à combattre en France, en Flandres, & en Espagne: défendez vos Costez de ces Assassins domestiques. Pour-

travers de vostre Sang: les Jésuites, ses Créatures, n'auront jamais Repos en France, qu'ils ne l'ayent respandu. Jusques icy, le Soin de vos fideles Serviteurs a empêché leurs Parricides: mais, SIRE, si on les laisse parmy nous, ils pourront toujours vous envoyer des Meurtriers, qu'ils communieront comme Barrière; & nous, SIRE, ne pourrons pas toujours veiller. Il est impossible, que ceux, qui tentent si souvent une mesme Chose, ne rencontrent à la fin. Leur Esprit, tout ensanglanté de la Mort du feu Roy, l'Assassinat duquel fut projeté & résolu dans leur Collège, & de l'Attentat tout manifeste sur vostre Vie, ne se donne Repos, ny Jour, ny Nuit, ains va toujours rêvant, toujours tournant, toujours travaillant, pour parvenir à ce dernier Point, qui est le Comble de tous les Souhais & de tous les Desirs des Jésuites. Les Considérations, SIRE, que ceux, qui n'appréhendent nullement vostre Mort, vous représentent au contraire, sont autant de Trahisons, toutes elaires, & toutes manifestes. Lors que vous aurez assuré vostre Vie, lors que vous aurez assuré l'Estat de tant de grandes & puissantes Villes, en exterminant le Conseil public que vos Ennemis y ont encores par le Moyen des Jésuites; alors, on vous redoutera de - là les Monts: & lors, SIRE, on vous portera l'Honneur & le Respect qui est deu au premier Roy de l'Eu-

*l'Europe; au Roy, qui a sur sa Teste la Couronne de Gloire & de Liberté; au plus grand Roy de tous les Peuples baptisés. Mais, tant qu'on aura Espérance de vous perdre, avec tous les vrais François, par les Menées, les Artifices, & les Confessions des Jésuites, on vous fera les Indignitez que iamais Roy de France n'a encores endurées. Vous estes, S I R E, le Fils aîné de la plus noble, plus auguste, & plus ancienne Maison, qui soit sur la Face de la Terre: tout le Cours de vos Ans ne sont que Triomphes, que Læuniers, que Victoires, que vous avez remportées de tous ceux qui ont eu l'Audace de vous attendre. Toutes les Prophéties vous appellent à la Seigneurie du Monde: &, maintenant, qui sont ces Bastards de la France, qui vous veulent mettre en l'Esprit des Craintes d'offenser l'Estranger, afin que vous reteniez ces Meurtriers, qui ont Entreprise continuelle sur vostre Vie? Les Rois de France S I R E, ont accoustumé de donner la Loy, & non de la prendre. Le grand Dieu des Batailles, qui vous a conduit par la Main jusques au Lieu où vous estes, vous réserve à des Choses encores infinies fois plus grandes. Mais, S I R E, ne méprisez point les Advertissemens qu'il vous donne, & chassez, avec ces Assassins Jésuites,*

**J**E CONCLUS, à ce qu'il plaise à la Cour, en enterinant la Requête de l'Université, ordonner, que tous les Jésuites de France vuideront & sortiront le Royaume, Terres, & Païs, de l'Obéissance de Sa Majesté, dans quinze Jours après la Signification, qui sera faite en chacun de leurs Colleges ou Maisons, en parlant à l'un d'eux pour tous les autres. *Aliàs*, & à faute de ce faire, & où aucun d'eux seroit trouvé en France après ledit Temps, que sur le champ, & sans Forme ne Figure de Procès, il sera condamné, comme Criminel de Leze-Majesté au premier Chef, & ayant Entreprise sur la Vie du Roy : Et demande Despens.

*F I N.*



PLAIDOYÉ  
D E  
SIMON MARION,  
*Avocat - Général au Parle-  
ment de Paris,*

Contre les Jésuites tentans fraudu-  
leusement de rentrer à Lyon ;

*Suivi de l'Arrêt du même Parlement  
rendu contre eux le 16 d'Octobre 1597.*



*Sur l'Édition originale , faite*  
A P A R I S ,

PAR MAMET PATISSON, Imprimeur

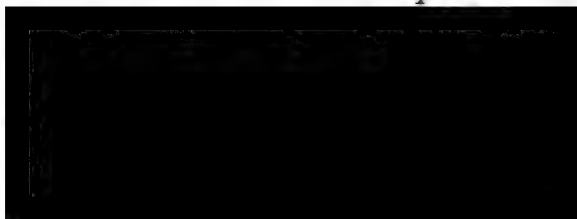






S U J E T,  
O U  
A R G U M E N T,  
D E C E  
P L A I D O Y É.

*LES Jéfuites, n'aïant  
L que trop bien accompli  
les Prédications du Plai-  
doyé d'ARNAULD (\*), par le  
Moïen de leur Affassin Chastel;  
& aïant jufteement été bannis  
& chaffés du Roïaume pour cet  
exécrable Attentat; tentèrent  
auffi-tôt toutes fortes de Moïens  
pour*





508 **A R G U M E N T**  
pour s'y rintroductre, si-non  
vertement, du moins par Sur-  
prise; Et, ce fut contre une de  
ces Tentatives, entreprise Et  
commencee à Lyon par un d'en-  
tre eux nommé Porlan, qu'ils  
avoient fait semblant de chas-  
ser de leur Société, que l'illuf-  
tre Mr. MARION, Avocat-Gé-  
néral au Parlement de Paris,  
Et Beau-Pere d'ARNAULD, pro-  
nonça le Plaidoyé suivant, Et  
que le Parlement rendit, con-  
formement à ses Conclusions,  
l'Arrêt qui l'accompagne.





# PLAIDOYÉ,

SUR LEQUEL A ESTÉ  
donné, contre les Jésuites, l'Ar-  
rest du 16. d'Octobre 1597, inséré  
à la fin d'iceluy.

Sur l'Imprimé

*A Paris, cbés Mamert Patisson, Impri-  
meur ordinaire du Roy, en 1597, avec  
Privilege de Sa Majesté.*

**ARION**, pour le Procureur-  
Général du Roy, a dict :

**M**

NOUS prenons en bonné  
Part, comme nous estimons  
que la Cour fera, les Remonstrances  
des Prévost des Marchands & Eschevins  
de Lyon, présentement leues par leur  
Procureur. Mesmes, nous les louons de  
ce qu'ils disent tout au commencement,  
que, depuis l'heureuse Réduction de leur  
Ville à l'Obéissance naturelle du Roy, ils

510 PLAIDOYÉ DE MARION  
béissance, voire à l'Augmentation, & que nous croyons dès ceste Heure infatigable peut recevoir encore quelque Accroissement. Car, quoy qu'on pense avoir fait tout ce qui se peut, toutes-fois nous nous devons exciter à plus, & à surmonter, par un Effort extrême, l'Extrémité même de nostre Puissance; puisque les Bienfaits de Sa Majesté, d'ailleurs si immenses qu'ils sembloient eslevez en leur plus haut Degré, ont esté néanmoins infiniment accrus par sa Constance & Prouesse indicibles, suivis d'un Succès surpassant l'Espérance de se pouvoir faire, & presque la Créance d'avoir esté faicts, en la Reprise de la Ville d'Amiens. C'est pourquoy, outre le Devoir général de Sujets à leur Roy légitime, & qu'en particulier du Salut du nostre dépend totalement, par les Moyens humains, le Salut de nous tous; on doit encore, par un commun & naturel instinct, qui ravit tout le Monde à la Révérence des Choses admirables, un Soin particulier, exact, & curieux, à la Conservation d'une si éminente & suprême Vertu.

ET, toutesfois, c'est Chose assurée, que ceux, qui s'arrogent le Nom de Jésuites, en ont dès long-temps conjuré la Ruïne, & se sont dévouéz à ceste Immanité. En quoy se remarque un Exemple notable des vrais Présages, que Dieu (quand il luy plaist) inspire à ceux qu'il aime.

**CONTRE LES JÉSUITES. 511**  
aime. Car, en la Cause célèbrement  
plaidée, trente Ans font & plus (\*),  
sur la Réception, non pas de leur Or-  
dre, (qui n'a jamais esté approuvé en  
France,) mais de leur College, au  
Corps & Privileges de l'Université, les  
plus sages Hommes de ce Temps-là(†),  
vrayement excellens en la Conjecture  
des Affaires du Monde, prévirent dès-  
lors, que, par Traict de Temps, ils  
allumeroient le Flambeau de Discorde  
au Milieu du Royaume, & en procu-  
reroient l'Entrée à l'Espagnol, qui les  
nous envoioit comme ses Emissaires.  
Mesmes ceux, qui tenoyent les Charges  
que nous exerçons, le dirent hault &  
clair, & requirent par leurs Conclusions,  
qu'on leur fermast l'Entrée, non-seule-  
ment de l'Université, mais de tout cest  
Estat (‡). Aussi la Cour, par son Ar-  
rest, ne les receut pas, ains appointa la  
Cause simplement au Conseil; ce qui de-  
voit suspendre leur Establissement.

MAIS, (par un Malheur grandement  
lamentable & funeste à la France,) ceste  
Prudence moyenne & imparfaicte,  
qui, par bonne Intention, différoit de  
leur

(\*) En 1564.

(†) CHARLES DU MOULIN, dont on a la Consulta-

leur clore ou leur ouvrir la Porte, jusqu'à ce qu'elle y eust plus meurement pensé, a dégénéré petit-à-petit en la pire Partie, par la Légèreté & Licence du Peuple, enclin à la Nouveauté; & par la Connivence des Magistrats, & blouis du Lustre de leur Hypocrisie: d'où leur est venue l'Audace d'entreprendre ce qui nous a cuidé totalement ruiner; & pour Raison dequoy la Cour, à bon Droict, par son Arrest du Mois de Décembre quatre-vingt-quatorze (\*) les a relégués en Espagne, d'où ils estoient venus. Ce qu'elle pouvoit faire, voire sur les seuls Mérites de l'ancien Procès, ores qu'il ne fust rien survenu de nouveau; puisque leur Reception estoit encore pendente & indécise sous la Puissance de sa Jurisdiction. Et, combien plus, s'estant d'abondant trouvez coupables, & de Perturbation du Repos de l'Estat, & de Corruption des Mœurs de la Jeunesse, & du Conseil de la Mort du feu Roy, & finalement d'Attentât à la Vie de Sa Majesté: dont la Conscience des Principaux d'entre eux remorse & agitée leur fit prendre la Fuite, & ainsi éviter la Peine solennelle usitée par les Mœurs de nos Peres en ces Impiétéz.

Aussi, pour môindres Causes, plusieurs autres Ordres, voire du tout receus,

(\*) Contre Jean Chastel, & toute la Société des Jésuites.

ceus, (ce que cestuy-cy ne fut jamais en France,) ont souvent esté, ou exilés de certaines Provinces, ou du tout abolis. Comme celuy des Templiers, sous le Regne de Philippes-le-Bel; &, de nostre Temps, en Italie, celuy des Humiliés. Mesme un Docteur Espagnol, surnommé NAVARRUS, en son *Manuel* (\*), réduit en Epitome par un Jésuite, aussi Espagnol, nommé ALAGONA (†), dict, qu'au Mois d'Octobre mil-cinq cens soixante-treize, il fut décidé en l'Auditoire du Cardinal Osius, Grand-Pénitencier de Sa Sainteté; qu'un Espagnol, qui avoit faict Vœu de se rendre en l'Ordre des Cordeliers, qu'on dict Conventuels, lors receu en Espagne, d'où ce mesme Ordre avoit esté depuis tollu & osté, n'estoit adstreint outre son Intention, expresse, ou taissible, de rechercher ailleurs, en un autre Royaume, où l'Ordre soit encore, un Monastere qui le peust recevoir. Ce que nous récitons plustost par ces deux  
Li-

(\*) *Manual de Confesores y Penitentes*, imprimé d'abord à Salamanque, chés André de Portonariis, en 1557, in 4; puis traduit en Latin par MARTINUS NAVARRUS lui-même, imprimé quantité de fois à Anvers, à Cologne, à Paris, à Lion, & en différens autres En-

Livres, que par autres meilleurs; d'autant qu'ils nous servent, contre les Auteurs mesmes, & de Tesmoignage, que l'Espagne, offensée des Mœurs d'Infolie de ces Cordeliers, s'en est délivrée, les faisant supprimer; & d'Autorité, que quelques-uns, séduits par le passé en ce Royaume, avoient fait Vœu, non encore accompli, de se rendre aux Jésuites, ils en sont aujourd'huy solus & libérés, par le Moyen de leur Bannissement.

Aussi, les Prevost des Marchands & Eschevins de Lyon, célébrans la Justice de l'Arrest qui juge cest Exil, remarquent à bon Droit par leurs Remonstrances, entre les Tesmoignages de leur Obéissance, qu'en y obtempérant, ils expulsèrent promptement de leur Ville tous les Jésuites, qui s'y estoient paravant habitez : Chose, vraiment digne de Louange; mais, pour la rendre solide & fructueuse, il faut persévérer en la mesme Vigueur qu'ils eurent alors. Car, il eust esté possible meilleur de laisser les Choses en leur premier Estat, quoyque très-dangereux & plein d'Anxiété, qu'il ne seroit de rouvrir maintenant les Portes du Royaume à ces Gens irrités : veu qu'ils ont adjousté, à leurs premiers Vœux adstreins au Roy d'Espagne nostre Ennemy public, un Desir de Vengeance ardent & furieux, de la Honte & Opprobre,

bre, qu'ils publient par-tout avoir receu de nous. De sorte qu'à présent, tout leur Soin, Estude, & Industrie; toutes leurs Ruses, Cauteles, & Finesses; (& quelles Gens au Monde en ont de plus subtiles?) bref, tout leur Souhait, & auquel ils referent tous leurs Artifices, est de rentrer en France, pour y faire pis que par le passé.

C'EST pourquoy, sur les Advis, receus de toutes Parts, des diverses Pratiques tendans à ceste Fin, la Cour prudemment, la Matiere mise en Délibération, mesmes ayant considéré des Raisons spéciales, qu'on ne doit divulguer, a donné, selon nos Conclusions, son second Arrest, du Mois d'Aoust dernier, portant Défenses à toutes Personnes, Communauté de Villes, & autres quelconques, de recevoir en public, ou privé, les Escoliers ou Prestres de ceste Société, bien qu'ils voulussent dire en avoir abjuré le Vœu & Profession.

LEQUEL Arrest ayant envoyé en tous les Bailliages & Seneschaussées, pour le publier & le faire observer, l'Exécution en a esté requise, en particulier, à l'égard d'un des Peres de ceste Société, surnommé PORSAN, aujourd'huy retourné, & faict Principal du College de Lyon. Surquoy le Corps de Ville a faict



„ nommez Jésuites; toutesfois, qu'il n'  
 „ jamais fait Profession de leur Ordre,  
 „ & les avoit quittés dès auparavant le  
 „ premier Arrest de quatre-vingt-qua-  
 „ torze: ce qui l'a tant distraict de leur  
 „ Intelligence, que, tout au contraire,  
 „ il est leur haineux, & si fort haï d'eux,  
 „ qu'ils ont mêmes essayé d'empescher,  
 „ en tout ce qu'ils ont peu, sa Récep-  
 „ tion au College de Lyon; &, par-  
 „ tant, qu'il ne peut estre réputé com-  
 „ pris, ny en l'un, ny en l'autre, de ces  
 „ deux Arrests. „

Pour à quoy respondre, c'en est as-  
 sez qu'on confesse, ce qui d'ailleurs ne  
 se pouvoit nier, pour estre tout notoi-  
 re, que Porfan a esté dès sa Jeunesse es-  
 levé, nourry, enseigné, institué, entre  
 les Jésuites, en leur College, comme  
 un de leurs Collegues, & de leur So-  
 ciété: qu'il en a pris l'Habit, la De-  
 meure, & le Nom, par longues Années,  
 en plusieurs Lieux, & dedans & dehors  
 le Royaume: qu'il a leu & presché à leur  
 Mode, en ceste Qualité. Et qui peut  
 donc douter, qu'il ne soit vray Jésuite,  
 ainsi que nous tenons les Jésuites en  
 France?

CAR, ils ont pratiqué trois Espèces de  
 Vœux subalternes. L'un, comme Esco-  
 lier, en leur donnant la Demeure &  
 l'Habit de leur Société. L'autre, com-  
 me Prestres, quand ils leur attribuoient  
 le Titre de Peres. Le troisieme, suprême,

CONTRE LES JÉSUITES. 517  
me, & plus solennel, lorsqu'ils les ad-  
mettoient aux plus secrets Myfteres de  
leur Ordre. Lequel dernier Vœu nous  
n'avons jamais considéré en eux :  
parce qu'entre nous, ayant esté tenu  
comme réprouvé, en réprouvant l'Or-  
dre, ils le nous ont tousjours couvert &  
caché.

CE qu'ils faisoient aussi, afin de re-  
cueillir toutes les Successions qui leur  
pouvoient escheoir (a), & ne s'en dire  
jamais incapables, si-non après qu'ils  
n'en esperoient plus. S'en estant mêmes  
trouvé quelques-uns, qui ont hérité, &  
disposé au Profit de leur Ordre, des  
Biens de leurs Parens, comme Escoliers,  
ou comme simples Prestres, vingt ou  
trente Ans après qu'ils avoient commen-  
cé de faire en public & en particulier tous  
Actes de Jésuites (b). Bref, tant que  
duroit l'Attente de quelque Succession,  
ils se disoient Novices, pour la prendre,  
voire jusques à l'Age de plus de cinquan-  
te Ans, par un Abus très-nuisible au Pu-  
blic, & vraiment digne d'Animadversion,  
ayant causé la Ruïne de plusieurs bonnes  
& honnestes Familles.

DONC,

(a) Ils héritent même encore dans les Païs-Bas,  
comme Prêtres, ou Gens d'Eglise, vivans en Com-  
munauté.

DONC, entre nous, le Surnom de Jésuites n'a point esté restreint aux Religieux Profes, par leur Vœu solennel, qui nous estoit caché; mais, l'avons entendu par les Qualitez seules d'Escoliers, ou Prestres, qui nous estoient notoires. Et tels sont aussi les Termes des Arrests: tellement que les Mots de *Vœu* & *Profession*, contenus au second, doivent estre entendus, non de leur plus grand Vœu & Profession plus hault (c); mais des autres moindres, que l'on ne peut nier que Porfan n'ait faicts.

ENTRE lesquels Vœux, ils apportotent une Distinction telle, que le dernier, comme le plus mystique, estoit aussi le plus irrévocable: &, néantmoins, que les deux précédens obligeoient si avant l'Honneur & la Conscience, que l'Infraction de l'Essence d'iceux estoit un Crime énorme, attirant sur celuy qui en estoit couplable tant de Malédiction, qu'il estoit impossible qu'il peust prospérer. Tellement qu'une des Apparences de la Charité, qu'ils disoient avoir très-fervente & extrême à la Réduction des Ames dévoyées du Train de leur Salut, estoit de ramener à leur Congrégation, par tous les Artifices qui se peuvent penser, ceux qui s'en estoient ainsi divertis, qu'ils tenoient en Voye de Ruïne & Perdition,

(c) C'est ce qu'on appelle le quatrieme Vœu, auquel tous les Jésuites ne sont pas également admis.

dition, pour la Peine de leur Apostasie. Ce qui sert de Response à ce qu'on veut dire, qu'avant même le premier Arrest, Porfan s'estoit départy d'avec eux, voire avec Aigreur & Haine mutuelle.

**CAR**, la Grandeur immense de nostre juste Crainte se doit élever en Garde & Deffiance par-dessus les Pontilles de telles Distinctions; & nous fait croire, que tous les Jésuites, dès leur Enfance, sont si estreins ensemble, & conjurez à y persévérer par tant d'Exécutions, que, quelque Frivuscule, quelque Noise & Divorce, qui par occasion puisse arriver entre eux, ils n'oublieront jamais pour tout cela leur première Accointance, & se rallieront tousjours à nostre Ruïne.

**MESME**, nous en avons un si mémorable & monstrueux Exemple, que s'il ne nous excite à nous en préserver, nous serons estimez totalement stupides, & dignes du Malheur qui pourra survenir. C'est qu'après que l'Ordre meschant & détestable des Freres Humiliés, s'estimant offensé du Cardinal sur-nommé Borromée, eut conspiré sa Mort; ils ne pensèrent pas qu'aucun de ceux-là, qui ouvertement estoient encore de leur Congrégation, peust exécuter c'est horrible Complot, pour la Deffiance que l'on prenoit d'eux. C'est pourquoy ils eurent

texte de ceste Haine, ou vraye ou faulxée, par un Art de Zopyre, approches de si près ce bon Cardinal, qu'ayant mesme Entrée avec les Domestiques, le soir en la Chapelle, où il prioit Dieu, il tira sur luy, en ce saint Acte, & en ce Lieu sacré, le Coup de Pistolle, qui le pensa tuër. Ce qui se coignoist par la Bulle du Pape Pie Quint, qui abolit tout l'Ordre, pour expier ceste Abomination.

MAIS, ce Porfan (dit-on) est un Homme de Lettres, fort propre & utile au Restablissement du College de Lyon, aujourd'huy destitué de toute autre Conduite. En quoy nous louons la Charité des Peres envers leurs Enfans. Mais, quelle Herbe veneneuse, quelle forte Poison, n'est d'ailleurs utile à quelque autre Chose? Toutesfois, d'autant que le Mal y surpasse infiniment le Bien, & que le Péril des Inconvéniens, qui en pourroient venir, est mille fois plus grand, que tout le Profit qui s'en pourroit tirer, on en prohibe au Peuple l'Usage & le Commerce. Comme en semblable, qu'est-ce que le Fruict que l'on se peut promettre de cest Homme, en Comparaison des Maux prodigieux qu'on doit craindre de luy?

MESME, quel Remords, quel Ver, quelle Synderese, rongeroit le Cœur des Habitans de Lyon, s'il advenoit, que, des Mains de Porfan, du Sein de sa

Doc-

Doctrines, du Venin de sa Langue, & des Fascinations que ceux de sa Secte donnent à la jeunesse sousmise à leur Verge, & aux fantosmes qu'ils leur peignent en l'Ame, il sortist quelque jour un second Jean Chastel ? Et qu'outre le Dueil, le Dommage, & la Ruïne, communs en général à toute la France, si grands & immenses, que nulles Larmes, nuls Cris, nuls Souspirs, ne pourroient suffire à les déplorer ; ils eussent encore ce Regret extrême en leur particulier de penser, que les Monstres, Auteurs du Conseil & de l'Exécution d'un Faict si détestable, seroient à jamais dépeints & désignés par toute la Terre, par ces Remarques honteuses à leur Ville, d'avoir esté le Principal, & un Escholier, du College de Lyon ?

QUELLE Commodité, quel Fruict, quel Advantage, peuvent-ils proposer, qui puisse tant soit peu élever la Balance d'un si grand Contre-Poids ? Mesme, de quelle Excuse se pourroient-ils couvrir, tombant en ce Malheur, par une Obstination, contre la Prudence des Advis contraires, qu'on leur auroit donnez ; & ce qui surpasse toute autre Contumace, contre l'Autorité de vos deux Arrests ?

Les font si sages, si versés, & si inf-

déclarent-ils par leurs Remonstrances, qu'ils sont prêts d'obéir à ce qu'il vous plaira ordonner sur icelles: Parole digne du Rénom de leur Ville, & du Rang honorable qu'elle a tousjours tenu entre les ill.<sup>tres</sup> de la Chrestienté. Car, le plus grand honneur, que les plus grandes Villes puissent acquérir, est de se plus sousmettre aux plus vives images de la Divinité, les Roys & la Justice.

Aussi voulons-nous avoir de nostre Part un Soins spécial de la Ville de Lyon, comme de l'un des Yeux de ce grand Royaume; & employer ce qu'en particulier nous avons d'Industrie, & ce que nos Offices nous donnent de Crédit & d'Autorité, pour leur aider à fournir leur College de Principal & Régens Catholiques, sages & vertueux, doctes & utiles à former la Jeunesse aux bonnes Mœurs, ensemblement & aux bonnes Lettres.

QU'ILS envoient icy ceux qu'ils adviseront pour en faire Election; nous leur offrons toute nostre Assistance: & espérons, bien que nous confessons nostre Université estre fort espuisée, qu'en y faisant une exacte Recherche, comme en la Faveur nous la procurerons, elle suffira, & pour nous, & pour eux; & qu'ils n'aient Sujet de regretter désormais les Jésuites.

CAR, quoique le Peuple, assez mau-

vaïs Juge de la Littérature, l'ait autrement pensé, la Vérité est, que ce Genre d'Hommes n'a jamais bien sceu, ny enseigné, les Lettres; & qu'ils ont, au contraire, commencé d'estouffer leur pure Semence, renée en ce Royaume, sous les Auspices du grand Roy François, pour y replanter petit-à-petit l'ancienne Barbarie. Car, ils ignorent le vray Secret des Langues: mesme, ils font Vertu de les mespriser comme trop élégantes, & de retrancher à leur Famille, sous divers Prétextes, les anciens Auteurs; à l'Exemple de ceux, qui, par le passé, nous les ont tant tronqués, qu'il nous est plus resté de leurs Epitomes, que de Livres complets.

D'AILLEURS, la Philosophie, qui est véritablement la Roine des Sciences humaines, doit estre puisée, pour la voir naître, en la pure Source des Livres d'Aristote, dont les Jésuites ne sçavent que le Nom; &, mesprisans son Texte, suivent les Ambages des vaines Questions tirées de la Lie des Docteurs Scholastiques.

BREF, ils ont esté plus propres à corrompre les Lettres, qu'à les illustrer; usans en cela du mesme Artifice, dont ils se sont servis ès autres Choses plus graves & plus saintes. C'est que, pour attirer à eux toute la Multitude, ils soulageoient le simple Populaire de quelques petits Fraix; comme de ce qu'on  
donne



Diminution des autres Collèges  
Gens doctes qui y fouloient flo-  
tant que, se trouvant deffructueux  
diteurs, & des Commoditez  
fouloient tirer, l'Honneur & l'Utilité  
qui nourriflent les Arts, ainsi qu'ils  
faisoient deſſecheoir les Hommes.

Mais, depuis ce peu d'Ans  
les Jéſuites ont eſſé chassés; & par  
Moyen, l'Eſtude & l'Industrie,  
& les Veilles, en commun invitant  
Gloire & aux Prix de la Doctrin  
me par le paſſé; l'Ardeur générale  
de jour en jour reſchaufe le Corps  
plus beaux Eſprits, nous fait concevoir  
une bonne Eſpérance de revoir  
mais ce Royaume illuſtré de la  
Splendeur des Arts & Discipline  
fouloit reluire plus viſve & plus  
que en nul autre Lieu de la Terre  
grecque: meſme, d'autant que ſon  
tétenant d'une Main le Livre

ees, que nous ne pouvons dissimuler sans Faulte, ny dire sans Regret. C'est que, par-cy par-là, on y voit des Scintilles, tesmoignant assez, que les Cendres des Divisions passées, qui ont presque embrasé ceste bonne Ville, n'y sont pas encore du tout refroidies. Ce qui nous excite à les admonester d'esteindre promptement toutes ces Flammeches, &, sans s'entre-piquer, ny vivre en Defiance les uns des autres, se laisser désormais totalement conduire par la Sagesse, inspirée de Dieu au Cœur de nostre Roy, qui le manie, le dispose, & l'incline, comme le Cours des Eaux; &, sous Sa Majesté, par la Prudence de ce grand Parlement, & par la Vigilance de leur Gouverneur. Croyant fermement, que, sans se rendre trop subtils à chercher les Causes des Affaires, qui ne leur doivent pas tousjours estre cogneues, ils seront mieux régis par ces Puissances justes & légitimes, establies de Dieu pour leur Conservation, que par leur propre Sens, & par les Mouvements de leurs privez Desirs. Dont nous ne pourrions leur proposer un Exemple plus propre, que celuy qui naist de cest Affaire mesme.

CAR, en donnant à Porfan la princi-

& le Salut du Roy & de l'Estat. Et, néantmoins, les Informations faictes à nostre Requeste contre ce Porfan, pour Cas particuliers, & le Décret de Prise de Corps, que la Cour par Arrest y a interposé, nous font cognoistre, qu'outre ce qu'on doit craindre en commun des Jésuites, leur Jeunesse d'ailleurs estoit commise en Main très-périlleuse, & couroit le Hazard d'estre imbeue de très-mauvaises Mœurs: ce qu'ils doivent croire à nostre Récit, sans desirer d'en sçavoir davantage, quant à présent. Car, nostre Office à bon Droit peut emprunter ces Mots de Cassiodore (d): „ Tout „ ce que nous faisons est vrasement public, & toutes-fois la pluspart des „ Moyens, dont nous nous servons, ne „ doivent estre sceus, si-non quand les „ Affaires ont pris leur Perfection. „

QUELQUE jour donc, & quand il sera Temps de rendre le Secret de la Justice notoire à tout le Monde, les Habitans de Lyon cognoistront tout à clair, que rien n'y a esté & n'y sera fait, que par bonne Raison, & pour leur grand Profit; & que la Cour, inspirée de Dieu, duquel elle exerce les Jugemens, est autant

(d) Cassiodorus in Formulâ Notariorum: *Publicum est quidem omne quod agimus: sed multa non sunt ante scienda, nisi cum fuerint, Deo auxiliante, perfecta, quæ tantò plus debent oculis, quantò amplius desiderantur agnoscî.*

CONTRE LES JÉSUITES 527  
tant élevée en Prudence & Sagesse sur  
les Inférieurs, comme elle les surpasse  
en Puissance & Autorité.


PARTANT, nous requerrons, que, sans  
avoir égard aux Remontrances présente-  
ment leues, l'Arrest du xxi Aoust der-  
nier soit exécuté en la Ville de Lyon,  
mesmement à l'esgard de Porfan; &  
néanmoins, auparavant qu'il sorte du  
Royaume, qu'en exécutant le Décret de  
la Cour, il soit pris au Corps, & rendu  
Prisonnier en la Conciergerie, pour es-  
ter à Droict.



*Extrait des Registres du Par-  
lement.*

*Du Jeudy, seizieme d'Octobre 1597.*

C E Jour, sur ce que Marion, pour le  
Procureur - Général du Roy, a dict  
en la Chambre des Vacations, que, de  
l'Ordonnance d'icelle, ils auroient mis ès  
Mains de Ballon, Procureur en la Cour,  
& Procureur des Prevost des Marchans  
& Eschevins de la Ville de Lyon, les  
Remontrances leues à l'Assemblée géné-



528 **ARREST DU PARLEMENT**  
reux - Général, sur l'Exécution de l'Arrest du ~~xxi~~ Aoust aussi dernier, par lequel Défenses sont faictes à toutes Personnes, Corps, & Communautéz, de recevoir aucuns des Prestres & Escoliers eux disans de la Société du Nom de Jésus, encores qu'ils eussent abjuré & renoncé au Vœu de Profession par eux faict, sur les Peines y contenues. Auquel Ballon auroit esté enjoint, dès Mardi dernier, d'en advertir le Conseil desdits Prevost des Marchans & Eschevins, & en venir ce matin. Iceuluy Ballon ouy en ladite Chambre, qui a dict avoir faict entendre l'Ordonnance cy-dessus à Maître Barthelemy Thomé, Secrétaire de ladite Ville de Lyon, estant de présent en ceste Ville, lequel luy a faict Responce n'avoir aucuns Mémoires & Instructions à cest Effect. Et après que ledit Ballon, de l'Ordonnance de ladite Chambre, a faict Lecture desdites Remonstrances: & que Marion, pour ledit Procureur - Général a dict, qu'elles ne sont considérables pour les Raisons par luy deduites; requerant que, sans y avoir esgard, ledit Arrest du ~~xxi~~ Aoust soit exécuté en ladite Ville de Lyon, mesmes à l'égard de Porfan, denommé esdites Remonstrances, & néanmoins, qu'auparavant ladite Exécution contre Iceuluy Porfan, il soit amene Prisonnier en la Conciergerie du Palais, suivant  
l'Ar-

l'Arrest de Prise de Corps contre luy, luy estre son Procès faict & parfait sur les Charges & Informations contre luy faictes; avec Injonction, au Substitut dudit Procureur-Général sur les Lieux, d'en faire les Diligences. Offrans au surplus ausdits Prevost des Marchans & Eschevins de les assister, pour leur faire trouver un Principal & des Régens Catholiques, doctes & vertueux, pour l'Instruction de la Jeunesse en ladite Ville de Lyon.

Eux retirez, & la Matiere mise en Delibération, ladite Chambre, sans avoir esgard ausdites Remonstrances, a ordonne & ordonne, que ledit Arrest du xxi Aoust dernier sera exécuté en ladite Ville de Lyon, selon sa Forme & Teneur; mesmes à l'esgard dudit Porfan, qu'elle a déclaré & déclare compris en iceluy. Et, néantmoins, ordonne, suivant l'Arrest du xxv Septembre dernier, qu'iceluy Porfan sera pris au Corps, & amené Prisonnier en la Conciergerie du Palais, pour estre ouy & interrogé sur le Contenu es Informations cy-devant faictes, & procédé à l'encontre de luy, ainsi que de Raison. A enjoinct, & enjoinct, au Substitut dudit Procureur-Général en la Sénéchaussée & Siege Prédial de Lyon, de faire exécuter le présent Arrest, & cer-

130 ARREST DU PARLEMENT.  
tres Personnes suffisantes & capables, ainsi  
que de Raison. Et fera le présent Arrest  
exécuté par Vertu de l'Extraict d'iceluy.

Signé,

DU TILLET.



# T A B L E

D E C E

Vint-deuxieme Volume.

*Fils légitime d'un premier Lit, que les  
Enfans d'un second Lit veulent faire  
passer pour Batard, parcequ'il ne pro-  
duit point l'Acte de Célébration du  
Mariage de son Pere; dont la Légit-  
imité est pourtant reconnue en Justi-  
ce, à cause de la Possession de son E-  
tat.*

1 & suiv.

Histoire de la Cause.

3 & suiv.

*Premiere Proposition.* Barthelemi Bour-  
gelat, muni de son Extrait Baptistaire,  
& de plusieurs Actes autentiques, est  
incontestablement Fils légitime de  
Pierre Bourgelat, & de Hieronime  
Caprioli.

15 & suiv.

*Seconde Proposition.* La Possession de  
l'Etat, dont Barthelemi Bourgelat a  
jouï plus de trente Ans pendant la Vie  
de son Pere, forme une Prescription

en

# T A B L E.

en sa Faveur, qui repousse ceux qui  
veulent attaquer cet Etat, & le met à  
l'abri de toute Atteinte. 26 & suiv.

*Troisième Proposition.* Les Intimez ne  
sont point dans le Cas de demander à  
la Veuve de Barthelèmi Bourgelat,  
qu'elle rapporte la Preuve de la Célé-  
bration du Mariage du Pere & de la  
Mere de son Mari. Cette Demande  
ne doit être envisagée, que comme  
une vaine Ressource de Chicane.

47 & suiv.

Addition de Mémoire, par Me. Cochin.

65 & suiv.

On rapporte la Jurisprudence des Arrêts.

71 & suiv.

Arrêt du 10. Juin 1727.

78, 79

Précis de ce qu'opposa Me. Terrasson.

80 & suiv.

Replique par Me. Cochin pour la Da-  
me Bourgelat.

89 & suiv.

Arrêt définitif.

101, 102

*Si, par des Prémotions, une Dot en  
Argent, dans un Contrat de Mariage,  
stipulée, nombrée, & délivrée, en  
présence des Notaires, & des Temoins,  
peut être déclarée nulle.*

103

Histoire de la Cause.

104 & suiv.

Sentence des Requêtes du Palais.

129.

Plaidoyer de Me. Gueau de Reverseau

pour le Pere & la Mere du Sieur de



# T A B L E.

naissance.	161	& suiv.
Faits qui l'ont suivi.	165	& suiv.
Lettre du Sieur de Thorigny, où il raconte son Histoire.	183	& suiv.
Moyens de Droit du Sieur de Thorigny.	200	& suiv.
Présumptions chimériques avant le Contrat.	215	& suiv.
Présumptions chimériques après le Contrat.	220	& suiv.
Arrêt définitif qui confirme la Sentence des Requêtes du Palais.	226.	
<i>Bénéficiaire admis, malgré l'incertitude de sa Naissance dans le Royaume, de sa Légitimité, &amp; de son Baptême.</i>		
Plaidoyer de Me. Carfillier pour le Sieur Chanfort, qui est le Bénéficiaire incertain.	232	& f.
Plaidoyer pour le Sieur Sergent, Adversaire, par Me. Moreau de Nassigny.	254.	& f.
Replique de Me. Carfillier.	291.	& suiv.
<i>Premiere Proposition.</i> Le Prieur de Saint-Phalier a vaqué en Regale.	293	& f.
<i>Seconde Proposition.</i> Le Sieur de Chanfort est capable.	304.	& suiv.
Sentence des Requêtes du Palais définitive, qui adjuge le Bénéfice au Sieur Chanfort.	320.	
Principes sur la Regale.	321	& suiv.
<i>Meurtre d'un Mari, dont la Femme &amp; le Frere s'accusent mutuellement, tandis que celui qu'on a raison de soupçonner est en fuite, &amp; qu'on néglige de le poursuivre vivement.</i>		
	331.	Ca.

# T A B L E.

Caractere du Dictionnaire des Arrêts de Me Brillon.	331 & <i>suiv.</i>
Premier Plaidoyer de Me. Brillon.	333 & <i>suiv.</i>
Second Plaidoyer de Me. Brillon, fai- sant les Fonctions d'Avocat - Général,	342 & <i>suiv.</i>
Histoire de l'Assassinat du Sieur de Rian- court.	343 & <i>suiv.</i>
Moyens du Sieur de Riancourt Daplessis, contre Mouchy & la Veuve.	349 & <i>suiv.</i>
Moyens de la Veuve.	355 & <i>suiv.</i>
Arrêt du Grand - Conseil du 25. Septem- bre 1703.	362, 363.
Distinctions des Manieres de prononcer sur les Accusations.	366.
Quand Mouchy seroit l'Amant de la Veuve, il peut être coupable de l'Assasi- nat de son Mari, sans qu'elle le soit.	372.
Il dépend du Juge, dans une Affaire cri- minelle, d'ordonner la Confrontation, ou de ne la pas ordonner, s'il ne con- damne pas un Accusé.	376.
Peines attachées aux secondes Noces, selon la Loi Romaine, & selon la Cou- tume de Paris.	387 & <i>suiv.</i>
Arrêt du Grand - Conseil, conforme aux Conclusions de Me Brillon en faveur de la Veuve.	393.
<i>Plaidoyé de Me. ANTOINE ARNAULD, pour l'Université de Paris, contre les</i>	

# T A B L E

tion de l'Université pour l'Expul-	
tion des Jésuites.	401-403
Requête de l'Université au Parlement, à	
même Fin.	404-406
Sujet du Plaidoyé, & Privilege pour son	
Impression.	407-410
Le Plaidoyé même.	411 & suiv.
Exorde.	411-418
Commencement de la Narration, & Con-	
firmation, mêlées.	418, 419
Quatrième Vœu des Jésuites.	419-421
Leur Zele particulier envers le Roi d'Es-	
pagne.	421
Ne prient Dieu pour le Roy, & ne luy	
ont Serment.	421-423
Leur Brigue en Sorbonne.	423 & suiv.
Leur Origine, leur Instituteur Loyola, &	
leur Entrée en France.	430 & suiv.
Leurs Conseils & Brigues contre l'Etat.	
	432-436.
Leur Lettre pour offrir la Couronne de	
France au Roi d'Espagne.	436-438.
Font pendre le Président Brisson, & deux	
Conseillers du Parlement.	439
Leur Imposture contre le Prince de Con-	
dé, & les autres Princes du Sang.	440, 441.
Leurs Complots & Dessesins d'Assassi-	
nats sur quantité de Gens, & leurs	
Exhortations en Chaire à cet Egard.	
	441 & suiv.
Leur Corruption de la Jeunesse.	449 & f.
Leurs Séductions d'Enfans de Famille,	
Vols des Biens des meilleures Mai-	
sons, & Richesses immenses dont ils	
s'em-	

# T A B L E.

s'emparent.	451 & <i>suiv.</i>
Leur Zele pour l'Espagne, à laquelle ils sacrifient le Portugal.	456 & <i>suiv.</i>
Cinq Responses à l'Appointé qui leur fut accordé en 1564.	461 & <i>suiv.</i>
Regardent comme excommuniés ceux qui s'opposent à leurs Entreprises.	468 & <i>suiv.</i>
Response à l'Objection prise de ce qu'on diroit à Rome de leur Expulsion.	472. & <i>suiv.</i>
Response à ceux qui disent, qu'il leur faut faire leur Procès.	476-479
Response à ceux qui objectent, qu'ils ne sont pas tous Etrangers.	479
Leur Mission est d'excommunier & mal- sacrer quiconque n'est pas pour le Roi d'Espagne.	480
Biens & Faveurs qu'ils en reçoivent, mê- me le Cardinalat.	480, 481
Leur Expulsion de France proposée dès 1550, & Décret de la Sorbonne à ce Sujet.	482-484
Ne sont, ni réguliers, ni séculiers, mais <i>tels quels</i> , selon eux-mêmes.	484, 485.
Rome même voulut les chasser.	486
Peroration, posant que l'Université est ruinée, s'ils ne sont chassés de France.	488 & <i>suiv.</i>

Vive Apostrophe à Henri IV. 500-503

# T A B L E.

& Argument de ce Plaidoirie.

Des Magistrats de Lyon, & de Henri IV.	507, 508, 509, 510, 514, 521.
Persecution des Jésuites contre la Vie de ce Prince	510 & suiv.
L'Ordre, qui n'a jamais été approu- vé en France, regardé comme un flam- beau de Discorde.	511, 513
Imprudences de l'Appointé à eux accor- dé en 1564, & Abus criminel qu'ils en firent.	511 & suiv.
Autres Ordres chassés pour de moindres Sujets.	512, 513
Leur But, en tachant de rentrer en France, est d'y faire pis que par le passé.	515
Précautions du Parlement là-contre.	515
Remonstrances de la Ville de Lyon en faveur du Jésuite <i>Porfan</i> , réfutées fort au long.	515 & suiv.
Caractere, Duplicité, & Dangers, des différens Vœux des Jésuites.	516 & suiv.
Affassinat tenté sur Charles Borromée, & l'Ordre des Humiliés aboli.	519, 520
Promesse de la Cour de pourvoir le College de Lyon de bons Régens.	522
Préjugé du Public touchant les prétèn- dus Lumieres des Jésuites, combat- tu.	523, 524
Les Lyonnais exhortés à la Réunion tou- tale.	525
Prise de Corps décernée contre <i>Porfan</i> .	527
Arrest de la Cour, conformément aux Conclusions de Marion.	527-530.













